

# Révoltes

CENTRE COOPÉRATIF D'HISTOIRE VIVANTE DES RÉVOLTES ET DES ALTERNATIVES SOCIALES

## Groupe insoumission



Matériaux

pour l'histoire

## SOMMAIRE

Introduction .....	3
<i>Entretien avec</i> Alain Pigault .....	7
<i>Entretien avec</i> Bernard Bolze .....	15
<i>Entretien avec</i> Éric Schall .....	19
<i>Entretien avec</i> Jean-Paul Brunet .....	29
<i>Entretien avec</i> Éliane Batistella .....	35
<i>Entretien avec</i> Nicole Luquet .....	42
<i>Entretien avec</i> Pierre Lucarelli .....	45
<i>Entretien avec</i> Guylaine Gouzou .....	48
<i>Entretien avec</i> Bruno Hérail .....	52
<i>Entretien avec</i> Pascale Manfredi .....	63
<i>Entretien avec</i> Zeïn-eddine Zouaoui .....	66
<i>Entretien avec</i> Rémi Weyl .....	73
<i>Contribution de</i> Freddy Tondeur .....	79
Table-ronde .....	82
<i>Quelques éléments</i> <i>du paysage antimilitariste lyonnais</i> .....	94

## L'équipe d'animation de Révoltes !

Patrice BOUVERET  
Gilles COMTE  
Catherine FAURE  
Manfred FISCHER  
Gérard FONTAINES  
Michel GONTIER  
Christiane JACOUTON  
François MENETRIER  
Marcel PEYRENET  
Mimmo D. PUCCIARELLI  
Jean-Yves RAYMOND

### Photos de couverture :

- en haut, manifestation antimilitariste, rue de la République à Lyon ;
- en bas, les participants de la table-ronde.

ADHÉSION

*Si vous n'êtes plus ou pas encore adhérent de notre association,  
nous vous proposons d'adhérer :*

adhésion simple : **15 euros**

**Révoltes**, 10, rue Dumont-d'Urville, 69004 Lyon

# Un bulletin de Révoltes

en guise de dossier..

**V**oici ce que nous vous offrons comme mise à jour sur les activités du groupe, mais aussi sur des initiatives que nous envisageons pour les mois, voir, les proches années à venir.

Après avoir réalisé le travail sur la Rhodia — comprenant le livre *Histoire d'une usine en grève, Lyon-Vaise 1967* et une exposition de photos et de tracts de cette longue grève — nous nous sommes engagés, il y a un peu plus de deux ans, dans cette recherche collective d'histoire du Groupe insoumission de Lyon (GI : 1975-1981). Un groupe qui se réunissait sur les pentes de la Croix-Rousse, au 13, rue Pierre-Blanc, le local de la Coordination libertaire.

Nous voulions faire connaître la vie de ce groupe pour des raisons diverses :

- notre propre groupe se réunit depuis plus de quatre ans dans ce même quartier, où quelques-uns d'entre nous habitent ;
- certains membres ont participé à quelques-unes des nombreuses alternatives jaillies à la Croix-Rousse depuis le début des années 1970. Ils ont pu être membre du Groupe insoumission (GI) ou bien être en contact étroit avec ses membres à l'occasion d'un collectif de soutien à un insoumis emprisonné ;
- par-delà ce double lien géographique et « affectif », l'expérience du GI nourrit l'imaginaire qui unit les pratiques des révoltes et de la contestation sociale, d'hier à aujourd'hui. Un des objectifs de Révoltes étant de les maintenir vivantes et tout simplement de les faire mieux connaître.

Passer d'une recherche sur une grève ouvrière de la fin des années 1960, à une autre sur des pratiques d'insoumissions « civiles et militaires » des années 1975-80, fait apparaître des écarts entre l'une et l'autre forme de « révolte » ou de « contestation ». Certes, on

passé d'une « classe ouvrière » à des « alternatifs » ou plutôt à des « marginaux », selon l'appellation qui avait cours à cette époque...

Dans ces histoires parallèles et successives, nous trouvons des différences de méthodes militantes et même d'objectifs immédiats. Or, nous cherchons à mettre à jour par nos travaux comment tous ces éléments de « révolte » participent d'une démarche « plurielle » visant l'émancipation sociale...

L'impact de la grève de la Rhodia sur les étudiants contestataires de Mai 68 fut certain, nous le disions dans les pages conclusives de notre précédente publication. Tout en montrant qu'étudiants et ouvriers ne parlaient pas le même langage, ne faisaient pas référence au même imaginaire « révolutionnaire ».

L'impact du GI sur d'autres acteurs de la transformation sociale n'est pas mesurable de la même manière. Le GI s'impose plutôt comme un creuset, propice à une multitude de révoltes et de contestations, qui éclosent d'un peu partout au fil des années 1970. S'il se constitue pour résoudre des conflits individuels, entre l'insoumis et l'armée, la mixité hommes femmes qui le caractérise génère des pratiques quotidiennes de contestation de la famille, du travail et de l'éducation autoritaire en générale. Le GI interroge aussi la libération sexuelle, le féminisme, la vie communautaire... Non pas que le groupe en tant que tel ait été engagé sur l'ensemble de ces questions, mais ses membres, individuellement ou à plusieurs, militaient fortement pour l'une ou l'autre d'entre elles.

C'est là, une des raisons principales pour lesquelles nous nous sommes intéressés à l'histoire du GI. À lui seul, ce groupe illustre les pratiques d'une culture alternative que nous appellerons libertaire, pour garder à ce terme

Un bulletin de

# Révoltes

en guise de dossier..

**V**oici ce que nous vous offrons comme mise à jour sur les activités du groupe, mais aussi sur des initiatives que nous envisageons pour les mois, voir, les proches années à venir.

Après avoir réalisé le travail sur la Rhodia — comprenant le livre *Histoire d'une usine en grève, Lyon-Vaise 1967* et une exposition de photos et de tracts de cette longue grève — nous nous sommes engagés, il y a un peu plus de deux ans, dans cette recherche collective d'histoire du Groupe insoumission de Lyon (GI : 1975-1981). Un groupe qui se réunissait sur les pentes de la Croix-Rousse, au 13, rue Pierre-Blanc, le local de la Coordination libertaire.

Nous voulions faire connaître la vie de ce groupe pour des raisons diverses :

- notre propre groupe se réunit depuis plus de quatre ans dans ce même quartier, où quelques-uns d'entre nous habitent ;
- certains membres ont participé à quelques-unes des nombreuses alternatives jaillies à la Croix-Rousse depuis le début des années 1970. Ils ont pu être membre du Groupe insoumission (GI) ou bien être en contact étroit avec ses membres à l'occasion d'un collectif de soutien à un insoumis emprisonné ;
- par-delà ce double lien géographique et « affectif », l'expérience du GI nourrit l'imaginaire qui unit les pratiques des révoltes et de la contestation sociale, d'hier à aujourd'hui. Un des objectifs de Révoltes étant de les maintenir vivantes et tout simplement de les faire mieux connaître.

Passer d'une recherche sur une grève ouvrière de la fin des années 1960, à une autre sur des pratiques d'insoumissions « civiles et militaires » des années 1975-80, fait apparaître des écarts entre l'une et l'autre forme de « révolte » ou de « contestation ». Certes, on

passé d'une « classe ouvrière » à des « alternatives » ou plutôt à des « marginaux », selon l'appellation qui avait cours à cette époque...

Dans ces histoires parallèles et successives, nous trouvons des différences de méthodes militantes et même d'objectifs immédiats. Or, nous cherchons à mettre à jour par nos travaux comment tous ces éléments de « révolte » participent d'une démarche « plurielle » visant l'émancipation sociale...

L'impact de la grève de la Rhodia sur les étudiants contestataires de Mai 68 fut certain, nous le disions dans les pages conclusives de notre précédente publication. Tout en montrant qu'étudiants et ouvriers ne parlaient pas le même langage, ne faisaient pas référence au même imaginaire « révolutionnaire ».

L'impact du GI sur d'autres acteurs de la transformation sociale n'est pas mesurable de la même manière. Le GI s'impose plutôt comme un creuset, propice à une multitude de révoltes et de contestations, qui éclosent d'un peu partout au fil des années 1970. S'il se constitue pour résoudre des conflits individuels, entre l'insoumis et l'armée, la mixité hommes femmes qui le caractérise génère des pratiques quotidiennes de contestation de la famille, du travail et de l'éducation autoritaire en générale. Le GI interroge aussi la libération sexuelle, le féminisme, la vie communautaire... Non pas que le groupe en tant que tel ait été engagé sur l'ensemble de ces questions, mais ses membres, individuellement ou à plusieurs, militaient fortement pour l'une ou l'autre d'entre elles.

C'est là, une des raisons principales pour lesquelles nous nous sommes intéressés à l'histoire du GI. À lui seul, ce groupe illustre les pratiques d'une culture alternative que nous appellerons libertaire, pour garder à ce terme

les éléments « révolutionnaires » et « subversifs » qui étaient les siens il y a encore quelques années. En faisant aujourd'hui parler le GI, nous renouons avec les années 1970, une époque où la contestation se « globalisait »...

Aujourd'hui, ici en France, l'insoumission à l'armée n'est plus à l'ordre du jour. Cependant, les méthodes horizontales et spontanées du GI pour s'organiser et mener des actions semblent encore assez vives. Nous les rencontrons parmi les groupes et individus ne voulant pas suivre les rails imposés par les partis politiques et les organisations syndicales au nom du programme, du nombre, de la masse et du... pouvoir vertical ; soi-disant le seul moyen « efficace » pour changer le monde !

À contre-courant, le GI vient prouver qu'un petit groupe d'une vingtaine de personnes peut contribuer à transformer la société et nos imaginaires. De sorte qu'entre les idées et les pratiques du GI, celles d'autres mouvements sociaux des années 1970 ainsi qu'avec les mouvements actuels, plusieurs liens évidents sont présents, comme la radicalité et la globalité de la révolte.

La conception de l'insoumission qu'élaboraient les membres du GI visait conjointement l'organisation, les objectifs de l'armée et la société civile traditionnellement figée dans des valeurs autoritaires et iniques qui justifiaient cette armée. Dans une France où le service militaire n'est plus obligatoire, cette parole insoumise continue à véhiculer des valeurs dont nous nous sentons proche. Mais qu'en pense-t-on, aujourd'hui, autour de nous ?

Quelles différences existe-t-il entre des groupes et mouvements prônant l'insoumission civile et militaire, comme le faisait le GI à Lyon entre 1975 et 1981, et les pratiques dites de « résistances » que l'on observe aujourd'hui ?

Le présent bulletin permettra peut-être d'amorcer le débat...

Lorsque l'on commença à rassembler l'histoire du GI, nous imaginions réaliser un CD-rom qui comporterait des témoignages de membres du groupe, d'autres personnes ayant eu des contacts avec eux et elles, les ayant défendu comme avocats ou bien soutenu par des écrits dans la presse locale et nationale... Cet objectif est apparu difficile à réaliser, ne dis-

posant pas des moyens et du savoir-faire nécessaires pour l'atteindre.

Nous nous sommes repliés, dans un premier temps, sur l'idée d'un livre, moins riche en témoignages mais plus à la portée de nos possibilités/capacités. Nous venions de publier *Une usine en grève...* qui de surcroît s'était bien vendu (plus de cinq cents exemplaires). Plutôt qu'une somme de témoignages, la réalisation d'un tel livre impliquait d'analyser l'histoire du Groupe insoumission et des parcours de vie de ces membres. Pour conduire ce projet selon la méthode que notre groupe s'est fixée depuis ses débuts, il fallait travailler collectivement. Nous pensons en effet que la restitution de l'histoire collective ne peut se faire que collectivement. Des regards multiples et des sensibilités différentes permettent d'envisager plus fidèlement cette restitution.

Or, le résultat d'aujourd'hui n'est encore ni un CD-rom, ni un livre. Le deviendra-t-il un jour ?...

**E**n vue de rassembler des matériaux pour la publication, nous avons d'abord préparé une grille destinée aux entretiens avec plusieurs membres du GI, entretiens généralement réalisés par deux personnes du groupe. Nous avons travaillé également sur des archives que nous avons rassemblé et classé. Des archives que des membres du GI ont mis à notre disposition. Ce sont des articles de presse, des textes, des lettres, des tracts, des brochures, des photos...

Durant ce temps, nous avons maintenu les discussions régulières entre nous, pour s'informer de l'avancement du travail collectif et trois week-ends de travail ont été extrêmement utiles pour la cohérence de notre groupe :

1. en mars 2001, nous avons établi un sommaire assez précis pour la rédaction d'un livre (*voir en annexe*) ;
2. le 16 juin 2001, fut organisée une table-ronde, à laquelle ont participé une douzaine de membres du GI. Nous leur avons demandé de venir se rappeler « collectivement » pourquoi ils/elles avaient participé à ce groupe, et les liens qu'ils/elles pouvaient percevoir avec des mouvements actuels ;

3. en mars 2002, nous décidâmes de réduire nos objectifs initiaux pour aboutir rapidement à un simple dossier.

Ces trois rencontres ont ponctué la réalisation de ce travail. Elles se sont déroulées chez des personnes ayant appartenu au Groupe insoumission et qui ont choisi une activité professionnelle à la campagne.

En mars 2002, après plus de deux ans de travail sur le projet, nous nous sommes donc donné les moyens de conclure, au moins temporairement, cette recherche. Lui donnant sinon un point final, trois points de suspension...

En effet, nous nous étions heurté à plusieurs types de difficultés nous empêchant de réaliser le travail que nous imaginions au départ :

- Un objectif de ce livre, à partir d'un matériau « brut », était de présenter des analyses et de proposer une synthèse. Or, tous ceux et celles ayant réalisé un travail comparable savent qu'il s'agit d'une démarche exigeante pour laquelle il faut du temps et un certain savoir-faire. Le collectif Révolte est formé d'une dizaine de personnes ayant par ailleurs des profils et des activités diverses et multiples. Le travail sur la Rhodia avait entretenu le dynamisme du groupe pendant quelque temps. Avec ce nouveau travail, il s'est avéré que les mois passant, nous avions de moins en moins d'énergie. Nous dûmes reconnaître que notre énergie devenait inversement proportionnelle au degré d'exigence méthodologique...
- Le travail d'analyse et de synthèse est déjà exigeant en soi. Mais il l'est encore d'avantage lorsque l'originalité du groupe de recherche est la mise en commun des éléments, pour restituer une analyse et une synthèse collective. Faute de cette disponibilité impossible à trouver, la méthode retenue entraîna une sorte de parcellisation des tâches, demandant à une ou deux personnes de produire chaque fois une analyse sur tel ou tel point. Ce découpage artificiel du sujet de l'étude s'est avéré non compatible avec la démarche collective qui restait la nôtre.
- Au cours du dernier week-end consacré à ce projet, nous nous sommes entendu dire que *pour produire un travail collectif il faut le faire collectivement*. Ce qui peut paraître une lapa-

lissade exprime, en réalité, une conception de travail particulière. En « sous-traitant » ainsi des portions d'analyse, nous rendions précaire le travail individuel, car cela nous dissociait de l'appartenance au groupe Révoltes. En effet, un groupe qui s'intéresse à un sujet d'histoire sociale l'entend et le relie à l'histoire présente, car il est moins historien qu'acteur du présent. Nous aurions dû analyser « toujours » collectivement l'ensemble des points que nous avons établis. Et nous aurions dû faire la même chose pour la synthèse. Concrètement, le travail aurait dû se réaliser en réunion plénière afin qu'une ou deux personnes, à partir de notes, écrive ensuite un texte qui serait approuvé *in fine* par une nouvelle assemblée...

**Les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtées, relèvent-elles seulement d'un problème de méthode ? Y a-t-il eu d'autres problèmes liés, par exemple, à des savoir-faire insuffisamment partagés ? Comment avancer dans cette approche collective de l'histoire sans affaiblir les démarches individuelles, tout en mutualisant les savoirs ?**

Cela « re » pose la question à un groupe comme le nôtre : quel type de travail collectif pouvons-nous ou avons-nous envie de réaliser ?

**A**ujourd'hui ces questions nous occupent, car face à l'ampleur du travail que nous nous étions donné, nous avons ressenti un manque d'assurance sur la possibilité de fournir une production cohérente avec nos objectifs initiaux. Cependant, les mêmes questions peuvent être mise en relation avec des difficultés plus objectives qui se sont présentées au cours de ce travail.

Tous ces contacts, au cours des entretiens et plus particulièrement durant la table-ronde, ont ravivé les tensions et même des contradictions qui n'ont jamais manqué au sein du GI des années 1970.

Dans le même temps, l'engagement affectif sous-jacent semblait intact. En nous racontant des périodes de leurs vies et de celle intense du groupe, chacune et chacun recouvrait la dynamique et l'énergie collective. Cette force qui

permet à une vingtaine de personnes d'imposer le débat sur l'insoumission en se battant pour la libération de tel et tel insoumis, qu'il fut membre du groupe ou venu d'ailleurs pour se faire arrêter à Lyon où il serait « mieux défendu »...

Mais certains témoins du Groupe insoumission ont marqué de la « résistance », des hésitations ou des réserves, par rapport à nos entretiens et à l'intérêt de publier une histoire du GI... Étions-nous alors autorisés de le faire ?

Ces diverses difficultés, et une motivation s'estompant au fil du temps, ont déterminé le choix du groupe à publier ce dossier plutôt qu'un « livre ».

Ce livre imaginaire sur le GI, nous l'aurions voulu le plus exhaustif possible. Ce dossier, plus modestement, vient témoigner du travail consacré à l'histoire d'un groupe. Elle demeure assez riche et importante pour être partagée par ce moyen sommaire.

Il est possible que nous-mêmes, ou bien d'autres, reprennent sur l'établi les éléments que nous vous présentons aujourd'hui, ainsi que ceux qui restent à explorer, mettre à jour et analyser, parmi les archives nomades que nous avons réunit en un seul lieu<sup>1</sup> pendant une petite période...

Pour cela, nous pourrions accueillir de nouvelles personnes ou apporter notre soutien à un groupe qui choisirait d'avancer de façon autonome...

La publication de ce dossier récompense donc « partiellement » les efforts de tous ceux et celles qui ont apporté leur contribution personnelle à sa réalisation.

Dans le même temps, nous souhaitons inaugurer une autre forme de restitution du résultat de nos activités : à partir du bulletin, proposer des débats sur ce thème de l'insoumission dans l'histoire passée ou vivante, en attendant d'autres sujets : recherche / bulletin / débats pour prolonger les résultats (provisaires) des rencontres avec les membres du GI, tout en intéressant les personnes sensibles à notre démarche...

Lien supplémentaire à ceux que nous voulons tisser avec d'autres militants, chercheurs et

passionnés de la mémoire et des révoltes sociales, ce « dossier du jour » témoigne des nouvelles questions que nous nous posons :

- quelle présence de l'insoumission et des insoumis aujourd'hui ?
- quel cheminement de la recherche pour une activité collective ayant comme objectif la mémoire des « révoltes » ?
- comment maintenir vivante, c'est-à-dire conserver sous un regard critique l'histoire de ces révoltes ; et plus généralement celle des groupes et des individus actifs au quotidien pour faciliter l'émancipation sociale ?

Sur ces questions, et sur les nouvelles activités et recherches que nous allons mettre en œuvre, nous aimerions vous voir partager nombreux et nombreuses, *pour qu'ensemble on se fraye des chemins non balisés à l'avance dans la recherche et dans l'action.*

1) Révoltes s'est créé pour maintenir vivante la mémoire des révoltes d'hier et d'aujourd'hui. Nous n'avons pas un local propre et nous nous sommes réunis jusqu'à présent dans des espaces publics. D'abord dans les locaux du Réseau santé, puis dans ceux de la Condition des Soies. Un local nous permettrait notamment de constituer des archives spécifiques à nos recherches, mais pour l'heure nous n'avons pas les moyens et l'énergie pour faire vivre un tel lieu...

**Q**uel âge avais-tu à l'époque du Groupe insoumission ?

Je n'étais pas au début du GI. Quand je suis arrivé dans ce groupe j'avais vingt ans. C'était vers 1977-78. En 1977, il y avait eu Malville...

Dans mon parcours qui m'a conduit à ce groupe il y a eu la rencontre de quelques personnes très influentes comme Gilles Luquet...

Ma mère était femme au foyer jusqu'en 1972 et mon père était mécanicien d'engins de travaux publics. Il mourra en 1972, justement suite à un accident de travail, en laissant une famille avec trois enfants, et moi j'avais treize ans à l'époque. Je suis le deuxième des trois. Je finissais alors l'école primaire et pour que je puisse rapidement trouver du boulot notre mère décide de nous envoyer dans des collèges de formation rapide qu'à l'époque on appelait des CET. J'obtiens un CAP et puis j'enclenche une filière lycée, ce qui ne se faisait pas encore à ce

**C**omment es-tu passé de l'extrême gauche à des positions mettant en cause l'existence de l'armée, ce que ne faisait pas à l'époque l'extrême gauche ?

En fait, c'était à la fois une ouverture sur la société, la société capitaliste, de comment pouvait-on s'en affranchir ou plutôt lutter contre ses différentes aberrations : l'émigration, le sexisme, le machisme... Et puis en même temps mon frère avait connu un professeur de français de son bahut qui venait de temps en temps à la maison, et lui m'avait influencé par l'aspect psychologique et non politique... À la fois il mettait un peu d'ordre dans nos sentiments et face à l'absence du père à la maison, il a joué un rôle essentiel car il m'a permis de quitter le milieu familial. J'ai alors trouvé un petit *bouï bouï* à la Croix-Rousse, un peu grâce à lui. À ce moment-là s'est posée la question de trouver du travail et celle de l'armée. La recherche d'un travail pour avoir de l'argent et la résolution de la question de l'armée pour avoir du temps, envisager un avenir pour ma vie sans contrainte. L'idée de l'insoumission, c'était d'abord le fait que je ne voulais pas faire mon service militaire. C'était quelque chose de bien ancré en moi, l'idée essentielle conductrice...

**Entretien avec**

**Alain Pigault**

moment-là, et j'arrive jusqu'au bac. Quant à ma mère elle a commencé à travailler à l'usine, donc on s'est retrouvé dans un milieu encore « ouvrieriste ».

Le CET, c'est l'antichambre de l'usine et c'était abominable. C'est quand j'ai enclenché la filière du lycée que j'ai rencontré Gilles Luquet qui était pion et qui avait dans son cartable *L'Étincelle* pour mettre le feu à la plaine, ce qui était, je crois, une phrase de Marx, et qui était le titre d'un bulletin d'une cellule marxiste léniniste... Alors j'ai commencé à avoir de nouvelles lectures... dans le bureau de Gilles Luquet, il y avait outre, ce bulletin, une autre revue, *À suivre* (une revue de bande dessinée) et c'était l'occasion de débattre des questions de société. Il avait quelques années de plus que moi et cela a été l'occasion de m'ouvrir à ce type de discussions. À la maison, avec ma mère, mon frère et ma sœur, nous n'avions jamais de discussions sur des problèmes sociaux, ni de société, c'étaient des questions de scolarité et de vie quotidienne. J'ai été le seul dans la famille à vouloir quitter le milieu familial, ce qui ne s'est pas passé facilement, et à dire : famille je vous hais. C'est ainsi que, pendant six ans, je ne les ai pas vus.

Je me suis rendu compte, par les divers témoignages et vécus par mes copains qui avaient le même âge que moi et qui me racontaient qu'ils portaient un fusil, tiraient sur des cibles, avaient une vision des femmes je dirais quasiment pornographique et sexiste, se laissaient commander par des gens qui n'ont pas une grande intelligence dans la tête... Ensuite, passer douze mois à supporter comme ça une forme de vie que je trouvais préhistorique, de ne pas avoir de lieu à soi, tout était fouillé, contrôlé... il fallait se plier à des ordres de vie quotidienne, de repas, de coucher, etc. Tout cela, je me disais, ce n'est pas fait pour moi. C'était une réaction à ce que vivaient des amis de mon âge qui me rapportaient lors de leurs permissions, leurs exploits ou leur révolte, car des fois ils en avaient marre. Face à ça je me disais : je ne peux pas me voir là dedans. Alors que ma mère, elle, voulait absolument que je fasse le service militaire. C'était une pression énorme à la maison afin qu'un de ses fils porte l'uniforme.

Peut-être que, plus elle insistait là-dessus, plus je me mettais dans une position d'opposition en me disant : cette fois-ci, ce ne sera pas mon tour.



alors quasi exclusivement idéologique — si on met de côté la fonction de « valet de chambres » (ou chauffeur, serveur, secrétaire, etc.) pour les membres de la hiérarchie militaire. Il change d'ailleurs de nom pour prendre, en 1965, celui de service national...

## Un Mai 68 paradoxal

Le second événement du « paysage » propice au développement de l'insoumission est ce « printemps 68 » qui a fait éclater le carcan social d'une société française bloquée et qui « s'ennuie », tout en donnant un souffle nouveau aux aspirations radicales et libéro-libertaires.

« À grands traits, on peut dire que le Mai 68 lyonnais est similaire au Mai 68 parisien, maintenant bien connu », souligne Olivier Marchesi en conclusion de son travail de recherche sur *Lyon en Mai 68*<sup>16</sup>. Et de poursuivre : « Le Mai 68 lyonnais s'est construit une identité complexe, parfois en référence à ce qui se passait dans la capitale, parfois en référence au terreau lyonnais et aux événements qui se sont déroulés dans l'espace urbain lyonnais. »

Bien sûr, Mai 68 « ne surgit pas dans une France calme »<sup>17</sup>. « Les journées de mai-juin 1968 [...] vont révéler l'ensemble des conflits qui pouvaient traverser la société. Conflits vis-à-vis de l'enseignement, conflits de classes, conflits sur la conception et la mise en œuvre de la culture, conflits de génération, conflits contre la toute-puissance du pouvoir politique. Toute une violence latente de la société explose »<sup>18</sup>.

Certes, Mai 1968, du point de vue « antimilitariste », peut apparaître comme paradoxal car l'armée n'a pas été remise directement en cause durant cette période alors qu'elle représentait l'archétype même de l'obéissance, de la soumission, du dressage contesté par ailleurs par les étudiants. Sans compter que la lutte contre la guerre que menaient les Américains au Vietnam jouera un rôle déclencheur important dans l'agitation sociale de ce printemps 1968 qui n'a pas concerné que la France mais également bien d'autres pays occidentaux (États-Unis, Allemagne, etc.)<sup>19</sup>.

Dans les différents récits de ces journées, il n'existe pratiquement aucune trace d'un travail spécifique en direction des casernes, des appelés, dont nombre se trouvaient alors consignés et tenus en état d'alerte au sein de leur régiment. La police est clouée au pilori (notamment au travers du raccourci CRS = SS), l'école également, l'usine, évidemment, etc., l'armée non, ou si peu ! Pourtant ne représentait-elle pas le symbole majeur de cette autorité et de cet ordre mis en cause ? N'est-ce pas après un voyage à Baden-Baden auprès d'un de ses généraux, que le général de Gaulle a tenté de reprendre la main sur les événements ?

L'armée, quant à elle, tirera des enseignements de cette « révolte » qui a réussi à paralyser la France durant plusieurs semaines et en tiendra compte au niveau de son organisation et de la stratégie élaborée. Les gouvernements successifs vont procéder à une importante restructuration de l'armée dont les régiments vont s'entraîner à la guérilla urbaine afin de pouvoir faire face à la « subversion intérieure », à « l'ennemi intérieur » selon les termes utilisés alors par les responsables politiques.

Aujourd'hui, cela peut nous paraître surprenant, voire même risible, mais la hiérarchie militaire était alors fort inquiète vis-à-vis de ses possibilités d'utiliser la troupe et d'en garder le contrôle en cas de répétition d'un mouvement similaire à Mai 68 et elle devait tout faire pour contrer ce risque. En tout cas tel était le sens d'un rapport, dont *Le Monde* se fit l'écho en 1978, émanant du chef d'état-major inter-armes, le général de Boissieu.

## L'émergence d'un mouvement des femmes

Il peut paraître surprenant de pointer en toile de fond l'émergence du mouvement des femmes alors que le service militaire ne concernait que les hommes, représentant même durant de nombreuses années un gage de virilité, le rite d'entrée dans la vie adulte pour les jeunes mâles. Pourtant, l'émergence et l'affirmation du mouvement des femmes contribua par sa dénonciation du partage des rôles masculin/féminin et de la confiscation du pouvoir (au sens large du terme) par les hommes, à une remise en cause notamment du service militaire dans sa fonction prétendument « éducatrice ».

De plus, même si, pour la plupart, les femmes qui participaient au mouvement antimilitariste s'y engageaient au départ en soutien face à la répression subie par les réfractaires, une parole « féministe » et un engagement spécifique ont pu émerger dans différents lieux pour remettre en cause la militarisation de la société.

Un questionnaire qui, d'ailleurs, a conduit un membre du Groupe insoumission à réaliser une brochure sur *Les femmes et l'armée* (cf. l'entretien avec Alain Pigault).

## L'extension du camp militaire au Larzac

L'action des paysans du Larzac contre l'extension du camp militaire de 1971 à 1981 ne peut pas être considérée comme une lutte antimilitariste en tant que telle. Pourtant, cette mobilisation a sans aucun doute permis une imprégnation de larges pans de la société aux idées antimilitaristes. De plus, autour de la détermination des paysans du plateau,

J'avais été baptisé, fait la communion et c'était tout. Je n'avais pas pratiqué réellement la religion, ni même été dans des associations ou mouvement de jeunesse proches de la religion. Mes parents étaient des croyants, comme ça... Moi, je suis non-croyant et non-pratiquant.

**M**aintenant, mais avant ?

Tu n'es pas né non-croyant et non-pratiquant ?

Non, c'est à la mort de mon père que je me suis dit que je n'allais plus remettre un pied dans une église. En fait, lors de la cérémonie religieuse des funérailles de mon père, le discours qui avait été fait et le sermon, j'ai trouvé cela consternant, concernant mon père qui était quasiment un peu de ma chair. Je me suis dit : mais ce n'est pas mon histoire. De la manière de comment quelqu'un se met à parler de la mort avec la Bible... Ce ne sont là que des flashes que j'ai dans ma mémoire : la morgue, la séance religieuse et la séance funéraire, tout ça ce sont des flashes, mais je me souviens que c'est à ce moment-là que j'ai pris la décision dans ma tête. D'une manière radicale, comme ça ! je ne pourrais plus rentrer dans une église, ce sont des discours que je ne peux plus entendre. Et puis, je me suis dit : la mort est belle ! je me suis dit ça. Pas pour lui, mon père, mais je me suis dit : la mienne sera belle... Je me souviens ainsi de quelque chose qui m'a structuré en quelques heures.

À la mort de mon père j'avais treize ans. J'ai vu mon père à l'hôpital pendant quelque temps avant qu'il meure. Il était handicapé très lourd, puisqu'il fallait lui donner à manger... Il est resté six mois à l'hôpital avant de mourir dont trois mois dans le coma, hémiplégique, sans reprendre connaissance.

J'ai pu ainsi préparer un deuil, mais en fait, pendant tout ce temps ou il a été malade, tout était fait pour qu'il puisse continuer à vivre. Je ne souhaitais pas sa mort, et c'est seulement une fois que la mort a eu lieu que je me suis dit son absence. Pour moi ça été une libération... Voilà un résumé sous forme des flashes... le fait que je me suis dit que la mort sera belle... mais après c'est un travail sur le deuil qui a été fait. Et moi je l'ai fait non pas par l'évitement, mais tout de suite je me suis dit que c'était la chose la plus tragique qui puisse nous arriver, l'absence de l'autre, l'absence définitive... une chose qu'il fallait provoquer, une prise de risque parfois. L'insoumission pour moi ça a été une prise de risque.

**L'**insoumission a donc été provoquée par la rencontre de copains et non par les mouvements sociaux qui touchaient les lycées et les CET au début des années 1970 ?

Oui j'ai dû manifester contre les lois Debré, mais ce n'est pas par ces réseaux là que je suis arrivé à l'insoumission, mais par une lecture personnelle, même très personnelle des choses.

Une fois que je me suis installé à la Croix-Rousse, dans ce fameux *boui boui*, j'ai fréquenté ce restaurant rue Bodin où j'ai rencontré un homme, Bruno Hérail et, par le hasard de la relation, du jeu du regard, on s'est mis à papoter et je lui ai dit que j'avais mon armée à faire. Et lui, à ce moment-là, m'a dit : viens les lundis soir aux réunions, tu trouveras d'autres copains qui se trouvent dans la même situation que toi. Je ne les connaissais pas avant et donc j'ai eu ce contact, cette adresse, pour aller parler de ce problème qu'il fallait que je résolve.

J'avais l'idée de ne pas faire le service militaire, mais de s'insoumettre, cela s'est fait après. En fait, j'ai cherché mille combines pour y échapper, et puis je me suis présenté à une de ces réunions dont m'avait parlé Bruno Hérail. C'était en 1977. À ces réunions j'ai trouvé la chaleur qui me manquait de ma famille, une discussion, une invitation et une reconnaissance de l'autre dans ses choix radicaux. Et je me suis dit que c'était peut-être dans cette voie-là que j'allais m'engager.

Au bout de quelque temps, après avoir été à une première réunion, j'y suis allé régulièrement. L'idée de m'insoumettre est donc venue par le contact et la présence avec ce réseau-là. Et puis le fait qu'il existait, dans ce réseau dense, des complicités, des amitiés, de l'entraide... et c'est exactement ce que je souhaitais pour ma vie. Et, du coup, ça a correspondu pile poil. C'est-à-dire être une deuxième famille.

**O**ù se tenaient ces réunions et quel a été l'impact de la première réunion à laquelle tu as assisté ?

Rue Pierre-Blanc, dans le premier arrondissement. Au treize ou au seize, je ne me souviens plus précisément. C'étaient des locaux occupés par IRL (Information région lyonnaise, je crois) [Ce n'est pas le titre exact ; cette revue s'est appelé dans un premier temps Informations rassemblées à Lyon, puis Informations et réflexions libertaires]. Lors de ces réunions, il y avait autant d'hommes que de femmes, entre les copains et les copines nous devions être une vingtaine de personnes. C'était le fumoir.

Quant à la première réunion, je n'étais qu'un visiteur donc je me suis présenté, mais j'ai aussi observé... à la fin de la réunion ça ne tenait qu'à moi si je voulais poursuivre et me mettre en relations avec telle ou telle personne puisqu'il y avait une telle diversité qu'elle me permettait de choisir. Je pouvais donner mon téléphone, me faire inviter et rentrer dans ce réseau pour prendre contact, et puis filiation s'il y avait besoin.

**C'**était ta première participation à une réunion militante ?

Oui, c'était mon premier groupe militant, et le seul aussi engagé. Après, il y a eu le sida, mais c'était dans les années 1980, plus tard dans le réseau sidéen

lyonnais, ce qui a été mon deuxième engagement. Et puis il n'y en a plus eu d'autres. En fait, je n'ai pas de culture politique sur la vie en société, et c'est là-dedans que je me suis formé, impliqué...

Et puis, je me suis toujours interdit de combiner, aventure, liaison amoureuse, avec cet engagement de s'insoumettre, des relations avec des copines de ce groupe-là.

Les relations dans ce groupe étaient denses mais en même temps, il y avait une espèce de complicité homme-femme, femme-femme et homme-homme, ce qui m'a permis de lire le féminisme d'une autre manière, ou plus précisément de le lire tout court.

Et puis, je me suis engagé un peu, en le suivant de loin, dans le mouvement psychanalyse et politique, un mouvement qui m'a permis, par la suite, de comprendre pourquoi moi, je refusais le service militaire...

**T**on intégration dans le groupe s'est faite facilement, sachant que lorsqu'on est en face à un groupe avec un fort quotient de complicité, ce n'est pas forcément facile de s'y intégrer ?

Vu que j'avais eu ce contact avec Bruno Hérail, que nous nous rencontrions, il est devenu par métaphore mon père d'introduction. Après la première réunion, c'est lui que je revoyais de temps en temps ; par la suite, nous nous sommes revus très fréquemment. En fait, du moment que l'inscription dans ce groupe passait par lui, j'avais l'impression que toutes les portes étaient ouvertes. Je suis tombé sur la bonne personne... Après, cela s'est passé très vite... les adresses des autres copains et copines m'ont été données, les numéros de téléphone aussi ; même clandestins et protégés, il fallait éviter de divulguer des informations qui pouvaient servir à nous retrouver. J'avais un répertoire avec les contacts des copains et des copines, que je gardais secret et en partie trafiqué. J'ai adopté ensuite le profil de la personne qui veut protéger et qui veut se protéger.

Dès que j'ai commencé à me rendre régulièrement aux réunions du groupe, je me souviens que j'ai commencé à prendre constamment des notes. J'avais toujours un bout de papier, un crayon, et je prenais des notes, puisque je voulais comprendre... connaître les sources... tout ce que j'entendais, les actions contre la police, contre la gendarmerie, contre les tribunaux, aider un copain qui était en prison... Il y avait une sorte d'organigramme une structuration du groupe qu'il me fallait apprivoiser. J'ai noté pas mal de choses, les premières années, et puis, lorsque j'ai saisi mieux la vie de chacun, je n'écrivais plus. J'ai gardé ces notes, elles semblent insignifiantes maintenant, mais elles m'avaient aidé à me structurer.

## Quels étaient les objectifs du GI ?

Ce dont je me souviens, c'était d'abord de s'insoumettre, écarter l'objection qui était aussi un moyen de ne pas faire le service militaire et de faire un service civil, mais qui était compliquée à l'époque puisqu'elle était accordée seulement pour des motifs philosophiques ou religieux... L'objectif principal, c'était donc de s'insoumettre, de ne pas faire l'armée, de risquer la peine de prison puisque c'était la sanction qu'on encourait, et en même temps, l'objectif du groupe était de créer une solidarité afin que ce choix ne puisse pas être vécu tragiquement et isolément. Je crois qu'il y avait l'idée incroyable de pouvoir aménager un réseau de vie pour que chaque personne qui allait faire ce choix-là puisse trouver à la fois l'aide et la solidarité, et, en cas de pépins, d'interpellation et tout ce qu'allait suivre après, de mettre en œuvre le soutien qu'il fallait.

Je pense qu'il n'y avait pas un objectif sociétal, ce n'était pas au niveau de la société, il n'y avait pas d'utopie, mais c'était surtout, c'est tout du moins l'idée que je garde, le fait que le choix de l'insoumission soit le moins tragique possible et qu'il soit vécu entre copains, puisque c'était le même destin.

## Comment fonctionnait le groupe ?

Il y avait ceux qui avaient des idées pour agir contre tous les représentants de l'ordre, certains stratèges qui permettaient de structurer les actions... Il y avait deux situations. Celle où les copains se faisaient arrêter où ils passaient les trois jours ; donc, là, il fallait agir sur le terrain, et puis il y avait la deuxième idée, de structurer ce réseau avec d'autres réseaux et publier les informations. Il y avait à l'époque un petit bulletin du groupe insoumission de Paris où l'on trouvait des informations sur une page, le groupe s'appelait le Grit.

Nous avions des réunions régulières, je crois tous les quinze jours ou toutes les semaines... mais je sais que c'était périodique. Il me semble que le jour de la réunion était le lundi. Mais je ne me souviens pas exactement si c'était toutes les semaines ou tous les quinze jours, je devrais regarder sur mon agenda...

Chacun apportait des infos à transmettre, des points de vue à donner, d'où s'enclenchaient des débats non ordonnés, ce qui provoquait très souvent la pagaille, et puis il y avait deux personnes qui essayaient de structurer ces discussions : Bernard Bolze et Bruno Hérail ; Nanou aussi essayait d'être un peu animateur de ce groupe. Chacun de nous donnait les infos qu'il avait eues et ce qu'il fallait en faire... Après, il y avait toujours une décision qui était prise, mais pas à l'unanimité, il n'y avait pas de vote : c'étaient les bonnes volontés qui devaient agir. Du coup, il y avait un noyau dur qui portait pratiquement toutes les initiatives qui les réalisait et puis des périphériques comme moi...

Mais comme le groupe n'était pas quelque chose d'établi, il n'y avait pas de statuts, pas de secrétariat, pas de trésorerie... si, il y avait une trésorerie, on donnait du fric pour l'édition d'affiches par exemple. Je crois que c'était Nanou qui s'en occupait, mais il n'y avait pas de secrétariat particulier. C'était Nanou qui s'occupait de prendre des contacts, d'écrire des courriers quand il le fallait. Des contacts avec les autres groupes et les autres soutiens...

**E**st-ce que vous fonctionniez seulement pendant ces réunions périodiques, ou il y avait aussi après d'autres groupes qui se mettaient en place pour telle ou telle action ?

Beaucoup de choses se passaient dans ces réunions collectives. Et puis, d'une manière tout à fait informelle, vu que beaucoup de copains vivaient dans des formes d'habitats collectifs, il y avait déjà une émergence d'idées et de propositions. Se retrouver après le lundi soir avec tout le monde ils arrivaient avec des idées et des propositions déjà formulées. Ceci n'était pas préparé de manière formelle, mais beaucoup de choses étaient déjà envisagées intérieurement aux réunions et puis c'était mis en débat à la réunion où les propositions étaient souvent remaniées ou reportées ou appliquées. Mais c'est vrai qu'il y avait des idées qui étaient préparées, mais d'une manière tout à fait due au mode de vie communautariste, collectif de certains des membres du Groupe insoumission.

On était nombreux à vivre en célibataires, seuls dans un logement ; il y en avait aussi qui vivaient en couple, comme Tony et Fatima...

Quand les copains étaient arrêtés, tout le monde se mobilisait, et là, ça marchait aussi par affinités. L'information circulait : un tel ou un tel a été arrêté, il faut faire ceci et cela, mais tout le monde n'était pas acteur pour agir sur le terrain. Il y avait toujours ce noyau dur qui agissait et puis moi, par exemple, j'ai mis du temps pour agir en soutien à des copains. Ça n'a pas été simple de prendre la vie de l'autre et d'en faire une partie de ma vie et de m'impliquer physiquement...

La première fois que cela m'est arrivé, c'était pour soutenir Tony Tamet, puis il y a eu Gérard Fontaine, et le dernier, c'était Alain Pierson. Tony Tamet parce que c'était mon voisin, on était lié, on avait des échanges, on vivait quasiment assez proche l'un de l'autre, on partageait beaucoup de choses avec sa femme. Ensuite Gérard Fontaine parce que, dès le début, je l'ai adopté comme un deuxième frère... je l'aimais beaucoup, et j'avais une relation très affective avec lui ; et puis Alain Pierson parce que, dans l'instruction judiciaire, on s'est trouvé au même moment à faire nos trois jours, et là c'était le final de mon histoire à moi et de son histoire à lui, et donc le lien entre nous était plus dû à une concordance de procédure judiciaire.

**Q**uels étaient les liens avec les autres groupes à Lyon ?

Il y avait des liens « structurels » ou « institutionnels » plutôt, c'est-à-dire les liens antimilitaristes avec d'autres groupes antimilitaristes, comme *Objection* par exemple, d'autres liens avec des groupes d'opposition, je pense aussi avec des groupes de soutien aux immigrés, des liaisons avec le journal *IRL* puisqu'il y avait des publications qui y étaient faites et qui nous concernaient... et cela c'était donc « institutionnel », je dirais, puisque cela se situait sur le même terrain : combattre l'État ; nous avions des liens avec le mouvement contre le chômage aussi, et puis il y avait des mouvements dans lesquels chacun de nous s'impliquait dans sa propre histoire. Il y avait des objecteurs aussi dans ce groupe. Ils avaient la possibilité de participer aux réunions d'*Objection* et puis à celles du Groupe insoumission, ce qui permettait une espèce de liaison entre les deux. Et chacun de nous s'impliquait individuellement dans des réseaux divers... Moi je sais que je me suis impliqué dans le féminisme. Quand j'ai pu comprendre un certain nombre de choses sur la sémantique employée par les militaires, j'ai publié une brochure intitulée *Les femmes et l'armée* où je faisais une synthèse de tous les articles publiés en Europe à ce sujet, c'est-à-dire comment le féminisme pouvait aider à réfléchir contre l'armée.

**Q**uels furent selon toi les actions plus marquantes du Groupe insoumission ?

Les plus marquantes pour moi, j'en vois deux. C'était de se faire connaître publiquement par des actions que je trouvais très dures. Par exemple il y a eu des opérations médiatiques pour faire parler de ce groupe, et puis des actions pour faire connaître quelqu'un qui allait être en situation d'être emprisonné... Faire connaître publiquement cet emprisonnement et demander un soutien de la société civile... Et puis les faits plus marquants étaient quand un copain était emprisonné : tout était fait pour l'aider. Il y avait les contacts avec sa famille, les visites à la prison, préparation du procès... voilà les choses qui étaient marquantes.

J'ai en tête des anecdotes comme le soutien à Gérard Fontaine... Il était aux arrêts de rigueur à la Valbonne et nous avons décidé de lui rendre visite. Il y avait Brigitte Apaix, Christine Bolze, Alain Pierson qui était insoumis... Devant les militaires en faction devant la caserne je me suis présenté comme son frère, et je suis rentré, j'étais seul avec Brigitte qui était sa compagne, « sa concubine »... Je suis rentré donc dans une caserne, pour la première fois, en trompant les gardiens... Je me souviens d'être rentré dans la cellule dans laquelle se trouvait Gérard aux arrêts de rigueur, et j'en suis sorti sans être arrêté. J'ai donc pu avoir des infos, piocher un

certain nombre de choses, et le fait de faire ressortir de ce lieu secret et isolé, des choses que Gérard désirait... je me suis senti en vecteur de sa vie et donc il fallait restituer tout ça aux copains. Voilà une petite anecdote où je suis allé très très loin dans le mensonge et la duperie...

Est-ce que tu as participé au Groupe insoumission jusqu'à la fin ?

Oui. Mais je n'ai aucun souvenir de la dissolution. Par contre, il y a eu un fait majeur qui a un peu déstructuré le groupe, c'est l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, puisqu'il proposait une amnistie, et certains copains ont saisi cette occasion pour arrêter leur histoire d'insoumission. Nous étions, après cette élection, très peu nombreux, et particulièrement après l'amnistie qui a eu lieu en 1982 ou 1983. L'activité au niveau de l'insoumission a continué, mais c'était plus difficile puisque, Mitterrand ayant pris la décision de supprimer les Tribunaux permanents des forcées armées (TPFA), on n'avait plus les mêmes objets de révolte, comme la suppression des TPFA, ces tribunaux d'exception contre lesquels on se mobilisait...

Beaucoup de nos actions étaient faites dans la salle de tribunal des TPFA, pour parler de l'insoumission et cracher sur les militaires, on faisait du bruit lors des plaidoiries du procureur militaire à gueuler pour dire que ce n'était pas comme ça qu'il fallait voir les choses. Je me souviens de Bruno Hérail prendre la parole et se faire virer...

La suppression des TPFA et l'amnistie ont, du coup, déstructuré le groupe ; et beaucoup on choisi de trouver une solution à leur insoumission. Le procès pour les insoumis pour la suite se faisait devant une Cour d'appel, un tribunal civil. Il n'y a rien à dire sur les tribunaux civils, ce sont des représentants civils, pas des militaires... S'insoumettre contre la justice militaire c'était bien, parce que c'était valable, c'étaient des tribunaux d'exception, mais s'insoumettre contre la justice civile, ça veut dire s'opposer complètement à ce qui est la représentation civile. Et cela, c'est une chose que je ne pouvais pas.

Pourquoi ?

Parce que ce n'est pas mon combat. La justice civile, c'est un code pénal, ce sont des lois votées au Parlement et qui concernent l'ensemble des citoyens, donc il n'y a plus d'exception et je ne peux pas me mettre dans l'exception dans ce combat.

Je suis resté insoumis jusqu'en 1987-1988, juste avant la deuxième élection de François Mitterrand.

J'étais insoumis depuis 1978 et depuis lors j'avais toujours donné des fausses adresses, et je n'ai jamais eu connaissance des procès par défaut qui ont eu lieu à mon endroit... J'étais au courant des avis de passage des gendarmes dans ma famille, et là j'étais

prévenu par eux, mais je ne m'en formalisais pas. Depuis 1982, je vivais en communauté et déclaré officiellement dans tous les organismes sociaux... En 1986, j'ai eu mon premier enfant et je ne me voyais pas passer autant de mois loin de lui, c'était tellement extraordinaire d'être père, donc je me suis dit qu'il fallait en finir et il y a eu un procès par défaut... mais, pour résoudre cela, avec mon avocat on a décidé qu'il fallait que je fasse les trois jours. J'ai passé les trois jours en 1987, j'ai été alors déclaré inapte, P3. J'ai provoqué un deuxième procès puisque j'ai fait appel du premier. On s'est mis, Alain Pierson et moi, pour faire les trois jours ensemble et pour faire appel ensemble, et on a été jugé ensemble... C'était encore une des revendications du Groupe insoumission, c'est-à-dire qu'on soit jugé à plusieurs et non pas isolément. C'était une astuce qui était intéressante, et bien exploitée, avec des avocats qui savaient bien s'y prendre.

En 1982, j'ai fait le choix de m'impliquer dans la vie civile et de ne plus être en marge dans des oppositions très déterminées, et c'est là que j'ai trouvé cet emploi à la ville de Lyon ; j'ai passé des concours, je voulais être dans le bain... J'ai voté Mitterrand, et son élection était un éveil politique pour la société et pour moi.

Dans le GI il y avait aussi des femmes, et à part le côté féministe dont tu as déjà parlé, que représentait pour elle l'insoumission ?

L'aspect féministe n'était pas présent dans ce groupe. Il y avait l'aspect féminin, pas féminité... L'aspect féminin : les femmes pouvaient être aussi revendicatives et aussi oppositionnelles que les hommes. Je pense que, pour elles, le Groupe était une situation de supprimer la différence hommes-femmes. À mon avis, l'engagement des femmes n'était pas la mixité sexuelle, mais l'idée qu'elles pouvaient aussi foutre des baffes à l'ordre établi et surtout au pouvoir masculin qu'était l'armée. Il n'y avait pas de coquetterie dans ce groupe. J'ai vu très peu de femmes porter des jupes ou se maquiller...

Étaient-elles insoumises ? Oui elles l'étaient au couple, elles ne voulaient pas se soumettre au pouvoir des hommes... et non pas au pouvoir patriarcal... Le discours féministe n'a jamais été utilisé, elles ne se le sont jamais approprié, bien au contraire elles s'en éloignaient, c'était quelque chose qu'il ne fallait pas aborder...

Peux-tu approfondir un peu plus quels types de relations vous aviez, à la fois pendant les réunions, les actions ou dans vos lieux de vie collectifs ou individuels que vous partagiez ?

Je n'ai pas vécu collectivement avec les copains et les copines de ce groupe. C'était un choix que j'avais fait, malgré les invitations qui m'étaient faites

de vivre avec eux, puisqu'il y avait plusieurs habitats collectifs, invitations que je refusais. S'il fallait se libérer de quelque chose, ce n'était pas de l'amour mais bien de la prison. Je sais que dans les formes d'habitat collectif, il y avait des couples qui se formaient, qui s'arrêtaient... certains déménageaient et allaient dans d'autres lieux...

Je pense qu'il y avait une explosion d'amour, c'était la possibilité d'être en relation ensemble pour une nuit, une semaine ou un an. Aujourd'hui, quand je regarde les copains et les copines, il y a des couples qui se sont formés à un moment de notre histoire commune — fin des années 1970 et début des années 1980 — et, aujourd'hui, ils ont une famille. Il y a eu Jean-Luc et Françoise Simmonot, Éric Shall et Isabelle Barjoux, Rosette et Alain Pierson...

**Quelle est la différence entre l'insoumission civile et militaire, comment vous la viviez, et surtout comment la vivais-tu ?**

L'objectif du Groupe insoumission, c'était l'insoumission militaire, c'étaient des copains, des hommes qui s'insoumettaient. Et puis, il y avait des personnes, comme Freddy Tondeur, qui faisaient des réflexions extrêmement critiques sur la société et impulsaient des prises de position pour s'insoumettre civilement. Très souvent, on marquait sur les murs le slogan insoumission civile et militaire. L'insoumission militaire c'était facile, tandis que l'insoumission civile c'était un panel d'oppositions sur lesquelles, personnellement, je n'ai jamais adhéré totalement. Parce que je votais, j'ai toujours voté, même en donnant des fausses adresses. Pour moi, même étant insoumis, c'était essentiel. L'insoumission civile implique l'insoumission civique, et je n'en voulais pas. L'insoumission civile, je dirais que je n'y ai pas adhéré.

**Vous aviez des discussions à l'intérieur du Groupe sur l'insoumission civile ?**

L'insoumission civile était abordée surtout par le biais du boulot. Il y avait des employeurs diligents qui acceptaient d'embaucher les insoumis pour quelque temps. Il y avait des réseaux qui existaient, et l'insoumission civile se concrétisait sur comment trouver du fric sans trop se faire chier. L'insoumission civile, après ça, concernait aussi l'affranchissement à tout ordre établi. Là, le débat était très large, et chacun, après, dans sa vie quotidienne devait trouver des formes d'arrangement par ces prises de positions radicales. Je n'ai jamais voulu me couper de la société civile. Pour moi, l'insoumission civile c'était un terme qui a été toujours d'une étrangeté incroyable. L'insoumission militaire oui, j'y adhérais pleinement, mais pas l'insoumission civile. Nanou, c'était un fervent défenseur de l'insoumission civile, de ce concept, avec Blandine Bolze...

**Quels étaient les autres types de débats que vous aviez au sein du Groupe insoumission ?**

Il y avait d'autres formes d'engagement, par exemple contre l'exclusion des immigrés de Bruno Hérial ou Bernard Bolze créant son journal, *Direct...* On avait alors des débats sur les médias et, dans nos réunions, il y avait aussi beaucoup de discussions et d'informations sur comment s'en sortir au fil des procédures judiciaires. Or comme il y avait plusieurs cas différents, il fallait rendre compte de chaque cas et cela prenait du temps. Mais à part ça, je n'ai pas de souvenirs d'autres débats étendus et élargis à d'autres questions, sinon de l'information ou la mise au point de procédures, ainsi que des combines pour aider un copain, par exemple.

**Y avait-il des liens avec le GI et le quartier de la Croix-Rousse ?**

Non. Entre le Groupe et le quartier de la Croix-Rousse, je dirais non ; par contre, des membres du groupe oui. Par exemple, en haut de la montée de la Grande Côte, il y avait un lieu, qui avait été créé après la démolition de nombreux immeubles dans cette montée... Dominique Leleu et Françoise Coupat occupaient ce lieu où il y avait des cours de théâtre, de yoga, une laverie avec une machine à laver collective, et ils éditaient un bulletin aussi.

**Le Comité de quartier de la Croix-Rousse et Quartiers libres...**

Oui c'est ce dont j'essayais de me souvenir. Je sais que j'étais très proche d'eux, mais ce n'était pas le Groupe insoumission. Je n'ai pas le souvenir que le GI se soit inscrit dans des rapprochements avec d'autres groupes du quartier. Par contre, individuellement, on participait dans d'autres lieux collectifs engagés et aussi progressistes que nous.

**La plupart d'entre vous habitiez la Croix-Rousse...**

Et la Chartreuse aussi, puisqu'il y avait des lieux de replis, à la fois pour des isolements affectifs et des isolements en lien avec les procédures judiciaires. Il ne fallait pas être découvert.

En Chartreuse, il y avait donc une maison, propriété des parents de quelqu'un du Groupe insoumission qui étaient « complices » de ces formes d'actions et qui servait de repère.

Il y avait des liaisons aussi avec d'autres groupes d'insoumis, des contacts que tenaient Nanou et Bruno, des contacts avec d'autres groupes de résistance au militarisme en France, des contacts qui étaient considérables. Il y avait vraiment un réseau extraordinaire.

**V**ous aviez des rencontres au niveau national ? Et ce réseau fonctionnait comment ?

Je ne pense pas qu'il y avait des rencontres au niveau national ; quant au fonctionnement du réseau, c'est une bonne question, mais je ne saurais pas le définir puisque, comme je l'ai dit, c'était Bruno et Nanou qui s'en occupaient.

**À** la fin du Groupe insoumission, tu t'es engagé dans une autre activité ?

De 1982 à 1989, ça a été la vie communautaire. Nous étions une quinzaine de personne à habiter dans un immeuble du premier arrondissement (la Croix-Rousse, dans l'immeuble le Canut au 26 de la rue Renée-Leynaud). C'était une expérience mixte qui concernait l'organisation de la vie à plusieurs en lien avec un acteur institutionnel, les HLM. Cet immeuble existe toujours, il y a toujours cette vie collective en 2000...

Je me suis lancé dans le métier du cinéma, en tant qu'opérateur cameraman... cela c'est produit à partir d'un film de Cocteau que j'ai vu au cinéma Saint-Polycarpe, qui existe encore... Je crois que j'avais vingt ans quand j'ai vu ce film, suite à quoi je me suis demandé : comment construit-on un film ?

Je me suis lancé dans le cinéma en même temps que le boulot et la vie communautaire, et cela a duré cinq ans. Pendant ce temps, j'ai produit et réalisé six films, dont un qui passe dans ce cinéma Saint-Polycarpe quand je le remets en circulation.

C'était un travail intellectuel, un travail sur l'image, car Cocteau disait justement : les miroirs devaient réfléchir un peu plus aux images qu'ils renvoient. Cette phrase m'avait étonné... et c'est vrai que, narcissiquement, on a besoin d'images, et tout mon travail s'est fait là-dessus.

Ensuite, vers 1989, j'ai quitté la vie communautaire ; et c'est à ce moment-là, qu'avec Bruno Hérial et d'autres personnes, on a constitué un réseau de soutien aux personnes malades du sida, leur permettant d'avoir des logements thérapeutiques en impliquant la ville de Lyon et d'autres acteurs là-dessus. Là, ça a été mon deuxième engagement, dans un nouveau réseau dans lequel je me suis impliqué...

**P**our cela vous avez profité de votre expérience au sein du GI ?

Oui, un peu, en ce qui concerne par exemple la confiance en soi. L'acquis de cette militance dans le Groupe insoumission m'apportait une confiance en moi, une structuration personnelle. Pour être proche des personnes malades du sida, il fallait aussi dépasser cette maladie, s'approcher de sa propre mort, et je pense donc que la confiance en moi, pour le coup était un acquis qui revenait...

**C**omment s'appelait-elle, cette association, et elle a duré combien de temps ?

Système D et elle a duré jusqu'en 1993, c'est-à-dire quand la ville de Lyon a mis en place une thérapie. Nous avons aussi des interactions avec une autre association qui s'appelait Aides, dont on est devenu un peu une filiale.

J'ai connu Christine Bolze, la sœur de Blandine Bolze, militante du GI, et de Bernard Bolze, qui était aussi un militant de ce groupe. J'ai rencontré Christine, qui était à l'époque parisienne, un jour qu'elle est venue voir sa sœur. Nous nous sommes vus dans un café ; la rencontre et l'objet d'amour est né à ce moment-là. Au début, nous avons vécu de manière célibataire, de 1982 à 1991 dans cette vie communautaire, vie collective à plusieurs donc, et puis, de 1991 jusqu'à aujourd'hui, vie en couple, en famille avec nos deux enfants.

En 1979 il existait le CEP (Centre d'expression populaire dans le cinquième arrondissement) où se réunissaient beaucoup de groupes et, entre autres, il se menait une expérience sur la pilule pour hommes. Aujourd'hui on se réunit encore, plus de vingt ans après, les mêmes copains, on se retrouve une fois par mois et on parle de masculinité, de paternité... Ce groupe s'appelait Parole d'hommes... Aujourd'hui, on l'appelle Groupe d'hommes ; on ne continue pas l'expérience de la pilule pour hommes, mais on se retrouve pour parler ensemble. Pour les quatre cinquièmes d'entre nous, nous sommes pères, ou alors concubins ou maris de famille recomposée, en fait on représente quasiment toutes les variantes de formes de vie à deux ou à plusieurs, et donc c'est ce sujet-là qui est récurrent que nous abordons souvent...

**E**st-ce que tu penses qu'aujourd'hui il y a des formes d'insoumission semblables à celles que vous avez vécues dans les années 1970 et 1980 ?

C'est un peu mon grand regret, mais ça c'est moi, une fois que mon histoire s'est terminée, je me suis complètement écarté de toute source d'information antimilitariste. Je crois que c'est un choix volontaire. Il y a quelques années, j'ai vu à la librairie la Gryffe qu'il existait encore des revues qui relataient des formes d'actions un peu similaires, donc je me suis dit que ça existait encore... J'ai vu *Donchichotte*, une revue qui vient de sortir avec une pétition demandant la suppression du service militaire pour les derniers sursitaires... Alors il y a encore des formes de résistance et d'action contre l'armée. Mais je suis très peu au courant...

**E**t d'une manière plus large, au-delà de l'insoumission militaire, si on pense à l'insoumission civile, forme d'insoumission à laquelle tu n'adhérais pas vraiment, y a-t-il encore, à ton avis, des éléments proches ?

J'ai la chance d'habiter dans un quartier, la Croix-Rousse, où il y a eu des squats, et ces squats étaient des lieux alternatifs. Donc je me suis dit que les personnes les fréquentant s'insoumettaient à l'ordre, par le choix de la forme d'habitat, par l'alimentation, par la création musicale et leurs revendications.

**P**eut-être on est passé un peu vite sur la réalisation de ta brochure : peux-tu nous dire comme tu l'as faite, à quoi elle a servi, comment elle a été diffusée, etc. ?

Aux réunions du Groupe insoumission, le sujet que je voulais aborder, c'était le langage. Le langage que nous employions pour s'insoumettre et le langage que l'armée employait pour incorporer. La question était la suivante : est-ce que le langage employé par notre réseau était un langage émancipateur ? Puisqu'on s'émancipait, on s'affranchissait, est-ce que le langage était notre vecteur d'émancipation ? Pour moi, c'était une question clé. Par exemple, les termes employés pour parler des femmes dans ce groupe, c'était les nanas. Cela m'insupportait. Il y avait des mots qui m'insupportaient... En même temps, il y avait un sens du langage, des mots inventés qui, selon moi, méritaient d'être compris autrement que comme un simple véhicule de communication. Les mots *mecs* et *nanas* m'avaient frappé. J'ai voulu introduire ce débat à l'intérieur du groupe, mais c'était impossible parce que ce n'était pas du tout le sujet d'actualité.

J'ai abordé cela avec les femmes du groupe, en proposant que nous en parlions ensemble sous forme d'entretien. Elles ont refusé. Elles ne comprenaient pas l'objet de cette recherche personnelle. Donc je me suis dit que j'allais la faire avec les acquis de mes lectures féministes et sociologiques... Alors je me suis demandé : qu'est-ce qu'il en est, en dehors de ce Groupe insoumission sur Lyon ou ailleurs, de ce langage antiautoritaire que nous revendiquons ? Alors là, je me suis trouvé face à un mur. En fait, ce n'était pas un mur, mais un vide. J'ai donc travaillé sur le sujet suivant : comment les femmes s'impliquent contre l'armée ? L'axe de la recherche se basait sur le langage. Par des appels téléphoniques, par des adresses, des tuyaux qui m'étaient donnés de l'extérieur, j'ai eu des contacts avec Nancy Huston et tout un réseau féministe. Elles m'ont fait parvenir leurs écrits, m'ont permis d'avoir des contacts avec des personnes extérieures de la France ; j'ai reçu des articles de presse, des articles de communication de conférences qu'il fallait traduire. J'ai alors mis en place à Lyon un réseau de traductrices, puisqu'il fallait que ce soit des femmes qui traduisent d'autres femmes... ce qui s'est fait... Je me suis retrouvé avec une pile de documents, pas de synthèse mais des sources d'informations brutes, qui ne pouvaient que générer du débat. Ce n'était pas moi qui allais faire l'analyse, mais il y avait déjà une base... Je me

retrouve avec tous ces documents. Je fais la pagination en faisant des découpages à la main à partir des textes tapés sur une vieille machine à écrire, et puis il y a eu l'impression à l'imprimerie AIPN. Je pense qu'il y a eu quelques deux mille exemplaires édités que j'ai diffusés par correspondance et par la librairie La Gryffe.

J'ai oublié aussi une chose... Nous avons fait aussi un film vidéo sur quelques insoumis, intitulé *Insoumission singulière*...

Nous avons fait ce film comme une fin de notre histoire au milieu des années 1980. On avait interviewé et mis en image sept portraits ; ça n'avait rien à voir avec l'insoumission civile, mais c'était des formes de résistance et de luttes individuelles mises en images. Ce film fut projeté, entre autres, lors d'une rencontre nationale ou internationale anarchiste à Toulouse, et je me souviens qu'on nous avez demandé deux années de suite cette cassette.

Un film auquel j'ai participé, mais par la suite je ne me suis pas impliqué pour le faire vivre sous des formes d'échanges et de débats... C'était plus, pour moi, quelque chose pour marquer dans le temps une histoire...

**Q**ue reste-t-il aujourd'hui de l'insoumission chez Alain Pigault le fonctionnaire municipal et quelles seraient les images et les paroles qu'il veut transmettre à ses enfants ?

L'insoumission dans les faits, pas grand chose, je ne dirais pas aussi radicale. Intellectuellement, cela me permet de mieux comprendre les mécanismes de l'État, et des grands champs de communications et financiers. Aujourd'hui, j'arrive à saisir ma place dans la société et dans les échanges qu'il y a entre les pays, aussi bien par rapport au fric qu'à la communication. C'est une recherche intellectuelle... Est-ce que ça vient de l'insoumission ? Je ne sais pas si ça m'aide à m'affranchir de cette situation, mais en tout cas, cela m'aide à mieux supporter la petite place que j'occupe et la signification de la vie.

Pour les images ou les paroles que je voudrais transmettre à mes enfants c'est le mot autodidacte. C'est un peu mon parcours. Je suis métallurgiste fondeur de formation, après je suis devenu électrotechnicien, cameraman, j'ai suivi une formation de bibliothécaire d'État, et aujourd'hui je me retrouve dans la culture à faire de l'information clientèle... Ce qui est un parcours un peu bizarre. Enfin, le métier que j'aurais voulu faire, c'est avocat...

L'image serait celle d'un papillon et puis la parole autodidacte...



**L**e Groupe insoumission s'est constitué au milieu des années 1970... Quel âge avais-tu ? Quelle était ta situation sociale à cette époque ?

Je serais incapable de dire à quel moment le Groupe insoumission a été créé, ni dans quelles circonstances. Par contre je sais comment j'ai choisi de m'insoumettre.

En 1973, c'est la grève contre la loi Debré, qui entend supprimer les sursis militaires pour les étudiants, le fameux entonnoir que les élèves se mettent à l'envers sur la tête en signe de refus de l'embrigadement et du bourrage de crânes... Pâques 1973 est aussi la naissance du journal *Libération*, avec l'ouverture d'une agence à Lyon...

## Entretien avec

# Bernard Bolze

Lyon est une ville déjà connue pour sa résistance à la militarisation, essentiellement grâce au Garm, Groupe d'action et de résistance à la militarisation.

En 1973, Bruno Hérail, Gérard Petit et un nommé Sanchez, nous viennent de Paris ; ils cherchent un lieu pour entamer une grève de la faim en soutien au lyonnais Gérard Bayon. Gérard Bayon est insoumis. C'est un jeune du quartier de la Guillotière, un jeune prolétaire qui habite rue de Créqui et fréquente la « MJC de la Guille ». Il est habillé tout en noir. Il a dix-huit ou vingt ans. Moi, à vingt-deux ans, je voudrais devenir directeur de MJC, et j'assure un remplacement à la MJC de la Guille où je rencontre Gérard. Bientôt, il est arrêté et emprisonné à Montluc... Les Parisiens arrivent... Le conseil d'administration de la MJC refuse d'accueillir la grève de la faim, mais nos Parisiens trouvent refuge à la paroisse du quartier. *[La paroisse Saint-Michel dont le prêtre est aujourd'hui Christian Delorme.]*

Je suis déjà papa d'une petite fille de moins d'un an et l'armée vient de me refuser le statut de soutien de famille. Je rencontre ces insoumis, surtout Bruno. Et je décide de ne pas faire de nouvelle demande de soutien de famille : 1973 est l'année de ma prise de conscience. J'ai bientôt un deuxième enfant, et me trouve en situation d'insoumission. En 1975, nous nous installons à « Moulinsart » *[lire l'encadré]* cette belle maison de la Croix-Rousse où nous mènerons une vie communautaire de plusieurs années...

J'associe le Groupe insoumission à mon expérience communautaire.

J'ai aussi les clés de la rue Pierre-Blanc, local du groupe libertaire — dont je ne fais pas partie — où se réunissent tous les lundis soirs quinze ou vingt personnes, garçons et filles. Le GI est un groupe mixte assez équilibré, affectivement très uni, qui mène régulièrement des actions en soutien aux insoumis arrêtés. Il y aura plusieurs périodes différentes, selon les circonstances, avec toujours le point de repère de la réunion du lundi, rue Pierre-Blanc.

**T**u évoques l'ambiance des années 1970 en mentionnant la mobilisation contre l'armée, entonnoir sur la tête, et cette vie communautaire à Moulinsart... Que signifiait cette notion d'insoumission « totale », « civile et militaire », pour toi-même et dans le GI ?

Personnellement, je n'ai jamais évoqué cette notion d'insoumission civile et militaire, pas plus que l'insoumission totale. On les trouve sur des tracts, un peu comme un slogan. Je ne me situais pas à ce degré de révolte contre l'État et la société, mon itinéraire était plus banal.

Quant au Groupe, les actes que nous posions étaient radicaux, mais le moteur n'était pas un règlement de comptes avec la société. L'insoumission civile et militaire provient d'une sensibilité non-violente, c'est la stratégie de la résistance civile léguée par Thoreau ou Gandhi... Entre nous, on employait plutôt le terme de « désobéissance civile et militaire », la désobéissance provenant plutôt du mouvement non-violent et peut-être chrétien...

L'insoumission totale concerne plutôt un militantisme violent. Nous l'écrivions en signature de tracts, marquée d'un point d'exclamation !

Le GI était un groupe hybride, ni véritablement anarchiste, ni issu du mouvement chrétien, nous emprunions aux deux sans se revendiquer d'aucun... Nous avons peu d'affinités avec les militants anarchistes, qui étaient beaucoup plus radicaux que nous en paroles. Bien que j'aie toujours eu le sentiment qu'ils se faisaient réformer ou se débrouillaient pour ne pas faire le service militaire ; ce n'était pas vrai pour tous... Peut-être pensaient-ils n'avoir pas de temps à perdre en prison... ?

Les militants anarchistes restaient en dehors de notre groupe, malgré une proximité incontestable. Ils nous reprochaient un humanisme chrétien marqué par la « rédemption du passage en prison », eux ayant une position plus radicale. L'anarchiste insoumis choisissait plutôt la clandestinité, alors que nous prenions quelques précautions, mais ne nous cachions pas. Ce n'était pas notre tempérament. Avec mes deux enfants, il aurait été difficile de me cacher ! Mais nous étions contents qu'on ne nous trouve pas. Nous ne nous rendions pas !...

**T**u as cité d'autres mouvements, comme le Garm qui réunissait plutôt des objecteurs insoumis ?

Le Garm, qui nous a largement précédé, transcendait les courants. À l'origine, chrétien, protestant, non-violent, il n'avait aucune prévention vis-à-vis du GI. Bien que plutôt mono-maniaques de l'insoumission, nous étions main dans la main avec le Garm. Les copains du Garm militaient contre la création de l'abri antiatomique du mont Verdun, second QG de la force nucléaire en France. Ils travaillaient en solidarité avec des insoumis espagnols sous la dictature franquiste... Bref, une résistance à la militarisation qui prenait bien d'autres formes que l'insoumission... Le Garm avait déjà dix ans, sans sectarisme aucun, et nous nous sentions comme chez nous dans ce groupe.

**L**e militantisme du GI incluait une vie sociale originale, veux-tu nous en parler ?

J'ai le souvenir de gens jeunes, un groupe très noir, des marginaux, selon le sens donné à l'époque. Aujourd'hui, on penserait au mouvement des sans-abri. Pour nous, il s'agissait d'une rupture volontaire avec la société : cheveux très longs, vêtements difficiles à qualifier, modes de vie assez précaires... Un groupe de dix-huit à vingt-quatre ans, très homogène, où les gens se retrouvaient fréquemment pour toutes sortes de choses.

Pour moi par exemple, l'achat avec un ami d'une maison dans les Cévennes, où viennent les gens du GI. Presque trente ans plus tard, cette maison collective existe toujours. Ils vont là-bas comme ils viennent à Moulinsart, comme nous allons les uns chez les autres... Les liens affectifs sont très forts, des gens nouent des relations amoureuses et nous organisons toutes sortes de choses qui nous consolident. Certains vivent en communauté, à Malataverne comme à Moulinsart. Ils sont tous noirs, comme nous... Passée cette période, que j'assimile à une crise d'adolescence, les gens vont évoluer différemment les uns des autres. Certains devenant pharmacien ou médecin, ou bien même conseiller en entreprise... Mais ils conservent, je pense, une certaine fidélité d'engagement. Si l'on se revoit peu, ils restent ouverts aux questions que nous évoquons ici.

Le GI était à la fois politique et affectif. Si le politique devenait faible, l'affectif nous réunissait, et réciproquement : « On est solidaire ! » C'est vraiment l'expérience d'un lien entre l'individu et le collectif, un groupe typiquement antiautoritaire et libertaire : « S'il arrive quelque chose à quelqu'un, on ne le lâche plus ! » Lorsque Éric Schall fut arrêté à Paris, nous avons fait le pied de grue pendant des semaines à Lyon, rue de la République. On se relayait deux par deux et si l'on se faisait arrêter, deux autres venaient nous remplacer. Nous avons tenu aussi longtemps que nécessaire durant la grève de la faim d'Éric. Cette idée d'action, nous l'avions empruntée à un prêtre de Barcelone, qui fut présenté au prix Nobel de la paix, j'étais allé le voir là bas... Il était resté debout plus d'un an devant la « prison modèle de Barcelone » tous les jours du matin au soir, jusqu'à ce que cette prison fût vidée de tous ses détenus politiques.

Pour soutenir Gérard Bayon, nous avons écrit quatre cents slogans en une nuit sur les murs de Lyon. J'étais dans l'une des quinze ou vingt équipes qui ont sillonné l'agglomération cette nuit-là. On s'est fait surprendre par la police, identifier, et on croyait que le ciel nous tombait sur la tête, vu les menaces de représailles financières brandies par les commerçants... Si l'on décidait quelque chose, on était là !

Quand je fus emprisonné, le correspondant de *Libération* à Lyon écrivit un article. Mais les copains jugeaient qu'il en avait fait trop, ou pas assez selon d'autres. Ils sont tous allés occuper les locaux du journal... J'ai même participé à cette action, car je venais juste de sortir de prison.

Même chose à propos des locaux de la télévision France 3. On s'était procuré le plan pour pénétrer juste pendant le journal télévisé. Étant insoumis, je gardais les gamins et assurais l'interface avec la presse. Notre action, pendant le journal en direct, avait fait la Une de *France-Soir*. On nous traitait d'« émules de Pinochet » car on interdisait l'information ; selon *France-Soir*, on était « contre la liberté d'informer ». Cela nous avait fait franchement rigoler... Sinon, beaucoup de tracts, de manifestations, dont une le 1<sup>er</sup> mai où l'on emmena tout le monde au Centre Pierre-Valdo : mille personnes pour écouter Môrice Bénin, le conteur Chautail... Lors d'élections présidentielles, on a distribué une affiche « Votez Cochon » avec la tête des candidats. En fait, je dirais que le groupe était toujours sur le qui-vive, ne trouvant un peu son bonheur nulle part...

Pour ma part, j'avais été arrêté une première fois dans les Cévennes en 1975, deux mois d'arrêt de rigueur qui se sont résumés à quinze jours, libéré par anticipation, en attente de procès... J'avais déjà deux enfants et refusais maintenant de demander la dispense pour « soutien de famille ». À l'hôpital psychiatrique de Marseille, on m'a même proposé la réforme, que j'ai également refusée. Aux yeux de l'autorité, je m'enfonçais, consciemment, logiquement... Or, on m'a libéré !

Cela rejoint le concept de « rupture », développé par l'avocat Jacques Vergès que nous avons invité à Lyon : « Plus loin on pousse le bouchon, plus les résultats que l'on obtient sont importants. » Mais cela fait vivre une phase d'incertitude un peu glaçante et généralement les gens n'osent pas... Certains risquent aussi de déguster dans certaines circonstances. Mais en ne s'inscrivant pas dans une défense de complaisance, on est plutôt gagnant.

**D**e telles pratiques devaient renforcer les personnalités des participants... Pour continuer sur cette vie de groupe, qui formait le cœur du GI comment se vivaient les relations entre de telles personnalités ?

J'ai peut-être la capacité d'évacuer les mauvais souvenirs et n'en garde que les bons ? On s'adressait très correctement les uns aux autres, malgré de fortes personnalités, comme Freddy Tondeur, Dominique Guisler... Ce dernier logeait à la Majo (Maison d'accueil de jeunes travailleurs), il avait mis le feu à son appartement. L'hospitalisation en urgence psychiatrique lui avait été refusée. Il s'était retrouvé en prison, ce qui l'avait encore déstabilisé. Voilà quelqu'un influencé par un discours qui lui plaisait, mais pas vraiment équipé pour le réaliser et affronter la suite... Tout le monde n'est pas sorti indemne de ce passage actif au GI.

**P**our choisir les actions, attendiez-vous d'avoir l'unanimité pour agir ensemble ?

Je me souviens que tout le monde tombait assez vite d'accord. En fait, on suivait aussi d'autres luttes. Avec le Garm par exemple, la lutte pour la suppression du Tribunal permanent des forces armées (TPFA) qui jugeait les militaires et les insoumis. Nous étions présents à toutes les audiences du vendredi, ce qui donna lieu au livre de Mireille Debard et Jean-Luc Hennig. On entretenait des liens étroits avec « Insoumission et résistance », de Romans dans la Drôme.

Après l'arrestation de Barbanson, tout le monde était venu perturber un défilé militaire du 11 novembre. Quarante personnes interpellées et jugées à Valence et, pour l'occasion, j'avais invité *Charlie Hebdo*, c'est Cabu qui suivait cet épisode. Il était venu quelque fois à Moulinsart sur le thème de la vie communautaire... Le procès avait dégénéré en violences dans la salle du tribunal. Matraquages aux visages, du sang partout... Bruno Hérail et Gérard Bayon portaient un type qui saignait. Ils l'ont présenté à la barre des témoins durant la bagarre. Ils trempaient leurs mains dans son sang et maculaient les papiers des juges... Interruption de séance et fuite des juges par la petite porte arrière. C'était du grand théâtre improvisé. Cabu s'était régalé dans son article de *Charlie Hebdo* !

**L'**ambiance du quartier de la Croix-Rousse jouait-elle aussi un rôle particulier ?

Bien sûr. Lorsque nous avons tiré un « *Progrès Pirate* ». La police était persuadée que nous avions piqué la matrice du journal et la cherchait partout. Elle cherchait aussi à récupérer le stock. Je me revois courant dans le quartier pour mettre le stock en lieu sûr, car Moulinsart était archi-connu des flics. Je suis allé à l'École nouvelle qui avait refusé de prendre ce risque... Il y avait ainsi quelques donneurs de leçons politique, qui ne nous trouvaient jamais assez corrects, mais qui reculaient le moment venu... C'est arrivé plusieurs fois. Le GI était lié à des tas d'autres choses... Pour moi, cela se confond avec la vie communautaire à Moulinsart.

Pierre Groulade était directeur de publication du journal *Objection*, du Comité de lutte des objecteurs. Moulinsart servait de lieu de rencontre en dehors des réunions régulières. Également pour le mouvement des femmes qui revendiquait fortement le droit à l'avortement et à la contraception. Elles étaient nombreuses et c'est vrai que le lieu était paradisiaque, avec son grand jardin à deux pas des pentes de la Croix-Rousse. Si tous ces gens n'étaient pas liés au GI, il existait beaucoup de complicité entre ces différents groupes.

Dans la communauté de Malataverne, beaucoup ont opté pour le mouvement AAO, l'analyse transactionnelle promue par l'artiste autrichien Otto Müll. Habillés en salopette et crâne rasé, ils donnaient des conférences à la mairie du 3<sup>e</sup> arrondissement, des improvisations dans les cafés théâtres... Ils séduisaient beaucoup de gens par l'expérience antiautoritaire et une vie sexuelle communautaire se réclamant de Wihlem Reich. Cependant, l'idée du GI était libertaire, la leur était plus psychanalytique... Des amis toujours très proches ont fait le détour par cette forme assez contrôlée de « liberté obligatoire », souvent pendant des années. Mais attention, le AAO n'a jamais été une secte.

**Q**uelle place a eu la répression dans l'histoire du Groupe insoumission ?

Elle a eu le succès de toutes les répressions. Bien sûr qu'ils tapaient fort, mais ce n'était quand même pas l'Espagne franquiste ! Personnellement, j'ai peu payé, mais des insoumis sont restés emprisonnés quinze à vingt mois. Avant la création du groupe, Bruno avait fait sept mois de prison à Fresnes. Pour nous, cela devait représenter le maximum... Les membres du GI s'en sont plutôt bien sortis, car la fin des années 1970 débouche sur l'amnistie de 1981. La répression a peut-être moins frappé un groupe organisé, omniprésent comme nous l'étions... Il n'y a personne auquel on ait écrit pendant deux ans, pas même durant une année entière. La répression a plutôt cimenté le groupe.

C'était une bonne période de vie, où on s'amusa à se faire peur, avec quelques risques quand même, comme le procès des quarante-quatre en Cour de sûreté de l'État. Mimmo Pucciarelli et Maryvonne Marcoux se sont retrouvés en région parisienne sans savoir à quel point ils seraient inquiétés... Dans la vie du groupe, la répression existe et fait peur, les arrestations sont nombreuses, mais sans atteindre les cinq ans de prison des insoumis espagnols, ou les assassinats de militants. Heureusement, ce n'était pas le cas chez nous, bien que chaque jour passé en prison pèse plus lourd. Dedans, on ne s'imagine pas pouvoir sortir deux ou trois semaines plus tard. Et une fois sorti, c'est tout de suite très loin...

Il ne faudrait pas minimiser les grèves de la faim que beaucoup ont faites, Elles sont vécues extrêmement durement, car en prison, on se sent mal barré ! Toujours à propos de répression, certaines rencontres nous avaient beaucoup intéressés : celle de Mimmo et celle d'un juriste italien très radical (Paolo Goegan), qui fut inquiété par la Cour de sûreté de l'État ; la rencontre avec le Comité d'action des prisons (Cap), d'autres encore... Je pense aussi à ce que la presse appela, plus tard, la « branche lyonnaise d'Action directe », parmi lesquels Balandras, André Olivier et Roux, nous étions bien connus.

Au fond, le GI était perméable à toutes ces histoires, de la même manière que des copains étaient perméables aux solutions violentes, sans pour autant les exprimer dans le groupe. Pour le comprendre, il faut se rappeler le GIT, le Groupe insoumission totale, de peu antérieur au GI. Ce fut un groupe éphémère mais plus violent. Par exemple, le GIT avaient intercepté un général de la région militaire dans sa voiture de fonction. Ils lui versèrent un seau de peinture corrosive sur la tête. Cela lui abîma les yeux. Mais personnellement, je n'ai pas vécu la période 1969-73 avec le GIT, le Garm...

Comme mémoire de la répression, citons encore l'imprimerie IPN (Impression presse nouvelle), installée sur les pentes. L'État lui intenta un procès pour avoir imprimé des tracts subversifs. C'était la première inculpation pour un contenu de presse depuis la guerre. Le célèbre auteur et éditeur Maspéro vint témoigner à Lyon, pour défendre la liberté de la presse...

Sans qu'ils aient directement subi la répression, je me souviens des restaurants alternatifs : « Le Goût de Canon », « Les Tables Rabattues » qui fonctionnaient en coopératives. C'étaient d'importants lieux de rencontre des pentes de la Croix-Rousse...

Enfin concernant mon procès, j'avais été libéré par anticipation en 1975 — il fut reporté deux fois, de 1978 à 1979. J'ai finalement été condamné à six mois, dont deux fermes, à la prison Saint-Paul. Par la suite, je n'ai retrouvé le GI que très marginalement. Lorsqu'on a réglé personnellement ce problème avec l'armée, on devient rapidement « ancien combattant ».

Le groupe, lui, a continué. Il y avait d'autres gens, sans doute jusqu'au début des années 1980...

**A**ujourd'hui ton itinéraire te semble-t-il avoir été influencé par ce passage au GI ?

Complètement influencé, je pense que ma vie n'a été rien d'autre que cela. Ma vie est une suite d'engagements qui relèvent, pour moi, de l'insoumission. J'ai été incapable de faire le salarié. Je viens de l'être durant un an et ça s'est heureusement achevé par un licenciement, sinon je serais parti. J'ai trouvé insupportable l'ONG qui m'employait, l'état d'esprit, les pratiques internes. Pourtant, tout le monde semble content là-dedans. Ce n'est pas mon univers ! J'ai fait du journalisme durant une dizaine d'années, des expériences de créations de journaux qui n'ont pas marché. À deux, nous avons dû rembourser 600 000 F en dix ans. C'est une situation très handicapante et pourtant, j'ai l'impression de n'avoir souffert de rien.

**À** un niveau plus général, vois-tu des résultats à cette activité militante, dans la société actuelle ?

C'est très difficile à voir mais les effets sont incontestables. Ils appartiennent à toute une génération impliquée dans mille choses différentes : le droit des étrangers, du logement, du chômage, etc. Ce n'était pas à mes angles d'attaque, mais c'est rigoureusement pareil.

Par exemple, la Ligue des droits de l'Homme avait vocation à coiffer tout ce qui concernait l'accès aux droits ; elle est aujourd'hui supplantée : « Agir contre le chômage », « Droit au logement », « Observatoire des prisons », sont autant d'organismes pointus et visibles. Et nous avons toujours de bonnes réactions. La façon dont Charles Millon a été évincé du Conseil régional témoigne d'une culture sociale très vivante, présente dans toutes sortes de réseaux et particulièrement dans le domaine culturel. Les responsables d'équipements culturels et les compagnies se montrent très actifs. Ils se sont engagés aux côtés de l'Observatoire international des prisons, que nous avons récemment créé. Bien souvent, je vois ce qui ne marche pas, car notre travail concerne des terrains assez frustrants. Mais à une autre échelle, il y a plutôt lieu d'être optimiste !

Entretien réalisé par Gilles Comte  
et Manfred Fischer, le 8 mars 2000

**M**oulinsart était une maison de la Croix-Rousse située place Morel, elle appartenait à Madame Sauter. Son régisseur n'accepta de louer qu'à des couples, en refusant toute idée de vie communautaire. Officiellement ce sont donc deux couples qui y vécurent de 1975 à 1979. Après des incidents à répétitions, procès avec le régisseur, etc., ils ont été expulsés par la police, la presse lyonnaise a largement relaté l'événement... « Ce jour là, les flics rentraient par les fenêtres... ». Moulinsart reste inscrit dans la mémoire de beaucoup de gens, depuis cette époque.

**P**our commencer notre entretien, nous aimerions revenir sur ce que tu nous a dit avant qu'on branche le magnétophone : en pensant à notre interview tu as repris des lettres reçues alors que tu étais en prison et tu as pleuré ou presque... Pourquoi ?

De cette époque j'ai gardé trois gros classeurs, des vieilles chemises bourrées à craquer de lettres auxquelles j'ai dû enlever les enveloppes parce que ça prenait trop de place. Cela doit faire trois cents courriers, surtout des lettres reçues en prison. Leur lecture est très émouvante puisqu'il s'agit de lettres d'amis que j'ai perdus, d'autres que j'ai encore, mais qui ne sont plus vraiment des amis, plutôt des

Je n'avais pas eu de contacts directs avec ces gens-là. J'en ai rencontré, mais je trouvais qu'ils étaient trop durs, une fraction dure du mouvement, la plus forte, la plus médiatique... La meilleure était composée par le Garm qui voulait fédérer les choses, et puis il y avait d'autres mouvements sporadiques comme celui qui s'appelait RLV (Réinventons la vie) d'inspiration spontanéiste...

**A**vant de nous pencher sur la naissance du GI, peux-tu nous rappeler tes origines familiales et ton parcours personnel avant que tu ne participes au lancement du groupe ?

Mon père était un ingénieur de haut niveau qui a rencontré un tas de gens dans sa vie, des personnalités intéressantes. Jeune, il correspondait avec l'abbé Pierre, avec Jean-Jacques Servan-Schreiber,

## Entretien avec

# Éric Schall

vieilles connaissances, d'autres qui sont morts aussi, et un dernier lot qui n'est pas le moins affectif mais peut-être le plus touchant, des lettres écrites par des gens inconnus. J'ai toute une chemise appelée « les inconnues » envoyées par des militants directement, mais des militants « extra-insoumission ». Ça pouvait être par exemple un type qui participait aux luttes dans les casernes, ou encore une mémé très respectable, Madeleine Lemarie, qui était bouddhiste et aussi coordonnatrice de recherches sur l'insoumission et les objecteurs pour Amnesty International et qui était une grande personnalité à l'époque à Paris. Relire ceci a été émouvant...

**R**evenons donc aux origines du GI. Il a été créé au début des années 1970. Quel âge avais-tu ?

En 1972 j'avais dix-sept ans. Et comme je suis à l'origine du GI avec deux autres personnes, trois ans après avoir passé le bac, je pense que cela devait être vers 1975-76. À l'origine des choses je pense qu'il y avait sur Lyon un mouvement antimilitariste, dont le Garm, les Clo, etc. Il y avait eu aussi le Git qui était un mouvement très dur et qui préfigurait peut-être, avec quelques années d'avance, des groupes style Action directe. Le Git était une fraction un peu dure du mouvement antimilitariste. Un membre de ce groupe avait versé un pot de peinture sur un général, si je me souviens bien.

cela m'a marqué, il en parlait fièrement. Il a voyagé au Japon, en Corée, en URSS, en Inde, en Thaïlande. Il n'était pas souvent à la maison, mais le récit de ses voyages était captivant. Son itinéraire politique est plutôt bizarre et reste pour moi un mystère : de mendésiste, puis PSU, il a viré progressivement très à droite (Centre national des indépendants) dans les années 1970 à 1990. Le virage s'est effectué après mai 68 où pourtant il avait été actif syndicalement. J'ai vécu cela comme une trahison.

Je pense qu'il y a deux types d'explication à cette volte-face : l'une par la psychanalyse (il détestait les jeunes, peut-être parce qu'il n'avait pas eu une enfance heureuse pendant la guerre) ; l'autre par la considération laconique que le cadre, le moule social dans lequel on croit avoir un rôle à jouer finit par l'emporter chez beaucoup sur les aspirations générales qu'on peut avoir à vingt ans. Ce que l'on appelait alors la « récupération ».

Du point de vue fric, il a longtemps payé plus d'impôts que ce que je gagnais dans l'année. J'ai été mal avec ces origines, face au mouvement général politique qui était très teinté d'idéologie marxiste. Quand on avait des ascendants un peu bourgeois, on ne les mettait pas en avant. J'ai cherché à m'en couper. Après mon bac j'ai fait trois mois de Sciences-éco « classique », je créchais chez mon père, et puis à dix-sept ans et quelques poussières j'ai demandé

« une émancipation »... À l'époque la majorité était encore à vingt et un ans.

J'ai demandé « l'émancipation » car je voulais être au clair par rapport à cela, c'est-à-dire à ces origines bourgeoises et je voulais travailler en usine. Mais je pense que je ne voulais pas aller jusqu'au bout. J'avais une mentalité « ouvriériste », mais surtout je ne voulais pas que mon père paye mes études. Celles-ci ne se sont pas prolongées longtemps : j'ai fait seulement deux ans de Sciences-éco avec le statut d'étudiant-travailleur.

Par cette situation familiale, j'étais donc en décalage par rapport à certains, ça c'est sûr. Par contre, ma mère n'avait pas le même profil que mon père. Elle était mère au foyer, et avait divorcé quelques années auparavant. Divorcé brutalement. Ainsi, de femme de bourgeois elle s'est retrouvée femme de service. Elle a commencé à travailler à l'hôpital comme aide-soignante.

Je voyais mon itinéraire comme un parcours parallèle : un retour à l'usine depuis mes origines bourgeoises. J'ai pendant quelques années suivi ce chemin, puisque j'ai travaillé aux PTT. J'ai fait pas mal de petits boulots aussi. Et puis, juste avant mon insoumission, j'ai eu quand même un « coup de flip » en me disant : « Quand même, tout cela ne mène pas à grand-chose » ; et j'ai voulu prouver de quoi j'étais capable. J'ai alors passé un concours de fonctionnaire comme contrôleur du travail. J'ai réussi ce concours. Le jour de mon « incorporation » j'avais les cheveux longs jusque-là, j'avais la barbe et j'avais l'impression d'amener des idées gauchistes dans cette institution.

Elles ont été en partie bien accueillies, parce que mon patron de l'époque — qui était une directrice départementale de l'inspection du travail — avait peut-être rêvé d'avoir des gauchistes avec elle. En trois mois, j'ai essayé de faire passer ces idées gauchistes. Je devais faire aussi des choses qui étaient à la limite de ce que je pouvais supporter. Par exemple, il fallait se poster à la sortie de boutiques employant des étrangers pour relever leur identité et pour dresser un procès-verbal au patron. C'était un gros cas de conscience pour moi, mais je suppose aussi pour mon patron de l'époque, pour ma directrice... Cependant on avait réussi une grande première, c'est-à-dire d'arriver à faire passer des procès-verbaux (qui sont soumis à des textes de lois très, très précis) sans mettre le nom des ressortissants, donc sans conséquence pour eux.

Car, ordinairement, la police ramassait ces procès-verbaux pour traquer les personnes sans carte de travail. Le patron en cause, lui, était rarement inquiété, les procès rares et les amendes dérisoires. Cette période de trois mois m'a beaucoup marqué.

Je suis le cadet de cinq enfants. On a vécu d'abord à Lyon, puis mon père et mes frères et sœurs sont partis sur Paris. Je suis resté à Lyon, en rupture avec

mon père. J'étais facteur et je me suis retrouvé à Saint-Genis-Laval. J'étais confronté dans mon boulot avec des gens très simples, mais très sympas, formidables et qui n'étaient pas du tout décalés d'une culture politique. Je me souviens pendant la grande grève de 1973, une très longue grève qui a duré six semaines, ce qui m'a paru très long pour l'époque. Et alors il y avait ce vieux qui un jour m'a sorti : « Écoute, tu as raison. » J'étais un jeune impulsif dans notre bureau, et je me souviens (mais je me demande même si cela est possible) qu'il m'a parlé de 1936. Est-ce possible ? Nous étions en 1973... Je pense que c'était possible donc et il m'avait dit qu'il avait été marqué à vie par 1936, sa carrière avait été sacrifiée à cause des grèves de cette époque auxquelles il avait participé.

**P**eux-tu nous expliquer comment tu es arrivé aux idées « gauchistes » ?

En 1968, j'avais treize ans. À Lyon il y avait aussi des choses qui se passaient. J'essayais de comprendre ce qui se passait. Le premier déclic : le lycée.

De caractère un peu à part, mais pas très politisé, j'admirais certains types plus âgés dans la classe qui avaient une certaine détermination sur ce plan.

Un jour, une bonne partie de ma classe de première, une quinzaine peut être, décide de suivre un mot d'ordre de grève, suivant l'humeur de l'époque.

Nous voilà dans le couloir, on monte vers le foyer central, j'étais devant par hasard. Nous croisons alors la figure imposante du Principal qui nous tance de rentrer en classe et de ne pas nous mêler, nous les « C » qui représentons « l'élite », à ce mouvement largement suivi par les « A ». Il fait sa gueulante d'office, son boulot de proviseur, je poursuis mon chemin sans y prêter gare. Lorsque j'ouvre la porte du foyer, je me retourne. Derrière moi il n'y avait plus personne. Tous étaient rentrés en classe.

Par contre, le foyer était plein à craquer. Surtout des terminales, des « A ». Le proviseur nous a rejoint et là son discours a été complètement différent, pas vraiment fâché d'être avec les trublions. C'est à partir de ce jour que j'ai compris qu'il pouvait y avoir des discours décalés. Je suis revenu en classe triomphalement. J'ai dit au professeur : « Je m'excuse, j'étais en grève. » Le prof m'a répondu que c'était mon droit, il m'a simplement prié de m'asseoir et j'étais très fier.

J'ai suivi par la suite un itinéraire un peu dispersé, en fait courant pour l'époque. J'ai connu les trotskards de l'AJC, une émanation de l'OCI (depuis cet interview, connue du grand public à cause de Jospin).

Je me souviens aussi d'une action qu'on avait faite au lycée. Il y avait tout en haut du lycée des préfabriqués dans lesquels on mettait des élèves ayant un retard scolaire. La division des classes était vraiment matérialisée au lycée Jean-Moulin. Nous étions dans les bâtiments normaux et eux étaient dans ces préfabriqués qui dataient des années soixante et nous on ne côtoyait jamais ces élèves-là.

On a commencé par faire une pétition avec un copain, et l'AJC m'a remarqué. Certains m'ont dit : « On trouve ça bien. On peut t'aider, etc. Viens, on fait ton tract, on t'encadre. » Et ils m'ont encadré ! J'ai subi l'AJC pendant quelque temps.

Ensuite, je passe le bac. Puis j'ai été en rupture, avec ces gens-là, avec à la militance classique que j'ai pu croiser à bien d'autres occasions. De mon côté, je me sentais de plus en plus proche du mouvement anarchiste.

## Pourquoi ?

C'est devenu plus clair par la suite. Il y avait un tas de choses qui s'étaient passées avant 1972. Et je suppose que je trouvais les anarchistes un peu plus sympas, un petit peu moins « propres », « clean » quoi. Mais il y avait aussi d'autres trucs qui me faisaient une forte impression. Par exemple le Secours populaire international, ou des trucs comme ça qui n'étaient pas forcément anarchistes... En fait, il y avait des tas de mouvements.

Par exemple : les « Citoyens du monde », mouvement un peu naïf de rejet de toute nationalité, lancé en 1950 par un type, Gary Davis, qui avait brûlé publiquement ses papiers d'identité. J'ai tenu un petit moment la permanence lyonnaise avec une grand-mère qui me faisait des reproches sur ma tenue vestimentaire ; les réunions du Secours rouge international ; la diffusion à la fac des premiers *Libé* (y compris le n° 0 !) ; les rassemblements de masse à Lip, au Larzac ; une grève de la faim collective de syndicalistes à l'hôpital Jules-Courmont (menée par Pierre Houal, du Garm, Breton, ancien séminariste, qui s'est suicidé depuis). Il y avait continuellement des meetings, des débats, des manifestations pour lesquelles on était sollicités.

Pourquoi les anarchistes alors ? Je n'en sais rien. Les lectures sans doute : les quatre petits livres de Daniel Guérin sur les anarchistes, le *Do it* de Jerry Rubin, le *Traité de savoir vivre* de Raoul Vaneigem...

Tous les jeunes sont fanas des anarchistes à un moment donné. Après, c'est la concrétisation qui est un peu plus difficile. En fait, je ne sais pas. Toujours est-il qu'après 1972, où je passe le bac, je m'émancipe et je commence à travailler aux PTT à Saint-Genis-Laval tout en allant à la fac en Sciences-éco. Mais comme j'étais en même temps travailleur je n'étais pas assujéti aux mêmes horaires que les autres étudiants. J'étais un étudiant-travailleur.

Je vivais là les contrastes de l'époque. Je croisais des gens très pauvres qui rentraient chez eux avec leur cagette de six litres de vin et des gens très riches comme Charles Jourdan (des chaussures du même nom) qui prenait des photos de son jardin en hélicoptère, en pleine crise du pétrole. Ce monsieur avait un chef jardinier, un jardinier, une gouvernante et deux bonnes, cinq personnes à son service. Mais il

me serrait la main, il tenait à me serrer la main au moins une fois par an. « Mon facteur ! » Le facteur qui lui apportait son courrier, *L'amicale de la police* par exemple.

Sur ma tournée il y avait aussi des gens du PSU, une future tête de liste de la gauche lyonnaise, et aussi Olivier Brachet, économiste, membre du Garm, qui avait publié aux éditions du Cerf un petit livre sur *La France militarisée*. Il est aujourd'hui spécialiste des réfugiés, à la Cimade je crois. Moi-même, je ne brillais pas financièrement. La mobylette ou le vélo, nécessaire aux dix kilomètres de tournée, n'étaient absolument pas fournis par les PTT, l'essence et l'assurance restaient à notre charge. Je m'en suis fait voler plusieurs. Je me souviens d'un hiver où j'ai distribué le courrier sous la neige avec des chaussettes aux mains.

## Dans tout cela le service national commençait à se profiler à l'horizon ?

Oui, mais avant cela il y eu des trucs. Je suis allé habiter à Oullins. J'étais un jeune de banlieue. J'étais travailleur, mais j'avais la chance d'avoir un super studio. Peut-être, héritier de mes origines bourgeoises, je n'aurais pas pu prendre un appart, comme cela se faisait fréquemment à l'époque, sans salle de bain, chose courante à ce moment-là. J'ai donc pris un studio qui me coûtait un tiers de mon salaire, maintenant ça ne tiendrait plus, mais c'était comme cela, à l'époque on ne faisait pas les mêmes calculs.

C'était donc un grand studio et j'ai reçu très rapidement toute une bande de copains un peu plus jeunes, des lycéens un peu en marge avec le lycée, la famille, un peu comme moi, en fait on avait un peu tous le même truc ; et aussi des usagers de la drogue, du shit et puis d'autres choses, c'est aussi un truc important... On se retrouvait donc tous chez moi. En même temps, il y avait une révolte très claire, une révolte politique de banlieusards, et il y a eu donc une petite sphère politique, et puis ça c'est émoussé. On a créé un groupe politique qui s'appelait Isa. Un groupe politique, tout petit, composé d'une dizaine de personnes à Oullins et je me souviens encore du montant des cotisations versées : deux cent francs par mois au total. Or, compte tenu du fait que le Smig de l'époque était de mille francs, ce n'était pas mal. Aussi petit que l'on soit, on avait quand même un impact. On « taggait », c'est-à-dire qu'on faisait du bombage politique (c'est ainsi qu'on l'appelait à l'époque), et tout Oullins était recouvert de bombages politiques, et ailleurs aussi. On collait aussi des affiches et c'est comme ça qu'on a connu le Garm puisqu'ils ont commencé à faire attention à nous. En fait, on collait des affiches pas possible, et puis on a rencontré des groupes plus sérieux comme le Mir chilien (mouvement de la gauche révolutionnaire), et évidemment tous les groupes antimilitaristes.

## Qu'est-ce que cela signifiait Isa ?

Information, subversion, anarchie. On avait une petite ronéo à manivelle, un seul tambour, surnommée « Lénine », saisie plus tard par les flics qui l'ont mentionnée dans leur procès-verbal comme une « imprimerie clandestine ».

## Avant de parler du Garm est-ce que l'on peut revenir sur la question de la drogue que tu as indiqué comme étant importante ?

Aïe, aïe ! On se droguait tous à l'époque. C'étaient des drogues légères et dures. Du LSD et des trucs comme ça, mais dans notre groupe il n'y avait pas de gens qui se piquaient. Il y a eu des personnes de notre groupe qui se sont piqués, mais qui se sont isolés par la suite. Ils sont passés par un passage à vide, mais ils sont très bien maintenant, ils ont parfaitement récupéré... il y a eu aussi deux qui sont morts...

La particularité de notre groupe, c'est qu'on réalisait un mélange parfait entre la drogue et la politique. La drogue, la politique et la révolte de banlieue, contre la famille. En fait on était complètement dans l'esprit *Libé*, le *Libération* des origines. On était un petit plus prolos qu'*Actuel*, peut-être, et peut-être un petit moins sérieux et politiques que *Libé*, mais tout aussi acharnés.

## Et les relations hommes-femmes dans ce groupe ?

On était mal avec les femmes. Autant au GI c'était merveilleux parce qu'il y avait presque moitié-moitié — même si c'était un groupe qui n'aurait dû concerner que des gens de sexe masculin... — autant à Isa on était plus jeunes et puis les filles à l'époque ne s'émançaient pas comme ça. Elles étaient peut-être attirées par la politique, mais sous des formes plus rassurantes. Nous, nous n'étions pas rassurants du tout, pas pour un sou. Par contre, il y avait pas mal de filles qui passaient chez nous, et pas mal de fugueuses. C'est pour cela que plus tard j'ai été emmerdé par les flics. En fait, ce fut à cause des histoires de drogue et d'hébergement de fugueurs. En fait, je n'étais pas plus âgé qu'eux, j'avais seulement un ou deux ans de plus. J'étais majeur et c'était moi qui les recevais. C'est pour cela que j'ai eu une descente de flics. Je devais alors avoir déjà des rapports plus ou moins lointains avec le Garm puisque Mireille Debard a tout de suite été informée de mon arrestation. Celle-ci est survenue un jour, vers six heures du matin, avec un chien policier et tout... c'était fantastique. J'ai fait une semaine de taule, simplement pour usage de stupéfiants et rien d'autre. Et puis ils avaient saisi, entre autres, une malle de tracts... Ainsi je faisais la connaissance de la prison simplement parce qu'on est délinquant mineur de banlieue... Après, je suis devenu jusqu'au-boutiste, je n'ai plus eu peur d'aller en prison.

Alors j'étais jeune et j'avais une grande admiration pour les gens du Garm, pour Mireille Debard en particulier, mais aussi pour d'autres gens. J'étais plus jeune qu'eux, et puis je faisais un petit peu délinquant de banlieue... je ne sais pas comment dire... Je me souviens d'une réunion du Garm, d'une petite fête qui s'était tenue chez Mireille où il y avait notamment Pierre Houal, Jean-Pierre Lanvin et d'autres... Elle m'avait invité, et en me présentant aux autres convives elle m'avait désigné comme étant un usager de la drogue, ce qui me faisait marquer... Ce n'était pas dit comme cela, c'était un peu de l'humour...

## Pas comme un jeune prolétaire du groupe ?

Non, je ne pense pas qu'elle me situait spécialement en tant que jeune prolétaire. Elle n'était pas dupe. À cette époque, il y avait énormément de gens qui avaient comme moi un parcours ouvrier en ayant des origines bourgeoises. On n'avait pas les mêmes soucis de carrière que maintenant, on ne distinguait pas tellement les gens qui étaient ouvriéristes par conviction — ou soit-disant par conviction — des gens qui étaient ouvriers simplement parce qu'ils n'avaient trouvé que cela. Il n'y avait pas de nuances. Il y avait beaucoup moins de chômage, donc ça réglait la question et puis il y avait les gens qui avaient laissé tomber leurs études. Il y avait un grand mouvement dans ce sens.

J'étais non-violent de conviction. Je lisais les canards qui en parlaient : *Combat non-violent*, *Alternatives non violentes*, *La Gueule ouverte*... Jean-Pierre Lanvin représentait pour moi le côté le plus chouette de la non-violence. Son itinéraire avait commencé en réaction à la guerre d'Algérie qui m'a aussi beaucoup troublé, bien que ce soit venu plus tard.

À six ans, j'étais horrifié par les affiches sanglantes qui parlaient de l'OAS. L'hypocrisie et le mensonge qui ont baigné cette époque ont compté pour beaucoup dans mon insoumission. Plus tard, un copain du GI d'origine algérienne m'a parlé du 17 octobre 1961. Je suis allé faire des recherches à la bibliothèque de la Part-Dieu...

## Comment est venue l'idée de créer le GI ?

Pour moi, c'était le mûrissement de l'Isa, trop local. Les insoumis nous faisaient rêver ; il y avait eu Janin et Fayard, Bayon, Hérail, Gérard Petit...

Je comprends mieux maintenant un processus comme l'Intifada : ce sont des jeunes qui fantasment sur leurs aînés, et puis qui deviennent des « héros » à leur tour. Dans l'insoumission il y avait l'idée plus ou moins avouée, certes discutable, d'être un héros en lutte contre l'État, l'armée et toutes les oppressions.

Le lien s'est produit au moment des inculpations prononcées par la Cour de sûreté de l'État (je réalise



pendant l'interview que Mimmo était un de ces inculpés). Maryvonne Marcoux, ancienne du « Goût de canon », restaurant libertaire des pentes de la Croix-Rousse et Gérard Nollet, un insoumis parisien, étaient descendus chez moi. Peut-être que le GI est né des suites du comité de soutien à ces inculpés.

**M**ais tu n'avais pas encore été confronté personnellement à l'institution militaire...

Non, mais ça n'a jamais fait un pli dans ma tête que je serais insoumis et puis, je n'ai pas fait l'insoumission uniquement par rapport au refus du service militaire...

Pour revenir à la genèse du GI, il faut dire qu'au bout de deux ou trois ans d'activité avec Isa, je commençais à avoir une certaine maturité politique, conséquence de la confrontation avec la répression.

Une répression qui était à la fois locale — un événement personnel puisque j'avais fait une semaine de taule, une histoire de politique et de drogue... — et surtout nationale puisque l'époque était terrible.

À l'époque en se baladant à deux heures du matin on pouvait se faire arrêter. C'était le temps de Poniatowski et il y avait la chasse à l'ennemi intérieur, mitrailleuse au poing. Il fallait descendre de sa voiture et montrer ses papiers. Il y a eu le Chili de Pinochet, l'Argentine de Videla, etc. De cette époque, un seul bombage est resté et il y est encore en ce mois de juillet 2000. Cela m'a fait plaisir de le revoir : « Noël 1973, Chili on torture les petits enfants... »

Au-delà de la rédaction de ce bombage, le fait est qu'il soit resté là et on peut le lire toujours presque trente ans après... Et cela fait plaisir surtout parce que cela fait résonance avec l'actualité d'aujourd'hui, parce que c'est seulement maintenant que Pinochet à été inquiété.

On avait à la fois l'impression d'être provos, immatures et futuristes, en avance sur ce qui allait se dire plus tard.

À l'époque on pouvait mettre une affiche manuscrite au pont d'Oullins par exemple — et cela ne choquait personne qu'une affiche soit manuscrite parce qu'il y avait encore très peu de moyens — et puis on pouvait signer « la mairie » sous un texte indiquant que le pont d'Oullins était tellement pollué que les gens devaient venir à la mairie pour se fournir de masque à gaz, et ça marchait.

Il y avait des gens qui s'inquiétaient. On placardait des affiches sur le Chili à l'église avec un mot méchant pour l'Église, et puis le curé en parlait parce qu'il n'était pas si con que cela. Il disait que ce n'était pas bien d'avoir collé sur l'église, mais il était d'accord.

Le Groupe insoumission arrive peut-être parce qu'une partie de notre génération commençait à atteindre l'âge d'affronter ce problème et on avait envie de créer une structure à nous, parce que cela

avait déjà existé dans le passé. Il y avait déjà eu un Git à Lyon, et puis c'était un mouvement qui existait en France. C'était en fait tout naturel pour nous de créer un Groupe insoumission.

**Q**ui était-ce, nous ?

Il y avait des gens comme Bernard Bolze, Bruno Hérail, Michel Dupoirieux, et d'autres gens importants pour le groupe qui sont venus après. Nous nous sommes rencontrés pour la première fois rue Pierre-Blanc, mais je ne me souviens pas par qui avait été décidée cette réunion. Je pense que j'étais un des éléments moteurs... je ne sais même pas si Bernard Bolze participait à la première réunion, et peut-être y avait-il d'autres représentants de « Moulinsart » (communauté croix-roussienne en vue)...

**P**ourquoi avoir organisé cette première réunion rue Pierre-Blanc ?

Je ne sais pas qui avait trouvé ce local. Je sais qu'à cette époque je n'habitais pas encore la Croix-Rousse. Je ne me souviens pas. Je pense que c'est peut-être Bernard Bolze qui a trouvé l'adresse parce qu'il habitait le quartier. Moulinsart n'était pas très loin de là. Lors de cette première rencontre, je ne savais pas ce qu'était ce local, ou peut-être je ne m'en souviens plus maintenant. Peut-être avais-je déjà dû participer à des réunions dans ce local sur d'autres thèmes, je ne sais pas. Mais en fait, pour moi, rue Pierre-Blanc c'est indissociable du canard IRL, que je connaissais déjà sans doute à Oullins, et qu'on a dû diffuser. Je sais qu'Olivier Bourgogne avait dû donner des articles. IRL existait et c'était pour nous le journal anar de Lyon.

**V**ous avez donc une première réunion et puis vous établissez un fonctionnement...

Des réunions tous les mercredis, ou tous les lundis, je ne m'en souviens plus. Des réunions formelles, mais pour lesquelles il n'y avait pas d'ordre du jour. Par contre, ce qui est stupéfiant c'est que très très vite on a été un grand nombre. On est assez vite montés à dix personnes, et je n'ai jamais connu cette ambiance mortelle de n'être que deux ou trois personnes. Ça a dû arriver, mais je ne m'en souviens plus du tout, parce que si cela avait été le cas, on aurait retrouvé un peu la militance « trotskarde », du type qui milite parce qu'il faut se fixer des objectifs, etc. Non, c'était très déconnant, on se marrait, il y avait des filles et des garçons... On essayait d'établir de temps en temps un ordre du jour, on s'engueulait là-dessus, mais on n'arrivait pas à le suivre, il y avait des prises de parole tout le temps, et c'était bien !

Pour moi cela reste le modèle d'une organisation confraternelle et humaine. C'est-à-dire que les gens ne sont pas obligés de venir, mais avancent et font

avancer les choses. Pas de chef, il y avait des leaders naturels. Ce qui était bien, c'est qu'ils s'effaçaient au cours du temps, il y en avait d'autres qui venaient et reprenaient le grappin et personne ne monopolisait quoi que ce soit.

Il y avait effectivement des intellectuels et puis d'autres gens plus activistes, mais j'ai l'impression que ça marchait bien.

**E**t en ce qui concerne les décisions ?

On ne voulait pas refaire le Garm, car la prise de décision était faite en comité restreint. Sans doute pour des raisons de sécurité. C'est-à-dire que pour que les actions soient efficaces il ne fallait pas qu'elles soient connues par le plus grand nombre. Mais en faisant cela, ce qui fonctionnait très bien, le Garm adoptait un mode de fonctionnement un peu élitiste. En fait, il n'était pas du tout démocratique. Il fonctionnait par cooptation. Au GI, les décisions se prenaient simplement lors des réunions sans qu'il n'y ait trop de formalisme et — encore pire — elles se prenaient parfois au café du coin, où le patron devait être un indic de service. Ah ! Face à la sécurité, on était nuls... Je me souviens qu'une ou deux fois, il y a eu des camions de police qui sont venus, ont bloqué la rue et nous ont contrôlés...

**Q**uels étaient les objectifs du GI ?

Quand même, lutter contre le service militaire. En fait le slogan de l'époque c'était : « Insoumission civile et militaire ». Sur l'insoumission civile on a été moins clairs que sur l'insoumission militaire, bien qu'il y ait eu des essais notables pour faire certains trucs. Bruno Hérial avait par exemple lancé l'idée de logements de « réserve »... en tout cas, la révolte était clairement civile et militaire. Ça allait bien au-delà de l'armée, par contre dans la concrétisation c'est vrai que c'était quand même centré sur le refus du service militaire et de l'armée.

**P**our le groupe et pour toi aussi ?

Oui, mais le refus de l'armée, de la nation, etc., à l'époque je ne m'arrêtais pas au refus du service militaire. Ce n'est pas parce que j'aurais échappé au service militaire que mon insoumission se serait arrêtée. Et en même temps, je veux dire que l'insoumis total sait qu'il risque gros, qu'il va faire de la prison, s'il se contente de refuser l'armée parce que c'est emmerdant, il n'acceptera pas si facilement la prison. Personne n'acceptait la prison, mais c'était un parcours au bout duquel se profilait la prison... Je veux dire que l'insoumission en fin de compte n'était pas un bon choix pour quelqu'un qui se serait contenté de refuser le service militaire pour des raisons de confort, pas plus que l'objection de conscience parce que cela demandait un parcours d'approfondissement politique et spirituel, et c'était

donc pareil. Les objecteurs, pour éviter la contrainte du service militaire, devaient faire le service civil qui durait deux fois plus longtemps... Non, c'était la démarche d'aller au-delà.

Pour moi c'était un ensemble, mais je ne peux pas avoir un discours clair là-dessus.

**Q**uels étaient donc les rapports avec les autres groupes, les objecteurs ?

On se regardait, parfois on s'agaçait, souvent quand même on s'admirait. Moi personnellement je sais que j'admiraient les Clo pour leur efficacité, leur profondeur de réflexion, la maturité de leur organisation, etc. J'avais de très bons contacts avec plus d'un parmi eux. Je me souviens de Jean-Jacques Massard, par exemple. Et c'était réciproque. Eux étaient agacés par notre côté prolétarien et boutefeu, en même temps ils avaient un côté un peu paternaliste, grands frères, les meilleurs d'entre eux venaient au GI où ils se retrouvaient. Le GI n'était pas une structure fermée. C'est pour cela qu'on a fait plus d'une action ensemble.

**A**vec les Clo, le Garm et ?

J'en oublie un tas d'autres.

Quand j'ai été arrêté par les militaires, au bout d'un ou deux jours j'ai été reçu par un type de la Sécurité militaire. Il faut se souvenir qu'à cette époque il y avait en Allemagne des événements extrêmement importants avec la bande à Baader. Ils étaient sur le qui-vive. Et puis là, il y a eu une des preuves magnifiques de l'efficacité du GI qui était pourtant un groupe bordélique de banlieue. Je veux dire que lorsque je fus arrêté, un 15 août — et ce jour-là, en général, plus rien ne fonctionne en France — or, ce 15 août, la caserne militaire de Dupleix fut mise en état d'alerte, le jour même ou le lendemain. Je veux dire qu'il y a eu des gens qui sont rentrés de vacances suite à mon arrestation. Il y a eu un réseau qui a fonctionné. On n'avait pas Internet, juste le téléphone et encore, mais nous avons montré une telle efficacité que la caserne avait été mise en état d'alerte. Alors le type de la Sécurité militaire est descendu et m'a interrogé après avoir fait son enquête.

Pourquoi je dis ça ? Mais parce qu'il m'a sorti toute une liste d'organisations auxquelles j'étais sensé appartenir. J'ai dû piquer un fou rire malgré la tension de l'interrogatoire. Il y en avait une trentaine. C'est fou ! En fait, chaque fois que j'ai distribué un tract ou autre chose, j'étais fiché comme étant membre du groupe auteur du tract, et il y en avait plein à l'époque.

Pour les activités antimilitaristes il y avait le Garm, les Clo et nous. On avait moins de rapports avec les soldats en lutte dans les casernes mis à part la participation à des manifestations communes ou à des débats publics.

**E**t avec les groupes d'extrême gauche qui étaient justement plutôt investis sur ce terrain-là ?

Ce n'est pas qu'on les fuyait, on leur faisait peur. Ils n'arrivaient pas à nous encadrer...

**S**elon toi, quelles furent les actions les plus éclatantes ou importantes du GI ?

Les plus jolies ? L'invasion de la caserne de Sathonay au petit matin ; du centre de recrutement militaire, qui maintenant a disparu (il se situait près des abattoirs) ; il y a eu le *Progrès pirate* ; il y a eu l'interruption du journal télévisé de FR3... des actions où je n'y étais pas forcé, peut-être parce que j'étais en prison !... Je sais qu'il y a eu plein de fois où nous nous sommes retrouvés à plus d'une dizaine au commissariat.

**E**t puis tu a été arrêté...

Oui, mais ça ne m'inquiétait pas. Je savais que c'était un parcours inévitable. En plus, c'était royal parce que la veille j'avais été au Larzac et j'allais en Bretagne. Manque de pot, je venais juste de rencontrer une copine. On s'était connu la nuit, on voyage le lendemain et puis paf !, en faisant du stop dans la Sarthe je suis arrêté par les gendarmes.

Connaissant tellement bien le code du service militaire, je leur ai pratiquement dicté les articles du refus d'obéissance : article 277, alinéa 2... Il faut savoir qu'à l'époque, il y avait en gros deux mille insoumis par an, dont une vingtaine seulement politisés et peut-être cinq qui défrayaient la chronique et allaient jusqu'au bout. Certains d'entre eux s'en sortaient rapidement. Les insoumis n'effrayaient certainement pas les gendarmes. On les arrêtait, on leur mettait les menottes et c'était tout...

Ils m'ont amené à la caserne Dupleix de Chartres. Arrivé là-bas, je refuse tout. Je suis alors reçu par le capitaine qui me dit : « Vous ne m'impressionnez pas, on reçoit un tas de gens comme vous tous les jours. » Il ajoute qu'il fallait bien faire attention au refus de l'uniforme pour ce qu'il signifiait. Je lui ai répondu que je savais bien ce que cela signifiait, etc. Un peu plus tard, je sais que j'ai été reçu par le général. Le capitaine était au garde-à-vous et moi j'étais toujours assis. Très très vite il y a eu une espèce de confrontation qui s'est établie, c'est ce que l'on cherchait, et en fait on était quelque part contents d'être reconnus par nos grands ennemis. Et quand on était reçu par un général on se disait : Oh !!!

C'était quand même une sorte de « jeu » entre Indiens et cow-boys. Une règle du jeu entre nous les insoumis et les gendarmes. C'est eux, les gendarmes, qui le vivaient ainsi, et à nous, qui étions de grands adolescents, cela allait très bien. Pourquoi pas ? Cependant ce grand jeu entre Indiens et cow-boys tournait parfois mal, mais je crois qu'on s'en est sorti

pour la plupart sans gros dégâts bien que les longs mois de prison (jusqu'à deux ans) et les grèves de la faim nous aient laissé des séquelles.

**E**t toi tu as passé combien de jours en prison ?

Je suis resté quinze jours ou une semaine à la caserne Dupleix, j'étais aux arrêts de rigueur avec les militaires. Ils étaient en état d'alerte à la fois à cause de notre présence, mais aussi parce que cela commençait à se savoir... La Sécurité militaire commence ensuite à me faire des menaces, puis du chantage, des allusions bizarres... J'ai commencé à faire une grève de la faim une première fois, mais ça a été dur. Puis, je suis transféré à la prison de Fresnes.

Là, j'ai interrompu la grève de la faim. Il faut dire qu'à l'époque je pesais cinquante-quatre kilos. Ce qui est con, c'est que mon abandon a fait chuter le mouvement des militants qui commençait à s'organiser. J'étais un peu emmerdé et un peu en colère. J'ai retrouvé cela dans les lettres de l'époque disant : c'est con, parce qu'il ne faut pas être fixé sur la grève de la faim pour engager une action militante.

J'étais content de retrouver en prison des insoumis comme Michel Lamotte, José Texeira et Yves Carel dont j'avais entendu parler à l'extérieur. Yves était trotskyste, il a fait ses deux ans de prison jusqu'au bout. Il avait été choisi par Amnesty International comme un des deux prisonniers d'opinion type, des prisonniers d'opinion de l'année ; l'autre était Thaïlandais, qui connaîtra sans doute des ennuis beaucoup plus graves. Yves recevait beaucoup de courrier. En prison il s'était pris d'amitié avec des taulards, ce qui lui a valu des ennuis quelque temps après sa sortie.

C'est là que j'ai trouvé *Libé* assez méchant, parce qu'au moment de son incarcération, il avait eu le droit à un article assez élogieux, car il représentait le courant trotskard de l'antimilitarisme, l'antimilitarisme organisé et responsable. Et deux ans après, juste un petit entrefilet pour dire qu'Yves Carel, un ancien taulard, avait reçu une balle tirée par un autre taulard...

Quant à moi je suis resté en tout trois mois en prison, j'ai fait une deuxième grève de la faim. Au bout d'un mois passé à Fresnes, je ne voulais pas en rester là, j'étais content d'avoir retrouvé Carel et Texeira, de discuter avec eux, j'avais fait le point dans ma tête, j'avais échangé du courrier avec tout le monde, j'avais reçu mon avocat qui était De Félice — également l'avocat de Klaus Croissant — et je me suis dit que la seule manière de m'en sortir — autrement je n'aurais eu droit qu'à bosser en atelier à deux francs de l'heure pendant deux ans — c'était de repartir sur une grève de la faim. C'est ce que j'ai fait.

J'avais du coup du pain sur la planche, car ce serait d'autant plus long que l'encadrement penserait : il a arrêté sa grève de la faim une fois, il va peut-être arrêter aussi la deuxième fois.

Mais là, j'ai tenu vingt-neuf jours. Au bout de ces vingt-neuf jours je pesais quarante-quatre kilos. Je n'étais pas glorieux. Je me souviens, je n'avais plus de fesses, plus de cuisses, elles étaient devenues pas plus grosses que mes genoux.

**D**onc c'est grâce à la grève de la faim et au soutien reçu que tu a été libéré ?

Oui, mais pas complètement. Insoumis en 1976, j'avais été arrêté le 15 août 1977 et libéré, mais pas définitivement, le 21 octobre 1977. En fait, cela s'est terminé lors du procès qui s'est tenu en février ou mars 1978. On a orienté ce procès vers un procès politique à tel point que je me souviens qu'il y avait le commissaire du gouvernement...

Ah oui, j'ai oublié le principal. Il y avait toute l'action sur la justice militaire du Garm à laquelle nous participions, et je connaissais donc par cœur le truc. Je me souviens qu'autant pour les délinquants militaires ordinaires il y avait toujours le commissaire du gouvernement qui disait : « Oui ce gars-là n'a pas d'excuses, c'est un voyou, et il a fait ceci et cela », autant quand je suis passé il a dit : « Ce type-là, il a une réforme psychiatrique P3 », dans laquelle il y avait des choses pas gentilles. Par exemple, il y avait la « précarité d'identification psycho-sexuelle ». J'étais un peu vexé. À la psychologue de l'armée j'avais raconté, entre autres choses, que pour moi la caserne n'était pas un endroit normal car il n'y avait ni femmes ni enfants.

A suivi la plaidoirie de Jean-Jacques De Félice et mon intervention qui n'a pas duré longtemps, expliquant que ce n'était pas du tout ça, que c'était un truc politique et que de toute façon leur appréciation psychiatrique je m'en fichais complètement. Et puis, à cette époque dans les pays de l'Est (l'ex-URSS) il y avait toute une histoire sur la psychiatrie et la politique. J'en avais discuté dans ma chambre, à l'hôpital militaire de Percy, avec le médecin-chef psychiatre (et militaire).

J'avais eu tout un parcours entre la prison de Dupleix, Fresnes et le mitard, qui a été le plus éprouvant : on est isolé, c'est dégueulasse, un chiotte à la turque et des rats qui en sortent parfois. Le lieu correspondait exactement à la description qu'en avait fait Denis Langlois, un insoumis des années soixante dans *Le Cachot*.

**A**lors ils vont te déclarer fou ?

Non, ce n'était pas si simple. Ce n'était pas passé visiblement. Il y avait des journalistes qui étaient venus au procès. J'ai quand même été condamné à vingt et un mois de prison avec sursis et trois ans de privation des droits civiques. Et ça me fait toujours tilt, parce que pour arriver à se faire priver de trois ans de droits civiques, il faut avoir fait des grosses conneries. Un ministre qui abuse des biens sociaux ou des choses comme ça, des gros trucs...

**A**près le procès tu es revenu au GI ?

Oui. Mais j'étais dans un état.. J'avais besoin de récupérer. Je flottais.

**A**s-tu continué après cette période de récupération à participer aux activités du GI jusqu'au bout ?

Non, j'ai dû faire un an ou deux et puis au bout de ce temps-là, j'ai commencé à lâcher.

Je me souviens d'un jour où je me suis dit que j'en avais assez, que je ne m'y retrouvais plus... Je ne sais plus ce que j'ai dit, j'ai simplement fait aveu de lassitude. Je n'avais rien à reprocher aux autres membres du GI. C'était simplement la lassitude du militant. C'est venu à un moment où j'avais vingt-quatre ans. J'ai continué ensuite à faire des actions à droite ou à gauche de temps en temps, mais plus comme avant...

Lassitude de ces actions qui entraînaient des procès, des condamnations, de nouvelles actions ! Et puis la vie militante au quotidien, ça fatigue.

Au GI une nouvelle tendance se dessinait qui m'inquiétait beaucoup parce que ce n'était pas du tout la mienne au départ. Moi, j'étais non-violent et j'étais confronté à des personnes qui ne l'étaient pas forcément, mais j'étais absolument opposé à la tendance dure.

Ces personnes étaient fascinées par le mouvement qui tirait dans les jambes avec les P38, Action directe, etc., ce que je n'aimais pas du tout. Je les craignais et en plus ces gens-là ne me semblaient pas net... Et la suite de l'histoire m'a un peu confirmé les choses que j'avais entendu dire par les gens qui les ont approchés. Le fait par exemple que quelqu'un se fasse arrêter avec un agenda complet avec tous les noms... Nous étions peut-être des non-violents, mais nous prenions plus de précautions que cela. En fait ces personnes étaient imbues d'elles-mêmes, un peu paranoïaques. En tout cas ils risquaient d'entraîner toute une mouvance qui existait réellement en Italie, en Allemagne. Donc il y avait des débats passionnés sur ce sujet au GI.

Et moi, ce n'est pas que j'aie été isolé — parce que j'étais toujours écouté —, mais je n'avais pas l'impression d'être dans la tendance dominante.

Pour revenir un peu en arrière, je me souviens que bien avant la création du GI, j'avais un carnet où je notais tous les insoumis, non pas leurs adresses évidemment, mais les insoumis qui se déclaraient en tant que tels et leurs petites histoires. J'ai fini par donner ce carnet à quelqu'un qui aurait dû continuer le truc, mais il ne l'a jamais fait, c'est dommage. Donc l'histoire du mouvement d'insoumission en France je la connaissais bien et comme je la connaissais bien, j'ai souvent rencontré des tas de gens en France. Par exemple Marc Thivolle qui avait

travaillé à *La Gueule ouverte* et des gens comme ça. Et le GI recevait souvent des personnes qui venaient d'autres régions. Je parle de cela pour dire que ce groupe était ouvert au monde, pas du tout clandestin, un peu comme le mouvement autour de José Bové dans lequel je me retrouve aujourd'hui. Ils font des actions au grand jour. Ils assument. Après ils passent en procès, ils récuse peut-être la justice, mais ils ne se cachent pas.

Ils assument donc, même si je sais qu'on ne peut pas toujours tout assumer, il y a une forme de confrontation qui peut rendre ce genre de choses impossible ; mais en tout cas, à mon avis, à cette époque-là c'était possible en France.

**Q**uand s'arrête le GI selon toi ?

Un peu plus tard. Il s'est arrêté, mais pourquoi ? Je n'en sais rien. Je pense aussi par effet de lassitude et puis il y avait un renouvellement avec des jeunes mais pas suffisamment, parce que le mouvement insoumis se transformait. Et puis il voulait s'ouvrir, ce qui était le grand discours de l'époque, sur l'insoumission civile, ce qui était aussi la grande revendication des anars, quelque chose qui avait du mal à se concrétiser.

**Q**uels type de relations y avait-il entre les membres du GI ?

Très fraternelles, on se faisait tous la bise, on était tous copains. Il y avait les communautés, les réseaux.

**L**e quartier avait-il aussi son importance ?

Oui, le quartier était prédominant. Peut-être était-ce un mouvement essentiellement croix-roussien. Il y avait quand même des personnes qui venaient d'ailleurs, des Pentes et d'un peu plus bas. Peut-être qu'il y en avait qui venaient de Villeurbanne, un petit peu, mais rarement de plus loin.

Moi j'ai habité aussi dans une espèce de pseudo-communauté, mais j'ai souvent habité seul ou avec un copain, après avec des copines. À une certaine époque, on habitait à cinq ou six rue d'Alsace-Lorraine, c'était moins formel que Moulinsart et que Malataverne, communautés qui étaient vraiment innovantes à l'époque. La moitié de leurs membres venaient au GI.

La communauté c'est mouvant, les vrais communautés étaient comme des fleuves. Il y avait des gens qui en sortaient, d'autres qui entraient. Nous étions fascinés par la drogue, la politique, le sexe et l'amour.

Même si la libre sexualité n'était pas un slogan du GI en tant que tel, en tout cas on y était sensibles et en fait le GI fonctionnait aussi comme groupe de rencontre. Je crois... Moi aussi j'ai rencontré des amours. J'avais des petites copines mais ça n'allait

pas jusqu'au bout, je n'étais pas trop entreprenant. Je ne devais pas être trop brillant. Barbu, cinquante-quatre kilos, et puis après ma grève de la faim... quand je vois les photos de l'époque...

Je revois depuis quelque temps à nouveau des membres de Malataverne. Je me souviens donc qu'ils avaient été fascinés par des mouvements allemands, par Rudi Duschke, d'autres par Wilhem Reich et en même temps par des alternatives gauchistes extrêmement violentes. Tout cela a donné naissance en Autriche à un mouvement qui s'appelait AAO qui était un mouvement politique proche du mouvement et de la revue française *Sexpol*, mais qui était aussi une secte.

Elle a eu une influence plus ou moins grande en Europe, mais surtout en France, en Allemagne et en Autriche, peut-être moins dans les pays latins. Mais cela a pris vraiment une grande importance. Ils avaient complètement bouffé la communauté de Malataverne. Je me souviens d'être revenu de mon insoumission dans ce lieu qui m'était donc vraiment très familial où j'étais accueilli à bras ouvert, et puis d'un coup il y a eu un froid parce qu'ils avaient eu plusieurs rapports avec ce truc-là. J'ai essayé de les suivre, mais c'était de plus en plus douloureux. Je les ai retrouvés plusieurs années plus tard.

Pour moi c'est toujours un truc relié à cette époque. Et deux membres fondateurs du GI y étaient complètement tombés dedans, Olivier Bourgogne et Michel Dupoirieux, plus cinq ou six personnes, des gens importants du GI à l'époque. Michel est parti au bout de trois ans...

**E**t le rapport homme-femmes, était-il égalitaire au sein du groupe ?

Oui, en gros égalitaire. Les femmes étaient aussi activistes que nous. Elles réclamaient plus d'insoumission civile.

Comme elles n'étaient pas confrontées directement à l'armée, il y a eu des mouvements de révolte de leur part souhaitant qu'il y ait plus d'insoumission civile. Il y avait des personnalités fortes comme Éliane Battistella, Nicole et Françoise Luquet, Guylaine Gouzou, etc.

À part cela, je pense qu'il y avait entre nous des relations égalitaires, affectueuses...

**P**eux-tu nous parler un peu de ton parcours après avoir quitté le GI ?

J'ai regretté d'avoir quitté le GI. De toute façon les institutions s'épuisent, le Garm s'était épuisé avant nous, il y a eu d'autres associations qui se sont épuisées. On s'épuise, on s'épuisait avec les procès, et parce que soi-même on vieillissait. Et puis, il y a des histoires personnelles aussi...

**U**n changement de gouvernement aussi avec l'arrivée de Mitterrand en 1981..

Oui, peut-être. Mais je suis revenu avec plaisir, plus tard, soutenir quelques insoumis plus jeunes. J'ai ainsi vécu pendant longtemps sur le mythe du retour à la militance, mais plus qu'à la militance à la confrontation violente avec l'*establishment*. J'ai aussi vécu sur un mythe qui ne marche pas du tout. Je me disais : je me tiens en réserve. Les gens me connaissent suffisamment et s'ils ont besoin de moi ils vont m'appeler. Il y a eu plein d'actions fortes qui se sont passées après. Je pense surtout à celles du Cul qui a continué cette forme de militance tous azimuts et parfois violente, mais visiblement je ne faisais pas partie de ce réseau-là. Je ne me manifestais pas pour en faire partie, mais j'aurais aimé que des personnes qui continuaient à être en relation avec moi, me téléphonent parfois et me disent : « Écoute Éric on a besoin de toi... » Mais voilà, cela n'a jamais eu lieu... Je pense que le Garm fonctionnait un peu comme ça.

**M**ais alors qu'as-tu fait depuis ?

Je n'ai rien fait, j'ai vécu.

Dans l'entreprise d'informatique où je bosse, j'ai été délégué. La direction m'a renvoyé une fois comme une reconnaissance que j'étais chiant, que j'étais une grande gueule, que je prenais toujours la défense des autres.

**E**t en dehors de l'entreprise ?

Rien. J'ai fait partie dans le temps d'un groupe qui s'appelait « Parole d'hommes » dans le cadre de la recherche sur la contraception masculine. C'était aussi le refus du ronron quotidien.

J'ai revu Mireille Debard à ce moment-là parce qu'elle faisait un peu de journalisme et elle a dit : « C'est marrant, on retrouve les mêmes têtes. » Pas pour longtemps pour ma part, parce que c'était le dernier truc...

Voilà, et maintenant depuis quinze, vingt ans je rêve sur le truc du vieux militant qui s'est rangé depuis très longtemps, et qui aurait aimé être rappelé par les autres.

**E**st-ce que tu reconnais dans les mouvements actuels une partie de l'insoumission pratiquée et revendiquée par le GI ?

Il y a eu des trucs qui étaient vraiment la continuation de notre esprit, comme on en trouve dans le livre sur les alternatives à la Croix-Rousse *Le Rêve au quotidien*. Le GI, c'était un des trucs qui a marché à une certaine époque, mais il y a eu un tas d'autres choses, comme le restaurant « Les Tables rabattues »,

les imprimeries, les alternatives au travail. Le fait qu'elles aient vu le jour à la Croix-Rousse n'est pas du tout un hasard. Il y avait une mouvance lyonnaise, qui s'est cristallisée dans ce quartier parce qu'ici il y a des traditions historiques de révoltes, comme les Canuts, etc. J'en suis persuadé.

Je suis, de loin, le mouvement de José Bové et d'ailleurs en juin, je n'étais pas loin de Millau, et si je n'avais pas dû retourner chercher mes gamins à Lyon, j'y serais allé.

Oui, j'ai des gamins. Je suis séparé de leur maman. À peu près à l'époque où j'ai quitté le GI, j'avais depuis un ou deux ans une relation forte avec une copine. Je crois que c'était une relation libertaire. On l'a voulue libertaire parce qu'on est resté trois ans en relation forte, privilégiée, sans habiter ensemble et en ayant d'autres relations. Pour moi ça faisait partie du même état d'esprit.

La liberté sexuelle est à prôner, mais pas comme une solution à tout ; je savais très bien que ça pouvait aussi être effrayant pour certaines personnes. Car la liberté, c'est parfois écraser le plus faible. Il y a toujours des faibles et des forts, des gens qui sont écrasés par d'autres. Par contre, la liberté sexuelle introduit une certaine dose de souplesse dans des règles bourgeoises. C'est comme cela que je la concevais.

On avait donc des relations privilégiées, pas exclusives, et puis plus tard, bon gré mal gré, on a fini par prendre un « appart » ensemble. On en cherchait deux en même temps et c'était moins cher d'en prendre un. Deux ans après on a fait deux gosses, en réalité bien plus tard, c'est-à-dire quand j'avais trente-trois ans, vers le milieu des années 1980. Isabelle, est une fille qui venait aussi au Groupe insoumission, un peu à part peut-être, mais elle a travaillé aussi à *Cosmopolis*, et puis à la coopérative *Texto*.

**Q**uelles ont été tes premières implications antimilitaristes ?

Grosso modo, l'année dont je me souviens c'était 1973-74. Plutôt 1974. Mon point de repère, ce sont les grèves contre la loi Debré. J'étais en seconde au lycée Marie-Vidalenc, dans le troisième arrondissement à Lyon. J'avais seize ou dix-sept ans, n'étant pas très en avance dans mes études. J'ai alors participé au Groupe insoumission totale (GIT). C'était un petit noyau, un groupe de copains. Une petite dizaine de personnes, qui avait une activité militante et qui cherchait surtout à rassembler des gens dans le milieu lycéen. On était dans la rue, c'étaient de bons moments. Il y avait beaucoup d'autres luttes à l'époque, notamment celle contre la dictature en Espagne, dont je me souviens particulièrement.

## Entretien avec

# Jean-Paul Brunet

**A**vec le GIT, tu te souviens d'actions menées à ce moment-là ?

Oui, par exemple on est rentré à plusieurs reprises dans le Banco d'Espagne, cours Gambetta pour asperger les murs, écrire des slogans, casser deux ou trois choses. En ville aussi, rue de la République ou dans les rues parallèles, il y a eu plusieurs actions de ce type-là. Il y a eu aussi des actions ponctuelles de soutien aux insoumis emprisonnés, comme Gérard Bayon ou d'autres. Ensuite — j'ai du mal à mettre des dates — avec les gens du GIT, on s'est retrouvés rue Mercière l'année suivante, au local du Mouvement d'action non-violente, des Amis de la Terre et d'autres associations pacifistes. On a alors rencontré des gens du Garm qui fonctionnaient « en parallèle », et menaient des actions plus legalistes, moins spontanées, comme suivre les procès au TPIA (autour de Mireille Debard), et qui rassemblaient des informations dans toute la France, concernant les insoumis.

**D**onc c'est plutôt dans un second temps que l'action s'est portée plus sur l'antimilitarisme ?

Non, l'antimilitarisme était présent, mais au début, même si on en parlait beaucoup, j'y étais moins sensible, je me sentais moins concerné, car

j'étais jeune à ce moment-là. La prise de conscience, compte-tenu de l'inéluctabilité de l'armée, s'est faite avec les lois Debré. La suppression du sursis posait des problèmes politiques pour les gens. Mais pour moi, l'antimilitarisme s'inscrivait dans quelque chose de plus global. Ainsi, l'année précédente j'avais assisté à trois réunions de la cellule du PCF de la Guillotière et du troisième arrondissement. Il faut dire qu'il y avait une sensibilité communiste dans ma famille, et antimilitariste déjà. Mon père avait fait la guerre, avait été un « petit soldat » et n'avait pas tellement aimé ça. Je n'avais pas été élevé dans le respect de l'armée. À l'inverse de beaucoup de copains à l'époque, je n'étais donc pas en opposition à mes parents concernant ma critique de l'armée.

**Q**u'est-ce qui t'a conduit au GIT ?

Il y avait un « look » qui me plaisait bien. Ils n'étaient pas organisés. Ce n'était pas comme le service d'ordre étudiant du PC par exemple ou des groupes politiquement plus structurés. C'était beaucoup plus spontané, anar. ça me correspondait bien mieux. Cela répondait à une révolte, à un mal-être à l'école, déjà à cette époque !

**E**st-ce que d'autres de ton lycée y ont milité ?

Oui, j'ai rejoint les rangs du GIT avec au moins trois personnes. On naviguait aussi avec des groupes d'extrême gauche, des groupes trotskistes comme Révolution ou d'autres. On allait tirer les tracts pour les insoumis dans leur local à la Croix-Rousse. On y était bienvenu jusqu'à un certain point, car on tirait les tracts du GIT, au nom du Comité de lutte lycéen. C'était un peu une entourloupe.

En tout cas, tous ceux qui ont été au moins à quelques réunions du GIT n'ont pas eu des contacts « normaux » avec l'armée. Il y a un copain qui a commencé par s'insoumettre puis a fait une demande d'objection et a finalement effectué son service civil. Un autre a été pris comme déserteur, puis a tout fait pour y échapper. Il a finalement été réformé trois mois après.

**T**u es le seul à avoir vraiment fait le choix de l'insoumission totale ?

Oui, à avoir continué de militer à partir de ce moment-là et avoir « suivi le cursus ». Je ne voulais vraiment pas faire l'armée pour des raisons idéologiques et politiques aussi bien que par autoprotection et individualisme, parce que je ne me sentais pas de faire cela, comme d'autres ne peuvent pas monter sur un toit. Ce n'était pas possible. C'était un peu d'ordre psychologique. Je ne voulais pas me soumettre à cette expérience. L'idée d'uniforme, la façon d'annihiler l'individu, cela m'était insupportable. Il y a un aspect tripal dans le refus de l'ordre établi, de pseudo règles de vie en société, d'étapes de passage obligé. L'armée, c'est l'inverse de l'individualisme. Et puis des raisons d'ordre politique... comme le rôle de l'armée dans l'histoire, de répression, de maintien de l'ordre par la force.

**Q**u'est-ce qui t'a amené à penser cela ?

Des récits, l'expérience de mon père, entre autres. Plus globalement, la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier, l'idée de la répression des ouvriers. Et puis l'histoire contemporaine : la Première Guerre mondiale, et la suite..., la montée du fascisme, la guerre d'Espagne, les guerres de décolonisation... Tout cela, je l'avais en tête. À l'école, l'histoire m'avait toujours intéressé et puis j'avais des témoins vivants. On parlait de ça autour de moi, chez moi.

Et puis les bouquins aussi. Je lisais des livres sur la Seconde Guerre mondiale qu'il y avait chez moi. Il y avait une sensibilité politique, syndicaliste dans ma famille. Ce n'étaient pas des militants, mais des gens qui s'étaient quand même engagés, qui en parlaient, qui étaient critiques aussi, beaucoup.

**P**eux-tu retracer les débuts du Groupe insoumission ?

Il y avait donc le GIT, et parallèlement le Garm, lequel se cantonnait à rassembler l'information et à assurer une présence au TPFA, autour de Mireille Debard et de Bruno Hérail notamment. Le GI est né ensuite de gens qui gravitaient autour du Garm et avaient envie d'actions plus spectaculaires que ce qu'il proposait.

Il me semble avoir participé aux premières réunions du GI, mais je n'ai plus le souvenir d'un acte posé. Il faut dire que j'étais parti durant six mois à cette époque. C'est peut-être alors que les trompettes ont sonné pour annoncer la naissance du GI ! En tout cas, ce groupe est né d'une « scission » du Garm, pour donner plus de réalité, de présence à l'insoumission. On était en effet pas mal d'insoumis et le problème du soutien s'est posé tout de suite :

faire de la propagande, se faire connaître, faire des permanences, alerter *Le Progrès*, faire de l'affichage dans les bahuts. Mais au début, la frontière entre le GI et le Garm n'était pas étanche. Je me souviens avoir affiché des tracts du Garm dans mon lycée, autant que ceux du GI. Ce n'était pas antagoniste du tout. Mais c'est vrai que le Garm, pour moi, c'était Mireille Debard. Après, il y a eu une autre génération : celle du GI !

**T**e souviens-tu d'actions ?

Surtout, beaucoup de « grosses, grosses » discussions existentielles. Mais c'est vrai qu'il y a eu des actions : affichage, panneaux, petites saynètes rue de la République. On était souvent ramassé et mis en garde à vue quelques heures. On allait également sur le marché de la Croix-Rousse pour distribuer des tracts.

Toutes ces actions concernaient l'insoumission militaire. À la fois campagne de soutien pour untel, et puis rappel de pourquoi on se battait, pourquoi on refusait l'armée. Référence aussi à tout ce qui pouvait se passer autour de l'armée (ventes d'armes à l'étranger). Je me souviens avoir rédigé des tracts assez généralistes sur toute la question militaire.

**P**eux-tu préciser le contenu des « discussions existentielles » ?

On parlait de beaucoup de choses ; il y avait des nanas au GI, donc on parlait du mouvement des femmes. On se réunissait rue Pierre-Blanc, dans le local anar, donc on discutait aussi avec les gens qui étaient sur place. Je me souviens de discussions à n'en plus finir avec beaucoup de difficultés pour déboucher sur des actions précises... et beaucoup de questionnements.

**A**vec le recul, n'était-ce pas le rôle du GI ?

Sans doute. Mais je ne l'ai pas mal vécu. Tout le monde y prenait du plaisir. Pas toujours mais souvent. Cela pouvait être aussi le prolongement de discussions « familiales », de celles qu'on avait quand on habitait notamment en collectif, car cela a aussi été cela, l'époque.

Pour revenir sur le local du GI, il faut dire qu'avant la rue Pierre-Blanc, les premières réunions se sont déroulées rue Mercière, dans le local des groupes pacifistes et non-violents. À un moment donné, on a dû se faire virer. On n'était pas très bien vu, on brassait trop. On avait des options violentes et l'on ne se retrouvait pas là-dessus avec eux. Peut-être ont-ils voulu éviter des interventions policières qui pouvaient représenter un risque.

D'ailleurs, c'était aussi un débat au sein du GI : violence ou non-violence ? Moi, j'ai toujours été pour des actions un peu violentes.



### Qu'est-ce que c'était, une action violente ?

Manifester bruyamment, casser des vitres... mais pas plus. Il ne s'agissait pas de transformer le GI en groupe terroriste comme certains nous suspectaient un peu de vouloir le faire. Mais on ne craignait pas de prendre quelques risques pour aller bomber à l'intérieur d'une caserne par exemple. Cela a été fait à La Valbonne. On est entré par les champs, on apercevait des sentinelles. On s'est glissé comme des Indiens au centre du camp pour aller bomber sur la façade de l'état-major. Il valait mieux ne pas se faire prendre. Ce type d'action n'était pas décidé au GI, mais à côté, par un petit groupe restreint de gens du GI, trois ou quatre. Il y a eu d'autres actions comme celle-ci, où tout le monde n'était pas au courant, comme quand on a muré les portes du TPFA. C'était en fait revendiqué par le GI, mais organisé par un petit groupe.

Car il faut signaler qu'il pouvait y avoir des indicis à certaines réunions du GI. Et la preuve, c'est que plusieurs fois, les flics étaient sur les lieux d'une action décidée en réunion. D'où la nécessité du cloisonnement pour certaines actions. Il y avait ainsi un petit côté « anar », action quoi !

Il faut dire que parfois, des gens venaient aux réunions du Groupe insoumission que l'on ne connaissait pas. Cela peut surprendre, mais on n'était pas méfiants, pas militarisés. À la base, on était plutôt cool quand même !

### Il y avait deux tendances : certains étaient plus radicaux ?

En fait, chacun faisait ce qu'il jugeait bon de faire. Il y avait une répartition des tâches. On était complémentaire. Certains passaient beaucoup de temps à rédiger des tracts, à choisir les termes, les formulations, à réfléchir sur notre image... pas moi ! Ce n'était pas ma priorité. Ça fonctionnait entre des gens qui faisaient des choses assez différentes, et c'est sans doute pourquoi il y avait aussi des discussions interminables. Mais pour le soutien, le contact avec les journalistes ou les actions spectaculaires, c'était bien rôdé. Autant d'actions qui emmerdaient bien les militaires et aboutissaient à des libérations plus ou moins rapides. Lors de mon arrestation par exemple, très vite l'information a circulé, il y a eu des actions. Je sentais un soutien très actif. Le soutien, c'était une grosse partie du travail où les gens s'impliquaient.

### Quel était le nombre de personnes au GI ?

D'une poignée quelquefois, jusqu'à certaines réunions avec trente personnes ou plus. On a fait des fêtes au centre Pierre-Valdo qui drainait pas mal de monde. En fait, il y a toujours eu un noyau dur dont je faisais plus ou moins partie, car j'étais alors

souvent à cheval entre deux voyages. Mais durant près trois ans, de 1975 à 1977, j'ai été très présent. Ensuite, j'ai suivi la mouvance, toujours, jusqu'aux années 1980.

### Ta situation militaire, comment cela s'est passé ?

J'ai eu un sursis jusqu'à vingt-deux ans. Ensuite, j'ai été insoumis un an et demi. Puis, j'ai été arrêté lors d'un contrôle, suite à une altercation avec un flic. Ils m'ont attrapé et ils m'ont remis aux gendarmes. C'était en 1977. Après, ils m'ont mis à Sathonay, en prison militaire pour deux semaines. J'ai alors entamé une grève de la faim, et ils m'ont envoyé à l'hôpital psychiatrique à Desgenettes, où ils m'ont laissé mariner quelques temps. L'issue courante à l'époque était la réforme P4 : « psycho-rigidité mentale ». Mais finalement, j'en ai eu marre, et, c'est moi qui leur ai donné le motif pour me réformer puisque je suis sourd d'une oreille, et ils se sont débarrassés de moi.

### Tu es rentré et tu as continué à militer au GI ?

Quelque temps, mais j'ai lâché assez vite. Sans doute que la menace de l'arrestation incitait à militer. Mais de plus, il y avait le désir de passer à autre chose. Lorsque j'ai été libéré de ce truc-là, j'ai été content de n'en plus subir certaines contraintes : un an et demi de travail au noir en respectant quelques règles de clandestinité... pas d'adresse à mon nom, pas de numéro de Sécurité sociale, le courrier chez les parents...

### Est-ce que tu as l'impression que la vie du GI s'arrêtait au moment où se fermait la porte de la réunion, ou est-ce que cela débordait ?

Ça débordait complètement. Le GI c'étaient les gens que je fréquentais, avec qui je vivais, ou avec qui j'avais des histoires amoureuses. Donc c'était plus large que des réunions autour d'un thème militant ou d'un problème particulier.

Il faut dire que l'insoumission, c'était un mode de vie : les expériences communautaires, les relations hommes-femmes, la lutte féministe, la lutte antinucléaire. Au sein du GI et en dehors, on discutait sur toutes ces questions et d'autres concernant la vie en groupe, la vie sociale. Il y avait donc le côté militant et le côté relationnel. Il y avait peu de recul entre l'action antimilitariste et le quotidien. L'insoumission, c'était aussi vivre en bossant au minimum, en volant, en récupérant, en se dépatouillant de diverses manières : vivre le plus possible à la marge du système. C'était un **esthétisme de la marge**.

Tout cela faisait partie de mon insoumission, de même que la vie communautaire. J'ai habité dans une communauté à Malataverne à l'époque, et l'on avait l'impression d'être presque tout le temps

insoumis. En outre, les mecs étaient soit insoumis au service militaire, soit objecteurs de conscience et, en tout cas, ils refusaient l'armée.

**R**etour sur ton parcours : tu as quitté le lycée, tu es parti de chez tes parents... et après ?

J'ai travaillé... le moins possible et j'ai voyagé... J'ai été en appart' avec un copain pendant un an. Après, j'ai fait un voyage qui a duré six mois. À mon retour, je suis parti vivre en communauté à Malataverne. Cela a duré une bonne année, puis certains, dont je faisais partie, ont « scissionné » à partir du moment où le reste de la communauté s'est branché dans ce truc un peu sectaire (AAO) qui comportait beaucoup de règles de vie, individuelles et collectives. Même si cela avait un aspect de recherche psychologique, de libération de l'individu, c'était tendance autoritaire et sectaire.

Ensuite, j'ai habité avec une copine avant d'avoir un projet d'appartement commun avec certains « ex » de Malataverne. C'était rue d'Alsace-Lorraine. Je n'y suis pas allé tout de suite. Cela a duré deux ans, pas plus, et encore, je n'y suis pas resté tout le temps. C'était un peu un point de chute.

**D**onc, pour toi, l'insoumission est très individuelle et, en même temps, tu t'engages beaucoup dans des structures collectives. Comment fais-tu le lien entre l'action individuelle et communautaire ?

La position d'insoumis, c'était une façon de m'engager individuellement parce que j'étais concerné. C'était un engagement personnel. Tu te retrouvais un jour recherché, dans l'illégalité. Il y avait des choses que tu ne pouvais plus faire. Il y avait des risques, même si tu n'avais pas toutes les polices aux fesses. De fait, cela limite ta liberté, ce qui peut paraître contradictoire puisque c'est le désir de liberté qui te fait t'insoumettre... Et, à côté de cela, la vie communautaire, c'étaient des expériences qui étaient liées à cet engagement individuel, même si elles n'avaient de rapports directs.

Car c'étaient vraiment des expériences, dans la mesure où cela ne correspond pas vraiment avec ce que je suis, mais pour autant, je ne regrette pas de l'avoir fait. C'était réaliser une utopie, essayer de transformer des idées, des souhaits et des désirs en réalités ; de vivre avec des gens, d'avoir des intérêts et des combats communs. Le fait de vivre au quotidien avec des personnes avec qui tu as des relations amicales, cela déclenche individuellement des trucs forts.

De plus, il existait de réels points communs entre l'engagement militant au GI et ces expériences communautaires, comme le refus des normes, le refus d'un modèle de société, de l'ordre, de la hiérarchie : toutes ces « belles choses ».

En vivant sous le même toit et en militant au même endroit, il était logique que tout soit imbriqué : la recherche commune de plaisirs, de révoltes et d'expériences, les actions menées ensemble... il y avait une dynamique communautaire qui passait de la vie quotidienne à des actions et à un militantisme. Tout était lié. Les discussions pouvaient commencer au GI et finir « à la maison ». On parlait notamment de la lutte féminine qui était très présente à cette époque. D'ailleurs, autant que je puisse m'en souvenir, au GIT, il y avait des filles qui étaient avec des mecs dans le groupe et qui se battaient pour la liberté de l'avortement. Les discours et les relations, tout cela était imbriqué.

**P**ersonnellement, as-tu participé à d'autres luttes à cette époque ?

Il y avait, au début, comme je l'ai évoqué, l'Espagne, les grèves lycéennes. Il y avait aussi la fin de la guerre du Vietnam. Ma première manif (où j'ai d'ailleurs été arrêté), ça été contre la guerre du Vietnam. Il y avait les anars, les antimilitaristes étaient déjà là. Sinon, à l'époque du GI, je n'ai pas été militant régulier et actif ailleurs autant que dans ce groupe. Je suis allé à des réunions de comités de lutte antinucléaire. J'ai eu une carte à la CFDT au début ou j'ai travaillé à CGE Alsthom, puis au centre de tri PTT. Je faisais partie d'une minorité qui entendait diffuser les luttes antinucléaires et antimilitaristes dans le monde du travail. On s'est fait virer ! Cela en a été fini pour moi avec la CFDT et d'ailleurs aussi avec le salariat.

**T**u peux revenir sur tes voyages ?

C'est mon truc personnel. J'avais besoin de m'éloigner, de voir du pays..., d'être seul. Et puis, il y avait un esprit « village », quartier lyonnais qui m'étouffait un peu. J'avais envie d'en sortir. Je suis parti au Maroc pendant six mois, en Amérique du Sud pendant plus d'un an, plus tard en Afrique à plusieurs reprises. Mais il n'y a pas à faire de lien direct avec l'insoumission. C'était une recherche individuelle... même si j'en parlais au GI. Je suis aussi allé au Nicaragua pour participer à la Révolution, mais j'ai été jeté. Je n'étais pas recommandé par une organisation et c'était déjà un an après... alors, porter la bonne parole...

Ces voyages correspondaient à une démarche purement individualiste. Cela venait notamment après des expériences communautaires plus ou moins bien vécues. Peut-être est-il possible aussi de le relier avec le déclin du GI. En revanche, on peut intégrer à coup sûr le voyage dans l'esthétisme de la marge que j'évoquais tout à l'heure, associé à l'exotisme, la défonce (gentille), les pétards... Et je crois que c'était un peu partagé au GI, encore que, aux yeux de certains, j'ai pu un peu faire figure de lâcheur.

**P**eux-tu revenir sur la Croix-Rousse ? Tu évoquais un étouffement...

Oui, c'était un peu fermé comme milieu : le groupe insoumission, quelques collectifs ou communautés. Cela concernait finalement peu de monde et j'avais besoin d'espace. C'était un peu élitiste aussi. Je veux dire par là qu'il y avait quand même un peu de mépris pour ceux qui ne pensaient et qui ne vivaient pas comme nous. J'ai pu ressentir à un moment un esprit un peu fermé, un petit cercle replié sur lui-même. Le « milieu insoumis », à un moment, cela tournait autour d'assez peu de monde, une sorte de « ghetto ». On prononçait d'ailleurs ce mot concernant la Croix-Rousse. Il y a eu aussi la période des squats...

**T**u as squatté ?

Très rapidement, rue des Tables-Claudienne et rue Imbert-Colombès. Ça n'a pas duré longtemps. C'étaient des actions spectaculaires. On savait que l'on serait délogé, mais c'était pour soulever des problèmes. Il y avait aussi les comités de quartier sur Paul-Bert et la Croix-Rousse, qui se battaient contre l'urbanisation dans les quartiers populaires. C'étaient les mêmes gens. Pour ma part, je suis seulement allé à quelques réunions. J'ai été informé, ça m'intéressait moyennement étant peut-être trop marginal. On était à la campagne, à Malataverne. Au comité de quartier de la Grande Côte, on y retrouvait des copains. Sur chaque type de mobilisation, on retrouvait une partie des gens avec qui l'on militait dans d'autres trucs. C'est lié, très lié à cette mouvance anarcho-babacool et à quelques soixante-huitards.

**A**u Git, puis au GI, il y avait un certain nombre de femmes. Quelle influence cela a-t-il eu ?

Je dirais aujourd'hui qu'on a grandi ensemble. On était jeunes, ados, et cela a influé sur les rapports amoureux, sur les relations entre hommes ou entre femmes aussi. D'une certaine manière, par le biais de l'esprit de la marge, l'insoumission passait aussi par ces relations, par l'expérience que l'on a pu vivre, qui remettait en cause l'ordre établi. Il y a eu beaucoup de bousculades assez fortes, c'était violent, de bonnes prises de bec, des ruptures et des amours, la vie quoi ! Mais posée en d'autres termes par rapport à l'éducation reçue, même de celle de parents très libéraux. C'était très très différent. On a créé quelque chose d'assez différent et qui laisse des traces.

Par exemple le refus de la vie de couple normalisé, pas de plongée dans le mariage et les enfants trop tôt. C'est venu plus naturellement, mais longtemps après... Cela ne semblait alors pas possible, on refusait de rentrer dans ce schéma, parfois en se

faisant violence. Je me souviens de fin de relation un peu rude avec des nanas, justement pour ne pas rentrer dans certains schémas, pour ne pas s'embourgeoiser, ne pas recréer la vie de couple. Il s'agissait de se remettre en question, d'avoir d'autres relations. C'est très complexe, et trop personnel pour en parler ici. En tout cas, je pense que c'était très imbriqué. Les filles qui militaient dans l'insoumission militaire y participaient au même titre que les mecs, mais en plus, elles ont fait passer beaucoup de choses, notamment dans les discussions.

**R**eviens sur le travail, les relations au travail...

Minimaliste... L'insoumission m'a conduit à chercher du travail au noir, dans le seul domaine que je connaissais un peu, le bâtiment. Ne pouvant pas m'inscrire dans les boîtes d'intérim, j'ai travaillé avec des artisans, notamment avec mon père. Au début, je suis parti au boulot avec des idées assez idéalistes sur le mouvement ouvrier, mais j'ai vite déchanté. De fait, le travail au noir m'allait très bien. Je disais à mon collègue et patron : « J'arrête de travailler, je pars en Amérique ou ailleurs. » Il me disait : « Salaud, j'ai encore besoin de toi. » Je proposais des copains. Le boulot, c'était ça : subvenir à mes besoins sans trop m'en soucier.

De plus, ce choix m'a permis de sortir du salariat où j'aurais subi une hiérarchie, ce que j'ai toujours ressenti un peu comme l'armée... si je l'avais faite ! Cette démarche individuelle me convenait. Indirectement cela m'a conduit à devenir artisan, beaucoup plus tard, en 1993, pas mal de temps après le GI.

**É**voquons précisément la question de continuité ou de rupture depuis le GI ?

Il y a les deux... Je pense franchement que tous les gens impliqués dans le GI ont eu des parcours individuels un peu hors norme, et moi aussi. C'est la relation que je peux faire avec le GI. Mais par ailleurs, le fait de n'être pas regroupé sous la bannière d'une idéologie comptait beaucoup. Le GI, c'était en quelque sorte une somme de refus individuels qui se mettaient ensemble. Assez logiquement, beaucoup de gens ont continué à avoir des démarches individuelles et particulières.

Pour ma part, je ne suis plus militant nulle part. Cela ne me fait pas envie. Aujourd'hui, ce qui compte pour moi est davantage de faire passer certaines valeurs aux enfants ou aux gens que je côtoie, d'avoir des engueulades avec les collègues sur les chantiers, sur le racisme ou autre. Cela reste complètement individuel.

Aujourd'hui, j'habite à Chantesse, dans le Grésivaudan, je suis marié avec Ulla. Je me suis marié au Danemark pour des raisons administratives, et parce qu'on était bien ensemble, ce qui est toujours le cas. Comme quoi l'on ne s'est pas trop

planté. On a deux enfants, plus une jeune fille de quinze ans qui vit avec nous car on est famille d'accueil. Je suis artisan, à mon compte. J'ai un apprenti et un ouvrier depuis peu, un copain éducateur venu au bâtiment avec, peut-être, des projets communs d'insertion.

Au point de vue tendance politique : un changement par rapport à l'époque du GI. Il y a une dizaine d'années, j'ai décidé de voter. Ce que j'ai fait depuis, sauf lors du référendum pour le quinquennat. Je voulais y aller, par provocation. J'ai oublié. J'ai laissé passer l'heure, tellement j'étais motivé ! En tout cas, c'est un truc que je fais. Je vote écolo, ce sont eux qui me semblent avoir le discours le moins con pour le moment, à moyen ou long terme, même si je reste méfiant. C'est un changement par rapport à ce que je pensais quand j'étais au GI. Aujourd'hui, je ne vois pas d'autres mouvements qui pourraient remplacer un bulletin de vote. Mais c'est vrai que je suis aussi un peu à l'écart. En ville, il y a peut-être d'autres moyens de se sentir exister socialement en dehors d'un bulletin de vote. Donc une sympathie envers les écolos, avec beaucoup de méfiance pour leurs penchants politicards. Une sympathie aussi pour le mouvement antimondialisation, mais de loin... à la télé...

Mais je ne suis jamais allé voter pour Mitterrand ni pour les socialistes, comme certains copains du GI l'ont fait, que je pourrais dénoncer ! Cela avait d'ailleurs donné lieu à des discussions houleuses. On s'ouvrait beaucoup, on se jugeait beaucoup, on se titillait beaucoup sur nos choix individuels, parfois de façon saignante, on condamnait beaucoup aussi à l'époque.

**E**st-ce que tu te souviens de la fin du GI ?

Non, je n'étais plus là. J'ai fait ce que beaucoup ont fait : une fois les problèmes militaires terminés, j'ai tout lâché. C'est vrai, je n'étais plus motivé et j'avais d'autres centres d'intérêt. Si j'étais resté sur Lyon, je me serais peut-être engagé sur d'autres choses.

**E**st-ce que tu relies l'insoumission à une famille politique ?

Oui, au mouvement anar. Je me considère personnellement comme libertaire, mais l'insoumission était un phénomène à part, tout en étant intégrée à ce mouvement. Je n'ai jamais milité à proprement parler dans celui-ci, sauf finalement à travers le GI... qui d'une certaine façon lui était très lié... ne serait-ce que par le local qu'on partageait. Par ailleurs, dans les manifs, on défilait sous la bannière noire, noire et rouge parfois. Une façon de se retrouver. Je continue de lire des publications anars. Quelques articles intéressants... La mouvance libertaire reste mon attachement de cœur. Si je vais à une manif, c'est là que je vais, toujours...!

La lutte de classe n'est pas finie ! Mais bon, c'est comme ça la vie, et la vie est bien courte.

Entretien réalisé par Gérard Fontaines,  
le samedi 21 octobre 2000

**L**e GI a dû se monter vers les années 1976-77. J'avais alors vingt ans. Je suis arrivée au GI, pour une raison toute simple. À l'âge de seize ans, j'ai rencontré un garçon, sur les bancs de l'école, qui s'appelle Jean-Paul Brunet. J'étais avec lui et il s'est retrouvé confronté au problème de l'armée. À partir de ce moment-là, il a décidé de prendre position de manière assez radicale. D'abord, il s'est renseigné pour savoir ce qu'il se faisait sur la place de Lyon, pour voir comment il pouvait s'en sortir en se faisant le moins de mal possible. Moi, j'étais tout à fait solidaire de l'action qu'il pouvait mener parce que je l'aimais, on s'aimait. Ma participation au GI est partie de là, tout simplement.

**M**ais toi personnellement, pourquoi étais-tu « un peu révoltée », à quoi résistais-tu ?

C'est un peu compliqué ! Je crois que ça correspondait tout à fait à un moment de ma vie où de toute façon, j'avais envie de me positionner. Il y avait des choses qui bougeaient énormément autour de nous et on ne pouvait pas rester insensible à cela. À un moment donné, on s'est dit : « On doit faire quelque chose. » On avait envie de casser le système par rapport à une vie de société qui ne nous convenait pas, qui était quelque chose de tellement rigide. On ne se sentait pas vraiment à l'aise, pas sûr de nous, on ne savait pas où on allait. Je crois qu'il y avait un énorme point d'interrogation quand à l'avenir, car celui-ci ne représentait pas grand chose. Je crois qu'il y avait une espèce de... non pas un défaitisme, mais nous, les jeunes, nous n'étions pas

## Entretien avec

# Éliane Batistella

Je viens d'une famille de petits commerçants qui n'a jamais été investie de manière militante en politique. Nous habitions Bron, dans la banlieue de Lyon. J'ai une sœur aînée.

Je suis montée au créneau assez tôt, dans ma jeunesse, parce que c'étaient les années où ça bougeait. C'était les années où il y avait des grèves lycéennes assez soutenues et cela ne me dérangeait pas d'y participer. C'est à ce moment que j'ai commencé à mener un petit combat.

### Pourquoi ce combat ?

Mes premiers souvenirs remontent aux grèves lycéennes lancées contre la loi Debré et les réformes qui s'ensuivirent. Grèves dans lesquelles nous étions assez impliqués. Mais je crois que c'était aussi une époque où, effectivement, on avait vraiment envie de se rebeller. Ça correspondait à une période où il fallait que les choses bougent parce que nous étions un peu dans un enfermement scolaire, collégial, lycéen. On était un peu résistant à tout ça. Alors, on a commencé à prendre des positions qui sont passées par des filières un petit peu « politico-machins-récupérées ». Et puis, de fil en aiguille, nous sommes arrivés à savoir ce qu'on avait envie de faire.

du tout sûrs de ce qu'on voulait. On n'était pas sûr de là où on allait. Tout est parti de là.

### Tu t'entendais bien avec tes parents ?

Non, je m'entendais comme une ado peut s'entendre avec ses parents, c'est-à-dire avec des « clashes », des tas de remises en question, avec des problèmes que l'on avait envie de poser et auxquels on ne trouvait pas de réponses.

Qu'est-ce que c'est la vie ? Est-ce passer son bac, ensuite travailler, puis, le jour où tu es devenue une femme, te marier, faire des enfants et puis éventuellement, après, trouver une place dans la société ? La vie, ce serait des lignes toutes tracées d'avance ?

Dans les années 1975, on vivait l'après-68. À cette époque, il y avait une remise en cause sérieuse du système et on pensait vraiment le faire bouger. Je crois qu'on y croyait !

J'ai joué le jeu à l'école. C'est-à-dire que je m'en suis pas mal tirée. Je me suis démerdée comme j'ai pu. J'ai fait un peu la « glandouille » et au bout du compte, quand je me suis retrouvée face à l'examen, j'ai tapé dedans et puis voilà ! J'ai eu le bac parce que c'était la cerise sur le gâteau et il fallait la cerise !

Après, je crois que j'ai fait comme 99 % des jeunes faisaient à l'époque, c'est-à-dire que je me suis inscrite en fac. Je suis restée trois mois, où j'ai dû passer les deux tiers de mon temps au bar. Donc je ne me suis pas vraiment investie dans le monde universitaire. C'était un monde qui ne m'intéressait pas vraiment non plus.

**A**vais-tu déjà des idées politiques précises à ce moment-là ?

Oui, j'avais des idées politiques qui n'étaient pas tout à fait vagues, mais qui étaient passées par un certain nombre de circuits. J'ai connu les Jeunesses communistes (JC) et différentes autres mouvances qui ne me correspondaient pas tout à fait car, au fond, je ne m'y retrouvais pas vraiment.

**E**st-ce que tu as fréquenté longtemps les JC ?

Non, en fait, seulement pendant ma seconde ou à peu près, mais sans adhérer officiellement. Et puis, cela a débordé sur d'autres idées qui étaient beaucoup plus larges et qui me semblaient correspondre à quelque chose d'un peu plus vrai, des idées visant à faire bouger les choses.

**C**omment ça a pu déborder ?

Je pense qu'au départ ma révolte était un peu personnelle et puis, je me suis raccrochée aux choses qui me semblaient émerger de la vie quotidienne et je me suis dit : tiens, peut-être, ça peut faire avancer les choses d'être investi à un niveau qui était peut-être dérisoire mais...

**E**t, un jour, tu as rencontré Jean-Paul Brunet ?

Jean-Paul, je l'ai rencontré sur les bancs de l'école. C'était un copain de lycée. À seize ans, je suis tombée amoureuse de lui et lui de moi. On s'entendait bien, on discutait beaucoup et on se retrouvait avec des copines et des copains. On discutait de choses et d'autres. Il n'était pas membre des Jeunesses communistes mais il avait des idées très libertaires, sur lesquelles on s'est finalement assez retrouvé. Moi, je n'avais alors pas de conscience vraiment politique. De toute manière, j'ai toujours eu une approche de la vie à fleur de peau. C'est-à-dire que je vis la vie avec les gens et quand je sens bien les choses, j'y vais. Je n'ai pas une démarche politique, me poussant à m'investir de telle ou telle façon. Je vis les choses avec les gens et, quand je sens qu'il faut se balancer dans un truc, je me balance. Je n'ai pas vraiment de « ligne » J'ai eu, bien sûr, une « ligne directive » un peu comme tout le monde, mais c'était une sorte de lame de fond. C'est tout.

**J**ean-Paul Brunet, à un moment donné, a du résoudre son problème militaire. Que s'est-il passé alors ?

En fait, ce qui s'est passé c'est que Jean-Paul devait, comme pas mal de garçons à cette époque, résoudre le problème du service militaire. Lui, était complètement obtus par rapport à cela. Il ne voulait absolument pas en entendre parler.

Il a décidé à un moment donné de prendre position et il s'est dit : « Je n'irai pas faire l'armée, je vais essayer donc de trouver des gens ayant la même démarche que moi. » Cela a commencé comme cela. En fait, c'est lui qui s'est investi au niveau du GI et comme j'étais sa copine de l'époque...

Je ne sais pas exactement comment il a rencontré les premières personnes... Je sais que moi, je suis arrivée au milieu d'un groupe avec qui il avait eu déjà des contacts. Puis nous sommes allés à des réunions qui, au départ, étaient de petites réunions assez informelles. Petit à petit s'est constitué un groupe...

**O**ù se tenaient ces réunions ?

À la Croix-Rousse, rue Pierre-Blanc. Non, au tout début ce n'était pas à la rue Pierre-Blanc. Je pense que c'était rue Diderot, dans un local qui devait être celui du Garm...

**C**e n'était pas le local de la Cimade ?

Oui, je pense que c'était la Cimade. De toute façon, quand j'ai connu le groupe, celui-ci se définissait déjà comme le « Groupe insoumission », rassemblant des jeunes gens qui se réunissaient pour lutter contre le service militaire et s'insoumettre...

**Q**uelles ont été tes impressions lorsque tu as rencontré les gens du GI pour la première fois ?

Au début, quand tu te retrouves face à des gens que tu ne connais pas, d'abord tu écoutes. Tu apprends. Après se créent des liens. Des relations qui, à l'époque, étaient aussi une vie de quartier. Les gens d'alors se retrouvaient pour discuter non seulement des problèmes liés à un fait de société, par rapport à l'insoumission, mais aussi de la remise en question de la vie en général. C'est-à-dire que l'on essayait de vivre bien dans l'endroit où l'on avait choisi d'habiter.

**C**omment fonctionnait-il le GI et quels étaient ses objectifs ?

Il me semble que les réunions avaient lieu le lundi soir et là, chacun exposait l'avancement de sa situation. Parce qu'il faut bien se rappeler qu'au niveau du GI, c'était essentiellement les garçons à

être concernés directement par la question de l'armée, et pas les filles. Mais elles étaient quand même partie prenante de la cause des garçons parce que, d'abord, nous étions leurs copines, et puis parce qu'on avait une démarche liée à tous ces faits de société que l'on avait envie de remettre en question. Le GI se composait d'une vingtaine de personnes.

### Combien d'hommes et de femmes y participaient-ils/elles ?

Je dirais moitié-moitié. Je pense que c'était assez bien représenté, il y avait, comme l'on dit aujourd'hui, une parité.

Je crois que les filles étaient très, très présentes et que leur soutien était quand même essentiel. C'était bien qu'une lutte qui, a priori ne s'adressait qu'à des garçons, soit reprise par des femmes aussi.

L'objectif du GI était essentiellement de faire connaître la cause des insoumis, c'est-à-dire de ces garçons qui ne voulaient pas faire leur service militaire. Pour ce faire, nous menions des actions médiatiques, qui passaient parfois pour être des actions de force. Comme lorsque nous investissions des lieux comme EDF pour expliquer que l'on était contre l'armée. C'était des actions ponctuelles, comme quand nous sommes allés devant le hall du *Progrès* manifester pour qu'il paraisse un article parlant des problèmes des insoumis dans ce quotidien.

### Est-ce que vous preniez des décisions en votant ?

Il n'y avait pas de vote. Je me souviens cependant que nos réunions étaient menées assez rondement. Nous prenions des décisions seulement après avoir fait un tour de table qui permettait à chacun/e d'entre nous de prendre position. De sorte que, si l'on décidait de mener une action, chacun s'investissait à la hauteur de ses convictions. Chacun y allait de sa flamme, de sa force, de ce qu'il avait envie de dire.

### Est-ce qu'il y avait des leaders ?

Il y a toujours des gens qui poussent dans telle ou telle direction, ou des forces qui sont plus importantes que d'autres, bien sûr. Mais je crois qu'il n'y avait pas vraiment de meneurs...

Justement, ce qui me plaisait dans le GI, c'est qu'il y avait ce côté informel. Même si cela apparaissait un petit peu désorganisé... On n'était pas du tout dans une cellule machin politique « pure et dure ». Non, nous étions « purs et durs » parce que l'on avait nos personnalités. Et ça, c'était notre force. Je crois que les gens avaient envie de s'investir simplement. C'était cela le caractère assez original de ce groupe, une chose qu'on vivait très bien.

### Est-ce que le GI avait des liens avec d'autres groupes ?

Oui, bien sûr. À l'époque, on rencontrait très souvent tout ce qui se vivait par rapport aux associations de quartier, tout ce qui était vie associative.

L'insoumission, au sein du GI, n'était pas vécue seulement comme un acte d'insoumission à la vie militaire, mais également comme une remise en question de la vie telle qu'on la percevait et qui nous posait question. À ce moment-là, il nous a semblé important de pouvoir s'investir et de vivre les choses un peu autrement. En fait, c'était une façon de vivre autrement et de casser un peu le système.

D'autre part, je me souviens que nous avions des rapports avec le Garm, enfin, avec des gens qui représentaient ce groupe à l'époque. Je me souviens aussi de tout ce qui a pu se mener au niveau du quartier Saint-Georges, où il y avait une grosse collectivité qui se bougeait aussi par rapport à pas mal de choses. Enfin, ce que je dis-là, c'est un peu confus mais c'est vieux tout ça !

### Quelles furent les actions du GI qui t'ont le plus marquée ?

Eh ! bien, les actions plus significatives, c'était, par exemple, d'aller au quartier général Frère et balancer des tracts aux appelés qu'y se trouvaient pour passer leurs « trois jours ». Cela dérangeait. Alors, on se faisait généralement courser manu militari par les flics, les militaires, tout le monde nous courait après. Investir ce quartier général et balancer des tracts au milieu d'une séance de cinéma montrant un film de propagande de l'armée, c'est vrai que cela faisait bouger un peu les choses. On aimait bien débouler justement à ce moment-là, et puis brasser un petit peu.

### Y a-t-il eu un poids important de la répression dans la vie du groupe ?

La répression, oui, il y en avait. C'était des arrestations au poste, on s'y retrouvait quatre, cinq ou six heures, coincés. C'était rue Molière, je crois, derrière la préfecture. On finissait nos soirées là-bas et, au bout du compte, les flics nous relâchaient parce qu'il n'y avait pas grand chose de répréhensible contre nous. Parmi les autres actions, un peu plus directes, je me souviens de la fois où on a investi les tribunaux militaires, les célèbres TPFA, en y jouant les troublions.

Moi j'ai dû commencer à aller au GI dans les années 1977..., quelque chose comme ça. Et je m'y suis beaucoup investie pendant deux ans environ, de 1977 à 1979... Pendant tout ce temps, je n'ai pas participé systématiquement à toutes les actions menées par le GI. Quand je ne pouvais pas, je n'y allais pas.

**Y** avait-il d'autres groupes qui se réunissaient au local du 13, rue Pierre-Blanc ?

Oui. Qui ? Mais je ne sais plus. Ma mémoire défaille.

**L'**insoumission n'était pas seulement liée pour vous à la question militaire, quel autre sens lui donniez-vous ?

Effectivement, c'était autre chose que l'insoumission à l'armée. Pour nous, elle signifiait aussi une remise en question de la société. Nous pensions qu'il y avait tellement de choses pour lesquelles il fallait se battre, et qu'il fallait les brasser pour faire émerger un devenir que nous espérons *plus merveilleux*... On avait envie de quelque chose de mieux.

**Q**u'est-ce que cela représentait, pour vous les femmes, le fait d'être insoumises ?

Le fait d'être insoumise était lié à une vie de femme, tout simplement. C'est vrai que nous n'étions pas confrontées au service militaire mais ce n'était pas une raison pour qu'on ne soit pas solidaires.

Et justement, quand on parle de « ligne directrice », je pense que c'était un peu ça l'idée. On avait envie de dire que, d'un côté nous n'étions pas d'accord avec ce qui se passait et, de l'autre, que nous étions solidaires avec ces luttes voulant faire changer les choses. De plus, nous n'avions pas envie de subir ce que les générations précédentes avaient subi. C'était un peu ça l'idée.

**Q**uelles étaient les relations entre les membres du GI, à la fois pendant les réunions, mais aussi en dehors des réunions ?

Les relations étaient très, très fusionnelles. C'est-à-dire que nous avions beaucoup, beaucoup d'attaches entre nous. Nous étions très proches les uns des autres et je crois que c'était cela qui faisait, justement, la force de ce groupe-là : le fait que nous avions des choses à partager ensemble, à vivre ensemble. À partir de là, on se donnait les moyens de le faire. C'était simple. Enfin, nos relations ne se limitaient pas au temps des réunions et/ou des actions, mais elles débordaient...

**S**ur quoi d'autre ?

La vie de quartier, la vie professionnelle, parce que ça aussi, il fallait en parler. Parce que, quand tu es investi dans un boulot, de toute façon, il faut que tu fasses avec. Donc, c'était une façon de vivre les choses un peu mieux, car tu savais que t'avais des gens sur qui compter quand tu te posais des questions, lorsque tu te retrouvais dans la vie active,

pour leur trouver des réponses. C'était intéressant de rencontrer des gens qui te disaient : « c'est bien d'être ensemble » quand tu te trouvais face à des problèmes...

**L**e GI avait-il des liens avec le quartier de la Croix-Rousse ?

Oui. C'est vrai qu'on connaissait beaucoup de gens dans le quartier mais il s'agissait, malgré tout, surtout d'une population jeune. Mais nos liens avec ce quartier correspondaient aussi au fait qu'il y a toujours eu une joie de vivre.

**Q**ue pensais-tu à cette époque du travail, de la famille, des relations hommes-femmes ?

Alors là... c'était un moment où, d'abord, se posait la question de savoir quel boulot choisir parce que, à l'époque, les perspectives de travail n'étaient pas très engageantes dans le sens où l'on se trouvait tous des boulots « alimentaires » par lesquels on essayait de vivre, de survivre pour ainsi dire. La vie de tous les jours n'était pas forcément simple. Justement, le manque de perspectives était assez flagrant. Je crois que l'on n'avait pas vraiment d'ambition professionnelle, et que cela a joué beaucoup sur le fait que les relations affectives étaient d'autant plus affirmées qu'on n'avait pas cette ambition professionnelle à tout prix, c'est-à-dire de faire de notre vie quelque chose s'inscrivant dans la vie sociale, dans le système, pour reprendre ce terme qui est aujourd'hui galvaudé. Nous n'avions pas envie de ça.

Je crois qu'on avait envie de quelque chose de beaucoup plus heureux. C'est pour cela qu'on vivait, d'une certaine manière, dans une espèce de microcosme. C'est-à-dire que, même si la vie professionnelle était rebutante et pas très engageante, le fait que l'on ait des relations affectives fortes, et des relations militantes aussi fortes, faisait qu'on acceptait mieux les choses. On acceptait de vivre des boulots qui étaient galères. Nous étions souvent dans des boulots de galère.

**D**es boulots de galère que vous compensiez donc avec une sorte d'affectivité plus ou moins collective dans des lieux collectifs ?

Oui, c'était beaucoup ça. Personnellement, j'ai connu plusieurs situations où j'ai partagé des lieux de vie à plusieurs. Le choix de vie collective était lié aussi à l'idée de se démarquer de ce qui était la vie telle qu'on l'envisage de manière classique. On n'avait pas envie, *tout de suite*, de vivre une vie de famille avec un conjoint ou mari et des enfants. Nous avions envie de vivre des choses parce qu'on était jeune, c'était le fun, quoi !



## À quel moment s'est arrêté le GI ?

Le GI ne s'est pas arrêté... pour moi. En fait, je me suis détachée du GI avant qu'il ne s'arrête parce que je suis partie en voyage...

Je suis partie avec Jean-Paul en 1979 pour un an. Nous avons alors quitté à la fois le quartier et la France. Nous sommes allés d'abord en Scandinavie, ensuite au Canada et aux États-Unis. Ensuite, j'ai continué le voyage sans lui en Amérique Centrale.

Après ce voyage, nous avons vécu autre chose. On a abordé d'autres perspectives parce que nous avions envie de connaître le monde qui était autour de nous, tout simplement.

## Lorsque tu es revenue sur Lyon, le Groupe insoumission n'existait plus ?

Peut-être qu'il n'existait plus. Je n'en sais fichtre rien. En fait, lorsque je suis revenue sur Lyon, je n'étais plus avec Jean-Paul. Il avait résolu son problème face à l'insoumission. J'ai revu alors beaucoup de personnes et j'ai continué à vivre avec un certain nombre d'entre elles pendant quelques années, mais je n'étais plus du tout investie au niveau du GI. Après, je me suis investie dans la vie d'une association.

De retour de mon voyage, je me suis *déportée* dans le 7<sup>e</sup> arrondissement et je m'y suis investie dans une association qui gérait un restaurant de quartier où il y avait aussi « un écrivain public ». Elle se trouvait rue Sébastien-Gryphe et s'appelait « Becs et Plume ».

À ce moment-là, ma vie n'a pas vraiment basculé. J'ai continué à voir beaucoup de personnes et, parmi elles, celles qui avaient appartenu au Groupe insoumission.

Je connaissais aussi des personnes qui travaillaient à la librairie la Gryffe, des libertaires. J'étais à ce moment-là beaucoup investie au niveau de la vie du quartier et de « Becs et Plume ». C'était une activité qui se situait un peu dans la continuité des idées que nous avions au départ, c'est-à-dire que l'on voulait vivre bien dans notre travail malgré des ressources financières qui étaient ce qu'elles étaient, souvent toutes petites. De toute façon, on n'avait pas fait le choix de vivre chichement à l'époque... Nous touchions vraiment des salaires de misère, mais, en échange, nous partagions des choses avec les gens et on pouvait se dire que c'est agréable de vivre le monde du travail quand tu le partages avec des gens avec qui tu t'entends, avec lesquels il y a un objectif commun à tenir.

J'ai donc participé à « Becs et Plume » de 1981 à 1983, à peu près deux ans et demi.

## Qu'est-ce que tu as fait après ?

La vie, ce sont des rencontres. Après cette expérience, j'ai rencontré Jean-Claude, il vivait dans le Beaujolais. Au départ, j'aimais bien la campagne, mais ça ne faisait pas tout. En même temps, ça me plaisait bien l'idée de partir un petit peu de la ville. La perspective de vivre à la campagne m'a toujours attirée. En fait, je me suis retrouvée ici, dans le Beaujolais, sans me poser vraiment de grandes questions. C'était quelque chose qui me correspondait, même si je me suis retrouvée dans un milieu qui n'est pas toujours facile. Sans vouloir caricaturer, on peut dire que des cons, tu en trouves de partout et que, malheureusement, il y en a aussi dans le Beaujolais. Cependant, je crois que t'arrives bien à vivre avec les gens à partir du moment où tu es capable d'affirmer les choses sans te mettre en confrontation systématique avec les autres. Il faut trouver un moyen terme.

## Tu t'es installée dans le Beaujolais en 1983. Qu'est-ce que tu as fait depuis ?

« Becs et Plume » était géré collectivement. Cette expérience m'a poussée à prendre position par rapport à un devenir professionnel. Je me suis dit : bon, les galères, y'en a marre ; vivre avec 1 200 balles par mois, cela va bien un temps, mais tu ne vas pas faire ça pendant vingt ans. J'ai pensé alors qu'il fallait que je gagne ma vie autrement et mieux. J'ai suivi une formation de comptable et obtenu un BTS de comptabilité. Suite à ça, je me suis retrouvée comptable dans une entreprise, une boîte de mille cinq cents personnes à Villefranche-sur-Saône.

J'ai fait ce travail dans cette boîte de matériel de cuisine professionnel, — c'est-à-dire tout ce qui est réfrigéré, piano, cuisinière, etc. — de 1985 à 1993. J'ai touché à tous les postes de la comptabilité, en finissant plutôt bien. J'étais responsable d'une partie de la comptabilité de la boîte.

## Pourquoi as-tu quitté cette boîte ?

Je ne l'ai pas abandonnée. En fait, cette boîte a subi plan de restructuration sur plan de restructuration en se restreignant comme une peau de chagrin. C'est-à-dire que de 2 500 salariés, elle est tombée à 800, puis à 500 et à 300 et quand ça été repris en 1992 par des Anglais, il y a eu encore des licenciements. C'était des grosses charrettes et moi, parallèlement, j'arrivais à saturation. Ayant passé un certain nombre d'années dans cette boîte, et après avoir vécu des situations où les licenciements étaient à l'ordre du jour, pratiquement deux cents jours sur trois cents, petit à petit tout cela est devenu un peu pesant. Il y a eu un moment où je me suis mise sur une liste de licenciement. En fait, je n'étais pas sur la

liste des licenciés, mais bon, j'ai eu envie de partir et j'ai laissé ma place à quelqu'un d'autre, tout simplement. Je suis partie aussi parce que Jean-Claude, lui, commençait à bouger au niveau de son propre boulot, il est viticulteur, producteur et il vend ses produits. Son but, c'est de faire du vin et de vendre le produit qu'il a obtenu. Je me suis dit que ça n'allait pas être pire de travailler avec lui. Même si je n'avais jamais été trop partante pour ce genre de choses. Être avec ton mec quand il s'agit de bosser, je sais que ce n'est pas le genre de chose qui est vraiment alléchant. Mais, en même temps, je me suis dit que ce n'était pas pire, car la situation de salarié que tu vis pendant des années avec des tensions, des humiliations, etc., c'est quand même lassant. Tu te dis que c'est presque aussi bien d'essayer de partager la vie de travail avec l'homme avec qui tu vis, ça ne peut pas être pire qu'ailleurs.

**C'**est ce que tu fais maintenant ?

Dans un premier temps, j'ai travaillé avec lui avec l'objectif de développer « la bouteille » au niveau de sa production. C'est-à-dire qu'on a commencé à commercialiser du « Beaujolais Village ». Après, je me suis dit que c'était bien aussi que j'apprenne un peu ce qu'était le monde de la vigne et du vin. Donc, j'ai fait une formation, d'abord en 1991 en commercialisation des vins et, ensuite, j'en ai fait une seconde en 1995, en viticulture œnologie.

À l'issue de cette formation, j'ai obtenu une capacité d'exploiter, ce qui me permettait de prendre une exploitation à mon nom. J'ai donc passé le Bepa (Brevet professionnel agricole) Grâce à un concours de circonstances, j'ai pu devenir chef d'exploitation sur une surface de quatre hectares et demi en Bourgogne.

**D**onc, tu es viticultrice aujourd'hui ?

Oui, et j'ai deux garçons : Lucas, qui a quatorze ans, et Benjamin, qui en a douze.

**E**st-ce que tu as eu d'autres formes d'engagement depuis l'époque du GI ?

Je crois que nous avons eu un gros passage à vide. Mais je pense que c'était aussi le reflet de ce qui se vivait à l'époque. C'est-à-dire que, après une période qui nous a semblé assez militante, en étant à l'écart de la vie lyonnaise, on a perdu un peu pieds. C'est inévitable. Et puis, quand tu te retrouves balancée dans une vie de famille... nous nous sommes retrouvés entre nous, papa, maman et les enfants.

**A**vec beaucoup moins de temps de...

Ben oui... Et puis les opportunités ne sont pas les mêmes quand tu vis en ville et quand tu vis à la

campagne. Tu n'as pas la même facilité de rencontres ici qu'à Lyon. C'est certain.

**I**l n'y a pas autour de vous la même activité que dans le 7<sup>e</sup> arrondissement ou à la Croix-Rousse, mais il y a quand même des mouvements sociaux auxquels vous vous intéressez ?

Je ne dirais pas que l'on se retrouve vraiment dans des mouvements, mais je crois qu'on a essayé d'adapter notre vie, et puis de faire en sorte qu'autour de nous, les choses avancent quand même, mais à un degré qui est sans doute infime. Notre idée est de faire vivre les gens qu'on connaît et qui sont un peu dans le besoin, les aider à s'en sortir. Par exemple, Jean-Claude s'est retrouvé face à un bon copain qui était devenu SDF, qu'on a récupéré et remis sur pied, pour ainsi dire.

C'est notre façon à nous de s'engager. On n'est pas dans des mouvements très structurés mais, en même temps, on essaye de vivre des relations intéressantes avec les gens pour que ça se passe bien. Même si on fait quelque chose pour une seule personne, eh ! bien, c'est une personne qui s'en sort.

**D**onc, c'est dans votre entourage très proche que vous essayez d'appliquer des idées au niveau collectif. Mais y a-t-il, dans ces idées, cette forme d'insoumission civile et militaire des années 1970/80 du GI ? Est-ce que tu les retrouves, par ailleurs, dans d'autres mouvements sociaux aujourd'hui ?

Il y a un mouvement qui me plaît énormément ainsi qu'à Jean-Claude en ce moment, c'est la Confédération paysanne ! Je parle du monde agricole dans lequel on vit ; c'est vrai que l'on commence vraiment à s'intéresser à ce qui se passe à ce niveau-là. Le monde agricole a besoin d'être remis en question et cela se concrétise avec l'émergence de José Bové, un personnage charismatique auquel on ne peut pas faire autrement que d'être attaché ainsi qu'à l'action qu'il mène. Cela me semble être quelque chose d'assez proche de nos idées.

**L**a Confédération paysanne s'est fait connaître plus particulièrement ces dernières années, cela vous a-t-il permis de renouer un peu avec les discussions anciennes ?

Disons que c'est quelque chose qui te donne à nouveau envie d'aller aux réunions, d'aller se retrouver autour d'une table et partager des choses, de discuter et puis d'avancer par rapport au monde agricole. Je ne peux pas vous parler d'autre chose que de ce monde-là, parce qu'on est complètement investi là-dedans. C'est vrai que cela correspond bien à ce que nous avons envie de faire bouger. De faire avancer.

**A**ujourd'hui, que reste-t-il de l'insoumission de la jeune Éliane Batistella d'il y a vingt, vingt-cinq ans ?

Bon, je ne la vis pas tous les jours, mais pour moi, maintenant, c'est une façon de vivre ma vie qui n'est ni classique ni traditionnelle. Nous sommes très ouverts sur les autres et on a toujours du monde à la maison. C'est une perspective de vie qui nous convient. Nous avons besoin des autres, on a besoin de rencontrer du monde. Même si c'est autour d'un verre de rouge. Là on retrouve l'essentiel ; d'ailleurs, lorsque tu te retrouves en train de boire un canon, c'est bien intéressant. Je crois que tout le monde a besoin de cela. Et nous en sommes contents et conscients. C'est vrai qu'à tous les gens qu'on rencontre, on leur fait partager ce plaisir, non seulement du vin, mais aussi tout ce qui va autour. C'est-à-dire la discussion et l'échange. C'est un peu ça notre forme d'insoumission. Nous, on se sert du produit que l'on vend, mais on s'en sert également pour rencontrer des gens et pour nous. C'est vrai, c'est un petit peu le nerf de la guerre. Peut-on parler d'insoumission ? Je ne sais pas si le mot est bien placé, mais pour moi, c'est un peu ça.

**D**e toute cette histoire que tu as vécue, y a-t-il quelque chose qui te paraît important et que tu aimerais bien transmettre à tes enfants ?

Je crois qu'il y a des idées qu'on leur a déjà fait passer, des idées qui, j'espère, resteront ancrées bien profondément en eux, des idées de tolérance. Nous, on se bat contre tout ce qui peut-être obscurantisme, intolérance, racisme, parce que dans le Beaujolais, il en existe énormément. Il ne faut pas oublier qu'ici, il y a 30 % de vote pour le FN. Ici, on casse de l'Arabe alors qu'il n'y a pas d'Arabes chez nous. Et ça, dans les mentalités, c'est très dur à contrer. Et tous les jours, on se retrouve confronté à des gens qui agressent à ce niveau-là, alors que nous on dit « ben oui, y'a des problèmes mais il ne faut pas tout amalgamer ». On en revient toujours aux mêmes choses, vingt ans ont passé, mais les mentalités ont beaucoup de mal à évoluer, y compris chez les jeunes.

**D**onc, c'est la tolérance, l'idée essentielle que tu aimerais faire passer ?

Moi, j'ai toujours essayé de faire passer ça, même dans le boulot, lorsque j'étais salariée dans cette boîte à Villefranche, il y avait toujours des discussions. Tu te retrouves toujours confronté à des personnes qui te branchent là-dessus alors qu'il paraît, de nos jours, assez essentiel de faire passer des idées un petit peu plus sympathiques. Il y a toujours des gens qui te ramènent à des façons de voir qui sont étriquées...

**E**n d'autres termes, il y a deux choses, que tu voudrais faire passer : la tolérance et l'ouverture ?

Tout à fait. Mais, plus qu'un message, c'est plutôt quelque chose que nous essayons de vivre tout le temps. On se bat à un niveau qui est peut-être ridicule, mais je pense que tout le monde est confronté à ce genre de choses. Par exemple, tu vas boire un coup dans un bar, n'importe où, et tu te fais brancher sur les mêmes sujets. C'est dur de faire avancer les mentalités, de les faire bouger, non pas à cause de « la loi du plus fort », mais cette emprise de la majorité ambiante qui fait qu'on n'accepte pas que tu aies une autre façon de voir les choses, une autre façon de penser. Cela est difficile à faire changer mais je pense qu'on n'est pas les seuls à être confrontés à ça. Je crois que, comme tout un chacun, on en est là.

**P**our revenir à l'histoire du GI, est-ce qu'il n'y aurait pas deux souvenirs. L'un bon, très bon, le meilleur que tu as et l'autre un peu mauvais, dont tu te souviens toujours ?

Un bon ? Je ne sais pas. Il y a eu des fêtes, oui, des moments très festifs. Des fêtes du GI d'ailleurs, et ça c'était bien. Pour les mauvais moments, je ne sais pas, peut-être que c'était complètement personnel, mais c'est le jour où j'ai appelé Sathonay-Camp, puisque Jean-Paul avait disparu de la circulation dans la nuit et j'avais appris qu'il était en taule. Ça, c'est un mauvais moment. Quand tu téléphones à Sathonay-Camp pour savoir si un dénommé Jean-Paul Brunet est incarcéré et que l'on te répond « oui », quand tu raccroches le téléphone dans la cabine de la Croix-Rousse, là, il y a un blanc. Là, il y a un sale moment.

Enfin, j'ai vraiment bien vécu toutes ces années à Lyon. J'y ai vécu des choses très marquantes pour moi et je pense que je n'ai pas perdu cette amitié avec les gens que j'ai connus. Même si je ne les revois plus, je les ai toujours présents dans ma tête. Je n'ai pas tiré un trait là-dessus. Ce sont des gens que j'aurais toujours plaisir à retrouver, à rencontrer encore. Mais dans un autre cadre, un autre contexte sûrement, Par exemple, en leur montrant, en leur proposant ce que je vis, ce qu'on vit ici...

**P**eux-tu nous retracer ton itinéraire jusqu'à ton arrivée au GI ?

Je suis arrivée au GI en 1977-78, j'avais alors vingt-cinq/vingt-six ans. J'étais issue de la classe moyenne. Mon père était artisan puis est devenu chef d'entreprise tandis que ma mère est restée au foyer où elle s'est occupée de ses cinq enfants. J'ai été élevée dans la religion catholique. Côté vie de famille, je me souviens d'une sorte de rébellion familiale à la fin de l'adolescence : mon frère cadet, tendance gauchiste et moi-même, tendance libertaire, avons des discussions heurtées à la maison, notamment en 1968 (j'avais dix-sept ans).

cafés des Terreaux et aussi au « Goût du canon », restaurant de tendance anarchiste. Il faut dire qu'autant j'avais été sage au lycée, autant j'ai été rebelle ensuite. Cette époque a été aussi pour moi la découverte d'un autre monde, tardive par rapport à d'autres qui l'avaient vécu au lycée.

**C**omment as-tu connu le groupe, et pourquoi y avoir milité ?

Cela faisait longtemps que j'étais antimilitariste, tendance action non-violente (influence de Lanza del Vasto vers 1971, et plus loin de Martin Luther King, de Gandhi). J'ai même un peu approché le Mouvement d'action non-violente. Mon antimilitarisme était donc une opposition à l'armée mais insérée dans une lutte contre la guerre, contre la violence.

## Entretien avec

# Nicole Luquet

Côté vie lycéenne, cela avait été assez différent. J'étais dans un lycée de fille où l'on était sages comme des images, rien de militant, c'était avant 1968. Peut-être quelques manifestations au printemps 1968 et c'est tout. D'ailleurs, mai 1968, alors que les cours étaient suspendus et qu'il n'y avait plus d'essence pour les bus, c'était les parties de ping-pong avec les copains du quartier ! Et c'est pas mal aussi. Au fond, des « années lycées » très calmes.

Après le bac, je suis partie de chez mes parents à dix-neuf ans (je n'étais pas majeure à l'époque) pour vivre ma vie, d'abord avec un jeune homme à Grenoble pendant un an où j'ai été à l'IUT. Je suis ensuite partie à l'étranger, d'abord pour vivre quelque temps dans un kibboutz en Israël puis en Angleterre. Au retour, je suis venue vivre à la Croix-Rousse avec deux amies de Bron parce nous y avons trouvé un appartement grand et pas cher. C'était une époque durant laquelle je m'intéressais déjà aux mouvements sociaux, que ce soient les actions des Black Panthers ou de Che Guevarra. Je m'intéressais aussi aux divers essais et recherches concernant la vie communautaire. Je discutais beaucoup avec les gens que je rencontrais, que ce soit lors d'une soirée ou pour plus longtemps. Beaucoup d'idées fourmillaient en moi et étaient déjà en gestation. C'est à cette époque que j'ai commencé à croiser des gens (dont Salvo), dans les

J'avais aussi été marquée par l'histoire d'un objecteur de conscience espagnol, Pepe Beunza — je me souviens avoir eu longtemps une affiche dans ma chambre. J'ai connu le GI par des gens qui le fréquentaient (Thierry Bermont, Gilles Chatard) et à force d'en parler avec eux, j'ai eu envie d'aller voir ce qui s'y passait. C'était à l'époque de la campagne de soutien à Éric Schaal. J'ai eu envie d'y rester à cause de la radicalité des idées et de la possibilité de mener des revendications, mais pas violentes ; je n'ai jamais participé à des actions « violentes » qui pouvaient avoir lieu. Ce qui se passait au GI correspondait à un côté rebelle que j'avais alors. J'étais en recherche de quelque chose, et il y avait une manière de « combattre », de réagir au GI qui me convenait. J'avais envie de faire quelque chose liée à ma révolte. Et puis, il faut le dire, le GI, c'était une sacrée bande de copains qui se connaissaient. Même si certains ne s'aimaient pas trop, il avait beaucoup d'affectif.

**Q**uels étaient les objectifs du groupe ?

L'objectif premier était le soutien aux insoumis, en l'occurrence à Éric quand je suis arrivée. Ce que faisait le groupe, c'était d'essayer de soutenir la personne en fonction des demandes de celle-ci. Par exemple pour Éric, qui ne voulait pas d'actions violentes, on a surtout informé et fait signer des pétitions rue de la

République. On discutait beaucoup. Il ne s'agissait pas seulement d'obtenir des signatures. Il y avait la volonté de convaincre et de demander aux gens à se positionner (contre l'armée). D'autres objectifs : faire pression sur les tribunaux permanents des forces armées (TPFA) pour que les gens aient des peines les moins lourdes possible ou pour qu'ils soient libérés. On s'arrangeait aussi pour aller voir les copains lorsqu'ils étaient en prison... et établir des contacts, informer.

Il y a eu quelques actions significatives. Outre les pétitions, on faisait des bombages le soir sur les murs, ou des actions de soutien pendant les procès devant les TPFA. Bernard Bolze faisait passer l'information auprès de Mireille Debard pour les journaux. Il y a eu aussi l'édition du *Progrès pirate* qui a été une trouvaille intéressante. Je dois ajouter que je travaillais alors. De fait, ce militantisme m'occupait beaucoup mais sans doute un peu moins que d'autres. Et puis je me souviens de deux grandes fêtes au centre Pierre-Valdo. Des fêtes qui avaient pour but de faire connaître l'insoumission. Pour finir, je me souviens de la dernière action que j'ai faite avec le GI, une diffusion de tracts aux appelés et autres militaires dans la caserne de Sathonay.

En fait, il y a eu une évolution. Le groupe s'est étoffé au fil des mois, et parallèlement les actions ont changé. Au début, elles étaient plus violentes, plus risquées. Ensuite, elles ont été plus tranquilles ; plus réfléchies pour ne pas se mettre dans l'illégalité.

**P**eux-tu nous dire comment fonctionnait le Groupe insoumission ?

Quelques impressions. Au début, j'étais très réservée, d'autant qu'il y avait alors assez peu de nanas et que j'étais novice en la matière. Il a fallu quelques réunions avant que je comprenne comment cela tournait. Le groupe n'était pas vraiment homogène. Par exemple, Thierry Tranchant était plus bagarreur, radical, tandis que Bernard Bolze était plus « légaliste ». Il y avait des leaders, comme Bernard justement qui savait bien présenter les possibilités et organiser. Au fur à mesure, le groupe s'est donc étoffé, il est devenu plus mixte aussi. De fait, il y a eu davantage de discussions, d'avis contradictoires sur quoi faire et comment.

**Q**uel sens donniez-vous — ou toi plus personnellement — au mot insoumission ?

L'insoumission, au GI, c'était d'abord le soutien aux mecs qui s'opposaient à l'armée. Mais on parlait aussi d'insoumission « totale ». On a fait quelques réunions pour y réfléchir. Cela a notamment conduit à d'autres actions : par exemple, ne pas payer la partie des impôts qui correspondait aux dépenses militaires. Mais surtout, pour moi, c'était l'époque du mouvement des femmes et c'est là, à mes yeux, que

des choses se jouaient beaucoup plus. Donc mon insoumission passait davantage alors dans ce mouvement-là qui était plus proche de ma réalité en tant que femme. En revanche, guère de lien entre insoumission et travail, d'autant que je travaillais plutôt plus que la moyenne à l'époque, et qui plus est, je faisais un travail que j'avais choisi, alors que beaucoup d'autres faisaient des travaux alimentaires.

De même, il y avait une remise en cause des relations stéréotypées hommes/femmes. C'était donc une insoumission aux rôles appris. Mais au fond, je crois que révolte ou rébellion sont les termes qui correspondent encore davantage à mon engagement, même si, avec certaines copines, on pouvait se déclarer insoumises. D'ailleurs, lorsque j'ai milité dans les groupes femmes, avec des copines proches du GI notamment. Je ne me suis pas forcément sentie différente de certaines autres qui avaient des trajectoires militantes autres, encore que certaines femmes étaient très différentes, ce qui entraînait des divergences parfois importantes bien sûr.

**Q**uels liens existait avec le quartier de la Croix-Rousse ?

D'abord, beaucoup de gens y vivaient, les réunions s'y faisaient, c'était le cœur. Mais il faut dire, qu'à partir d'une certaine époque, tout s'est un peu mélangé, le Groupe insoumission n'était qu'une composante. Qu'on y milite ou non, il faisait partie de notre environnement. Cela renvoie au fait que le GI était bien plus qu'un groupe militant, c'était un groupe où il y avait beaucoup d'affectif, voire plus si affinités ! sans parler des AAO à Malataverne. C'était aussi la pleine époque de la liberté sexuelle et l'on se rencontrait aussi de ce point de vue-là.

**T**e souviens-tu de la fin du GI ?

Non, car je suis partie du GI fin 1978-début 1979 à peu près, après y avoir milité deux ans environ. J'avais fait de nouvelles rencontres sur la Croix-Rousse et j'avais d'autres priorités : l'activité des groupes femmes, la vie en communauté (en « tas » comme on disait parfois). En outre, il y avait peut-être aussi un certain ras-le-bol. Il y a eu un moment où je me suis lassée et j'ai cessé d'y aller, ce qui n'empêchait pas de voir les copains à l'extérieur.

**Q**uel a été ton parcours depuis la fin du GI ?

Je suis partie de Lyon, d'abord dans la Drôme puis à Aix-en-Provence. Aix m'a ouvert d'autres horizons, du fait que les gens que j'y ai rencontrés avaient eu un autre parcours. Ensuite, je suis revenu à Lyon. J'ai eu un enfant avec Pierre et j'ai eu une vie autour de cela.

Après mon départ de Lyon pour la Drôme, j'ai arrêté de militer. Mon militantisme s'est donc développé tout entier à la même époque : GI, groupes femmes, mouvement antinucléaire. De fait, je relie cet engagement à une période de ma vie, sinon à un âge, peu de temps après avoir quitté ma famille, et c'était en fait à une révolte contre l'ordre établi. D'ailleurs à cette époque, je ne votais pas et j'avais même participé avec d'autres du GI à un collage d'affiche : « Votez cochon », « Élection, piège à con »... Cela dit, je ne sais pas si je vais continuer à voter et je retrouve au fond le même point de vue qu'à l'époque : une réticence à donner ma voix à des gens qui ne me représentent pas.

Aujourd'hui, il y a toujours beaucoup de choses avec lesquelles je ne suis pas d'accord, mais de là à m'engager dans des actions contre, actuellement, je ne le fais pas. De plus, à l'époque, je fonctionnais dans le contre, tandis qu'aujourd'hui, je préférerais trouver des solutions qui soient dans le positif, c'est-à-dire trouver des moyens, associatifs ou autres, même si c'est pour faire des petites choses..., ou encore peut-être du côté de ce qui se passe à Porto Alegre par exemple. Faire quelque chose à une échelle de proximité.

**E**st-ce que le mot insoumission a encore un sens pour toi aujourd'hui ?

Si le mot insoumission devait avoir encore un sens dans ma vie actuelle, cela demeurerait dans une lutte en tant que femme : continuer à me battre

contre ce que j'ai intégré des stéréotypes masculin/féminin et participer à des soutiens de luttes de femmes étrangères, par exemple avec « femmes contre les intégrismes ». Mais je n'emploie plus le mot d'insoumission.

**P**eux-tu mesurer l'influence du GI sur ton parcours personnel ?

Est-ce que le GI m'a influencé, a participé à ma construction ? Je renverserai plutôt les choses. C'est parce que j'étais ce que j'étais que j'ai participé au GI et que j'ai continué ma route. Je ne suis pas une autre. D'ailleurs, même si le GI fait partie d'une grande époque de ma vie, il n'était qu'une composante. J'ai en fait été marquée par tout ce que j'ai vécu à cette époque-là, par toutes ces années, et pas seulement celles passées à militer au GI. Mais sans aucun doute, ce qui m'a plus marqué de cette période, ce sont les groupes femmes auxquels j'ai participé.

Entretien réalisé par Catherine Faure  
et Gérard Fontaines chez elle  
le lundi 12 mars 2001,  
en compagnie de Pierre Lucarelli  
qui a assisté à une grande partie  
de l'interview

Quelles étaient tes origines et ton parcours jusqu'au moment où tu es arrivé dans ce groupe ?

Je pense que j'ai dû y arriver vers 1977, j'avais à peu près dix-neuf ans. Mon parcours : je suis d'origine immigrée italienne, milieu ouvrier populaire et assez pauvre. J'étais Croix-roussien. Nous sommes partis à la Zup de Rilleux, puis de la Zup je suis revenu en 1973 au lycée Saint-Exupéry à la Croix-Rousse.

C'était la dernière vague des mouvements de 1968 et des militants d'extrême gauche qui étaient alors en terminale. Il y avait donc de fortes mobilisations à l'époque : le Chili, des luttes assez importantes... Durant mes trois années de lycéen, j'ai dû faire trois mois de grève chaque année. Il y avait plusieurs réformes dans l'Éducation nationale qui avaient suscité les grandes grèves lycéennes, et donc cela tour-

qui sortaient de l'Atelier imprimerie presse nouvelle. C'est le premier fait que j'associe au GI. À l'époque, on habitait en collectif dans un appartement, un certain nombre, variable... avec beaucoup de matelas. Je me souviens aussi du soutien à Éric Schall. C'est une des premières choses que l'on a fait au GI : nous faisons les hommes-sandwichs et nous faisons signer des pétitions, rue de la République.

On avait effectivement une manière d'intervenir intéressante mais qui malheureusement ne s'est pas continuée, et qui correspondait à cette époque. Comme Sathonay ou le *Progrès pirate*. C'étaient des trucs fabuleux, très efficaces qui pouvaient avoir un impact important. J'ai beaucoup apprécié cela. Après, il y a le fonctionnement collectif qui était plus ou moins évident, le fonctionnement des groupes, c'est vrai qu'il y avait des leaders, de très fortes personnalités qui s'imposaient par leur âge.

## Entretien avec

# Pierre Lucarelli

nait pas mal autour de cela et de politique, avec des gens qui étaient dans ce lycée et que l'on retrouve après dans le GI. Il y avait aussi une histoire de groupe, curieusement à travers l'aumônerie de Saint-Exupéry qui a joué un rôle assez particulier, non pas d'éveil à la catéchèse mais au mouvement politique.

De plus, on était trois copains de lycée à avoir des projets ensemble et surtout sur la fin, on avait beaucoup discuté sur l'anarchie, ce qui avait influencé notre conception politique. Mais longtemps, on a fait de l'anarchie sans le savoir ! Nous n'avions pas à l'époque une culture très complète mais après, au fil des années, ce que l'on avait pensé, ce que l'on avait imaginé, je l'ai retrouvé dans la culture et la tradition anarchiste et libertaire. C'est de cet endroit-là qu'on venait quand on est allé au GI. Là, je parle de moi, de Tony Tamet et de Zeïn-eddine Zouaoui.

En fait, après, de manière assez évidente, nous avons décidé de s'insoumettre. Mon frère connaissait Thierry Tranchand qui était l'un des fondateurs du GI. On le voyait de temps en temps à la Croix-Rousse. Il était déjà recherché à l'époque. C'était un peu bizarre de voir ce personnage qui était recherché et qui était là tranquillement. Donc, je pense que ce sont aussi ces rencontres qui nous amené vers l'insoumission.

Après, comment ça s'est vraiment passé, je ne sais pas... La première chose vraiment très précise dont je me souviens est qu'à l'époque, j'étais permanent dans une association, je conduisais un camion, et ce camion a servi à transporter des *Progrès pirate*

Nous, on était le groupe assez jeune, issu de Saint-Ex. C'était notre première expérience vraiment militante. Avant, on s'était un peu frotté à des groupes d'extrême gauche, mais finalement, c'était assez loin. De plus cela s'entrechoquait avec le début de la vie d'adulte ; on discutait de tout un tas de choses que l'on découvrait en même temps. En outre, le GI n'était pas en soi isolé. Nous étions dans les locaux qui abritaient *IRL*, journal lié au mouvement libertaire. De fait, il y avait pas mal d'interpénétration entre le GI et les collectifs libertaires.

D'un autre côté, il y avait le Garm qui était une tendance plus tranquille, plus sage et qui était plus spécifiquement anti-armée, déterminé quand même, ils ont fait Sathonay avec nous, mais plus centrés sur un problème. Le GI partait, lui, de l'insoumission militaire et est arrivé à l'insoumission totale. Il couvrait un champ plus large.

Est-ce que tu peux faire un lien entre cet idéal anarchiste — qui ne portait pas encore ce nom-là — que tu avais à dix-huit ans avec Tony et Zeïn-eddine, et ton engagement dans l'insoumission ?

Je pense que le lien est assez direct. D'abord, on avait un refus assez direct de l'autorité imposée, c'était un peu la base de notre conception. C'était aussi le fait de dire que l'on devrait pouvoir arriver à se débrouiller tout seul sans autorité, simplement entre gens de bonne volonté et responsables. Arriver à faire fonctionner une société sans autorité, ce qui

paraît l'essence de l'idéal anarchiste. Ce que l'on analysait, c'est qu'il y avait une nécessité de cette autorité parce qu'il y avait une certaine oppression, oppression de classe, des idées, en lien avec les intérêts qui étaient au pouvoir. On retrouve ça dans toutes les traditions libertaires et anarchistes, d'aller vers une responsabilisation et une conscientisation des gens pour qu'ils se débrouillent sans autorité. Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi ni d'aller empiéter sur le domaine de l'autre.

Pour nous, c'était inenvisageable d'aller se mettre dans les rangs de l'armée, de marcher au pas. Est-ce qu'on a jamais eu le choix entre objection et insoumission ? Je ne pense pas qu'on se soit vraiment posé la question. C'était assez évident. Au moment où on a eu à se poser la question, on a rencontré ces gens qui étaient déjà porteurs de ces idées qui nous ont séduites et qui correspondaient tout à fait à ce que l'on cherchait.

**E**st-ce que tu associes aussi cela (sans vouloir influencer ta réponse) avec une certaine radicalité de ta jeunesse ?

C'est sûr ! On cherchait une option radicale et c'est vrai que l'objection, dans mon idée, apparaissait comme l'acceptation d'un certain fait.

**P**eux-tu préciser ce que tu pensais alors du travail, de la famille, des relations hommes-femmes ?

Il y avait deux aspects à l'époque. D'une part notre jeunesse, d'autre part, on baignait dans un certain climat de la fin des années 1970, la libération sexuelle qui était très présente. Il y avait des rapports amoureux en ébullition, une remise en cause de la famille qui était très forte, autant de choses que j'ai gardées de ces années-là : l'emprise de la famille en tant que construction sociale. Quant au travail, c'est simple, on ne voulait pas perdre notre vie à la gagner. À l'époque, on faisait des petits boulots, on vivait avec pas grand-chose. On avait une organisation collective qui le permettait. On vivait très nombreux et cela ne nous coûtait pas trop cher. Cela a duré un temps puis s'est effiloché. Des choix différents se sont faits, plusieurs lieux se sont créés.

Parmi les mouvements qui étaient concomitants au GI, il y avait en particulier le mouvement des femmes. Elles apportaient au sein du GI une composante très forte dans leur façon d'aborder les choses, de se questionner. C'était très important. Je me souviens d'un *Libé* qui était paru, un numéro spécial beaucoup inspiré de cela. Il parlait de l'évolution de la société pour les femmes, du mouvement sur l'avortement. C'était pour nous très juste, très légitime, et cela faisait partie des combats qu'on souhaitait soutenir et partager en tant qu'hommes.

**À** l'époque du GI, étais-tu engagé dans d'autres luttes, soit ponctuellement, soit de façon plus régulière ?

À l'époque du GI, durant l'été 1977, s'est déroulée la manifestation de Malville où il y a eu un mort et plusieurs blessés très graves. C'était vraiment la déroute, la Bérézina du mouvement antinucléaire. Nous étions quelques-uns assez impliqués dans ce mouvement, nous avons participé à beaucoup de manifestations. Cette implication était liée à un centre qui s'appelait les Circauds. C'était un lieu non-violent qui était le siège du journal *La Gueule ouverte*.

On a passé du temps là-bas, c'était un lieu où l'on pouvait venir, on aidait à faire des travaux, des chantiers, on a découvert la non-violence, et à travers elle, des actions déterminées comme des occupations, des *sit-in*. On a acquis une culture politique sûrement. En fait, c'était avant le GI.

Durant la période où j'étais au GI, il y avait la lutte des femmes. Ça, je me souviens bien... Et puis il y avait les collectifs libertaires qui menaient des actions. Il y a eu en particulier des tentatives pour squatter un appartement. Il y avait cette dimension-là qui existait, le refus de la propriété, c'était quelque chose qui nous paraissait important. C'est tout ce dont je me souviens.

**E**st-ce que tu vois d'autres raisons plus personnelles qui t'auraient porté vers ces choix ?

C'est vrai que j'ai passé une scolarité très facile, sans trop travailler tout en y arrivant bien et faisant la fête avec les copains. Le premier truc dont je me souviens, c'est que je ne comprenais pas l'injustice, en particulier les inégalités par rapport au tiers-monde. Cela m'a beaucoup remué durant toute mon adolescence. D'ailleurs, mon projet avec Tony et Zeïn, c'était d'aller dans le tiers-monde pour voir comment cela se passait et avoir une autre intervention. Du côté de mes parents, ils n'avaient aucune activité militante. Mon père était un immigré italien qui était assez effacé et n'avait guère de place dans la société, et ma mère non plus, même si ses parents, étant communistes avaient fui le régime fasciste de Mussolini. Mon frère non plus n'était pas militant. Cela s'est fait par les rencontres et le refus de l'injustice et des inégalités. Quelques rebellions au collège, des gamineries où l'on s'affrontait à l'autorité, mais le déclenchement s'est effectué au lycée en 1973.

**Q**uel a été ton parcours depuis la fin du GI, jusqu'à aujourd'hui ?

Si on dit que la fin du GI est aux alentours de 1980, je suis parti pendant six mois aux États-Unis avec l'intention d'y rester plus longtemps, mais cela s'est mal passé. Quand je suis revenu fin 1979, il ne se passait déjà plus grand-chose, sinon qu'on allait à des manifestations. Après, il y a eu plusieurs



moments. D'abord, je suis parti dans la Drôme habiter à la campagne, puis il y a eu une période de recentrement sur la famille pendant une dizaine d'années, car mon père était devenu paralysé.

Les années 1980, je ne saurais trop qu'en dire. Le temps s'est passé comme ça, il s'est effiloché. Une culture militante mais pas d'attachement à un groupe bien précis. Mon fils est né en 1990, et pendant cinq ans, je me suis surtout occupé de lui. Depuis cette époque, je travaille à France-Télécom, mon premier emploi stable.

À partir de 1994, j'ai commencé à avoir des activités syndicales dans l'entreprise, puis en 1995, il y a eu les grands mouvements sociaux dans lesquels je me suis fortement impliqué, et d'une manière concomitante, j'ai participé à la création du Système d'échange local de la Croix-Rousse. J'en ai longtemps été un « pilier » et j'y suis encore maintenant. J'ai été très investi dans le syndicat Sud-PTT qui a une dimension interprofessionnelle. De fait, à travers cette implication syndicale, j'ai participé à différentes actions dont le mouvement des chômeurs, le procès de Millau, autour des sans-papiers... une partie des collectifs où j'ai entraîné mes guêtres.

Donc, les années 1980, je ne sais pas ce qui s'est passé, mais à partir des années 1990, j'ai retrouvé cette dimension du collectif : mon fils allait dans une crèche parentale autogérée et aujourd'hui, il est en école associative dont s'occupent les parents. Donc, je fais partie de beaucoup d'associations dont la Ligne d'horizon qui est davantage un groupe de réflexion sur la manière d'envisager une société plus humaine... et c'est déjà pas mal !

**Quel lien entre ton implication actuelle et celle hier dans le GI ?**

Déjà, le collectif. L'idée qu'on va se réunir et voir ce que l'on peut faire, nous, comme dans l'école associative. C'est une manière de se prendre en charge et de se responsabiliser par rapport à un problème, et de ne pas le reporter sur la société. Autre héritage du GI, le fait d'avoir été confronté très jeune à des décisions lourdes de conséquences. On a discuté très longtemps avec les copains sur l'emprisonnement, sur l'enfermement. Le fait de confronter sa liberté à ses conséquences, c'est quelque chose de très fort, de très formateur. Cela appuie sa capacité à vivre sa liberté. On peut faire ce qu'on décide en dépit des conséquences. Cet engagement radical a modelé ma façon d'affronter l'autorité. Par exemple, sur le plan professionnel, je n'ai pas peur face à la hiérarchie. Je peux donc aller plus loin que la plupart de mes collègues. Sinon, l'insoumission est à relier à un choix individuel de liberté. On a la possibilité de dire non, mais cela implique des conséquences qu'il faut assumer. Or cette possibilité de dire non me paraît de plus en plus importante à développer. Donc, c'est tout à fait vivant. Dire non

aujourd'hui, c'est renoncer à ce qu'on nous impose, par exemple, le monde des objets. La vision du monde à laquelle il faudrait vraiment s'insoumettre, c'est la domination par les choses. Il faudrait renoncer à tout un tas d'objets, à une matérialité, pour aller vers la vraie liberté, vers l'essentiel.

**Est-ce qu'aujourd'hui, dans la vie quotidienne (famille, travail, etc.), tu retrouves une filiation avec cette époque ?**

D'abord, je vis avec Nicole qui faisait partie du GI, et nous avons gardé tous les deux de ces années-là une très forte individualité. De manière factuelle, on a une vie de famille mais en même temps, on ne se conçoit pas comme une (vraie) famille. On se conçoit d'abord comme individualités et c'est une grande différence qui vient de ces années-là. Au niveau du boulot, la plupart de mes collègues sont sur des rails comme l'étaient mes parents sans imaginer faire autrement. Moi, je pense tout le temps à ce que je pourrais faire autrement et à des échappatoires, à des échappées en dehors des rails du travail. Et d'ailleurs, la plupart de mes collègues ont un compte d'épargne-temps qu'ils prendront en fin de carrière, avant la retraite. Moi, le mien est tout petit, j'ai tout mangé : les échappées, je les fais tout de suite.

Autre exemple, à la différence du combat syndical qui se bat pour l'élévation du niveau de vie, je milite pour la réduction du niveau de vie. En fait, plus je gagne, plus je réduis mon temps de travail maintenant mon salaire à un certain niveau. Ce qui est à relier à un mouvement anticonsommation. Je suis resté aussi en contact avec le mouvement des squats politiques, la critique radicale de la propriété me paraît fondamentale. Dans un autre domaine, les logiciels libres qui sont élaborés par un travail collectif bénévole puis mis à disposition ou donnés sont le signe d'un changement de logique. Passer de l'appropriation et de l'accumulation de richesses au don et au partage, c'est ce qui me paraît aujourd'hui le plus important pour moi et pour le monde, et c'est assez en phase avec les idéaux du GI à l'époque.

**Que voudrais-tu rajouter à notre conversation ?**

La confrontation que nous avons eue très jeune face à l'armée n'existe plus pour les jeunes d'aujourd'hui. D'un côté, tant mieux pour eux, mais en même temps, ils seront encore plus vite sur les rails... et finalement c'était formateur d'être contraint de s'opposer. De plus, aujourd'hui, les luttes sont plus d'ordre matériel et catégoriel — comme par exemple les luttes des étudiants — et moins de l'ordre des idées, alors que j'ai l'impression à mon époque d'avoir brassé beaucoup d'idées, et je continue.

**L**e GI a été créé au milieu des années 1970, quel âge avais-tu et quelles étaient tes origines familiales ? Quel avait été ton parcours jusqu'au moment où tu t'es rapprochée du GI ?

J'avais dix-neuf ans. Ma mère et mon père étaient employés. Ma mère était plutôt catholique issue d'un milieu rural ; mon père était complètement athé et très proche du Parti communiste, issu d'un milieu ouvrier. J'étais lycéenne comme beaucoup, sauf que j'ai fait un passage dans une organisation d'extrême gauche à l'âge de quinze ans.

## Entretien avec

# Guylaine Gouzou

En 1973, suite au coup d'État au Chili, je suis rentrée à l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR) dont je suis sortie un an et demi ou deux ans après, si mes souvenirs sont bons. Au lycée, j'ai eu un parcours très militant, j'ai organisé des grèves. J'allais à l'aumônerie où l'on tirait le journal du lycée, *La Pieuvre*, qui était un journal revendicatif de tendance extrême gauche. À Saint-Exupéry, c'était une base de recrutement de certains mouvements d'extrême gauche. J'ai ainsi été recrutée par des gens qui étaient partis du lycée après leur bac et revenaient, rentraient dans la cour : Zimmermann par exemple qui est aujourd'hui conseillé de Jospin, si je ne m'abuse. On se réunissait au bar de l'Avenir dans une petite salle où il y avait du bruit à cause des flipers. On se parlait et l'on faisait la révolution ! Le départ de mon engagement, cela a été le coup d'État au Chili. Je me souviens de l'annonce à la radio dans la cuisine le matin, et cela a été le déclic. J'avais quinze ans et j'étais en seconde.

**C**omment as-tu connu ce groupe et pourquoi y avoir adhéré ?

On n'adhérait pas au GI ! Je devais avoir dix-huit ans quand j'ai connu ce groupe. J'habitais à la Croix-Rousse, je militais alors au Centre des femmes, rue Puit-Gaillot et j'étais aussi impliquée dans un groupe qui s'appelait « La Croix-Rousse n'est pas à

vendre ». J'ai connu ce groupe, je crois, par des rencontres de copains qui avaient été au même lycée que moi et que je retrouvais sur les pentes de la Croix-Rousse, et aussi par l'intermédiaire de Bernard Bolze avec qui j'avais une « relation », comme on disait à l'époque.

**C**omment fonctionnait ce groupe et quels en étaient ses objectifs ?

Je n'ai jamais réussi à comprendre comment le Groupe insoumission fonctionnait ! En fait, j'ai le souvenir que c'était plutôt un groupe de réflexion d'une part et d'action d'autre part. J'étais sortie d'un mouvement parce que trop organisé — trop d'organisation nuit à l'organisation.

J'ai ensuite rejoint les Groupes femmes qui ont été pour moi quelque chose de très important, et le Groupe insoumission qui n'était pas organisé. Je ne sais même pas s'il y avait des ordres du jour, des comptes-rendus. Et j'appréciais cela. J'ai le souvenir d'actions décidées dans l'urgence.

Quant à ses objectifs, ils étaient très clairs, au moins pour les garçons, peut-être un peu moins pour les filles : c'était l'opposition, l'insoumission à l'armée. Pour les filles, il existait aussi une autre insoumission qui se dessinait. Pour moi, il y avait un lien entre le Groupe insoumission pour les mecs et les Groupes femmes pour les filles, quelque chose qui faisait passerelle.

**E**st-ce que ce groupe avait des liens avec d'autres groupes ?

Les liens se faisaient plutôt par les personnes. Par exemple avec le groupe AAO qui était à l'époque dans les parages. Et bien sûr, il y avait des liens avec les communautés, comme Moulinsart ou encore celle où j'habitais. Mais c'était un lien de personnes. Rien de structuré, d'organisation à organisation.

**Q**uels liens existaient au GI avec les idées, les actions ou les pratiques « subversives » des années 1970 ?

Il y avait d'abord un mythe pas complètement mort, le mythe Baader-Meinhof. La façon dont ces gens sont morts a été vraiment un choc. Je ferais aussi un lien avec les groupes autonomes issus du mouvement situationniste post-sartrien. C'était une façon de sortir des partis traditionnels tout en restant dans le milieu associatif. D'ailleurs, je faisais alors partie de plusieurs associations sans avoir l'impression de faire de la politique. Tout formait un ensemble : être au GI, faire des poèmes, manger au restaurant, aller au théâtre...

**Q**uelles sont les activités les plus significatives du Groupe insoumission ?

Parmi celles dont je me souviens, il y avait eu une distribution de tracts à l'intérieur de l'hôpital militaire de Desgenettes. On était quatre militants à entrer dans l'hôpital avec des tracts plein les poches... C'était une action décidée comme ça, en quelques minutes lors d'une réunion et qui s'est bien passée. Il y avait évidemment les procès, celui d'un jeune gars agriculteur de Haute-Loire, celui de Bolze, etc. Je me souviens, que lors de l'un d'eux, on attendait devant le TPFA, et quelqu'un a lancé une pierre contre une vitre, ce qui a immédiatement déclenché la fureur des gentils garçons plantés devant les portes qui sont devenus des monstres en l'espace de quelques secondes. Avec Nicole et deux autres copines, Éliane et Pascale, on s'est mise à courir très très vite. On est rentrées dans un bar environ un kilomètre et demi plus loin pensant qu'on ne serait pas inquiétées. Les CRS nous avaient suivies, et nous ont violemment tirées par les cheveux, ce qui a scandalisé la petite mémé qui tenait le bar. À la suite de cet incident, nous avons passé vingt-quatre heures en garde-à-vue à Vauban. On mettait le bazar, demandant d'aller aux toilettes toutes les cinq minutes, à téléphoner à nos enfants que nous n'avions pas... On est finalement ressorties comme on était rentrées. Il n'y a pas eu de suites particulières. En fait, cela n'était pas un très bon souvenir, et je ne trouvais pas très malin de jeter des pierres contre les vitres du TPFA.

Je me souviens aussi de l'intervention du GI concernant un insoumis nommé Claude-Henri Arnion. Il n'était pas militant du tout. Il s'était retrouvé insoumis mais sans aucune culture militante. On avait eu des discussions pour savoir s'il fallait le soutenir ou non. Pour ma part j'y étais favorable.

**P**our toi, quand s'arrête le GI et pourquoi ?

Franchement, je ne m'en souviens pas. Pour moi, je dirais que cela s'est arrêté quand j'ai quitté l'appartement communautaire où j'habitais place Tolozan. C'était avant la fin du GI, mais je ne sais pas pourquoi je n'y suis plus allée, alors que je continuais à militer ailleurs. En tout cas, c'était entre la

fin de l'année 1980 et le printemps 1981. Je pense qu'il faut le relier également avec l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, car quoi qu'on en pense aujourd'hui, cela a été un tournant politique.

**Q**ue peux-tu dire de l'ambiance au GI ?

C'était un brassage de gens très différents que je n'aurais jamais rencontré ailleurs, comme les gens d'AAO par exemple. Il existait une certaine solidarité entre les filles, et plus globalement, il y avait une convivialité entre nous. On se retrouvait ainsi après les réunions au bistrot des Beaux arts, montée des Carmélites. En général, cela se finissait là par des discussions informelles. Ce genre de discussions qu'on retrouve aujourd'hui dans les groupes anti-mondialisation de refus global du système. Il y avait de la curiosité, celle qu'on a à vingt ans, sans pour autant être à l'écoute. Et puis c'était un croisement de réseaux qu'on retrouvait sur la Croix-Rousse.

En fait, le GI était un groupe d'action sur l'insoumission à l'armée, et c'est à l'extérieur, dans les prolongements que l'on évoquait d'autres thèmes. Moi qui étais féministe, je me souviens avoir eut des discussions avec des hommes du GI sur les groupes hommes, le GLH (groupe de libération des hommes) par exemple. Je ne me souviens pas avoir eu ce genre de discussions ailleurs.

J'aimais bien le GI aussi pour son côté « jouer au chat et à la souris » avec les forces de l'ordre. Lors d'un week-end par exemple, j'allais chercher Bernard Bolze qui travaillait à l'époque dans un chai. La police est arrivée et il s'est caché dans un tonneau. C'était le branle-bas de combat ! J'avais alors une cape noire... Il y avait un côté aventure et j'adorais ça. Lorsqu'on a fait un faux numéro du Progrès, on s'est fait défoncer l'appart' place Tolozan. Heureusement, on l'avait caché dans les plinthes, car mon père m'avait expliqué que durant la Résistance, on y cachait les journaux clandestins. C'était un peu de l'inconscience, mais je ne le regrette pas. Là c'était l'envie de résister qui comptait.

**Q**uel a été le poids de la répression et de la prison dans le devenir du GI ?

Je peux difficilement y répondre, mais je serais tentée de dire non. Je le dis avec beaucoup de prudence, car en tant que femme, on était pas du tout dans la même position que les mecs. En tout cas, pour moi, cela n'a pas eu d'incidence réelle. Il est clair que le risque que je prenais n'était pas de même nature que celui que prenait un homme.

**P**eux-tu préciser ton implication au GI, en tant que femme notamment ?

Tout d'abord, je n'ai jamais eu le sentiment de militer au GI. Pour moi ce n'était pas un engagement.

Cela a été le prolongement de mon engagement féministe. Dans les Groupes femme, j'avais le sentiment de militer parce que j'étais personnellement impliquée en tant que femme, tandis qu'au GI, je donnais un coup de main en quelque sorte. C'est comme cela que j'ai voulu aider Claude-Henri Arnion à se défendre, lui qui n'était pas militant et pour qui l'armée, c'était simplement une connerie. En fait, mon activité au GI, c'était avant tout un *accompagnement*. Pour autant, j'étais en plein dedans, mais cela n'était pas ma cause.

Il m'apparaissait comme nécessaire de se réunir, car j'ai toujours pensé que les solutions individuelles ne peuvent pas apporter de réponses satisfaisantes aux problèmes de société. C'est au travers de la confrontation des idées que peuvent s'élaborer des solutions collectives. En outre, mon passé militant depuis l'âge de quinze ans m'avait habitué à ces échanges.

Je me souviens aussi de m'être dit alors que si j'avais des garçons, je ne voudrais pas qu'il fasse l'armée ; et que s'il y avait une guerre, il faudrait s'insoumettre.

**Q**uel était le sens que vous donniez à l'adjectif *insoumis*, à la fois sur un plan collectif et personnel ?

On était insoumis dans le sens « total » comme aujourd'hui on peut l'être face à un ordre économique. Il s'agissait alors de s'opposer à la famille, au mariage, aux normes de la société. Insoumis, c'était ne pas vivre comme les autres, ne pas être formatés, c'était vivre autrement. À l'époque, j'avais sans cesse l'impression de m'insoumettre : je vivais en communauté, j'avais une relation avec un homme marié, je travaillais six mois et je m'arrêtais six mois. Je me souviens d'ailleurs, lorsque j'allais rendre visite à mes parents, du décalage qu'il y avait entre nous. À leur questions « normales », je n'avais aucune réponse à leur apporter.

Mais cette insoumission-là n'était pas politique en soit, à la différence de la lutte des femmes ou de l'insoumission à l'armée. C'était une époque de lieux collectifs, comme le restaurant Les Tables rabattues, qui étaient fréquentés par des gens ayant tous quelque chose à voir avec l'insoumission. Des valeurs communes étaient partagées par des milieux très différents. Par exemple, le milieu du théâtre, qui n'aurait pas supporté de participer à des réunions militantes, venait à des fêtes organisées par le Groupe insoumission. Mais il faut distinguer la position des femmes et des hommes, car les rapports de soumission ne sont pas les mêmes, selon le point de vue de chacun. L'insoumission à l'armée était une concrétisation pour les hommes, mais pas pour les femmes à mon avis.

**Q**ue pensais-tu à l'époque du travail, de la famille, des relations hommes-femmes ?

Je me posais beaucoup de questions. Le travail, je pensais que cela était nécessaire mais à petite dose. La famille, ce n'était pas mon problème. Les relations entre hommes et femmes étaient liées à la question du féminisme qui se posait parfois de façon un peu caricaturale, tout au moins dans le discours. Je faisais partie des gens qui pensaient qu'il y avait une grande différence entre les hommes et les femmes, ce qui me conduisait à vivre par exemple la culture de façon clivée. Ainsi, j'étais persuadée qu'il existait une littérature spécifiquement féminine ou un cinéma particulièrement féminin. Des gens comme Beauvoir qui était dans la recherche de l'égalité me paraissait être dans la reproduction. J'avais l'impression qu'elle écrivait comme un homme. Aujourd'hui, je n'ai plus cette vision clivée de la culture. Plus globalement, nous n'étions pas dans la recherche de l'égalité mais plutôt dans celle de la différence. Cela rejoignait finalement la position des hommes du GI qui eux aussi étaient dans un discours sur l'affirmation de la différence. Au fond, cela correspondait sans doute à une recherche d'identité. D'ailleurs cette recherche s'appuyait notamment sur le mouvement féministe *Psychanalyse et politique*.

**Q**uel a été ton parcours depuis la fin du GI jusqu'à aujourd'hui ?

Ensuite j'ai été dans une période d'investissement culturel et j'ai cessé de militer comme je pouvais le faire auparavant. En 1983, je me suis rangée sur le plan professionnel en gardant un métier en lien très fort avec mes préoccupations puisque je travaillais dans un centre d'hébergement de femmes. En 1988, j'ai rencontré mon compagnon actuel avec qui j'ai eu trois enfants en cinq ans, et quand ma petite dernière a eu deux ans, en lisant le *Petit livre de campagne* de Dominique Voynet, je me suis dit que cela avait l'air intéressant et j'ai finalement adhéré au Verts en 1995. Cela m'a conduit à être élue dans l'exécutif de la mairie de Lyon aujourd'hui et dans l'opposition au conseil régional. Pour moi, être en position élue, c'est intéressant par beaucoup de côtés. Cela permet la confrontation d'idées et l'utilisation des réseaux par exemple. Malheureusement la quête du pouvoir brouille un peu les cartes quand on est sur cet échiquier-là.

**C**omment fais-tu le lien entre ton engagement d'hier au GI et celui d'aujourd'hui ?

Mon engagement dans l'AMR ou au GI, c'était naturel. C'était sur ma trajectoire. Les Verts aussi puisque j'avais été à Malville avant et que j'étais résolument contre le nucléaire. Cependant j'étais

peu sensible alors à l'environnement des mouvements antinucléaires : cultures bio, etc. C'est venu plus tard, en ayant notamment des enfants, car l'accouchement, c'est naturel et du coup les choses se mettent en place différemment. Il y a eu une conciliation avec moi-même, physiquement. À partir de là, j'ai été plus sensible aux questions environnementales telles que celles des farines animales ou de la dioxine dans la vallée d'Alberville par exemple.

Il y a une différence entre mes engagements précédents et celui d'aujourd'hui. Militer à l'AMR ou au GI, c'était beaucoup plus simple parce qu'il n'y avait pas cette contradiction entre le fait de défendre un idéal et celui de composer avec la réalité. Paradoxalement, il faut faire de gros efforts pour continuer à militer lorsqu'on est élu, compte tenu notamment de la charge de travail que cela représente.

Ce qui se rapproche sans doute le plus aujourd'hui du GI, c'est le mouvement antimondialisation, qui est une forme d'insoumission à la façon dont le monde est géré. Celui-ci est certes structuré mais pas dans le dessein de prise du pouvoir, ce qui est malheureusement le cas de la plupart des partis politiques. Mon espoir, en participant au combat politique avec les Verts, c'est précisément de faire de la politique *autrement*, c'est-à-dire dans une structuration qui n'a pas pour but la quête du pouvoir. C'est certain que cela représente un enjeu difficile à tenir. Ceci est à relier à la différence que je fais entre la notion de parti et celle de mouvement.

Quand je rencontre ou lis des informations sur les groupes italiens et européens antimondialistes, je pense au GI de l'époque. La notion de mouvement d'opposition y est centrale. Aujourd'hui, les Verts dont je fais partie en tant qu'élue, sont dans la dynamique d'une structuration de parti. C'est la difficulté du genre : passer d'un mouvement protestataire à un parti de réforme. Très sincèrement, l'Europe a besoin à la fois d'un mouvement d'opposition et de partis de proposition. L'important est de se structurer d'abord à partir des idées comme la sortie du nucléaire. En cela, nous sommes bien différents des partis qui se structurent uniquement autour de la notion de pouvoir.

Une chose est certaine pour moi : il y a une constante dans mon engagement politique depuis l'AMR jusqu'aux Verts (en passant par le Groupe insoumission), à savoir un anticommunisme non pas primaire mais réaliste, lié au leurre puis à l'échec de l'économie administrée et plus globalement du système soviétique.

Entretien réalisé le 26 mars 2001  
par Catherine Faure et Gérard Fontaines

**D**ans un premier temps si tu pouvais nous situer d'où tu venais, pourquoi tu t'intéressais à l'insoumission, à quel âge tu étais concerné et également quel était ton milieu social ?

Pour moi, l'insoumission a commencé dans les années 1968.

La version officielle et maternelle est que je me suis fait matraquer par un CRS et que, depuis ce jour, j'en ai gardé des traces psychiques. Ma version est que, suite à cet événement, les questions sur le pouvoir, la violence sociale, le quadrillage policier... ont pris corps. C'était la guerre au Vietnam...

sous-officier pour rester avec les hommes du rang, n'appréciant pas le folklore militariste et va t'en guerre ; son livret militaire aurait été barré de l'inscription « communiste ».

Cela n'en faisait pas de grands révoltés participant à des mouvements collectifs, mais des individus critiques et discrets dans leurs complicités, au quotidien. Nous n'étions pas des bavards, même entre nous.

L'insoumission s'est profilée au travers de ce paysage, se colorant des situations personnelles rencontrées.

Concrètement, j'ai été, durant quelques mois, adhérent et militant du PSU, dans la section du douzième arrondissement que j'ai délaissé, largué par les débats idéologiques auxquels je ne comprenais rien. Sans culture politique ni référence historique, je me

## Entretien avec

# Bruno Hérail

Né en 1947, je suis issu d'une famille « pas compliquée », avec un peu de fric, ayant connu des périodes difficiles (guerre, exode, chômage...). Nous habitons dans le douzième arrondissement, à l'est de Paris.

Mes parents étaient des gens âgés, mon père est né en 1904 et ma mère en 1912. Mes deux frères aînés étaient nés avant-guerre, ma sœur et moi, jumeaux, après. Mon frère aîné est parti en Algérie participer à la « pacification ».

De famille catholique, pratiquante, j'ai atterri chez les scouts, avec suffisamment de plaisir pour rester et participer à l'encadrement parisien.

J'ai grandi dans un milieu relativement ouvert parmi des adultes un peu curieux du monde qui les entourait, dévoreurs de bouquins et disponibles aux autres. Mon père était le « pivot » de la famille dépannant, conseillant, accompagnant dans les démarches...

### Milieu, tendance catholique social...

Non formulée pour moi... Mon père, avait des liens avec les prêtres ouvriers ayant connu l'un d'entre eux à la guerre. Cela le rendait critique par rapport à l'institution Église et lui faisait relativiser sa pratique. Pareillement, durant la « drôle de guerre », il avait été étiqueté rouge ayant refusé de passer

cantonais à être disponible pour les tâches ingrates : collages, diffusions... Je me méfiais, déjà, des appareils et de certaines formes de militantisme réductrices et uniformisantes, voire militaristes.

Très vite, je me suis retrouvé dans un mini-groupe dénommé « Anarchisme et non-violence » se réunissant boulevard Richard-Lenoir et qui éditait une petite revue du même nom et se manifestait par des actions en décalage sur la forme et le fond des autres groupes ou partis.

Nous étions les vilains petits canards ayant du bonheur à être ensemble, pour déconstruire un peu, à cinq ou six, nos vies et tenter de les reformuler au travers d'actions de terrains dérisoires.

En même temps, pour moi qui était, encore, sur-sitaire, se posait la question du service militaire.

J'étais, nous étions, en contact militant avec les luttes et expressions antimilitaristes : le service civil, le Mouvement des objecteurs de conscience qui se réunissait rue Marcadet et avait des locaux impasse Popincourt dans le onzième arrondissement, les Quakers, les Amis de l'Arche de Lanza del Vasto.

Nous nous retrouvions dans les cortèges des manifestations antinucléaires, antimilitaristes, contre l'Espagne franquiste, pour dénoncer les modes de scrutin des élections ; de jeunes soldats venaient d'être tués, en manœuvre, en prenant un tunnel ferroviaire, la France quadrillait militairement le Tchad,

Aguigui Mouna dénonçait le bagne militaire du fort Aiton en Savoie...

Je me retrouvais dans une histoire collective essayant d'y faire de la place à mes interrogations personnelles, certaines étant très triviales.

Lors d'une manifestation antimilitariste, place du Trocadéro à Paris, en soutien aux objecteurs de conscience insoumis dénonçant, en les refusant, les procédures d'obtention du statut et aux luttes des quelques insoumis incarcérés, j'ai brûlé mes papiers militaires.

La décision a été prise, collectivement, de monter un groupe d'insoumission au service militaire (et non d'insoumission au statut d'objecteur de conscience) sur Paris comme il en existait dans quelques villes. Ce groupe s'est constitué autour de l'insoumission de deux ou trois personnes se retrouvant à « Anarchisme et non-violence ». Il s'agissait d'interpeller, pour soutenir cette lutte, les « partenaires » habituels de nos réseaux.

Venant de faire connaissance de Gérard Petit, une grande histoire pouvait commencer.

Nous étions en contact avec Gaston Jambois et quelques autres énergumènes qui avaient commencé à essayer les plâtres mis en place par la Grande Muette et la justice militaire.

Sur Paris, nous préparions la sortie collective de quelques insoumis au cours d'une action militante.

## C'était en quelle année?

En 1971-72.

J'étais sursitaire jusqu'au 31 juillet 1972, année civile de mes vingt-cinq ans, mais en demandais la résiliation le 25 juin 1972. J'étais incorporable à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1972 et affecté, à compter du 4 octobre au onzième régiment d'artillerie de marine à Dinan. Ne m'étant pas présenté à cette date, ni dans les quinze jours qui ont suivi, à la caserne, je pensais être recherché par la police car déclaré insoumis par l'armée.

J'ai alors quitté Paris pour laisser le temps à d'autres insoumis de se joindre au groupe et à Gérard d'être, à son tour, déclaré insoumis.

Je rejoins une communauté installée dans une petite ferme isolée accrochée à un piton rocheux à proximité du Vigan, dans les Cévennes. Nous gérons dans l'enthousiasme le manque d'argent en refaisant le monde avec les autres communautaires. Je quittais la ville...

Un jour de cet été 1972, à Rodez, je rejoins la manifestation appelée par les paysans du Larzac contre l'extension du camp militaire qui les priverait de terre et les chasserait du Causse comme certains l'avaient été au début du siècle lors de l'installation des militaires.

Les communautés étant sous surveillance gendarmesque, j'essayai de rester discret pour rejoindre les copains à Paris quand les préparatifs seraient prêts. Nous avions calé notre sortie publique à l'automne.

Dans le même temps, nous avons eu l'information qu'un Git (Groupe insoumission totale) voyait le jour à Lyon et préparait, lui aussi, une action qui se voulait d'envergure. Martial Cardonna qui était à l'origine de ce groupe, proposait un rassemblement national des insoumis à Lyon se déclarant publiquement contre l'armée lors d'une manifestation début 1973.

Concrètement, les échanges avec lui furent difficiles car il cultivait le secret persuadé d'être sous contrôle policier. C'était rendez-vous clandestin, entrevue au buffet de la gare de Perrache... Il refusait de nous mettre en relation avec la quinzaine d'insoumis qu'il affirmait connaître pour préserver leur sécurité...

Plutôt qu'un pétard mouillé à quatre insoumis et qui plus est à Paris, nous avons décidé de nous joindre à l'action du Git de Lyon, cornaquée par Martial Cardonna.

La manifestation devait partir du cinéma Chanteclerc sur le boulevard de la Croix-Rousse, descendre par la montée de la Grand'côte pour arriver place des Terreaux où elle était rejointe par la quinzaine d'insoumis, réunis par Martial Cardonna, qui, publiquement, témoignaient de leur état d'insoumission à l'armée. Nous étions persuadés que cela ne pouvait déboucher que sur notre arrestation.

Gérard, Alain, Hubert et moi étions partis de Paris avec une paire de chaussette chacun, convaincus d'être incarcérés le lendemain pour deux ans. Le service militaire étant d'un an, l'armée estimait que deux ans de prison pour les insoumis ou de service civil pour les objecteurs de conscience était la durée équivalente.

Autour de cette manifestation lyonnaise, il y eut des épisodes comiques, des rencontres, des complications, qui se confirmèrent les années suivantes...

## Comme par exemple ?

Nous étions dans une ville inconnue, froide, humide et noire de cet hiver, isolés et dans des conditions d'hébergement précaires, inconfortables.

J'ai le souvenir d'être coincé dans un tram bondé, aux vitres recouvertes de buée, en provenance de la place Grandclément, bousculé au tournant entre mairie et opéra. La pluie fait luire les pavés dans la nuit. Je me sentais paumé en même temps que dans la complicité des autres compères.

Lors de mon premier passage à Lyon le 31 décembre 1972, j'avais pris contact avec Mireille et Robert Debard du Garm (Groupe d'action et de

résistance à la militarisation). Le Garm s'était fait connaître, entre autres, en visitant et photographiant le chantier souterrain du futur PC antiatomique du mont Verdun, quelques mois auparavant.

Mais, en février 1973, Martial nous baladait en ville avec sa méfiance. La veille de la manifestation, Gérard, parti de son côté, n'était pas au rendez-vous. Impossible de le retrouver.

Andrée Georgevail, dite Maria Lhande de son nom de comédienne, qui participait aux manifestations du Garm, médailles militaires sur la poitrine, se faisant passer pour la grand-mère inquiète de Gérard, a téléphoné à tous les commissariats de police de Lyon à la recherche de son petit-fils. Gérard s'était fait embarquer lors d'un contrôle. Relâché à temps, il a pu participer à la manifestation.

Le paradoxe était qu'étant venus de Paris pour nous joindre à une action nationale d'une quinzaine d'insoumis, nous étions les seuls. Martial nous avait-il raconté des craques, était-il, réellement, en contact avec d'autres insoumis qui n'étaient pas venus ? De plus, nous étions certains d'être arrêtés le jour même alors qu'aucune interpellation n'eut lieu.

Après la manifestation, nous nous retrouvions à Lyon, en « terra incognita ». Devions-nous reprendre le train de 18 heures 15 pour Paris ? Après des échanges rapides, ayant questionné le Garm, le Man (Mouvement d'action non-violent), quant à leur soutien à notre démarche, nous décidions de poursuivre nos activités à Lyon, sans plus nous préoccuper du Git.

Nous avons été hébergés par des militants du Garm, à Saint-Genis-Laval. Il a fallu nous organiser pour assurer le quotidien tout en participant aux actions militantes.

Pierre Houal, infirmier à l'hôpital Jules-Courmont, militant CFDT, du Garm et prêtre à Oullins, a pris le relais de notre hébergement. L'accueil allait au-delà de la simple hospitalité. Des complicités s'établissaient. Il était question de nos vies, de nos insoumissions, militaires ou pas, plus que d'un discours se limitant à l'antimilitarisme.

Nous établissions, aussi, des liens avec Gérard Bayon, insoumis incarcéré à la prison Montluc à Lyon.

En mai, juin, nous atteignons notre vitesse de croisière tout en étant inscrit dans le « paysage » lyonnais. Le GI s'y enracinait, développant sa propre stratégie en articulation plus ou moins cohérente avec d'autres luttes, en même temps que nous posions nos bagages.

## E

st-ce que d'autres Lyonnais vous ont rejoint ?

En soutien à Gérard Bayon et pour dénoncer son incarcération pour insoumission, l'église de Notre-Dame de la Guillotière, à proximité de la prison

Montluc, a été investie pour y faire une grève de la faim. Les quatre insoumis faisaient jeûne en permanence accompagnés par des dizaines de militants qui se relayaient dans les locaux de l'église, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et informaient.

C'était, aussi, le début des mouvements lycéens et étudiants contre la loi Debré (l'entonnoir) ; la caisse de résonance était d'importance. Nous n'hésitions pas à participer aux manifestations et à diffuser des tracts devant les lycées et collèges avant de regagner notre lit et nos bouteilles d'eau sucrée (trois sucres).

Parmi ces militants, Bernard Bolze pas encore insoumis, Christian Delorme, Olivier Brachet et d'autres que j'oublie de citer.

En fond de scène, le déchaînement du mouvement contre la loi Debré en France, les luttes contre l'extrême droite, *Hara Kiri Hebdo*, Maxime Le Forestier et sa chanson du déserteur, affiches, inscriptions sur les murs, début des révoltes dans les prisons...

Les TPFA (tribunaux permanents des forces armées) dont les sentences commençaient à être commentées dans la presse, condamnaient à de l'incarcération les déserteurs du moment, ceux de la guerre d'Algérie, insoumis, mutilés volontaires, témoins de Jéhovah... Nous y étions présents, animant les séances.

Tout insoumis arrêté se voyait mis aux arrêts en caserne et présenté, donc refusé, par trois fois, en grand cérémonial, l'uniforme par un officier en gants blancs (pour moi). Pour insoumission, la peine maximum étant d'un an, il fallait y lier un refus d'obéissance (nécessitant trois refus pour être constitué), peine punissable de deux ans d'incarcération, pour obtenir la durée de deux ans de prison satisfaisant l'armée qui nous réformait après.

La grève de la faim s'est poursuivie quarante-cinq jours. Alain a regagné Paris entre-temps, Gérard et Hubert ont été arrêtés pour insoumission et incarcérés. Ensuite, j'ai du trouver du boulot en compagnie de Gérard Bayon qui venait d'être libéré, hébergés un temps chez des amis puis dans un appartement pris en location.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1973, place le Viste, deux anciens taulards se sont enchaînés à une borne pour dénoncer les conditions d'incarcération et de leur libération. Les flics arrivent et, pour ne pas les laisser seuls je m'associe avec eux et me fait embarquer. Eux repartiront le soir même, moi pas.

Le lendemain, j'étais conduit à la caserne à Sathonay, incorporé formellement au 99<sup>e</sup> régiment d'infanterie et mis aux arrêts pour insoumission. Gants blancs et trois refus de porter l'uniforme plus tard, je commettais le refus d'obéissance.

Le 6 novembre 1973, j'étais présenté au TPFA de Paris car incorporé dans la Seine, caserne de Reuilly et incarcéré immédiatement à la prison de Fresnes, dans le quartier militaire, sous le matricule 631 507.



# Groupe insoumission

Matériaux pour l'histoire

**Q**uel âge avais-tu, Alain, quand tu as fait partie du Groupe insoumission ?

Dix-huit ou dix-neuf ans.

**D**e quelle origine familiale es-tu ?

Ma famille est d'origine ouvrière, de Lorraine. Mes parents ont été mutés à Lyon j'avais une dizaine d'années.

**Q**uel parcours t'a acheminé au GI ?

Ça commence au lycée. On a l'impression évidente d'être de gauche, donc dans le même mouvement social. C'est vrai que c'était une époque où ça bougeait pas mal...

Donc ça permettait d'entrer en contact avec pas mal de gens, de s'intéresser au mouvement social. Donc c'est un peu ce parcours... Après, on voit tout de suite ce qu'est l'extrême gauche : c'est vrai que moi étant d'un naturel libertaire, j'ai tout de suite vu les limites et je dirai les « tares » de l'extrême gauche et petit à petit on s'est plus dirigé vers des mouvements libertaires qui correspondaient mieux à notre sensibilité sur la liberté et quelque chose comme ça.

**Q**uels étaient les groupes de la mouvance libertaire de l'époque ?

On était au lycée. Les mouvements libertaires on ne les connaissait pas. On ne connaissait pas les noms. Mais après c'est par les copains. Tu sais

Entretien avec

## Alain Pierson

**T**u étais au lycée Saint-Exupéry ?

Oui, Saint-Ex, tout à fait. Je faisais partie de la bande de Saint-Ex. Donc on a pris contact avec les groupes, à l'époque c'étaient les groupes d'extrême gauche qui sévissaient sur le lycée, style OCT, LCR, etc. On ne pouvait pas les louper, ils faisaient pas mal de retape. Ils cherchaient à faire de l'agitation et ainsi ils recrutaient, comme un peu le PC aujourd'hui : il fallait prendre sa carte... Mais, c'est vrai que d'un autre côté cela instaurait le débat au lycée.

quand tu t'intéresses tu fais les manifestations : à l'époque il y avait les manifs contre la loi Debré, manifs antimilitaristes. Tu as l'armée à faire, tu commences à te positionner face à l'armée et face à la société quoi. C'est plus un cheminement comme ça, plus des rencontres avec des gens et puis un jour tu débarques dans un mouvement « anar » et voilà quoi...

**C**omment ça s'est passé pour toi ?

Quand mes parents ont débarqué à Lyon, ils ont été à Caluire. Moi j'ai été au lycée Saint-Ex à la Croix-Rousse : donc on était plongé dans le bain tout de suite là. C'est vrai que le soir on traînait automatiquement à la Croix-Rousse avec les copains. On sortait, on allait boire un coup. La Croix-Rousse c'était le lieu où il y avait pas mal d'agitation ; on voyait les affiches et puis il suffisait que tu sois un tant soit peu intéressé et puis tu y allais quoi...

### SOMMAIRE

Entretien avec Alain Pierson ..... I

Entretien avec Françoise Luquet ..... VII

Où allais-tu alors ?

C'étaient des réunions, mais à l'époque je ne connaissais même pas les rues. On y allait avec des copains. On se laissait guider. On y allait avec machin qui connaissait truc... Tu prends contact comme ça.

Te souviens-tu des personnes ?

À l'époque ?

Oui.

C'était la bande de Saint-Ex : Zeni Eddine Zouaoui, Jean-Luc Vielfort (?) — quant à lui, c'était un pôte mais il était peut-être moins attiré, il a été objecteur insoumis cependant, il faisait quand même partie de la bande — Gérard Fontaines, Tony Tamet, Guylaine Gouzou, Marc Tamet et j'en oublie pas mal...

Vous êtes-vous connus avant de former le GI ?

Ce n'est pas nous qui l'avons formé ! Quand je suis arrivé, il existait déjà. C'est clair, il y a des copains qui m'ont dit tiens, il y a ce groupe, c'est bien ce qu'ils font, ça a l'air intéressant, on va aller voir... Donc je n'étais pas à la création. Je ne sais pas depuis combien de temps il existait. Cela devait être relativement récent, mais il existait avant.

Quel était le fonctionnement de ce groupe ?

Le GI avait un fonctionnement le plus libertaire possible. Ce qui nous motivait dans ce groupe, c'est qu'on n'avait pas l'impression d'appartenir à un parti. Ce n'était pas un parti politique. Il n'y avait pas d'objectif politique vraiment précis. C'était plus de la mise en pratique de ce qu'on avait dans la tête, c'est-à-dire vivre son anarchisme. De plus on avait vingt ans, donc on fonçait, on ne regardait pas trop loin devant nous. C'était plus vivre en accord, en accord avec ses idées, au jour le jour...

Aviez-vous des réunions régulières ?

Effectivement il y avait bien des réunions : la réunion du lundi soir. Il fallait bien que l'on se rassemble. Mais ça n'empêchait pas que dans la semaine on se voyait. Certains vivaient ensemble. On se voyait tous les jours pour d'autres choses que forcément le GI ; il y avait d'autres choses en parallèle qui s'imbriquaient les unes aux autres. En fait c'était une mouvance. Il y avait les mouvements de quartier, le comité populaire, « La Croix-Rousse n'est pas à vendre », les problèmes immobiliers et les choses comme ça. Il y avait des actions qui pouvaient nous

intéresser et auxquelles on participait. Et puis il y avait le reste du mouvement social du moment : il n'y avait pas que l'insoumission. Tout ça s'imbriquait. Ça faisait un tout. On était intéressé par tout ce qui faisait le mouvement social du moment que ça allait dans un sens libertaire quoi... On essayait d'apporter notre petite pierre à la chose...

Quelle était ta situation vis-à-vis de l'armée ?

J'étais sursitaire, au départ. À l'époque, on devait partir à dix-huit ans, mais on avait le droit de repousser jusqu'à vingt-deux ans. Pour gagner du temps, j'ai repoussé à vingt-deux ans pour donner un peu d'air et pour voir ce que ça donnait. Et puis en fait après vingt-deux ans je me suis retrouvé insoumis. Je fais partie de ceux qui ne se sont jamais fait arrêter. Les flics sont passés une fois ou deux chez mes parents... Autrement, je dirai que j'étais dans la clandestinité sans vraiment chercher à y être. On faisait un peu gaffe, c'est tout. Ils auraient pu me cueillir un lundi soir à n'importe quelle réunion du GI, rue Pierre Blanc, s'ils l'avaient voulu.

J'ai même été contrôlé une fois, mais ils n'avaient pas vérifié au fichier. Donc je n'ai jamais été arrêté. Ce qui s'est passé c'est que, après 1981, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, quand les gars d'*Avis de recherche* se sont démasqués, comme nous n'étions toujours pas interpellés, nous avons été obligé de nous rendre. Avec Alain Pigault, nous nous sommes rendus ensemble tous les deux. Nous avions envie de résoudre la situation. C'est vrai que moi j'avais un gamin. On pouvait se faire cueillir à n'importe quel moment. On s'est dit : c'est ridicule. C'était aussi la fin du GI ; il n'y avait pas de motivation énorme à se bagarrer. On s'est rendu simplement, comme des fleurs. Voilà ! On s'est pointé : « on est insoumis ! » Du coup ils nous ont réformé. On a joué franc jeu. On leur a dit : « de toute façon, on ne fera pas l'armée »... Je devais avoir vingt-huit ans. Alors les mecs, ils ont dit : « laisse tomber ceux-là, on n'en veut plus ». Après, je suis passé en procès et ils nous ont classé comme psychiatriques ; l'autre Alain aussi ! Donc on est passé en jugement. Comme l'armée ne voulait pas de nous, ils ont dit : « bon, affaire classée ! Terminé ! » Donc on est passé un peu entre les mailles du filet.

Y avait-il des liens avec d'autres groupes ?

Oui ! Il y avait des liens avec le Collectif libertaire à Lyon, bien sûr, avec la librairie La Gryffe et également avec les objecteurs insoumis : les fameux OP20 ! Donc, ça faisait partie de la mouvance antimilitariste. On n'était pas forcément d'accord sur tout, mais ça faisait partie de la même mouvance. On a même organisé des réunions collectives de différents groupes d'insoumis de toute la France pour essayer de coordonner ; mais c'était plus pour se

rencontrer, car c'était difficile de coordonner des actions avec des groupes un peu éparpillés. Mais avant tout c'était le contact...

Il y avait aussi des liens avec le groupe parisien Avis de recherche qui était dans la semi-clandestinité, dirons-nous. « Les clandestins » d'Avis de recherche, ils se prenaient un peu pour des cow-boys, pour l'avant-garde de la révolution ! Tandis que nous, nous cherchions plus des contacts ; nous ne cherchions pas la clandestinité. Yvon Le Marquant, qui était au GI, on n'a jamais su qu'il était aussi à Avis de recherche, sauf quand ils se sont démasqués en 1981 ! Nous, c'était l'échange, c'était la vie. Il était hors de question d'être clandestins. Nous, on n'était pas à se planquer, en pensant que toutes les polices de France étaient à nos trousses, ce qui d'ailleurs n'était pas le cas ! C'est vrai qu'avec Avis de recherche on n'a jamais eu vraiment de contacts. Une fois, on a eu un interview avec un type d'Avis de recherche pour leur canard régulier. C'était un peu les nouvelles du front, comme ils appelaient ça. Ils voulaient un interview des Lyonnais insoumis. On y est allé, avec Christian. Ils nous ont fait faire tout un dédale, en passant par des portes cachées, pour aller jusqu'au gars qui allait nous interviewer. On a observé ça d'une manière un peu comique. Voilà ! À côté de ça, c'était sympa ce qu'ils faisaient aussi.

**Quelles ont été pour toi les actions les plus significatives du GI ?**

Il y a déjà la présence régulière au TPGA, le fameux tribunal des armées qui était vers la Manufacture des tabacs et qui a été supprimé par Hernu en 1981. On avait une présence régulière. Ça créait un minimum de pression. Ça les faisait un peu « chier », quoi... On se faisait régulièrement vider manu militari dès qu'on soupirait un peu trop fort. C'est vrai que c'était le tribunal militaire: il ne fallait pas l'ouvrir. Les procès des déserteurs ou de ceux qui avaient fait de petites conneries, il fallait voir : c'était le tribunal d'exception. Il fallait voir... Il fallait assister au moins une fois pour être édifié sur l'état de la justice en France à cette époque. C'était quelque chose ! C'était impressionnant ! C'était vraiment le tribunal d'exception ! Tu aurais été dans un pays facho : c'était ça, quoi. Les avocats étaient commis d'office : Bon - trois mots des avocats - tac - terminé - bon - pouf - c'était appliqué - vous ! vous avez fait ça - tant - hop dégagez - et ainsi de suite... Ils enfonçaient comme ça. C'était vraiment... Donc, c'était important d'être là, même si on n'avait aucun poids sur les sanctions. Quand il y a eu des insoumis qui sont passés, ça a fait quand même du chahut. On appelait aussi la presse à y venir. C'était intéressant.

Il y a eu aussi ces actions genre envahissement de casernes et distribution de tracts à l'aube, qui auraient pu parfois mal se finir, car on est tombé sur des paras qui n'étaient pas d'une tendresse à nous

mettre des couteaux sous la gorge. C'était limite. Des fois on a eu un peu peur à la Valbonne et à Sathonay-Camp. Il y en a qui voulaient mettre en pratique avec nous ce qu'on leur apprenait tous les jours.

Et puis, il y a eu tout le côté soutien : soutien aux mecs qui tombaient, soutien des insoumis. Ça pouvait aller de la présence dans la rue, présence aux procès... aux grèves de la faim. Il y avait les actions sorties en ville : affichages, bombages...

**Pourquoi le GI s'arrêta-t-il ?**

En fait, le GI s'est arrêté avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Les gars d'Avis de recherche s'étaient donc dévoilés en réclamant un élargissement de leur situation... C'est vrai qu'il y avait déjà une lassitude au niveau du groupe. Je me rappelle que les derniers moments... au bout de quelques années, tu as envie de faire autre chose. Il y a un cycle. Nous, on a apporté un renouvellement. Derrière, il n'y en avait pas forcément. Bon, donc, les équipes ne se renouvellent pas. Le groupe était relativement soudé. Et les gens faisaient autre chose à un certain moment. Derrière, il n'y avait pas forcément la même énergie et automatiquement les gens passaient à autre chose. Le GI n'était pas un parti... Le GI n'était pas forcément fait pour durer, quoi ! Il ne reposait que sur l'énergie des gens qui y étaient à ce moment-là. Donc ça pouvait très bien s'arrêter.

**Quelle a été le poids de la répression et de la prison ?**

La prison avait un effet mobilisateur... automatiquement. Les copains qui tombaient, faisaient donc qu'il y avait automatiquement tous les amis qui débarquaient. Parfois, il y a des moments de lassitude. Ça relançait. Quand tu n'as plus l'énergie à créer tes propres actions, s'il y a un gars en taule, s'il y a une grève de la faim ou quoi... automatiquement, ça te remobilise pour bouger, refaire des choses...

Au niveau de la répression, il ne faut pas non plus exagérer, comme je l'ai déjà dit, on ne les gênait pas tant que ça ! S'ils avaient vraiment voulu nous mettre la main dessus, on aurait été vite coffrés. Ça n'aurait pas été un problème. Pendant des mois et des mois on allait à une réunion régulière, connue, avec pignon sur rue : on n'a jamais été inquiétés. On ne les gênait pas tant que ça. Un moment, tu te dis, quand tu es le trublion, tu fais aussi partie du système. Tu te demandes s'ils n'ont pas besoin de toi. Oui, pour dire : vous voyez, finalement, on n'est pas si méchant que ça, regardez, il y a encore des insoumis qui sont dehors. D'ailleurs Hernu ne s'est pas gêné pour le dire quand il est arrivé au pouvoir : si j'avais su je n'aurais pas dû libérer les insoumis, d'un air de dire : « ne faites pas trop chier maintenant ! » Non, le poids de la répression... C'est vrai qu'il y en a eu qui ont voulu jouer aux martyrs. Il y

en a qui se prenaient pour des super-résistants, qui jouaient un peu aux « héros ». Je ne citerai pas de noms... parce qu'on ne va pas se fâcher maintenant. S'ils lisent ça, on ne va pas se fâcher vingt ans après... (rires) Il y a ce côté-là. Il y a des gens qui ont ce besoin — c'est leur histoire — quelque part ça les met en avant. Mais la répression... Les trois-quarts des gens tombaient parce qu'ils tombaient à un contrôle routier tout banal, vraiment le truc le plus bête. Il y a rarement eu des descentes.

**C'**est intéressant ce que tu viens de nous dire ; si on avait vraiment voulu vous arrêter...

C'est clair ! On était à aucun moment dans la clandestinité. On se réunissait rue Pierre-Blanc, pignon sur rue, au local du Collectif libertaire.

**Q**uelle a été ton implication personnelle dans ce groupe ?

Mon implication personnelle, à ce moment-là, elle était forte, entière. On avait vraiment l'impression d'être dans le sens de l'histoire. C'était notre truc ! On était en accord avec nos idées... plein de fougue...

**Q**uel sens donnes-tu au mot « insoumis » ?

Insoumis dans un sens large. L'insoumission, ce n'était pas l'insoumission militaire ; d'ailleurs, il n'y aurait pas eu tant de filles dans le groupe si ça n'avait pas été insoumission civile et militaire. Refuser le pouvoir de l'État, la mainmise de l'État sur l'individu ; ce qui incluait le travail, la façon dont les gens sont exploités, les rapports familiaux. Refuser le fameux travail-famille-patrie pétainiste.

**D**ans les faits, comment cela se traduisait-il ?

Il y avait d'une part une traduction dans le mouvement social, par rapport à l'exploitation des travailleurs et d'autre part créer entre nous d'autres rapports humains, d'autogestion, des rapports à ce niveau-là... C'est vrai que pour moi, après avoir milité au GI, il était hors de question de me retrouver dans un boulot salarié, d'être exploité chez un patron quelconque. C'est vrai que pour nous on s'est tout de suite tourné vers des activités indépendantes pour se débrouiller par soi-même, créer ses propres activités, échapper un peu au système en tout cas le plus possible. Quand tu bosses, tu ne peux y échapper à 100 %, mais au moins pouvoir dans ses propres activités créer d'autres rapports, c'est essentiel. Pour ça, on peut créer des Scop ; on a monté une Scop avec des collègues... C'est la continuation, quoi...

**Q**uelle place avaient-elles, les femmes ?

Elles avaient la même place que nous. Elles faisaient partie intégrante du groupe. C'est clair que parfois elles nous remontaient le moral...

**E**lles remontaient le moral des troupes... ? [rires]

Je me rappelle de réunions où il y avait plus de nanas que de mecs...

Pour un groupe d'insoumis, ça peut paraître original. Il y avait une forte participation, et ce n'était pas seulement les compagnes des insoumis... Il n'y avait pas de cloisonnement entre insoumission civile et insoumission militaire. C'était un tout. Tout le monde s'y retrouvait. Il n'y avait aucun problème à ce niveau-là.

**Q**uelles étaient les relations entre les membres du GI ?

L'ensemble des relations formait un tout. On militait, mais on n'avait pas l'impression de militer. On vivait, on vivait en fait notre truc. Donc on n'avait pas que des relations de militants du lundi soir. On se voyait pratiquement tous les jours, pas forcément avec tout le monde. On était sur tous les fronts en même temps : trouver du boulot quand il fallait du fric, trouver des solutions de logement, trouver des solutions à tous les niveaux... Les relations étaient faites comme ça... mais c'était voulu ! C'était créer d'autres rapports entre les gens, d'autres rapports à tous les niveaux. Il y a des gens qui vivaient collectivement en communauté ou en semi-communauté : rue d'Alsace-Lorraine, Moulinart, Sainte-Marie-des-Terreux...

**Q**uels liens avait le GI avec le quartier de la Croix-Rousse ?

C'était intimement lié. Après coup, j'aurai du mal à imaginer le GI ailleurs qu'à la Croix-Rousse. La Croix-Rousse à Lyon, c'est l'identité militante, l'identité culturelle, c'est « les canuts », c'est mythique. Il y a ce côté militantisme qui remonte aux canuts, de résistance à l'oppression. Lorsque je me baladais à la Croix-Rousse, j'étais comme un poisson dans l'eau. On connaissait chaque quartier, chaque rue, chaque allée, chaque traboule. On avait toujours un copain qui évidemment habitait sous les toits ou au sixième étage. Donc on l'a arpenté cette Croix-Rousse. Avec le GI, rue Pierre-Blanc, on était dans le même local que le Collectif libertaire : ça crée des liens. Il y avait le Collectif Croix-Rousse, rue des Pierres-Plantées. Il y avait le Cul, rue Burdeau. Il y avait une symbiose complète.

### Avec la population ?

Oui, avec la population. Maintenant, ça a changé. De notre temps, c'était une population de jeunes, d'immigrés, de personnes âgées, donc de petits revenus, de squatteurs, de gens qui se débrouillaient...

### Quels liens le GI avait-il avec la contestation générale des années 1970 ?

Le GI était intrinsèquement lié à toute cette mouvance révolutionnaire de l'époque, avec toutes ces idées que ça pouvait apporter, toutes les formes de vie différentes. On remettait en cause la famille. Moi, je suis né en 1957. Les relations familiales c'était: papa au boulot et maman au fourneau. La famille française dans les années 1960 ce n'était pas folichon ! C'était complètement arriéré au niveau mentalité. Nous on arrivait derrière. On est tous partis très jeune de chez nous. Vite étouffé dans les relations familiales, à dix-huit, dix-neuf ans, on n'avait pas de boulot, mais on s'est vite démerdé, des appart... ou on habitait les uns chez les autres. On avait besoin de respirer. On se demande même à l'époque pourquoi on n'a pas été plus nombreux à le faire parce que franchement, on n'était pas si nombreux que ça à militer, pourtant les familles ça devait bien être pareil partout.

### Les relations hommes-femmes ?

Pour moi, c'est la même chose. Une femme, un homme : c'est un être humain. Je n'ai pas de différenciation à faire sur le type de relations.

### Les femmes étaient-elles contestataires ?

Au niveau du GI, il n'y avait pas de différence à faire. C'était le même combat. C'était un combat contre la société. Donc la femme est autant exploitée que l'homme. Différemment certes. L'homme était exploité au turbin toute la journée. La femme était exploitée devant son fourneau. Intrinsèquement, au niveau de la vie cela revient au même. Ce sont des gens qui ne sont pas épanouis. Ce sont des gens qui sont bloqués dans leur évolution personnelle, qui sont aliénés... Par rapport au mouvement féministe, je n'ai pas à en dire grand chose. Je respecte. Je n'ai pas toujours été d'accord avec tout ce qui a été le mouvement féministe, mais je respecte.

### Dans le GI, quelle place avait les femmes ? C'était d'abord une histoire d'hommes !

Je t'arrête ! Non ! Je ne crois pas ! C'est profond. Justement, ce n'est pas une histoire que d'hommes !

### Avaient-elles la possibilité de prendre la parole ?

Non mais quand même !!! Bien sûr ! Elles avaient la même place. Par exemple, Pascale Manfredi était toujours devant dans les manifs ! D'ailleurs, c'est important de ne pas oublier d'aller l'interviewer, elle... C'est vrai que dans un groupe il y a toujours des leaders. On peut penser à un gars comme Bruno Héral. Il y a toujours des figures charismatiques. Mais, ceci dit, les femmes avaient autant leur mot à dire. Elles avaient une place complète et totale. Je ne vois pas qui a pu te dire le contraire ! Des gens qui cherchent à régler des comptes... [rires] Moi, ça ne m'intéresse pas.

### Y avait-il une filiation avec le passé ?

On a toujours des références historiques et en l'occurrence, là, c'est sur les mouvements antimilitaristes du passé. Il y a eu des cas de fraternisations pendant la guerre de 1914/1918, les régiments déserteurs, des figures de l'anarchisme, etc.

### Quel est ton parcours de la fin du GI à aujourd'hui ?

Je n'ai pas changé ma façon de voir par rapport à la société. La société n'a pas changé. Les fondements de l'exploitation de l'homme par l'homme n'ont pas changé. Le capitalisme n'a pas changé. Il s'est adapté — c'est tout — aux méthodes modernes d'esclavage. L'esclavage du salarié est toujours le même. Je ne vois pas pourquoi mes positions auraient changé. Ou alors ça veut dire que je me renie. Je pense qu'à l'époque on n'avait pas tort. La jeunesse aidant, on avait une fougue. J'avais moins une vue globale des choses, mais les idées que j'avais à l'époque, je les ai toujours. C'est clair ! Même sur le fonctionnement pseudo-démocratique de la société ! Les anars, sur l'analyse, dans le fond, sur l'analyse de la société, ils ont toujours eu raison. Leur analyse est bonne. Il y a les applications... La façon même de militer peut être critiquable. Je m'aperçois avec le temps, avec le recul, que même les anars, ils font partie de la société. La société a besoin de quelques trublions qui permettent de dire : on leur permet de s'exprimer, alors on est dans une société démocratique. C'est vrai qu'il faut aller plus loin et d'abord se recentrer sur soi-même.

### Quelles sont actuellement les formes d'engagement dans lesquelles tu es actif ?

Je dirais qu'il y a un type qui me plaît actuellement c'est José Bové, parce que je trouve qu'il fait bien la synthèse de l'évolution de la société, de la mondialisation. C'est vrai que c'est ce type de combat que je trouve intéressant actuellement.

**J'** ai envie de te couper.  
Pourquoi, un seul individu ?

Non, mais Bové en fait c'est la Confédération paysanne. Il incarne ce mouvement. Il y a le mouvement Attac, lancé par *Le Monde diplomatique*. C'est cette mouvance ! C'est vrai que je suis assez éloigné de tout ce qui est mouvement politique, je dirais, même libertaire, de revendication. Je suis plus dans un cheminement personnel où j'essaie de voir un peu plus loin, de me recentrer sur moi-même. Je pense qu'il faut une évolution personnelle avant une évolution collective. Ainsi le mouvement social a toujours revendiqué, mis en avant des actions collectives, mais en fait avec une masse d'individus qui étaient toujours plus ou moins manipulés et non avec des individus qui étaient autonomes au départ. D'où l'échec de tous les mouvements sociaux : socialisme, communisme, et même les mouvements libertaires...

Au bout d'un moment, il y a toujours un rapport de pouvoir avec les individus parce qu'il y a des chemins qui n'ont pas été faits individuellement d'expériences. On se retrouve avec une masse qui est plus ou moins manipulée. Mais c'est vrai que dans le mouvement social, il y a des choses qui sont vraiment intéressantes : l'écologie, la protection de la planète... ça m'intéresse. Pas la façon dont c'est traité par les Verts évidemment, mais la problème existe, il faut aussi apporter des réponses. Il y a aussi des choses à faire dans le quotidien.

**Tu** penses qu'un engagement collectif doit passer par un engagement personnel ?

Maintenant, je le pense. Oui. Mais ça je ne te l'aurais pas dit à vingt ans. C'est clair. Je te le dis à quarante ans. Il y a une évolution personnelle, qui est lente mais qui est nécessaire. De toute façon, en voulant prendre des raccourcis, on se retrouve dans le mur. Donc il vaut mieux prendre son temps...

**E**st-ce que l'insoumission a eu des suites pour toi ?

La vie, c'est une évolution. Ce que j'ai fait à vingt ans me permet d'en être ici et il a fallu que j'en passe par là et je suis très heureux d'en être passé par là. Ça m'a ouvert sur énormément de choses ces expériences, même si ce n'est pas une finalité en moi, dans le sens où effectivement j'essaie par d'autres biais d'aller plus loin maintenant à un niveau personnel. Mais je pense que d'en être passé par là c'est hyper-enrichissant. À ce moment-là, c'était ce que j'avais envie de vivre, et maintenant grâce à cet acquis j'avance aussi dans ma vie personnelle. Donc on peut dire que c'est une suite !

**P**articipes-tu à d'autres activités militantes ?

Il y a quelque chose qui est capable de me motiver, c'est le racisme !

**S**urtout dans le Beaujolais...

Tu as compris ! Car dans le Beaujolais il y a matière. Le Front national fait un score phénoménal : il dépasse les 30 % à l'aise, et même les 40 % dans certains villages, des villages où il n'y a pas d'immigrés et où les gens n'ont pas de problèmes, où les gens vivent bien... parce que le beaujolais se vend bien. Le FN n'est pas que dans les cités. C'est dans la tête des gens, malheureusement. C'est pourquoi on fait partie d'un mouvement à Villefranche, le CDVR. Cela rassemble la gauche, le Mrap.. Il y a une manif en mars. Il y a quelques réunions. On ne peut pas rester les bras croisés dans son coin en disant : moi j'évolue. Il faut aussi regarder un peu autour de soi et quand il y a des trucs graves qui se passent, il faut bouger. C'est clair. Donc là, on participe. On est quand même présents. Mais, je dirais, c'est plus : sauvons les meubles ! On pourrait replonger dans un gouvernement fasciste. Il y a quelques temps, Million était prêt à s'allier avec eux. Les mecs de droite sont prêts à s'allier avec le FN pour arriver au pouvoir. Il faut donc quand même bouger !

**I**l y a eu une mobilisation...

Oui, mais c'est important de le faire. Je n'y vais pas pour parler politique. J'y vais pour dire non et pour apporter une présence humaine. Mais je n'y vais pas pour me mêler des problèmes politiques parce que là, il y a des tas de récupérations politiques... Au niveau militantisme, c'est dans l'urgence que je pourrai apporter ma pierre. Je n'ai plus de motivation maintenant car je vois trop les travers des gens, des mouvements politiques, des politiciens. Et ça m'agace trop et je me ferais vite des ennemis et ce n'est pas la peine ! [rires]

**E**st-ce que tu as quelque chose à rajouter ?

Que vous êtes très sympathiques...

Cet entretien, réalisé par Christiane Jacouton et Michel Gontier, a eu lieu le 6 décembre 2000 avec la participation de Rosette, dans leur maison qui jouxte le gîte-auberge « La Forestelle » qu'ils ont monté dans un endroit magnifique, à Saint-Cyr-le-Châtoux, dans le haut de la vallée de l'Azergues.

**C**omment as-tu connu le Groupe insoumission ?

Quand je suis arrivée au Groupe insoumission je devais avoir à peu près vingt ans. À l'époque je n'habitais déjà plus chez mes parents d'où j'étais partie à mes dix-huit ans. Lorsque j'ai commencé à fréquenter le GI j'étais inscrite à la Fac de psycho et je travaillais comme éducatrice à la Cité de l'enfance. Je suis allée au GI parce qu'il y avait une bande de copains...

Je suis l'aînée de sept enfants. Mon père était chef d'entreprise, ma mère était femme au foyer. C'étaient des gens de gauche mais mon père, chef d'entreprise, c'est-à-dire ayant une expérience du pouvoir, tout en votant à gauche, était souvent en colère contre la gauche. Je me suis bien rendue compte avec le temps que cela fait une différence quand tu es de gauche et que tu as l'expérience de la direction et quand tu es de gauche et que tu ne l'as pas. Tu ne dis pas les mêmes choses et tu ne fais pas les mêmes choses, ça c'est clair.

ne. En seconde, j'ai choisi le lycée qui était le plus à gauche, le lycée Antoine-Charial qui était le lycée le plus rouge. On faisait grève tout le temps, le truc sympa, on se marrait bien. Aussi les profs... il y avait une ambiance que j'ai beaucoup aimé. Dans ce lycée j'ai rencontré beaucoup de gens et j'ai un peu traîné dans plein de milieux gauchistes. J'étais à la Ligue [communiste révolutionnaire], mon cousin était anar, Gilles le frangin de Jean-Marc, et donc je traînais un peu avec lui... bref j'étais dans une mouvance de gauche, d'extrême gauche...

**D**onc d'un côté il y a eu l'influence « néfaste » de tes parents et de l'autre, toujours via la famille, tu vas connaître l'extrême gauche...

Oui et non. Je pense que mes parents m'ont quand même inculqué la remise en question systématique de tout, de pas tout accepter... A posteriori, ils étaient peut-être un peu surpris des résultats de

## Entretien avec

# Françoise Luquet

Moi, j'étais de toute manière très en révolte contre mes parents, parce qu'entre autres choses ils étaient catholiques et moi je ne voulais plus aller à la messe... Ainsi, quand j'ai eu dix-huit ans et que je suis partie, ils n'étaient pas d'accord mais je suis partie quand même.

**P**ourquoi étais-tu en révolte contre eux ?

Mais parce qu'ils étaient trop sévères. Ils étaient trop exigeants par rapport à la scolarité, alors que j'avais de bonnes notes ; je n'étais pas du tout paresseuse, mais ils en demandaient toujours plus. Et puis ils étaient très sévères sur le plan des relations avec les gens, donc ils m'empêchaient d'aller voir les gens que j'avais envie d'aller voir. Ils étaient catholiques pratiquants et moi à quinze ans je leur ai dit que je ne voulais plus aller à la messe... c'est vrai qu'ils m'ont laissée faire mais... Quand je suis partie, c'était pour aller vivre avec un homme, alors là ils étaient furieux et ne voulaient pas que je le dise à mes frères et sœurs, je n'avais pas le droit de leur dire, ni même à mes grands-parents... C'est vrai qu'à ce moment-là c'était un peu tendu entre nous, puis ils se sont calmés.

**T**u penses donc que l'origine de ta « révolte » était lié aux rapports que tu avais avec tes parents ?

Je pense en fait que je suis révoltée de nature. Je crois que c'est une constante dans ma vie. J'ai toujours été parmi les élèves qui contestaient tout le monde et tout. Je n'étais jamais d'accord. C'est vrai, je contestais tout et tout le temps quand j'étais gami-

leur éducation sur leurs gamins. Je pense effectivement que ce sont un peu eux aussi qui nous ont poussé à se mettre hors normes dans bien des cas. Quand je regarde mes frères et sœurs, surtout les deux premières, on était très en révolte... Avec ma sœur nous avons été aussi dans les mouvements féministes et dans tout ce qui se faisait de contre, en gros. Maintenant, je continue à être sur cette lancée-là...

**V**os parents pensaient peut-être que vous alliez être en révolte dans le même cadre que le leur (ils étaient chefs d'entreprise...) alors que vous refusiez aussi ce cadre...

Je pense que ce qui c'est passé, c'est qu'il y a eu Mai 68. J'avais alors onze ans, et moi ça m'a énormément impressionnée 1968, bien qu'ayant seulement onze ans, cela m'a beaucoup marquée...

**C**omment ? et pourquoi ?

Ce qui m'a beaucoup marqué, c'était l'ambiance qu'il y avait. C'est vrai que les salariés de mon père ont fait grève, et même ils faisaient des piquets de grève et moi j'étais morte de trouille quand par exemple j'allais acheter le pain et que je devais passer devant le piquet de grève. C'était une toute petite entreprise, mais avec tout ce que j'avais entendu à la maison, j'avais peur d'eux (des salariés). Ils ne nous menaçaient pas du tout... mais même si j'étais une enfant, je me souviens d'une ambiance qui était impressionnante quand même. Une ambiance faite de tension... et puis, ce qu'il y a eu dans les écoles, cela m'a énormément marquée aussi. Je me disais que peut-être je faisais partie des plus jeunes qui avaient été marqués par Mai 68.

Derrière, je vois mes autres frères et sœurs et les copains qui sont beaucoup plus rentrés dans les rangs, qui ont accepté beaucoup plus de choses que nous on n'acceptait plus quoi... Après 1968, à notre échelle d'ados, on ne voulait plus se mettre en rang, on a refusé les blouses, ce qui n'est pas si banal que ça, finalement. Et ça a commencé comme ça...

À l'époque nous habitions à Bron et j'allais dans un collège dans cette ville, un collège qui n'était pas encore mixte et qui est devenu mixte après, sous l'influence de Mai 68.

**A**près ton bac tu t'es donc inscrite à la fac...

Quand j'ai eu mon bac, je suis partie de Lyon avec Thierry Bermond qui par la suite a aussi été au GI. Nous sommes allés vivre à Grenoble et là on vivait en groupe. On vivait à cinq, deux couples et un garçon qui n'avait pas de relation régulière. On avait un pot commun, c'est-à-dire qu'on mettait de l'argent en commun pour gérer le quotidien. Alors je me suis inscrite à la fac de psycho à Grenoble tout en travaillant : je faisais des petits boulots à droite et à gauche. Je voulais être éducatrice et finalement je suis rentrée à Lyon pour travailler à la Cité de l'enfance, et j'ai quand même continué à fréquenter la fac de psycho en travaillant dans cette institution. En fait c'était vachement difficile de faire la fac et de tenir les horaires de travail de la Cité de l'enfance, c'est pourquoi j'ai abandonné la fac pour travailler. Puis j'ai présenté le concours d'éducateur spécialisé et je suis donc rentrée à l'école d'éducateurs spécialisés que j'ai fréquentée pendant un an et demi et puis, pareil, j'ai été rejointe par mes contradictions. En fait, le jour où j'ai été en stage et qu'il a fallu que j'oblige des enfants mongoliens à avoir suffisamment d'automatismes pour qu'on puisse les inscrire en CAT pour qu'ils soient un minimum rentables, ça m'a pris la tête et je me suis dit que je n'étais pas faite pour ce métier, pour normaliser des gamins et donc j'ai arrêté d'être éducatrice. Par la suite, et pendant plusieurs années, j'ai fait à nouveau des petits boulots à droite et à gauche...

**R**evenons un instant sur la vie en groupe à Grenoble. Par exemple, comment et pourquoi as-tu décidé d'y rentrer ?

C'était dans l'air du temps. J'avais rencontré Thierry qui avait des pôtes et comme on était étudiants dans une ville (à Grenoble) où on ne connaissait personne à l'époque (et encore maintenant, si ça se trouve), on a pris donc un appart à plusieurs. Il y avait une bonne ambiance et on partageait beaucoup de choses...

**C**e n'était pas un choix lié à l'idée de faire une communauté...

Non, ce n'était pas du tout encore un choix de faire une communauté, mais c'était déjà quand même dans cet esprit, on faisait des choses en commun. Ce n'était pas du genre : on rentrait pour travailler dans sa chambre. Et puis, j'étais encore dans un milieu de gens qui militait à droite et à gauche, qui se rendait à toutes les manifs qui avaient eu lieu cette année-là à Grenoble...

**M**ais tu ne te disais pas à ce moment-là d'appartenir à un groupe quelconque...

Non, pas du tout. Je suis resté donc un an à Grenoble, après je suis partie à Lyon où je vivais avec Thierry et où j'ai commencé à fréquenter la fac tout en travaillant comme je l'ai déjà indiqué plus haut. On était en contact avec les gens de la communauté de Moulinsart et ceux de Malataverne. C'étaient des gens que je voyais souvent et avec qui j'étais amie.

Ensuite j'ai quitté Thierry et je suis allée vivre dans un autre appartement avec Nicole... et puis je ne sais plus ce que j'ai fait. Ça bougeait énormément à ce moment-là, mais je sais que j'étais en contact avec ces deux groupes qui n'étaient pas du tout pareils, qui n'étaient pas du tout sur la même longueur d'ondes...

**Q**uelle était la différence ?

Maintenant, comme ça de loin, je dirais qu'il y avait les grands et les petits. Ceux de Moulinsart avaient cinq ans de plus que ceux de Maltoche (Malataverne) et ils semblaient un peu condescendants vis-à-vis de ces derniers... et ça faisait un peu aussi les intellos et les manards. À Moulinsart, ils étaient plutôt psy et compagnie, tandis qu'à Maltoche, soit ils ne travaillaient pas, soit ils travaillaient juste pour se nourrir. Personne à Malataverne allait chercher dans le travail une joie ou quoi que ce soit.

**U**n boulot précaire ?

Oui, c'était précaire, mais à l'époque on s'en foutait. Il y avait du boulot, des apparts et on n'avait pas du tout une sensation de précarité. On allait bosser quand on en avait envie, ou quand on manquait vraiment de fric et puis, quand on n'en avait plus besoin, bon, on disait merde au patron et puis on allait voir ailleurs. C'était aussi simple que ça...

**C**omment aviez-vous connus ces deux communautés ?

Je ne sais pas... Thierry avait rencontré Bernard Bolze, je ne sais pas comment. Et c'est par lui qu'on a connu Moulinsart... Moi je connaissais aussi Éliane Battistella et puis il y avait tout un réseau. Je suis rentrée à Malataverne par le biais d'Éliane qui était pôte avec Jean-Paul Brunel, qui est devenu mon compagnon par la suite et un tas d'autres. Au départ donc je les ai connus par copinage et c'est aussi par ce biais-là que j'ai connu les gens du GI...

Par contre je ne me souviens pas du tout de la première fois que je suis allée à une réunion du GI. En fait, le lundi soir, jour de réunion de ce groupe, était devenu la « sortie » : tous les lundis, qu'il pleuve, qu'il neige, qu'il vente, on se retrouvait au 13, rue Pierre-Blanc. On discutait d'un tas de choses et notamment des nouvelles des uns et des autres, s'il y en avait qui étaient en prison, lorsqu'il y en avait, de tout ce qui s'était passé au TPFA et des actions qu'on pouvait envisager. À l'époque, le grand succès du GI, dans mon souvenir, grâce à Bruno Hérial, c'était qu'on faisait des actions d'éclat qui étaient médiatisées, parce qu'elles étaient assez explosives...



**A**insi tu ne te rappelles pas de la première réunion du GI à laquelle tu as participé ?

Non. C'était un endroit qui était festif, convivial... et moi je n'avais pas du tout l'impression d'aller à une réunion de travail. C'était mon milieu de copains et puis, à l'époque, le militantisme c'était une évidence, ça allait de soi. En fait, je faisais partie du GI, mais par exemple je n'ai jamais dit : je suis anarchiste. Je n'étais pas sûre du tout de l'être vraiment... Je lisais ce journal qui se faisait à l'époque rue Pierre-Blanc... Comment s'appelait-il déjà ?

**I**RL (Informations et réflexions libertaires) ?

Oui IRL, et puis d'autres revues. Mais je n'étais pas sûre d'être vraiment anarchiste parce que je ne me sentais pas une anarchiste pure et dure, mais j'étais dans cette mouvance-là.

**A**lors, on rentrait « comme ça » au GI, sans problèmes ou démarches particulières ?

J'ai le souvenir que oui. Il n'y avait pas de secrets, ce n'était pas comme les gens de Paris et d'autres groupes « secrets » qui s'occupaient aussi d'insoumission. Ce n'était pas le cas à Lyon.

**C'**était ouvert à tout le monde ?

Pour moi, oui. On n'a jamais filtré qui que ce soit. Mais cela dit, quand il y avait une tête nouvelle, elle était évidemment repérée et puis, sans parler d'enquête, il faut dire qu'on fonctionnait par cooptation et par copinage. Donc quelqu'un qui arrivait, mettons si un flic avait voulu venir voir ce que l'on racontait, une tête nouvelle il fallait vite qu'il devienne notre copain, sinon très vite, s'il ne rentrait pas vraiment dans notre cercle... On se posait la question si les RG venaient, mais je ne le pense pas. On était trop copains pour qu'ils puissent s'insérer comme cela.

**C'**était quoi le 13, rue Pierre-Blanc ?

C'était notre lieu de réunion.

**Q**ue vous louiez ?

Je n'en sais absolument rien. Je ne m'en suis jamais occupée. Je ne me souviens pas d'avoir jamais payé quoi que ce soit. Peut-être qu'on payait quelque chose, mais ça devait être vraiment une petite somme. Enfin, je ne sais plus.

**M**ais c'était un local où se passait quoi ?

Il n'y avait pas d'autres réunions que celles du GI ?

Non, il y avait aussi les gens d'IRL, mais pas au même moment. De toute façon, moi, en dehors du lundi soir, je n'ai dû y aller que deux ou trois fois et donc ça ne m'a pas marquée. Ce qu'il y a, et c'est le problème par rapport à la mémoire, c'est que j'ai le souvenir qu'aller au 13, rue Pierre-Blanc faisait tellement partie de la vie quotidienne, que j'ai dû y aller, plier des trucs, mettre des choses sous enveloppe, mais je ne me souviens plus pourquoi, ni à quelle occasion. Ça faisait partie de ma vie, comme j'allais boire un canon. Aller au Groupe insoumission, c'était une militance qui ne prenait pas trop d'énergie. Ça faisait tellement partie de la vie de tous les jours...

**E**st-ce que tu te souviens particulièrement de certaines actions du GI ?

Je n'ai pas participé à énormément d'actions, parce que il se trouve que parallèlement j'ai été beaucoup immobilisée par des plâtres. J'ai beaucoup été sur béquilles. J'ai eu un accident de moto et j'ai été opérée deux fois... Je me souviens de la fois où ils ont envahi le journal télévisé de FR3 ; je me souviens qu'ils ont envahi plusieurs fois le quartier Général Frère, là où on leur faisait faire les trois jours ; je me souviens d'une nuit où on est allés couper tous les fils téléphoniques de Sathonay-Camp, du camp d'entraînement de l'armée ; plus plein, plein d'affichages et de bombages divers et variés. C'étaient des choses qui nous faisaient énormément rire, c'étaient des moments qui étaient très forts et comme ça c'est toujours bien terminé... Je me souviens qu'il y a eu aussi plusieurs passages au tribunal, et comme on ne bossait pas beaucoup, on allait toutes les semaines au TPFA, on y était très souvent. Il y avait aussi un journaliste qui y était tout le temps et qui a écrit un bouquin là-dessus et qui s'appelle Mireille Debard. Donc on passait notre vie là autour...

**P**eux-tu nous en dire d'avantage de cette action, c'est-à-dire de quand vous êtes allés couper les fils des lignes téléphoniques de l'armée ?

Je suis presque sûre que j'étais avec Zenadine Zaoui (Nanou) et Alex, dont je ne me souviens pas le nom de famille, mais qui était un copain de Bruno, qui sortait de prison et qui y est retourné plusieurs fois. Cette nuit-là nous faisons cette action tandis que d'autres faisaient d'autres choses... On avait tout ce qu'il fallait pour...

Mais je n'étais pas trop dans les actions, les permanences au TPFA étaient plus mon truc. En fait ces actions m'amusaient moyen...

**C**omment fonctionnait-il le GI ?

Il y avait des gens qui devaient y bosser plus que d'autres, je pense à Bruno et à Bernard... Les lundis soir, on arrivait et puis on se mettait à parler d'un truc et d'un autre. Il y avait des infos comme : au TPFA, il s'est passé ça, un tel nous a écrit ceci ; quand Freddy Tondeur a fait sa grève de la faim, par exemple, on demandait où c'en était ; on signalait qu'il y avait un article d'un journal là-dessus, on parlait aussi de ceux qui nous écrivaient d'autres régions de France parce qu'il voulaient passer en procès pour leur insoumission à Lyon et on se demandait comment il fallait faire...

En fait notre spécialité, vu qu'on faisait beaucoup de barouf, c'était que les gens qui passaient en procès à Lyon prenaient moins que partout ailleurs, donc on attirait tous les insoumis de France qui essayaient donc de se faire choper à Lyon, parce qu'en passant ici, ils savaient qu'ils n'auraient pas été condamnés aux deux années (de prison ?) comme il était « normal » quoi...

On parlait de toutes ces choses-là, et puis on décidait pour les actions, pour des manifestations, si on allait poser des affiches à tel ou tel endroit, emmerder le TPFA là, balancer un cocktail à tel endroit... Mais cela dit je n'étais pas du tout là-dedans, je ne discutais pas stratégie. Je sais qu'au départ c'était Bruno qui

avait les idées de toutes ces actions, mais je ne sais pas si tout cela sortait tout de son imagination ou s'il avait lu des trucs et mis au point des aspects tactiques. De fait, c'est devenu une façon de faire au GI et l'imagination des uns et des autres était très florissante. Enfin, le but de tout ça c'était que les insoumis qui passaient devant le TPFA prennent le moins possible et donc tout était bon pour ça. Et puis, il y avait le soutien des gens qui étaient enfermés, il y avait aussi tout ce qui allait avec ceux qui étaient recherchés et donc une certaine attention, il fallait quand même faire un petit peu gaffe à tout ce qu'on disait et qu'on faisait : les apparts n'étaient loués qu'à certains noms, il y avait des histoires de faux papiers qui traînaient mais en fait je ne sais pas si ceux-ci auraient passé les mailles d'un premier contrôle...

**Lors des réunions du GI vous votiez les décisions, comment les preniez-vous ?**

On ne votait pas. Je n'ai aucun souvenir d'avoir voté une seule fois. Lorsqu'on arrivait à la réunion on se disait de quoi on allait parler et puis on discutait. On pouvait s'engueuler, mais pour les décisions je ne me souviens plus. Peut-être on levait la main, il devait y avoir des votes quand même... Je ne me souviens pas qu'il y ait eu des engueulades vraiment violentes ou qu'un tel disait qu'il n'était pas du tout d'accord et que ça n'allait pas et que donc on n'allait pas faire telle ou telle chose. Je me demande si, quand les gens par rapport aux actions ne se sentaient pas de faire une chose, tout simplement ils ne la faisaient pas. Je sais que je ne me sentais pas d'envahir le Quartier Général Frère. Donc je n'y suis pas allée mais je n'ai pas voté contre. Tout au moins, je n'ai pas le souvenir d'avoir voté contre, mais de toute façon je n'y suis pas allée, parce que ce n'était pas dans mes trucs. Il y a bien dû y avoir quelques votes à mains levées, mais je n'en suis vraiment pas sûre.

On fonctionnait sur un mode affectif très fort. En plus, il y avait beaucoup d'histoires d'« amours » entre nous. Mais même, par exemple, quand il y avait un couple qui se déchirait, les deux continuaient à aller au GI, enfin quand la nana était impliquée au départ. Pour moi, le GI c'était un mode d'existence, on faisait tout le temps des choses pour ce groupe et mes copains c'étaient les gens du GI. C'était vraiment une faune... un réseau où l'on trouvait tout ce qu'il fallait pour être heureux. Enfin, c'est une description un peu grandiose mais...

**C'était une tribu ?**

C'étaient des copains, la bande.

**Le GI avait-il des liens avec d'autres groupes et associations ?**

Oui, il y avait le Cul (Collectif utilitaire lyonnais, situé rue Burdeau) avec qui on faisait beaucoup d'affiches, il y avait IRL, et puis il y avait des liens secrets, ce que j'ai su par la suite, avec un groupe parisien d'insoumission totale, un groupe de gens qui un jour avaient fait paraître leur photo je ne sais plus dans quel canard. Ceux-ci, par rapport à nous qui avions un fonctionnement complètement ouvert et pas du tout secret, avaient des noms de codes... C'était un truc d'enfer... Nous faisions un peu attention, mais eux ils vivaient clando, clando. Pour Yvon

et Claire Brasier, qui n'étaient pas au GI et qui venaient de Paris, nous étions des gamins, on les énervait... mais je crois qu'on n'était pas infiltrés ou alors on n'était pas si importants que l'on croyait.

**Par rapport à la question d'où venait le GI et quelles étaient les relations avec d'autres groupes, ce n'était pas quelque chose qui te préoccupait ?**

Je connaissais quand même un petit peu l'histoire du GI. Maintenant, les noms je ne m'en souviens pas, mais je sais que Bruno avait fait partie d'un groupe qui avait fait beaucoup parler de lui, enfin il y avait eu des articles dans *Le Monde*... Il a été le premier insoumis à manifester sur une statue à Lyon. Je me souviens aussi de l'histoire malheureuse d'un militaire qui s'est pris un pot de peinture sur le visage et a perdu un œil, une histoire qui était antérieure à nous. C'était un militaire qui avait reçu ce pot d'un insoumis, mais je ne me rappelle plus dans quelles conditions, ce que je sais c'est qu'il avait perdu un œil et tout militaire qu'il était, c'était con pour lui, quoi...

**Est-ce que tu as participé au GI jusqu'à la fin ?**

Je ne me rappelle pas comment ça c'est goupillé la fin. On était donc un groupe de copains et puis les liens se sont distendus. En dehors du GI, nous avions des projets de voyages. Il y en a qui sont partis en Afrique, d'autres en Amérique. Les liens comme je disais se sont quand même distendus mais il y a eu aussi des embrouilles qui ont fait qu'on a eu moins envie de se voir avec certains, et puis maintenant que j'y repense, je crois qu'il y a eu des couples qui se sont formés et qui ont eu envie de vivre une vie de couple plus stable, avoir des enfants, etc. Je sais que nous, avec Jean-Luc, nous avions aussi un projet de voyage. Nous sommes finalement partis en bateau et donc, évidemment nous nous sommes éloignés. C'était en 1982-1983 et nous avons perdu alors tout contact avec le GI. Quand nous sommes revenus, le GI n'existait plus. Mais pour moi, clairement, le GI a commencé à être moins virulent quand François Mitterrand est passé au pouvoir puisqu'il a éliminé les TPFA et du coup, pour les insoumis, c'était beaucoup moins grave d'être insoumis, donc ça a fait retomber un peu notre désir de lutter contre ces tribunaux spéciaux. Je la mets clairement, la baisse du GI, et puis ça c'est distendu parce qu'on n'était plus liés par des choses fortes et chacun est allé dans son sens.

**Vous aviez des relations avec les objecteurs ?**

Oui, même si de loin on semblait être pareils, ce n'était pas le cas, mais les différences qui existaient entre nous ne nous conduisaient pas à éprouver de la haine contre eux, nous avions des relations avec le Garm. Nous avions des relations aussi avec une librairie, La Gryffe. Eux refusaient seulement de faire l'armée, nous refusions l'armée...

**Quel était donc le sens que vous donniez à l'insoumission ? S'agissait-il simplement de refuser l'armée ou y avait-il quelque chose d'autre ?**

Pour nous, les filles, c'était autre chose. Pour les garçons, l'insoumission à l'armée c'était une priorité, tandis que nous, les filles, on se demandait pourquoi on était là, et ce n'était pas suffisant d'être

actives pour ne pas prendre trop lors des procès. Surtout qu'on était plus ou moins féministes et ça nous gênait un tout petit peu d'être là que pour « nos mecs ». Donc, on a essayé de réfléchir sur d'autres formes d'insoumission, mais on n'a jamais réussi à aller tellement plus loin que se dire qu'on avait envie de le faire. Par exemple, on ne payait pas le bus, ce qui était vachement plus risqué que d'aller envahir le TPFA, puisque ceux qui se faisaient piquer, ils avaient des notes pas possibles à payer aux TCL, et ils étaient tout seuls pour payer. Ce n'était pas évident, c'était une forme d'insoumission, mais je me demande si c'était vraiment une forme d'insoumission...

Moi je crois qu'on n'a jamais réussi à mettre au point quelque chose de précis, de vraiment précis sur une forme d'insoumission à autre chose qu'à l'armée, ce qui était clair : je ne fais pas mon service : crac ! Maintenant, ce que je pense c'est que tous les gens qui sont passés au GI et avec qui je garde des contacts ont quand même dans leur façon de vivre quelque chose qui reste de ce désir de ne pas accepter la société comme elle est et quand même de la remettre en question chaque fois qu'on peut et le plus intelligemment possible : cela est resté. Mais on n'a jamais pu aller plus loin que d'en parler, rien écrire là-dessus — on n'écrivait pas beaucoup au GI, ça c'est un truc... — et avoir chacun une façon de vivre, peut-être, qui était de ne pas accepter la société capitaliste telle qu'elle était, de réfléchir à la façon dont nous allions par la suite élever nos enfants, dont on les ferait aller à l'école ou pas, et des choses comme ça.

**E**st-ce que dans le GI il y avait un clivage important entre les filles et les garçons, est-ce que les « nanas » et les « mecs » se mariaient bien entre eux ?

Il n'y avait pas du tout, dans mes souvenirs, de clivages. Les seuls clivages qu'il y a eu se sont manifestés quand sont venus ceux de Paris, puisqu'ils n'ont pris de contacts qu'avec des mecs, même s'il y avait des nanas avec eux, mais elles n'étaient pas des clandestines. C'est la seule fois où je me souviens qu'il y a eu un clivage, mais très vite les garçons du GI qui avaient été contactés ont rejeté cette façon de faire et donc ça n'a pas duré longtemps. Je n'ai pas, par ailleurs, de souvenirs qu'il y ait eu des exclusions par le fait qu'on était des filles.

Il n'y avait pas vraiment de rôles différents... Sauf quand il fallait avoir une « fiancé » pour avoir le plus de visites possibles en prison... Mais en fait, dans ce cas on détournait la loi pour que, par exemple, *Freddy Tondeur voit un peu de gens...*

**E**st-ce que vous étiez nombreuses ?

Non, nous étions nettement moins nombreuses. Nous étions un petit groupe de filles. Je me souviens d'Éliane Battistella, de Pascale Manfredi, Blandine Bolze, Frédérique Giniquet, Rosette Bilotta... on n'était pas nombreuses...

**E**st-ce que le GI avait des liens avec le quartier de la Croix-Rousse ?

Non. Je veux dire qu'on habitait tous à la Croix-Rousse, mais...

**P**ourquoi habitiez-vous tous la Croix-Rousse ?

Mais parce que c'est un des quartiers les plus sympas de Lyon. Je pense que cela est lié à son architecture, et puis c'est un quartier traditionnellement de révoltés et donc je pense que, quelque part, on se retrouvait dans ce à quoi avaient servi les traboules, par exemple... Et puis, à l'époque, c'était un quartier pas cher, je crois que ça a changé, mais il y avait alors un habitat très très sympa, c'était un quartier très animé avec plein plein d'assos. Tous nos copains habitaient la Croix-Rousse, je ne suis jamais allée voir ailleurs, c'est vrai, c'est incroyable, c'était un village.

**V**ous aviez des contacts avec d'autres associations, est-ce que vous aviez le temps de le faire ?

Moi j'allais un petit peu — même si je ne sais plus si c'est à une époque contemporaine du GI — à ce Comité de défense des pentes et de la Grande-Côte. Quand la Grande-Côte n'était pas encore démolie et qu'il y avait un comité de quartier pour empêcher de le faire. Mais ce qui est embêtant, tout est tellement imbriqué que j'ai du mal à me souvenir précisément... Évidemment qu'on allait à d'autres réunions, mais j'ai du mal à me rappeler. Par exemple, moi et d'autres copains du GI on s'est intéressés à participer à l'achat groupé de nourriture, à des jardins collectifs pour lesquels on payait une cotisation tandis qu'un type qui faisait le jardinier s'en occupait plus particulièrement. Il y avait aussi les Tables rabattues, ce restaurant libertaire où je n'ai jamais travaillé, mais où plein de gens y ont travaillé. C'était un resto où l'on retrouvait tout un tas de gens de la mouvance dont je faisais partie, c'est-à-dire plus ou moins anarchiste et donc on y allait souvent.

Finalement, c'est évident qu'on ne pouvait vivre qu'à la Croix-Rousse ! Et je me souviens d'ailleurs que quand on est allé vivre en dehors de Lyon à la fin du GI, on a perdu pratiquement tous nos copains. Puisqu'il y avait aussi le marché de la Croix-Rousse qui était un haut lieu de rendez-vous, enfin, de vie commune, les rendez-vous du dimanche au café, ça maintenait des liens entre nous, et tout ça on l'a perdu quand on est partis.

**L**e GI s'arrête disons en 1981-82, qu'est-ce que tu vas faire par la suite ?

Sur la fin du GI, nous vivions en groupe, c'était un vrai projet. Nanou, Blandine, Éric Schaal, Jean-Luc et moi. Nous habitons rue d'Alsace-Lorraine, à la Croix-Rousse. Le groupe c'est petit à petit délité, il y en a qui sont partis en voyage et puis, pour finir, on s'est un peu disputés et finalement on a décidé de ne plus vivre ensemble, et donc chacun est parti tout seul dans son coin.

Jean-Luc et moi nous avions le projet d'acheter un bateau pour partir en voyage. On a travaillé pour l'acheter et une fois qu'il a été acheté, je pense en 1982, on l'a retapé et on est partis. D'abord une année, puis nous avons eu un enfant, on est repartis ensuite, on a eu un deuxième enfant et puis finalement on a arrêté de voyager parce que ça devenait difficile. Et puis, en plus, on n'a jamais réussi à travailler à l'étranger, Jean-Luc et moi sur notre bateau, et on revenait donc en France pour travailler. Les années passant, le chômage augmentant, ça devenait de

plus en plus dur de trouver du boulot. D'autre part, quand on était que tous les deux, les pôtes nous hébergeaient facilement, mais avec un bébé, puis deux, je l'avoue, et je les comprends, ça devenait quand même un peu galère.

Donc, tout naturellement, on est rentrés en France, on a fait des petits boulots, et puis moi j'en ai eu marre de faire des petits boulots, et à la naissance du second enfant, j'ai décidé de reprendre des études et c'est comme ça que je suis repartie pour faire des études et qu'après quatre ans je suis devenue sage-femme. Ces études ont duré de 1988 à 1992. Jean-Luc de son côté s'est aussi stabilisé dans son boulot, dans le social, et puis il a monté une entreprise d'insertion avec un collègue... Depuis 1992, je travaille donc comme sage-femme.

**D**epuis la fin du GI, est-ce que tu as continué à avoir des formes d'engagement personnel ou collectif ?

Un tout petit peu, mais c'est vrai que je n'ai jamais retrouvé, et je crois que c'est normal, quelque chose de ressemblant au GI. Lorsqu'on a voyagé avec le bateau, une fois on s'est arrêtés à Sète où on a pris contact avec les groupes anar du coin et je me souviens qu'on a participé à une émission de radio...

Quand on est revenus en France, j'avais les enfants petits et je participais en tant que trésorière à la halte-garderie parentale où l'on mettait les enfants. J'ai aussi été un peu au Réseau Santé de la rue Jean-Baptiste-Say, mais sans y trouver ma place, et puis après j'ai opté un peu plus tard pour Rupture, cette association, qui se trouve toujours à la Croix-Rousse aussi, qui aide les toxicomanes. J'y ai été faire des permanences avec une autre copine, Pascaline Roux, qui n'était pas dans le GI, mais qui était aussi dans une mouvance d'insoumission aussi, mais, pareil, on n'a pas trouvé notre place là et puis on a arrêté.

Maintenant, depuis que nous sommes dans ce village, je m'occupe du CPE de l'école. Désormais, en fait, nous vivons dans une ancienne ferme de mes grand-parents que nous avons rachetée à la famille, et cela depuis cinq ans.

**T**u as dit que tu t'intéressais au féminisme. As-tu participé à des groupes ?

Je me suis intéressée au tout début du MLF (Mouvement de libération de la femme) quelque temps, mais je n'y ai pas participé longtemps. J'ai beaucoup lu ce qu'elles ont écrit, et puis je fais un boulot qui m'implique quand même beaucoup par rapport aux femmes et à la « qualité » de femme...

**M**ais tu n'as pas poursuivi un engagement féministe ?

Non, pas en tant que militante faisant partie d'un groupe constitué. Dans ma tête et dans mes actes j'essaie d'être au maximum en accord avec mes idées, mais ce n'est pas tout le temps vrai.

**T**u as aussi dit que dans ce groupe d'habitation collective, vous vous êtes disputés. Pourquoi se dispute-t-on dans un tel groupe ? Théoriquement, il s'agissait d'un groupe « affinitaire », de gens qui avaient les mêmes idées...

Oui, sauf qu'on a dû vivre deux ou trois ans ensemble, et le quotidien ça use...

**E**t pourtant on est libres, les rôles égalitaires, on partage...

Oui, mais après on s'est mis à dire : ouais, c'est toujours moi qui fait le ménage, c'est toujours le même qui fait la cuisine, et tu n'as pas encore balayé par terre, c'est encore moi qui l'ai fait, t'as utilisé la baignoire et tu ne l'as pas lavée... Nos disputes étaient liées au quotidien, pas du tout sur les grandes idées, ça a été l'usure du quotidien. Mais on s'est embrouillés... on s'est fait du mal et on a mis du temps à s'en remettre. On s'est accusés de beaucoup de choses, parce qu'on voulait pas se dire qu'on n'était pas tous pareils... parce qu'on ne balayait pas. Chacun avait une façon de gérer le quotidien et on aurait dû se le dire de cette façon-là...

**Q**uelles suite ce passage au GI a-t-il eu sur ta vie ?

Ce passage par le GI a laissé des traces : c'est un bagage que d'avoir appartenu à un tel groupe, c'est une force d'avoir eu vingt ans avec des copains comme ça, d'avoir rencontré des gens qui pensaient plus ou moins pareil, dans une même révolte, d'avoir rencontré des gens qui restent des amis... d'avoir osé dire « je ne suis pas d'accord, je ne peux pas », d'avoir le courage de le dire encore, de n'être pas vraiment rentrée dans le moule. Tout cela existait avant, mais le GI m'a permis de le vivre avec beaucoup de force et de sérénité, sans révolte stérile.

**Q**uelles traces dans la société, dans la vie de tous les jours ?

Par exemple, pour les Sel (Systèmes d'échanges locaux) je vois une filiation directe avec le GI, du point de vue de l'insoumission civile et peut-être aussi pour Ruptures qui se bat contre la politique de santé établie et pour l'acceptation des toxicomanes comme ils sont.

Dans le boulot, il est parfois difficile de dire qu'on n'est pas d'accord, pour infléchir l'attitude la plus répandue qui consiste à vouloir faire rentrer tout le monde dans le même moule.

Et puis il y a les relations avec les relations avec les adolescents : la question de l'entrée en seconde se pose pour notre aîné, car il a des notes beaucoup trop faibles pour aller en première S : nous lui avons proposé un programme de deux heures de travail par jour durant les vacances... Il est plutôt facile de discuter avec des enfants, des gamins : nous leur avons peut-être foutu une paix — trop ? — royale par rapport à l'école : à tort ou à raison ?

Il y a aussi la question de l'adoption : depuis mon enfance, j'avais le désir d'une grande famille, mais j'ai refusé toutes les filières « monétaires »... cela a donc été très long : quatre ans ! La quatrième est une fille par choix, noire par hasard, nous nous sommes même mariés pour l'adopter, parce que sinon le statut des enfants aurait été trop différent...

Au cours de ma détention, avant mon procès, j'ai été appelé comme témoin par un insoumis jugé à Lyon. Nous nous citions mutuellement comme témoin et pour affirmer nos solidarités et pour briser l'isolement et la médiocrité de la vie carcérale.

J'ai donc repris le train entravé, entre deux gendarmes, pour être incarcéré à la prison Montluc. Quelques semaines plus tard, très court séjour à la prison Saint-Paul avant de prendre le train en compagnie de quelques dizaines de détenus transférés sur Paris par convoi. Conduit à la gare de Perrache, le carton contenant mes effets d'une main et dans l'autre la ficelle retenant un vieux pantalon d'une taille aléatoire remis par l'administration de la prison qui ne voulait pas voir partir ces habits pénitentiaires neufs. Dans le train, sous forte escorte, nous étions menottés par deux, devant nous déplacer ainsi dans le wagon. À chaque arrêt, à hauteur des wagons des détenus, des gendarmes, fusils à la main, nous surveillaient du quai.

**T**out ça c'était avant 1975 ?

Oui, j'ai été libéré, après avoir été réformé d'office P4, le 15 juin 1974, à la caserne Duroc dans le quinzième arrondissement de Paris. Ayant effectué ma peine, j'étais de nouveau incorporable, l'armée voulant provoquer un nouveau refus d'obéissance de ma part pour obtenir une nouvelle condamnation afin que je fasse deux ans de prison. Cela n'a pu se faire, mes parents, les copains, les avocats, étant intervenus à tous les niveaux, sur le terrain comme au ministère, auprès de la presse...

**L**e GI s'était probablement formalisé entre 1973 et 1974 ?

Nous ne pensions pas devenir « anciens combattants ». Je rejoins la communauté des Cévennes. Premier rassemblement sur le Larzac durant l'été 1974 et coup de foudre pour ce pays. Quelques semaines plus tard, je quitte la communauté, en septembre 1974, en route pour Paris pour chercher du boulot.

Passant par Lyon, je retrouve Andrée Georgevail qui m'en fait obtenir chez un marchand de vins fins qui recrutait pour répondre à un surcroît de travail saisonnier au moment des fêtes de fin d'années. Je reste à Lyon d'octobre à février. Ensuite, je suis parti au Larzac où je me suis installé à la Blaquièrre pour participer à la lutte et, plus concrètement à la construction de la bergerie.

Pendant des années, j'ai gardé ce cycle. De septembre à janvier à Lyon pour travailler, février à Paris et de mars à août au Larzac.

Un certain nombre de futurs appelés s'adressaient à nous, au GI, pour obtenir conseil, aide et soutien militant car il voulaient être insoumis ou connaissait un insoumis isolé.

Petit à petit, les militants du Garm se retrouvant plus dans l'objection de conscience que dans ce « service après-vente » de l'insoumission au service militaire, le Groupe insoumission est devenu autonome. De plus, c'était une dynamique qui se développait à travers la France, souvent autour d'une personne en insoumission.

**À** partir de quand le journal « Avis de recherche » se crée ?

Est-ce le journal du Git ?

« **A**vis de recherche » était publié à Paris...

Il me faudrait le voir... je n'ai pas de souvenir.

**C'**est le journal de Martial...

Si c'est le journal de Martial Cardonna, il a commencé à être publié à Lyon. Il y a eu des cartes, des affiches où l'on voyait Charlie Chaplin... après, il a pu le publier régulièrement. Martial Cardonna a fait des piges à *Libération* où il tenait la rubrique antimilitariste, puis plus de nouvelles.

Très vite, j'ai rompu tout contact avec Martial Cardonna car ce qu'il avait mis en place à Lyon relevait de « l'escroquerie », surtout vis-à-vis d'insoumis ayant un mandat d'arrêt. Il leur fixait des rendez-vous à la brasserie Georges ou au buffet de la gare de Perrache, les rencontrait dix minutes avant de les laisser en plan.

Avant, Martial était, je crois, lycéen à Saint-Exupéry, plutôt au « Tchéquo » avec un groupe de quatre ou cinq lycéens fondateurs de « Réinventons la vie ! » qui prônait l'insoumission civile et militaire dans les lycées.

Le FLJ (Front de libération des jeunes) s'exprimait aussi.

Martial a été en situation d'insoumission au service militaire.

**P**our toi, en 1974, quelles étaient les actions les plus significatives du GI en tant que tel ou du groupe autour du GI ?

Il y a eu, sans arrêt, des manifestations de solidarité multiformes : occupation du clocher de l'église du quartier Charonne à Paris par Gérard Petit et des copains pour sonner les cloches durant deux jours, luttes avec les forces de l'ordre essayant d'évacuer la salle, un vendredi sur deux, au TPFA de Lyon, actions auprès des jeunes venant effectuer leurs trois jours dans le centre de sélection des armées du Quartier général Frère à Lyon, charivari et bombages des couloirs de l'hôpital militaire Desgenettes en essayant d'aller voir les copains hospitalisés car en grève de la faim, dans le service fermé sous la garde d'un militaire..., actions sur la presse, courriers,

affiches, interventions pour désorganiser les défilés militaires ou les prises d'armes place Bellecour, à Sathonay, etc., tout ceci dans le sillage du mouvement lycéen et étudiant contre la loi Debré.

Le GI est devenu, entre autres, le service après-vente de l'insoumission au service militaire. Sachant que l'incarcération était au bout du processus, nous préférons être complices pour informer, intervenir par des actions, afin que le futur insoumis, souvent inconnu, ne soit pas isolé. D'où ces actions sur des objectifs militaires de la région.

Dans la foulée, nous nous retrouvions dans d'autres luttes, comme en 1977 contre la centrale nucléaire de Creys-Malville où la manifestation a viré à l'affrontement dur avec les forces de l'ordre.

**E**t sur l'action qui avait fait un peu de bruit, un seau de peinture déversé sur un militaire.. ?

Elle a été revendiquée par le Git. Le militaire avait perdu un œil.

**C**omme tu en parles on ne sent pas de filiation !

Non, il n'y avait pas de filiation car il n'y avait pas de lien possible avec Martial du fait, notamment, de cette méfiance empêchant toute rencontre, toute élaboration et construction d'action. Il a quitté Lyon, je ne l'ai retrouvé que par *Avis de recherche* édité à Paris et ses piges à *Libé*.

**P**our en revenir au GI, à t'écouter on a l'impression que tu étais dans les premiers et que vous avez commencé à vous réunir rue Pierre-Blanc ?

Nous nous réunissions dans le local de la rue Pierre-Blanc, prêté par le mouvement libertaire. Avant, c'était très informel.

Nous avions un mode vie calé sur nos choix. Nous vivions les uns chez les autres, au gré des allers et retours à Lyon. Les appartements se désignaient par le numéro de la rue et non de la personne qui le louait. « Je suis au 14... »

Ce n'était pas non plus la survie quotidienne, ayant peu de besoins, nos moyens pouvaient être modestes, voire précaires.

En même temps, nous avions des complicités hors du GI, plus particulièrement au travers de la lutte contre la justice militaire via les TPFA. Mireille Debard, présente à toutes les séances, relevaient les informations, nous lui communiquions celles récoltées dans d'autres TPFA (il y en avait un par région militaire et un à Landau en Allemagne pour les forces française en RFA). Tout ceci a donné un livre, *Les juges kaki* coécrit par Mireille Debard et Jean-Luc Hennig, journaliste à *Libération*, la jaquette dessinée par Cabu et édité en 1977.

J'ai sillonné la France pour rencontrer des groupes, être présent dans quelques TPFA, y compris celui de Landau.

Nous nous déplaçons dès qu'un copain était jugé pour animer l'audience. Cela se terminait toujours par une évacuation tonitruante par les forces de l'ordre qui ceinturaient, avant notre arrivée, le bâtiment du tribunal. Nous étions en contact avec des avocats.

Dans le même temps, d'autres histoires se déroulaient. C'était la « Bande à Baader ». Je suis allé, un jour, à Stuttgart, pour assister à une audience du procès de Klaus Croissant.

Le mouvement des femmes s'affirmait à Lyon, les prisons de Lyon explosaient d'avoir été trop longtemps des cocottes minutes...

**S**ur Lyon quelles relations avec d'autres groupes mis à part le Garm ? Tu citais au début par exemple tes options non-violentes...

Les militants du Garm développaient des actions non-violentes. Les autres groupes dont la Ligue communiste (peut-être *Rouge*, encore à l'époque) nous proposaient leur soutien tout en nous affirmant ne pas être d'accord avec nous et être prêt à assurer le service d'ordre, notre sécurité, pour nos actions, collages d'affiches ou diffusions de tracts. Nous refusions leurs propositions n'étant pas de la chair à canon.

Rémi, militant à la même section PSU que moi, avait choisi de faire le service militaire pour militer de l'intérieur et moi l'insoumission au service militaire. Les militants de la section, idéologiquement, penchaient pour l'entrisme de Rémi alors que je prônais la désertion devant l'ennemi ; position collective et position individuelle. Rémi est sorti de l'armée avec un livre édité par Maspero : *L'Homme des casernes*.

Les luttes sur l'objection de conscience se focalisaient sur les procédures pour l'obtention du statut, plus particulièrement la lettre que tout demandeur devait adresser individuellement aux autorités militaires, contenant l'exposé de leurs motivations qui ne pouvaient être que religieuses et philosophiques.

**L**e mouvement des OP20 par exemple ?

Le mouvement des objecteurs insoumis s'amplifiait. Certains, en groupe, envoyaient la même lettre individuelle, dénonçant, après, le fait que certains s'étaient vu accorder le statut et d'autres pas ; d'autres envoyaient des lettres aux motivations personnelles, politiques, économiques...

Les tribunaux civils étaient saisis par les autorités militaires de ces délits. Certains tribunaux poursuivaient, d'autres pas car plus réticents aux bien-fondés de la demande de l'armée ou ne souhaitant se retrouver en tant que civils au service des militaires.

Tout ceci participait à l'animation des rues, murs et salles des tribunaux, renforçant la synergie entre l'insoumission, les luttes contre la loi Debré ou ses avatars. Sur Lyon, il y avait des événements antimilitaristes plusieurs fois par mois et qui se déclinaient, les mois suivants en meeting, procès, conférences de presse...

**I**dem par rapport au courant libertaire ?

La librairie La Griffes existait-elle? Je ne crois pas.

Je ne me rappelle pas des échanges avec les libertaires avant l'arrivée de Mimmo et Gemma s'installant à Lyon, Mimmo étant insoumis au service militaire en Italie.

**I**l y avait le « Goût de canon », les « Tables rabattues »...

J'ai connu le Goût de canon avant qu'il ne ferme suite à un coup d'explosif et les Tables rabattues où j'ai eu le bonheur de travailler quelques mois. Les réseaux apparaissaient et trouvaient dans ces lieux de la Croix-Rousse des relais d'information essentiels pour les luttes ; lieux de solidarité aussi pour dépanner quelqu'un de passage avec ou sans papier.

**E**t les liens avec la Croix-Rousse et ce quelle pouvait représenter pour le GI ?

Très vite la Croix-Rousse est devenue une ruche : squats, logements, ateliers (AIPN rue Burdeau pour imprimer les affiches et tracts), le boulot, la débrouille. C'était, aussi, plus sympa de jouer au chat et à la souris avec les flics dans les pentes que dans la plaine de Gerland.

Et puis la tradition, le passé de cette colline qui travaille. J'avais vécu vingt-cinq ans à Paris, mais c'est sur les pentes que je me suis senti chez moi, chez nous. Il faudrait reprendre le livre que Mimmo a écrit sur l'histoire des pentes dans les années 1980.

**O**n cherche aussi, par-delà cette mouvance, à mieux cerner le fonctionnement du GI et si, par exemple, c'était les mêmes gens qui se réunissaient d'une manière régulière ?

J'en ai bien l'impression.

Nous nous réunissions tous les lundis soirs dans le local de la rue Pierre-Blanc. Les contacts, complicités, s'établissaient au niveau national plus qu'au niveau local. Impression qui vient peut-être du fait qu'au niveau national nous étions dans une approche thématique, il était question de l'insoumission au service militaire, des initiatives d'autres GI ; alors qu'au niveau local, nous devions nous situer de façon transversale car il n'y avait qu'un GI sur Lyon, nous. Les solidarités locales se vivaient dans les actions ou des soutiens communs à plusieurs mouvements.

Je me suis beaucoup déplacé, rencontrant des individus, des groupes, participants à des actions de soutien...

Le GI de Lyon, c'était souvent les mêmes, plus le dernier arrivé qui trouvait sa place comme futur insoumis, insoumis, proche d'insoumis...

La participation des femmes était fondamentale ; j'en ai pris conscience après. Elles développaient leur propre analyse de l'insoumission dans leur vie quotidienne et dans ce que le militarisme y provoquait. Les hommes luttèrent contre l'armée car ils devaient y être incorporés, éventuellement en élargissant sur le militarisme. Elles, hors de nos sentiers battus, avaient l'espace pour s'aventurer sur d'autres terrains que celui d'être la « chair à canon » de leur copain insoumis.

Cela nous a permis de lever les yeux au-dessus de nos urgences.

**À** tout ce qui était autour du militaire, dans le travail ?

Les questions autour de l'enfermement psychiatrique, carcéral, le travail, les modes de vie, la sexualité, la gestion du fric, le logement...

**T**u évoques le logement, le travail, toutes des révolutions minuscules de la vie communautaire... Mais, sur d'autres domaines, est-ce que tu vois des choses qui se concrétisaient un petit peu sur cette idée d'insoumission civile et militaire ?

L'insoumission est une dynamique, un point de vue, qui me convenait et qui me convient bien encore. Mais, il faudrait que j'y réfléchisse beaucoup plus. L'insoumission est, pour moi, une des rares expressions qui s'enracinent dans l'individu, ses potentialités d'individu développant des projets collectifs : ni chair à canon pour les idéologies, un mode de vie, un choix politique.

Je suis le centre de mon monde qui ne peut être qu'en co-existant plus ou moins pacifiquement avec d'autres individus qui sont le centre de leur monde.

Ce n'est pas un individualisme ghetto à l'abri duquel je tire sur celui qui approche, la peur de l'étranger. C'est, aussi, un choix de vie qui est advenu après que je me sois dit qu'il allait me falloir assumer ce que j'étais. Quel est l'œuf, quelle est la poule ?

Il s'agit d'une dynamique qui m'a permis d'exister sans avoir à m'affronter, me soumettre, avec de la casse, en m'autodétruisant, au rôle pour lequel j'avais été « programmé » de par mon éducation, milieu familial et social.

L'insoumission peut être une dynamique personnelle entrant en résonance, en « raisonnance », avec d'autres histoires individuelles.

Avoir à faire mon service militaire m'a mis dans des starting-blocks. Symboliquement, la prison a été le lieu où j'ai pu amorcer la mue, à l'abri de murs de quinze mètres. La séparation existait.

Il s'agit bien, pour moi, d'une expression du politique car je ne pense pas que je puisse articuler mon identité en dehors d'un contexte politique, historique, culturel... J'ai pu partager avec d'autres cette capacité d'articulation. C'était pour moi une question de vie ou de mort.

### Qu'est-ce que tu entends par là ?

J'étais arrivé à un stade où la souffrance inexprimable, la question de mon avenir, était tel qu'il n'y avait pas d'issue autre que de tout foutre en l'air pour essayer de tenter quelque chose en dehors du cadre, même si le cadre perdurait. Je ne me retrouvais pas dans ce à quoi l'on m'avait éduqué. C'était à moi de bâtir, d'inventer, ma vie d'adulte.

Cela ne pouvait se faire qu'avec d'autres solidarités, dans d'autres modes de vie, en d'autres lieux. J'avais quitté Paris pour venir à Lyon. Cela devenait possible de ne plus fonctionner dans mon système à coup d'obligations, de volonté.

Ce n'était plus par autoritarisme que l'on ferait de moi ce que je ne pouvais pas être. À ce moment de mon existence, l'autoritarisme, c'était l'armée, le service militaire. Nous en avons assez d'être étouffé sous l'entonnoir coiffant Michel Debré.

Quand les gens me disaient que j'avais eu du courage, je répondais non car je savais que j'irais en tôle. Je savais ça ! Ce n'était pas du courage. C'était ça ou crever. Même si c'était un choix politique, mêmes si ce sont des solidarités politiques, c'était une question de survie entre moi et moi.

Je me refusais d'être de la chair à canon, pour l'armée comme pour tous systèmes d'appareillage.

### Quel a été ton parcours après cette période un peu intense, GI, insoumission ?

Le GI a duré jusqu'en 1981/82, l'élection de François Mitterrand ayant calmé le jeu : fin de la justice d'exception que constituait la justice militaire rendue dans les TPFA, abandon de l'extension du camp militaire du Larzac... fin de la chape de plomb.

J'arrête mes allers et retours de six mois au Larzac : cinq mois à Lyon pour gagner l'argent nécessaire et six mois de vie au Larzac.

En 1982, je monte *Direct*, un journal avec des copains ; nous buvons la tasse. Et c'est reparti pour des petits boulots alimentaires.

Pour un été, je suis surveillant de nuit à l'Hôtel social, CHRS (Centre d'hébergement et de réadaptation sociale), lieu d'accueil pour les personnes « sans domicile fixe ». Je découvre le travail social.

Je profite d'un poste d'éducateur qui se libère, fait une formation d'éducateur spécialisé...

Depuis, je n'ai plus quitté le salariat en secteur associatif. Ma situation professionnelle s'est améliorée, au fil des ans, les conditions de travail, aussi.

Je reste, toujours, très intéressé par les alternatives, ce contre-pouvoir que peut être la vie associative quand elle s'inscrit entre le citoyen et l'élu, les citoyens et les partis politiques se présentant comme les garants de l'intérêt public.

### Et tu as continué à militer ?

Six mois par an au Larzac, j'habitais à la Blaquière une masure isolée, sans eau, ni électricité, au chauffage précaire et insuffisant pour contenir les vents coulis se glissant entre les pierres. Lieu magnifique. Je donnais la main à la ferme pour la traite du troupeau, quelques travaux agricoles. Rien d'intensif. Je prenais mon temps.

Saut en Espagne, à Barcelone, pour soutenir Pépé Beunza incarcéré à Figueras et les objecteurs de conscience victime de la répression franquiste. Nous étions une dizaine venus de différents pays européens. Nous avons quitté Figueras, pour réaliser nos actions, entraînés par les copains catalans car la pression policière devenait trop forte, pour Barcelone. Là, nous avons descendu et remonté les Ramblas, banderoles et tracts à la main. La population venant en face nous croisait, silencieuse, pour, aussitôt, applaudir quand elle nous avait dépassé. L'atmosphère était lourde.

D'autres manifestants, venus quelques jours plus tard pour continuer les actions, se sont retrouvés en prison.

L'insoumission au service militaire avait été, pour moi, une forme d'expression politique publique en même temps que le vecteur, plus personnel, que je m'offrais pour repérer les éléments épars dont j'allais faire ma nouvelle vie.

Petit Parisien d'un milieu familial lambda, sans souci financier jusqu'à vingt-cinq ans car la famille pouvait subvenir, sans excès, aux études et aux loisirs, je réutiliais, à Lyon, certains de ces matériaux pour vivre et redonner un sens à ma vie.

Cette insoumission à l'état militaire était, aussi, sous-jacente, une insoumission à l'état civil. Cela a pris des années pour advenir. Vers 1978, je prends contact, après beaucoup d'hésitations, avec le GLH de Lyon (Groupe de libération homosexuel). Il se réunissait le samedi après-midi aux Tables rabattues. De ce fait, je les avais côtoyés plusieurs fois, sans oser m'en approcher plus.

Nouveau grand chambardement. Un autre appareillage se fendillait et il faisait bon vivre, aimer. Certaines des critiques qu'insoumis nous adressions à ce que représentait l'état militaire, étaient aussi



percutantes quand nous interrogeons la norme, la norme homosexuelle plus particulièrement : tyrannies de la jeunesse, de la beauté, de la santé, des rôles sexués et sexuels, de cette iconographie qui marginalise en même temps qu'elle assouvit un manque...

Les pédés, dont moi, passés à la moulinette de l'insoumission, en groupe, pour des prises de positions collectives et, individuellement, pour me libérer des carcans.

Au grand dam de certains syndicats, sous les insultes de passants et de la presse, nous participons à une manifestation du 1er mai avec des slogans ravageurs, des attitudes provocantes, pour l'époque.

**D'**autres ont laissé entendre, en discutant, qu'un fois passé l'étape de la prison, ils se vivaient ancien combattant et se désintéressaient progressivement de l'action militante, de l'insoumission...

Pourquoi pas.

Le GI de Lyon comme service après-vente de l'insoumission, au service des insoumis, répondait aux besoins de personnes dont certaines allaient connaître, durant plusieurs mois, la prison. Si nous refusions le casse-pipe militaire, nous devions nous organiser, nous entraider pour éviter le casse-pipe carcéral. Savoir que l'incarcération était inévitable ne la rendait pas moins traumatisante.

Ces actions, les modes de vie que nous avons mis en place qui en découlaient, m'avaient permis de survivre puis de vivre.

L'insoumission au service militaire parce qu'elle pouvait, aussi pour quelques-uns, irriguer, déborder sur leur vie personnelle, ce qui fut le cas pour moi, relevait d'une aventure que nous aimions partager quitte à nous faire instrumentaliser parfois.

Il nous fallait préserver, maintenir, développer cette capacité de réflexion autour de l'insoumission pour tous. Les choix de vie, militants, qui en découlaient, appartenaient à chacun d'entre-nous. L'insoumission au service militaire n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Ce qui m'intéressait, me dynamisait, c'est qu'à l'occasion de cette obligation du service militaire, chacun devait assumer son choix : se défausser par les arrangements (réformes), désertier, se soumettre, s'insoumettre, actions en solitaire ou collective... Personne ne pouvait y échapper.

La démarche pouvait se limiter à cette obligation kaki ou s'étendre à d'autres territoires plus personnels. Ces moments, dans toute vie, sont extrêmement rares, précieux, fragiles. Ils demandent du temps pour permettre la mue.

La complicité, la solidarité que nous pouvons avoir les uns avec les autres, est de s'offrir, partager,

cette capacité de déconstruction et de recréation. Cette forme de quête du bonheur me paraît fondamentale.

À travers cette expression très technique, très physique, de l'insoumission au service militaire, c'était ce qui m'intéressait, me concernait. Les gens qui se disent anciens combattants, le sont, peut-être, de cette forme de militantisme. Mais le sont-ils de ce que cela a pu provoquer dans leur tête, leur corps, dans leur propre identité et dans les relations qu'ils ont ?

Qu'est-ce que l'insoumission au service militaire à pu réveiller d'insoumissions, qu'est-ce que cela a provoqué qu'ils vivent encore aujourd'hui ? Est-ce être ancien combattant ?

**A**lors, il y a une suite sur cette insoumission civile et militaire de l'époque à aujourd'hui ?

Bien sûr, comme pour ceux et celles que je revoie.

Ayant eu mes droits civiques supprimés durant dix ans du fait de ma condamnation, je ne suis toujours pas réinscrit sur les listes électorales. Rien ne changera tant que l'abstention, les votes blancs ou nuls ne seront pas pris en compte dans les résultats électoraux. Aujourd'hui, avoir la majorité signifie être élu par 30 % des personnes en capacité de voter.

Je remplace ce non « devoir électoral » par une participation soutenue à la vie associative comme bénévole et comme salarié. Cela me semble participer à la vie démocratique, en léger décalage, en y intégrant les comportements des citoyens élus ou non, la médiocrité qui provient de la gestion du pouvoir.

J'essaie, encore, de permettre aux gens de pouvoir vivre des moments de remise en cause qui soient les moins traumatisants possibles.

Le passage en prison peut être analysé comme un temps de ressourcement, mais c'est, aussi, devoir subir et résister à un enfermement insensé. Je garde le souvenir de ces deux mondes qui se côtoyaient de chaque côté d'un mur d'enceinte. Quand on est libéré, on sort bien de la « Maison des morts ».

Peut-on souhaiter ceci à quiconque ? Peut-on estimer que c'est le prix à payer ? Non !

**L**e groupe insoumission semble s'être effacé en 1981, mais en même temps les promesses électorales n'arrivant pas très vite, il y a eut un petit temps de reconstitution, de reprise de contacts...

Peut-être à l'occasion de l'incarcération de Freddy Tondeur, Éric Schall, de Christian Tauxe, avons-nous remis en route les réseaux militants. Mais, il faudrait vérifier que cela ne soit pas passé avant 1981.

**C**ette expérience qui se transpose d'un militantisme à un autre, d'un groupe à un autre dans la suite de ton existence, par rapport au travail, aux institutions, comment as-tu senti que tu pouvais vivre plus ou moins, tu as eu des surprises ?

Je me suis fait des surprises en prenant de l'âge, l'art d'accommoder les restes ou les « petits arrangements avec les morts ».

Quand j'avais vingt ans, je n'imaginai pas de vie professionnelle, de retraite, persuadé qu'une fin atomique nous épargnerait ces questions.

À trente, trente-cinq ans, cela est différent. Le présent, au travers de situations construites même bricolées qui me conviennent, est à assumer pour soi, comme vis-à-vis des autres.

En prison, j'ai rencontré des jeunes préférant ne pas savoir la réalité du monde, à commencer par leur, pour ne pas avoir à assumer, agir. L'intelligence était source de complications ; plutôt subir.

Je fais en sorte d'avoir des capacités de choix, d'intelligence. Après, je peux me satisfaire, si je le souhaite, de vivre dans un tonneau en demandant aux passants de s'éloigner de mon soleil. Je crois en la solitude, pas à l'isolement.

Vers trente-cinq ans, j'ai commencé à travailler régulièrement, dans tous les sens du terme. L'éducation, la culture reçues facilitaient mon évolution sociale et professionnelle, me situant du côté des « riches », des « nantis ».

C'était ce que me disait le juge d'instruction du TPFPA : « Vous, Monsieur Hérail, vous pouvez être insoumis parce que vous avez fait des études, vous avez de l'instruction, mais lui, là-bas, franchement, vous ne pouvez pas être d'accord avec lui, vous ne pouvez pas accepter qu'il se dise être insoumis... »

Contradiction dans mon jardin, peut-être pas sur le mode ci-dessus proposé.

Ce qui me paraît important mais qui, aussi, m'échappe, c'est l'expérience personnelle qui se transcrit dans une insoumission individuelle et collective pour devenir sensée, puis pensée, et aGI.

Mon mal-être de la différence que je n'ai pu nommer durant vingt-cinq ans, enfin je pouvais m'en approcher car j'apprenais à m'en protéger, avant de lui donner un nom comme individu dans une histoire collective.

Je l'ai appris, découvert fort tard.

J'ai vécu des situations en riche car j'avais, toujours, en cas de nécessité, un filet de protection pour éviter une chute trop brutale. J'ai manqué d'argent, j'ai connu la prison... en « riche ».

Mais, j'apprends, aussi, de notre histoire que rien n'est jamais acquis, qu'un jour, je pourrais montrer du doigt et, que ce jour-là, ce n'est pas moi qui aura choisi d'aller en prison.

Cette lutte d'une société contre ses propres balbutiements mortifères, ces facilités réductrices, négatrices, de l'homme, je dois l'assumer. Sinon, c'est foutu pour tous, pour moi. Je me renvoie avant l'insoumission.

C'est tout une dynamique, un mouvement, où l'insoumission au service militaire, par son côté très pratique, technique, représentait la partie émergée de l'iceberg, la balise signalant les hauts fonds.

Si aujourd'hui, je ne peux assumer mon état-civil de gros, de pédé, d'homme de cinquante-deux ans, de propriétaire d'un peu ou de beaucoup selon les gens, d'inquiet... et souvent, ce n'est pas gagné, je me renvoie au temps d'avant mon insoumission.

Le sachant, même si je suis homme, blanc, français, ayant un salaire de directeur d'association... j'ai le souvenir de ces territoires frontières. Je sais comment des comportements sociaux, des choix politiques, économiques, environnementaux..., transforment les individus en chair à canon. J'essaie de rester vigilant, parfois terrorisé, parfois militant...

Le mouvement qui, à un moment donné, me faisait nommer tous ces éléments d'une identité, conflictuels, en opposition, indicibles du fait de mon enfance, mon adolescence, me les tatouait dans la peau. C'est définitif, je suis repérable et repéré.

Quand je tente d'y échapper, ce n'est jamais pour bien longtemps.

**J**e ne sais pas quel militantisme tu pratiques aujourd'hui, mais ton activité professionnelle te permets d'incarner toujours des valeurs, des compréhensions des choses... Tout cela se vit dans un contexte, dans une société différente. Peux-tu prendre la mesure des évolutions ?

Posé ainsi, je n'en sais pas grand chose...

**O**n parle moins d'autorité...

L'autorité qui ne se double pas d'autoritarisme est utile. L'autoritarisme est moins présent, cela dépend pour qui, car plus enveloppé, négocié sous des formes d'assistanat, de consommation, des propositions d'images de bonheur... mais cela reste mutilant.

Nous avons l'impression d'une plus grande liberté, mais il s'agit d'un engluement contre lequel il est plus difficile de lutter car tu crains de perdre. On peut lutter contre une violence, une injustice, visible, plus difficilement contre un enrobage qui se fait passer pour l'enrobé.

Suis-je prêt à perdre ?

Un jour ou l'autre, je serai confronté, comme chacun, à un événement qui sera dans ma proximité, mon espace vital, que je pourrais vivre collectivement ou pas. Je pourrai, aussi, faire l'autruche.

Comme individu, j'essaie de continuer à faire des choix qui fondent mon individualité ; ces choix concerneront toujours les mêmes situations, les mêmes exigences, celles que j'ai apprises à reconnaître en moi et qui sont universelles.

J'ai cru que l'action humanitaire pourrait être une bonne réponse aux dysfonctionnements organisés par les appareils dont les populations deviennent les otages. Sur place, en Iran, j'en ai vu les limites. Je participais à un service après-vente, celui de la saloperie occidentale, alors que je veillais à l'acheminement de l'aide alimentaire dans les camps de réfugiés. Cet apport pour la survie d'une population, tout en répondant à l'urgence d'une situation de crise, ne masquait pas les origines de conflits qui en avaient fait des réfugiés.

J'ai pu voir des camps de réfugiés, toujours dans la même zone géographique, datant des conflits précédents, certains des années 1960. Les familles reconstituées, agrandies, vivaient toujours l'extrême précarité, dans des casernes encerclées de barbelés, de la charité des nations.

Parfois, l'action humanitaire semble renouveler cet adage du début du siècle : « Heureusement qu'il y a des pauvres, cela permet aux riches de faire la charité. » Il n'y a que les riches pour accéder à la chirurgie esthétique, surtout celle réparatrice des troubles narcissiques.

Il reste les positionnements individuels. Je crois à l'individu, à la démarche individuelle et à la constitution de réseaux, de groupes constitués de ces individualités mises en complicité pour réaliser un projet, ponctuellement, pour se reformer dans une autre configuration le moment venu.

L'éphémère garant de l'engagement de l'individu.

J'ai, parfois, l'impression que les enfants des copains répètent ce que nous avons fait. Mais, à la relecture, je préfère me dire que je réagis, aujourd'hui, comme certains devaient réagir, il y a trente ans, à nos engagements.

Je sais être un « vieux con » à mon tour quand je veux avoir un avis sur tout.

Il est toujours difficile de participer à la parole de l'autre.

**E**t l'insoumission militaire à notre époque ?

Nous ne pensions pas nous battre pour voir, vingt-cinq ans après, apparaître l'armée de métier ; même si nos motivations, arguments, impliquaient, à plus ou moins brève échéance, celle-ci.

Cela repose la question de la part de nos impôts qui va à l'armée et d'autres interrogations abordées par certains, pas par moi.

Je me sens renvoyé à mon impuissance jusqu'au moment où je m'associe à une mini initiative que

d'autres relieront à d'autres initiatives dans des arborescences très fines.

L'évolution d'un individu désenchaîne et déchaîne l'humanité.

Je m'aide moi-même dans des approches différentes, des articulations en cohérences avec d'autres articulations. Mais, je ne suis pas dans l'urgence d'une détresse, mis en danger par moi-même ou par l'inconséquence des nantis.

En Iran, j'avais la même impression. Nous apportions des produits alimentaires, d'autres des capacités et des compétences techniques pour aménager des camps pouvant accueillir plusieurs milliers de familles durant des mois, voire des années, d'autres assuraient les soins...

Mais, quand nous repartions, nous les laissions derrière nous.

**I**l n'y a pas d'exemples qui te paraissent représentatif de la lutte ?

*En voix off : « L'interview me rend bavard, à mes torts et dans mes travers. Je devrais me taire plutôt que de pontifier et d'avoir un avis sur tout, prenant mes envies ou non envies pour un mètre étalon. »*

Attac, la taxe Tobin, font-ils, encore, partie des moyens d'accommoder les restes ?

Le mouvement, en tant que tel, s'il ne suscite pas des désirs, des curiosités de rencontres, d'échanges, des complicités, ne me concerne pas.

Toute expression humaine ne peut être qu'imparfaite car elle n'est que balbutiement, recherche d'une parole. L'émergence d'un mouvement, d'une dynamique, vaut pour cette capacité qu'elle donne d'essayer, à nouveau, de rénover, de réarticuler, une attitude qui donne un sens.

Malgré les capacités multiples de récupération par les appareils, les corporatismes, reste la possibilité d'intervention dans sa proximité ; le définitif, le planétaire, ce n'est pas pour nous, pour moi.

Soyons humbles car imparfaits. L'imperfection permet d'exister et, surtout, de rencontrer des individus tels qu'ils sont. Les hommes et les femmes d'appareils sont insupportables car a-humain.

La prise du pouvoir politique n'a pas de sens démocratique. C'est pourquoi la vie associative m'intéresse. Un adhérent, une voix ; et les excédents financiers, si excédents il y a, appartiennent à tous. C'est un essai de contre-pouvoir pour une démocratie taillée à la mesure de ceux qui adhèrent à l'association. À partir de là, le troc s'organise.

**C'**est une aventure...

L'insoumission : une aventure ?

Oui quand j'avais vingt ans ; je vivais mon aventure pour faire advenir ma vie, en direct.

Aujourd'hui, sans rien renier, je sais, aussi, ce qu'il y avait comme enjeux, comme catharsis, théâtralisation, d'une problématique personnelle. Est-ce que cela retire à l'aventure ?

**T**u ne regrettes pas de ne plus être menacé ?

Pourquoi les grandes douleurs devraient-elles être, forcément, lyriques ?

Je sais que je serai, toujours, menacé car pédé. Je ne pense pas à cela tous les matins quand je me lève. Cela resurgit à l'occasion d'une information qui, pour le moment, concerne un pédé du bout du monde : meurtres, exécution, incarcération, marginalisation, licenciement...

Bien que non superposable, les luttes des femmes, les actions féministes, m'ont beaucoup appris.

Je ne suis pas né pédé, je le suis devenu. J'ai mis beaucoup de temps pour comprendre.

Je suis dans une différence qui ne me protège pas de la répétition de la norme, surtout quand celle-ci a quadrillé, policé, toute mon enfance et adolescence. Les systèmes d'éducation étant homophobes, quelles images sont renvoyées aux jeunes qui se découvrent homo ?

Je suis dans une différence qui me permet d'inventer, de créer, d'autres modes de vie, de complicités, pour ne pas avoir à me déguiser, à me soumettre.

**O**n n'a pas parlé de celles qui participaient au GI justement, juste pour dire qu'elles réfléchissaient aussi ?

Elles étaient dans les actions, elles étaient partenaires et, en même temps, elles étaient créatrices de l'élargissement au civil de la notion militaire de l'insoumission, dans la vie du GI. Entre-elles, elles commençaient à élaborer un espace de réflexion propre, rencontrant d'autres groupes de femmes dans la mouvance de l'insoumission.

**E**n conclusion de cet entretien, si tu veux rajouter quelque chose ?

Ma réflexion, c'est entre moi et moi.

De ce que j'ai vécu de l'insoumission au service militaire à ce que l'on pourrait vouloir traduire comme problématiques partagées, modélisables, nécessiterait un long travail collectif de théorisation.

Je ne propose qu'une approche parmi d'autres. En rassemblant celle multiple des autres insoumis et insoumises, de leurs proches, cela permettra, peut-être, aux lecteurs de dénicher la « substantifique mœlle ».

Entretien réalisé par Gilles Comte  
et François Ménétrier le 20 avril 2001

**À** quel âge as-tu rencontré le Groupe insoumission ? Quelles étaient tes origines familiales ? Quel avait été ton parcours jusque-là ?

L'âge, je ne sais plus, je pense que je devais avoir autour de dix-neuf ans... Mon parcours : je sortais d'une famille bien rangée et de onze ans de pensionnat de bonnes sœurs. Puis je me suis retrouvée en terminale au lycée Saint-Exupéry, où j'ai rencontré des gens comme Gérard Fontaines, Zeïn-eddine Zouaoui, Jean-Luc Vielfaure ou Guylaine Gouzou qui tendaient un peu dans la même direction, dans le même esprit et la même révolte où je me trouvais.

Gaspard. Mais en tout cas après on s'est tous retrouvés au tribunal à Lyon ! Dans un cas, on était rentrés dans la caserne après une grande journée de manifestations militaires, une journée « portes ouvertes ». Dans l'autre, c'est clandestinement que nous étions rentrés pour distribuer des tracts dans les chambres des appelés. On a fait aussi de grosses actions au TPFA, surtout à l'occasion du procès de Jacques Gaspard. Ainsi que tout un tas d'actions un peu plus violentes, du style de bombages sur des monuments, sur les parcmètres ou sur les bus de la Croix-Rousse.

**C**omment décidiez-vous des actions ?  
Qui y participait ?

Ça, c'était selon l'enthousiasme des uns et des autres... et la motivation qu'on pouvait avoir par

## Entretien avec

# Pascale Manfredi

Après, on est tous plus ou moins rentrés en fac, mais on en est ressortis aussi vite... C'est à ce moment-là qu'on s'est inscrits dans une démarche d'insoumission totale civile et militaire. C'est par eux que j'ai rencontré le GI.

**D**ans la pratique, comment fonctionnait le GI ?

Si je me souviens bien, on se réunissait une fois par semaine, rue Pierre-Blanc, où on était tous autour d'une table essayant d'avancer des idées autour desquelles se battre au nom de l'insoumission totale. L'armée occupait une grande partie de la réflexion du groupe, mais l'insoumission civile était bien présente aussi. On discutait de tout cela ; on envisageait aussi les actions à mener soit par rapport à des copains qui avaient été arrêtés, soit par rapport à des actions civiles.

**T**e souviens-tu des actions, des activités les plus significatives ?

Là, on tombe dans les anciens combattants... On en a fait beaucoup, je ne me souviendrai pas de toutes. Les plus significatives ont été celles réalisées dans les casernes, entre autres Sathonay, où on en a fait deux, je ne sais plus si c'est lors de l'incarcération de Freddy Tondeur ou de celle de Jacques

rapport à un thème précis. On mettait en place les actions, souvent par petits groupes : on travaillait rarement à plus de deux-trois, maximum trois-quatre, que ce soit pour les bombages ou pour autre chose. Parfois, il pouvait y avoir plusieurs petits groupes sur un même thème. À Lyon, nous n'étions pas sur un mode très violent, même pas violent du tout, mais nous étions quand même souvent suivis de très près par les Renseignements généraux, qui — ça s'est avéré à plusieurs reprises lors d'arrestations — étaient très très au courant de nos activités. Donc on essayait toujours de fonctionner par petits groupes afin de dérouter un peu ces messieurs.

**Q**uelles étaient les relations entre les membres du GI, à la fois pendant les réunions et les actions, mais aussi dans les espaces collectifs ou individuels que vous partagiez ?

C'était quand même un groupe qui, affectivement, était très lié, puisqu'il y avait beaucoup de gens qui vivaient ensemble. Il y avait deux ou trois pôles d'appartements ou de maisons qui étaient investis par un certain nombre de gens du Groupe insoumission. On trouvait aussi des gens extérieurs au GI dans ces lieux de vie. Il existait donc des liens affectifs très forts en dehors des heures de réunion.

**Q**uel sens donnais-tu à l'époque au terme insoumis/insoumise à la fois d'un point de vue collectif et d'un point de vue personnel ?

Difficile de savoir ce que je pensais à l'époque... De toute manière, il s'agissait d'un refus assez global des institutions telles qu'elles existaient. Pour beaucoup, c'était bien sûr le système policier, l'institution policière — je dirais militaire — mais aussi la famille et tout un tas d'autres choses, même le système éducatif. Si on a tous arrêté nos études, c'est qu'on ne voulait pas devenir des gens diplômés et, par la suite, des patrons et des petits bourgeois. L'arrêt des études a été en grande partie, je pense pour tous, un refus de rentrer dans un système, de devenir des hommes et des femmes tels que la société voulait faire de nous.

**P**endant quelle période de temps ton implication personnelle a-t-elle été forte dans le GI ?

Je n'y étais pas à l'origine, mais presque, et j'en suis partie à la fin. On a même été un petit groupe à continuer après la fin...

**L**e GI avait-il des liens avec d'autres groupes ou individus ? T'en souviens-tu ?

Oui, il y avait des liens avec les objecteurs de conscience, les OP20 et tous ceux qui cherchaient à être dans une autre démarche par rapport à l'armée. On était en contact même si on ne les trouvait pas assez radicaux. Au niveau plus national, il y avait des groupes très totalitaires avec lesquels on se sentait plus ou moins proches et avec lesquels on a eu à un moment donné des liens. Au niveau plus local, peu de groupes culturels, mais le GI a surtout participé à la mise en place de squats sur la Croix-Rousse.

**C'**est donc plus particulièrement sur la Croix-Rousse que vous aviez des liens, des actions communes ?

Peu d'actions communes, mais des liens. On se connaissait, on était plus ou moins pôtes de loin ou de près, on se voyait quand il y avait des cas graves, sur des manifestations...

**Q**ue pensais-tu à l'époque, tu l'as un peu dit mais peux-tu le reprendre, du travail, de la famille, des relations homme-femme ?

À l'époque, je pensais qu'il fallait repenser tout cela, parce que c'était un système de cellules complètement fermées à toute possibilité d'évolution. Le seul exemple qu'on avait, c'étaient nos familles, qui se situaient dans un schéma très classique de cellules fermées. Nous, nous avions une autre idée des relations, de la vie, des échanges, de la qualité des

échanges, de la qualité de la vie qu'on pouvait mener ensemble et même d'amours qu'on pouvait partager les uns avec les autres. Et au niveau des études, je le disais tout à l'heure, il s'agissait aussi ne pas rentrer dans un moule.

**E**st-ce que tu penses qu'il y avait un lien entre les idées et les actions du GI avec les formes de contestation et les pratiques utopiques ou subversives des années 1970 ?

C'est certain qu'on était dans la ligne, dans la lancée des années post-68. Toute la vie communautaire, tout ce qui pouvait être le refus de la société telle qu'elle était, du noyau familial tel qu'il était, de la position de la femme telle qu'elle était... Cela était dans l'air du temps. En tant que femmes dans le GI, nous nous positionnions vraiment en opposition par rapport à la condition de la femme telle qu'elle était à l'époque. Et tout cela était issu directement des années 1968 et de la « libération de la femme ». Il y a eu plein d'autres groupes qui se sont formés et qui ont tous disparu après l'élection de notre cher François Mitterrand.

**Q**uel a été le poids de la répression et de la prison sur le devenir du GI ?

En fait, c'était très dynamisant : dès que quelqu'un était incarcéré, ça donnait la pêche à tout le monde pour se battre. Que ce soit pour soutenir des insoumis ou d'autres actions — par exemple, suite à un squat, on s'est retrouvés dans les sous-sols de la PJ de Lyon pendant de nombreuses heures, à être non pas maltraités mais quand même bien menacés et bien soumis à la pression du système judiciaire — tout cela dynamisait les gens qui étaient dehors pendant qu'on était dedans, ça donnait la pêche à tout le monde. Quelque fois c'était très bien : plus la répression était forte, plus le GI était puissant. Cela va dans le sens de ce que je disais : lorsque Mitterrand est arrivé, il n'y a plus rien eu.

**J**ustement, pourquoi le GI s'est-il arrêté, quand et comment ? Tu m'as déjà dit que tu as vécu même l'après-GI ?

Il s'est arrêté parce qu'il y a eu une démobilisation complète avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Or il y avait encore des gens en situation d'insoumis, qui ont vite reçu leur ordre de retour et on a été quatre ou cinq à continuer à se battre pendant un an, qui étions conscients que ce n'est pas parce que la gauche était arrivée au pouvoir que cela allait régler nos problèmes, que c'était de la poudre aux yeux. Et puis après, le combat cessa faute de combattants, il y a eu davantage comme un épuisement...

Nous n'étions pas dans un groupe qui donnait dans de grandes réflexions, comme certains copains

chez les anars de Lyon ou d'autres lieux comme la librairie la Gryphe, qui étaient plus intellectuels que nous. Nous n'étions pas très intellectuels, mis à part peut-être Bernard Bolze et Bruno Hérail qui étaient davantage les têtes pensantes. Nous, on était plus des jeunes révoltés qui voulions nous battre et qui, comme beaucoup de mouvements de gauche à cette époque, ne croyaient pas du tout à cette gauche — et on a eu bien raison, elle nous a montré ce qu'elle valait. On voulait continuer à se battre et on se disait qu'il aurait mieux valu — c'était un peu extrémiste — que ce soit l'extrême droite qui passe plutôt que la gauche, car au moins il y aurait eu des gens pour continuer à se battre, alors que là, tout le monde s'est avachi mollement !

**Q**uel a été ton parcours de la fin du GI à aujourd'hui ?

Après, j'ai continué à vivre un peu comme je vivais à cette époque : on vivait de petits boulots, on travaillait peu, on avait des appartements pas chers, on n'avait pas besoin de voitures qui passent au contrôle technique, on pouvait avoir des voitures qui étaient des épaves et qu'on achetait pour quelques francs. Cela a duré jusqu'au moment où la question du chômage a commencé à se poser de manière de plus en plus sérieuse — je ne sais plus exactement, ce devait être vers les années 1982-1983 — et alors je suis rentrée dans le circuit de travail classique. Or, pour moi, le travail faisait partie de ma révolte, je ne me sentais pas du tout d'avoir un mode de vie comme tout le monde. Je n'étais plus dans un groupe à cette époque-là mais dans un noyau de gens assez militants puisqu'on a continué à s'inscrire dans quelque chose de vraiment différent d'un système normal.

Et puis voilà, après j'ai re-rencontré Jean-Luc — on s'était un peu perdus de vue — et je suis venue vivre en Ardèche, où on a monté l'exploitation agricole sur laquelle nous nous trouvons et où les bêtes nous imposent un rythme de vie qui est quand même assez astreignant ; mais c'est un choix qui, malgré la contrainte de travail, est tout à fait intéressant. Surtout, ce qui me plaît en vivant ici, c'est la possibilité de mettre en pratique certaines idées — même si maintenant on vit en famille avec trois enfants, c'est-à-dire qu'on a évolué par rapport à l'idée qu'on se faisait du noyau familial qu'on rejetait — et de vivre toute une solidarité avec les voisins.

Nous sommes dans un milieu des Hautes-Cévennes où il y a beaucoup de néo-ruraux, plein de gens qui ont des idées super, qui font des choses, qui bougent, au niveau culturel, au niveau social. Je retrouve toutes les inspirations que j'ai eues en tant que jeune révoltée : j'ai maintenant très souvent le sentiment de pouvoir vivre ici ma vie de manière très satisfaisante, parce que j'ai l'impression de mettre en pratique tous les idéaux que je pouvais avoir sur la

qualité des relations qu'on peut établir avec les gens, sur la manière de s'entraider, de vivre ensemble.

Et ça, je pense que c'est vrai aussi au niveau de mon itinéraire : après m'être investie beaucoup au niveau associatif, maintenant je suis malheureusement investie aussi au niveau municipal puisque je suis conseillère. On met en place collectivement des choses très intéressantes au niveau ardéchois : on a même un conseiller général de gauche et on arrive à exercer une bonne pression sur lui. Et au niveau municipal, il y a des choses qui à mon avis peuvent aboutir et même qui aboutissent, puisque c'est ainsi que cela fonctionne déjà depuis plusieurs années.

**E**st-ce que tu vois d'autres groupes — on les appelle savamment des « tribus radicales » — ou des lieux où tu retrouverais l'esprit et les idéaux des années 1970-80 ?

Actuellement, peut-être pas des groupes, mais des fonctionnements et des systèmes, oui. Je vois ici des tas de situations où il fallait s'entraider vraiment fort, j'entends socialement, pas forcément matériellement. Les gens que je peux fréquenter actuellement ici ont tous été investis dans les années 1968 ou post-68 et restent dans cet état d'esprit. Il y a aussi des groupes, comme le Mrap, dans lesquels ils sont bien investis, ou encore des groupes du genre « plaisir de vivre », où des gens se sont regroupés en association pour faire des choses ensemble. Ils sont dans cette démarche-là, c'est moins militant mais s'il faut l'être à des moments ponctuels, ils le sont complètement : on sent des gens qui peuvent repartir à fond sur des engagements forts.

**Y**a-t-il quelque chose que tu voudrais rajouter à notre conversation ?

Je trouve que cette démarche [NDLR : les entretiens] fait un peu « anciens combattants », mais je pense qu'elle est sympathique et qu'il est possible d'analyser l'itinéraire des gens et ce qu'ils sont devenus. Sur le fond, je pense qu'un certain nombre de gens du GI, en tout cas ceux qui y étaient bien investis, ce sont des gens qui, dans leur tête, sont restés assez différents par rapport aux autres. Je pense que ce que j'ai pu vivre se retrouve dans la manière dont je vis avec mon compagnon et avec nos enfants, dans mon fonctionnement avec les gens que nous embauchons, qui aiment beaucoup être là, vivre avec nous et partager notre quotidien et notre travail, malgré ses contraintes.

**J**e suis né à Paris, en 1957, d'une mère française et d'un père algérien. J'ai trois sœurs dont deux demi-sœurs que ma mère avait eu avec une autre personne. Mon père était coiffeur et ma mère travaillait comme aide-soignante dans un hôpital parisien. Professionnellement, ils ont évolué pour diverses raisons. Nous sommes restés dans un milieu plutôt ouvrier. J'ai vécu à Paris jusqu'à l'âge de six ans. Puis, juste après l'indépendance, nous sommes retournés en Algérie car mon père avait envie de retourner pour retrouver son pays.

Nous sommes rentrés en France fin 1967 pour plusieurs raisons. Entre autres choses parce que ma petite sœur a eu la poliomyélite. Les structures de soins, là-bas, n'étaient pas au « top »... Mes deux grandes sœurs avaient aussi des problèmes d'adaptation. Mes parents ont donc choisi de revenir en France.

Leur voyage n'a pas été facile parce que c'était la guerre des six jours et les frontières étaient fermées. Finalement après des multiples tractations, ils se sont enfuis, abandonnant tout ce qu'ils avaient, leurs meubles, leur appartement... Ils ont fait comme s'ils continuaient de travailler normalement, en disant qu'ils partaient juste pour un court séjour afin de soigner ma petite sœur. C'est ainsi que nous sommes arrivés à Lyon, car ma mère avait de la

## Entretien avec

# Zein-eddine Zouaoui

**A**vait-il été engagé d'une manière ou d'une autre dans cette lutte d'indépendance ?

Il était engagé en France, à Paris, notamment dans la collecte de fonds pour le FLN. D'ailleurs il a eu une mauvaise expérience vers la fin de la guerre. Il a été arrêté, interrogé, suite à quoi il a tenté de se suicider en prison. Je ne sais pas si c'est ce qui l'amena à retourner dans son pays. Toute la famille est allée vivre à Alger, où nous sommes restés environ cinq ans. J'ai commencé l'école là-bas. Mais il n'y avait à ce moment-là aucune structure scolaire publique viable. J'ai été pendant quelque temps à l'école publique, oui. On était quelques cent vingt par classe et c'était impossible de faire quoi que ce soit dans ces conditions. Il y avait pas mal d'établissements privés tenus par des Français, beaucoup de religieux, l'armée française, c'est-à-dire des coopérants qui étaient restés en Algérie... Donc, je me suis retrouvé très vite dans le privé.

Mon père n'a pas repris son travail de coiffeur parce que le pays manquait énormément de cadres. Il s'est retrouvé comptable d'un hôpital d'Alger. Il venait d'une famille kabyle installée à Alger et ceux qui savaient lire et écrire, en 1962 en Algérie, n'étaient pas nombreux. Ils avaient de fortes chances de trouver une bonne situation rapidement. Surtout dans le cas de mon père, son propre père avait été tué lors d'un attentat, son frère fut un héros de la bataille d'Alger, porté disparu. Une rue porte son nom dans cette ville. Cela l'aida pas mal, je pense...

famille dans cette ville, notamment sa sœur et son père, tous migrants. Nous sommes allés où nous avions des connaissances, là où se trouvaient des personnes pouvant faciliter notre arrivée.

**T**u avais alors dix ans. Que pensais-tu à ce moment-là ? Est-ce que tu te sentais Français, Algérien, Kabyle ?

À vrai dire, je ne me sentais rien de tout. En tout cas je n'en ai pas le souvenir. Je ne crois pas qu'on se posait la question comme ça à cette époque. Je pense que la question identitaire ne se posait pas comme aujourd'hui. Je me sentais tout à fait naturellement un enfant de dix ans. Ici, j'ai commencé l'école à Caluire et j'ai continué les études jusqu'au bac. Ensuite, je me suis inscrit à la fac de sociologie. Mais cela correspondait environ au moment où je suis parti de chez mes parents, à dix-neuf ans. Comme il fallait manger et que j'étais peut-être un peu feignant, travailler et faire ses études en même temps, cela n'a pas fonctionné. Donc, j'étais à la faculté de plus en plus en dilettante, puis finalement j'ai laissé tomber. Nous sommes vers 1976. À la fac, j'ai eu la chance de rencontrer pas mal de gens et notamment un enseignant qui s'appelait Prieto avec lequel j'ai mené pas mal d'actions. Déjà au lycée, j'avais participé aux Comités de lutte en rencontrant des gens de la mouvance d'extrême gauche et des libertaires. Par exemple, ceux du Groupe insoumission totale, le Git. J'ai rencontré d'autres gens avec Prieto, qui plus tard sont devenus célèbres comme Frerot d'Action direc-



te et d'autres encore... C'est à cette époque que j'ai connu mes premiers engagements.

**T**u dis avoir connu le Git. Comment ?

Dans les Comités de lutte lycéens, très souvent on avait à faire au noyautage de la part de groupes d'extrême gauche. J'étais au lycée Saint-Exupéry où l'on avait à faire à un groupe qui s'appelait AMR (Alliance marxiste révolutionnaire) ; ils étaient ma foi fort sympas. Ils nous aidaient en termes de logistique, par exemple pour imprimer nos tracts. Ils nous conviaient à des réunions à thèmes historiques. Mais en fait, ils étaient extrêmement envahissants. Et quand ils signaient des tracts avec des slogans du style « rejoignez nos comités de lutte », on se sentait un petit peu voler notre objet, notre groupe, parce qu'ils n'avaient pas de représentants et ce n'étaient pas leurs comités de lutte. C'est à ce moment-là qu'on a contacté des gens du milieu libertaire, des individualistes qui étaient moins noyauteurs sur les bords et leur démarche nous a plu. À l'époque le Git, comme ensuite un petit peu le GI avait des interventions très ponctuelles. Ce n'était pas un mouvement avec une démarche suivie régulière, avec une présence de tous les instants, c'était plutôt au coup par coup. On appelle à une manif, on fait le coup de poing avec la police, on démolit une ou deux vitrines de banques. Je me souviens de quelques manif pour Puig Antich (militant du MIL « mouvement ibérique de libération », assassiné en 1973) et des choses de ce genre. En fait, je ne connaissais pas particulièrement ces gens ; cependant je me sentais plus d'affinités avec eux qu'avec les gens d'extrême gauche.

Prieto était plus proche de l'extrême gauche mais il avait une démarche associative. Avec les cours à la fac, il menait des actions autour de la justice et j'ai traîné pas mal mes guêtres dans les salles de cours d'assise, cours d'appel, etc. C'est lui qui m'avait sensibilisé à ce sujet et à la partialité des juges. Il mettait en évidence que selon l'appartenance sociale, on n'était pas condamné à la même peine pour le même délit. Il essayait de montrer la jurisprudence de cette époque relative à l'appartenance sociale.

**P**ourquoi avais-tu voulu partir de chez tes parents ?

Je n'étais pas malheureux chez mes parents, mais j'étais jeune, enthousiaste et je supportais mal le carcan des interdictions, le respect du rythme familial. J'avais besoin de bouger, de faire ce que je voulais. J'étais donc de plus en plus absent de la maison et je pense que ma mère en particulier en souffrait un petit peu. On a eu quelques engueulades et puis une qui a été plus forte que les autres et qui m'a servi de prétexte pour dire : bon je m'en vais.

**Q**ue faisaient tes parents lorsqu'ils sont revenus en France, à Lyon ?

À cette époque-là mon père était ouvrier et travaillait à Rhône-Poulenc, une usine qui s'appelait la Cellophane à Saint-Maurice-de-Beynost. Ma mère était gardienne d'immeuble.

**T**es sœurs avaient-elles fait des études ?

Mes deux grandes sœurs non, pas du tout. Elles ont arrêté en rejoignant très tôt la vie active. Ma petite sœur a dû s'arrêter en première.

**D**onc tu étais l'intellectuel de la maison ?

Ouais !

**T**u commences à t'engager un peu, mais tu n'adhères pas à un groupe...

Non. Disons que je me sentais plus près des camarades que j'ai rencontré au lycée avec lesquels j'ai commencé à faire des petites choses, à m'intéresser au mouvement écolo. C'est l'époque des manif à Creys-Malville, près de Lyon. C'est l'époque où on organise nos premiers bouts de squats, une démarche à part et pas politisée au sens extrême gauche du terme. On s'engage plutôt sur des luttes à thèmes.

**D**ans ce climat-là se crée aussi le Groupe insoumission. Est-ce que tu as participé à la fondation de ce groupe ?

Non. Étant Croix-Roussien, le GI, j'en ai forcément entendu parler. Le rapprochement s'est fait au moment où on cherchait des volontaires pour occuper des appartements. On avait un problème à ce moment-là. On était nombreux, on travaillait peu, on avait peu d'argent, on cherchait des appartements à loyer extrêmement modéré. Et on voyait pleins d'appartements sur la Croix-Rousse qui n'étaient pas occupés, qu'on laissait pourrir volontairement. C'était aussi l'époque du Comité populaire de la Croix-Rousse, dont le siège se trouvait rue des Pierres-Plantées, tout en haut de la montée de la Grande-Côte. Vers 1975 alors que j'étais encore au lycée, on a connu la destruction de la casbah de la Grande-Côte. Par des petites actions, on avait essayé de ralentir cette destruction et on était très concerné par le devenir de ce quartier... On voyait bien qu'on laissait pourrir ces immeubles murés, dans l'intention de les détruire, à terme, puisqu'ils pourrissaient sur pied...

C'est comme ça que j'ai rencontré des gens du Groupe insoumission. Il y a eu en quelque sorte un appel d'offre, réclamant des volontaires pour occuper des appartements sur la Croix-Rousse. Des gens de ce groupe sont venus nous voir, dont deux qui voulaient participer à une de ces occupations. Voilà

comment je les ai rencontrés. Et dans la foulée, on nous a convié à participer à des réunions du GI rue Pierre-Blanc et c'est parti comme ça...

**Q**uand tu dis « nous, on », c'est qui ce nous, ce on ?

Ce n'était pas un groupe défini, formel. C'était plus un groupe d'affinité au départ... Il me semble qu'il y avait Brigitte Appaix, son frère, peut-être Gérard Fontaines, mais je n'arrive pas à me souvenir, c'est lointain pour moi. Peu importe... Ma famille habitait Caluire, sur les quais de Saône et moi j'étais lycéen, donc à Saint-Exupéry. J'avais été collégien sur la Croix-Rousse, sur le plateau. Naturellement, c'était le quartier où j'ai traîné mes guêtres pendant très, très longtemps.

**O**n vous demande de venir aux réunions du GI ?

On nous invite à venir voir ce qu'y se passe, on nous explique ce qu'y se passe, on parle de désobéissance civile et militaire, des thèmes qui se rejoignent.

**C'**était quoi ce local de la rue Pierre-Blanc ?

C'était le local où se réunissaient plusieurs groupes. Je me souviens d'IRL, du GI et puis les libertaires du Collectif libertaire, c'était leur local de l'époque. Je crois que les réunions du GI se tenaient le lundi soir. Mais honnêtement je ne me souviens même pas de la première réunion. Je me rappelle du local, très bien de ce local. De la grande salle qui était devant, avec cette grande table et ses bancs repartis de chaque côté de la table, avec cette mezzanine... J'y ai passé beaucoup d'heures quand même. Après les premières réunions, je décide de m'impliquer régulièrement à la vie du GI. Ce qui nous avait intéressé au premier chef c'étaient les squats. Or le problème des squats, à l'époque beaucoup plus que maintenant peut-être, les régies, les propriétaires et la police étaient beaucoup plus réactifs. Un aménagement suivi d'un déménagement dans les quarante-huit heures qui suivaient avec une menace de procès au bout. On ne pouvait pas non plus les collectionner comme ça à tout bout de champ. Pour ma part, j'avais pris depuis plus longtemps la décision de m'insoumettre parce que c'était ce qui correspondait le mieux à ma démarche, c'était celle de décider ce que je voulais dans ma vie. Alors l'antimilitarisme, certes, bien sûr, mais surtout dans la démarche le fait de refuser d'aller à l'armée sans en référer, sans demander quoi que ce soit à qui que ce soit. C'était surtout ça le sens de ma démarche.

**D**onc, tu trouves les mêmes idées parmi les gens du GI ?

Exactement.

**C**omment se passaient les réunions du GI, ses actions, etc. ?

Les actions de ce groupe étaient quand même rythmées par les campagnes de soutien aux insoumis emprisonnés. C'était l'essentiel de notre action, ce qui était un peu dommage. C'était à la fois bien, parce que cela mettait du rythme dans le groupe et à la fois pas bien, parce qu'on ne développait pas assez nos idées. On agissait plus par réaction à quelque chose que comme des gens qui avions des choses à proposer. Mais bon, c'était une analyse de l'époque. C'était une analyse des puristes du groupe, puisqu'il y avait des tendances au sein de ce groupe... Les décisions ah ! C'était un peu bordélique. C'était le côté sympa mais j'en ai peu de souvenir... il y avait quand même des personnes qui avaient un peu plus de poids.

**E**st-ce qu'on votait, est-ce qu'il y avait un ordre du jour ? Est-ce qu'il y avait des gens qui prenaient plus la parole ?

L'ordre du jour, il allait de soi pendant les campagnes de soutien. Quand il n'y avait pas d'ordre du jour, c'était à l'inspiration... Il y avait peu de choses organisées. L'ordre du jour, ça pouvait être quelqu'un qui lançait quelque chose, ça pouvait être quelque chose qui avait été initié lors d'une réunion précédente, mais bon, on ne pouvait pas parler d'une organisation d'un suivi. Je dirais que les seules choses qui étaient un tant soit peu suivies, c'étaient des choses liées aux campagnes de soutien, à l'urgence d'un emprisonnement. Quant à la décision, je n'ai pas de souvenir. Ni de votes, ni de mains levées, franchement ce n'est pas le souvenir que j'en garde. On a toujours tendance à déformer le passé, je m'en suis rendu compte pour avoir évoqué des souvenirs avec des anciens camarades du Groupe. C'est vrai qu'on n'a pas toujours les mêmes souvenirs qui reviennent, forcément on doit déformer un peu les choses. Mais bon, je pense que c'étaient des décisions très, très collectives. Il fallait qu'on soit franchement convaincants, qu'on fasse l'unanimité sur certaines choses. Moyennant quoi, si on n'était pas d'accord alors qu'une grosse majorité était d'accord, on avait toujours la ressource de dire : Ah ! Mais, je ne participe pas, faites ce que vous voulez, mais je ne suis pas d'accord... On avait des différences de comportement. Par exemple, je pense à ceux qui avaient une démarche publique, c'est-à-dire qui voulaient vivre ouvertement leur insoumission, qui ne se cachaient pas, qui étaient prêts à se faire arrêter. Ou des gens qui choisissaient résolument la clandestinité, qui disaient, oui je suis insoumis, mais je ne tiens pas à aller en prison et donc, je choisis la clandestinité. Ou du moins une forme de semi-clandestinité pour éviter justement de se faire arrêter.

**Q**uelles furent les actions ou activités les plus significatives du groupe ?

Elles relèvent de coups d'éclats, comme l'invasion, c'est un grand mot... Mais si, rentrer dans un camp militaire où l'on sait qu'un camarade est en prison, l'armée n'aimait pas du tout ! Diffuser des tracts dans l'enceinte d'un camp, au Quartier général Frère où les jeunes passaient leurs trois jours, leur test d'aptitude ou d'inaptitude à faire le service militaire, pour y distribuer des tracts, pour mettre le bazar, pour bomber des slogans sur les murs. L'occupation d'une antenne de télé aux heures d'informations à FR3, enfin, on en a fait pas mal, des choses... J'en ai fait quelques-unes effectivement de ses actions.

Cependant, quelque chose de suivi était le TPF, qui fut aboli en 1981 par la « gauche socialiste ». En effet, je m'intéressais beaucoup aux juridictions et j'ai passé deux ans à suivre régulièrement ces séances au tribunal militaire... Les trois-quarts des séances de ce tribunal, en faisant des comptes-rendus que je diffusais auprès de la presse de gauche et surtout à une personne qui s'appelait Mireille Debard. Elle a fait un bouquin à propos des TPF, une bonne chose... On le suivait régulièrement, on s'organisait de manière à ce qu'il y ait toujours quelqu'un présent pour faire ces comptes-rendus et pour les communiquer à la presse.

**E**st-ce qu'il y avait des chefs dans le groupe ?

Non, ce terme non. Ce n'est pas bien, le chef ! Avec le recul, je dirai qu'il y avait des gens ayant une forte personnalité, plus âgés, avec un engagement de plus longue date. Ils avaient plus ou moins déjà réglé leur problème militaire et avaient un vécu plus important, plus de maturité, donc plus écoutés, bien sûr. Alors, on peut parler de pouvoir. Mais c'est un pouvoir « propre ». C'étaient des personnes capables aussi de s'effacer.

**P**enses-tu à une personne en particulier ?

Non plusieurs... Je pense en particulier à quelqu'un comme Bruno Hérial, mais aussi à Bernard Bolze et d'autres gens qui avaient une grosse personnalité. Et puis on était dans une telle hargne, une telle révolte qu'on pouvait aussi les repousser éventuellement. Franchement c'était ça !

**E**t dans « ça », il y avait aussi des femmes ?

Leur implication était aussi forte que celle des mecs, à la différence qu'elles n'avaient pas le « loisir » de s'insoumettre militairement. Ceci dit, sur toutes les actions qu'on a mené, elles étaient inculpées au même titre que les mecs pour des voies de faits, pour des bombages, pour des collages, des insultes à agents.

**P**articipaient-elles d'une manière égalitaire aux décisions et à la vie du groupe ?

À mon sens oui. Bien sûr, quand un insoumis décidait quelque chose dans le cadre de sa démarche personnelle, elles ne pouvaient pas intervenir, pas plus que les autres membres du groupe d'ailleurs ! Mais pour le reste, elles intervenaient dans les décisions et certaines aussi avaient une forte personnalité...

**Q**uelles étaient les relations entre les membres du Groupe, à la fois dans les actions, dans les réunions et la vie quotidienne ?

Dans la vie quotidienne, il y avait des relations fortes. J'ai vécu moi-même en communauté avec quatre, non cinq, six autres membres du GI. On était à la fois très liés dans la vie de tous les jours et très liés dans l'action.

**U**n partage de la vie et de l'action donc. Sans qu'il y ait des problèmes ?

Du moment où on vit ensemble il y a toujours des problèmes, cela ne change pas grande chose, on s'engueule. C'était très passionné, c'était vécu très profondément. Il y avait des problèmes, oui toujours, mais ça fait partie de la vie...

**E**st-ce qu'il y avait des problèmes liés à ce mode particulier de vie ? Je pense à un appartement et à la vie collective, un mode de vie différent de celui d'une famille traditionnelle...

Oui. J'imagine qu'il y avait forcément des problèmes particuliers dans la vie en collectif. Il y avait des problèmes de couples, il y avait des problèmes de « cassage de gueule » de couples. C'était un petit peu la liberté sexuelle, la liberté ceci, la liberté cela. Donc forcément, des choses qui étaient vécu difficilement par moment. Avec du recul je sais que le besoin d'intimité, même à cet âge-là, dans une époque passionnée, est aussi indispensable. Quelque fois, on n'a pas su trouver les bons équilibres. Je pense que c'est pour ça que ce type de vie collective s'est aussi arrêté.

**E**st-ce que le GI avait des relations avec d'autres groupes ?

Les principaux contacts dont je me rappelle ? Dans notre toile d'araignée qu'était le GI, il y avait des gens peut-être plus portés vers certains contacts, certains plus que d'autres... Je me rappelle évidemment des contacts que nous avions, beaucoup avec le Collectif libertaire, le journal IRL où je me souviens même avoir écrit un ou deux articles, la librairie la Gryffe évidemment. Mais il y avait aussi des contacts avec les groupes antimilitaristes, les objecteurs de

conscience, le Garm, ceux qu'on a appelé pendant quelques temps les OP20 (Opération 20 : lettre photocopiée, envoyée d'abord par vingt personnes, puis d'autres, en guise de motivation personnelle de demande du statut d'objecteur de conscience ; ces objecteurs refusaient souvent l'affectation d'office et devenaient ainsi « objecteur insoumis »). On a eu aussi quelques contacts, mais de courte durée finalement, avec les écolos, on ne s'est pas sentis très proches à cette époque-là... Voilà pour l'essentiel les contacts dont je me rappelle. Quelque chose quand même d'assez fermé en ce qui me concerne.

**E**st-ce que le GI avait des contacts particuliers avec la Croix-Rousse ?

Au moment où j'étais au GI, il n'y avait plus le Comité populaire de la Croix-Rousse, il avait disparu entre temps. Il restait une association qui était quand même l'émanation d'un certain nombre de gens du GI, mais aussi du Collectif libertaire. C'était le Cul (le Comité utilitaire lyonnais « pour faire bisquer la « Communauté urbaine de Lyon). Je me souviens de la naissance du Cul, la première fois. On se faisait virer d'un squat par les flics et Jean-Loup Demollière, le fondateur du Cul que je n'ai pas revu depuis très longtemps, nous a proposé de nous héberger dans ce local. On est resté pendant deux mois avec Freddy Tondeur qui vivait déjà au Cul et on s'est retrouvé à cinq ou six...

On connaissait également Radio Canut...

**C'**était Radio Léon !

Ah ! je pensais que c'était d'abord Canut, donc Radio Léon dont je me souviens dès les premières heures...

On avait fait aussi pas mal de choses avec un cinéma qui était à l'angle de la rue Leynaud et montée Saint-Sébastien...

**L**e Canut ?

Oui, le Canut... Il y avait des liens avec de petites choses qui se passaient dans ce quartier et puis, on y connaissait beaucoup, beaucoup de monde. On était chez nous.

**A**s-tu déjà dit quelque chose de ce que tu pensais de la famille et du travail, à ce moment-là ?

La famille, à cette époque-là ? Je gardais évidemment des contacts avec ma sœur, mes parents. C'étaient quand même des contacts de loin en loin et pas la première de mes préoccupations. Le travail ? Ma foi, il se résumait tout simplement au minimum pour vivre. Et à l'époque, c'était peut-être plus facile qu'aujourd'hui. C'est-à-dire qu'en habitant collectivement dans un appartement, en travaillant un

peu et en s'organisant bien, on travaillait deux mois ou trois dans l'année. On arrivait à vivre... sans mourir de faim. Le travail c'était quelques missions intérimaires, quelques CDD, d'ici de là, mais ça n'avait aucun intérêt à ce moment-là.

**P**ourquoi le GI s'est-il arrêté ?

Il s'est arrêté assez rapidement à mon avis, mais peut-être ai-je un souvenir particulier et j'ai oublié des choses ? Moi, je place la fin vers 1982-1983, guère plus tard que ça. Personnellement, je me suis trouvé insoumis en 1979 et ma stratégie était de ne pas me faire arrêter... À partir de là je me suis fait faire des faux papiers et je me suis baladé avec ces faux papiers en continuant à militer. Ce n'était pas très clair dans mon esprit, enfin, les quelques fois où je me suis fait contrôler, j'ai toujours passé au travers. Par la suite, on a eu cette descente de la gendarmerie au local de la rue Pierre-Blanc et on s'est aperçu que quasiment la moitié de la salle était composée de gens recherchés. On a sauté le mur de derrière le local pour s'en aller. Se faire arrêter dans ces conditions aurait posé pas mal de problèmes, beaucoup de gens ne voulaient pas se faire arrêter.

Il y a eu également l'arrivée de gens de Paris qui avaient une démarche beaucoup plus politicienne, beaucoup plus réfléchie, avec plus de recul. Ils voulaient fixer des objectifs. Ils voulaient organiser tout finalement ! Ils ont eu un certain écho, enfin, beaucoup de gens les ont écoutés... Et bizarrement, le fait même de vouloir cette démarche, de vouloir se structurer, de vouloir mettre par écrit des objectifs, c'est peut-être ce qui a causé finalement la mort du GI. Si bien qu'on doit se poser la question : le GI n'était-il pas un groupe de vie plutôt qu'un groupe politique ?

**L**e groupe s'arrête et toi que deviens-tu ?

À ce moment-là je me tourne vers autre chose. Je rencontre d'autres gens dans un « autre milieu social ». Des gens qui n'ont pas spécialement de vie militante et n'ont pas de recul, d'analyse sur la société, mais qui vivent en marge, voir clairement en marge de la société. Pendant deux ans je traîne mes guêtres avec ces gens-là et je découvre d'autres aspects de la vie, la banlieue, la zone, la délinquance, pas mal de choses de ce genre... J'ai l'impression de changer de vie à ce moment-là. Au bout de deux ans, je rencontre une femme. En fait, je l'avais déjà rencontré avant, mais disons que je me rapproche fortement et on décide d'avoir un enfant. Et là, hop!, ça bascule et même si je n'aime pas bien le terme, je fonde, à mon sens, une famille.

J'ai du mal à trouver le rythme pendant un an, deux ans, ça n'a pas été facile. Mais je fais des efforts pour trouver un rythme commun avec la femme avec qui je vis. Elle avait deux filles avant que je ne la rencontre, Araceli, elle-même ayant fréquenté la

rue Pierre-Blanc et le collectif libertaire pendant quelque temps. On a un gamin et cela va faire trois gônes à la maison. Mais je ne peux plus vivre de manière indépendante, ce n'est pas possible ou je m'en vais ? Et puis, soit on vit ensemble, soit on vit pas ensemble ! Ensuite, on a eu des jumeaux, un garçon et une fille, ce qui fait cinq enfants au total.

**P**endant ces deux ans où tu as vécu avec des personnes, dans des conditions très marginales, voir la délinquance... Est-ce que tu braques des banques ?

Pas du tout, non, non. Je n'ai pas dit ça. J'ai dit que j'ai rencontré ce milieu et c'est fondamentalement différent. Je rencontre ce milieu-là, mais je ne vis pas les mêmes choses qu'eux. Par contre on est très, très liés, je suis dans la confiance... Ouais, on fume des pétards, beaucoup, on se drogue un peu, pas mal... J'ai été très frappé, d'ailleurs, par la manière dont j'ai été jugé par mes anciens amis du GI. J'ai été très déçu par des jugements de valeur qu'ils ont exprimés comme : c'est un dealer. J'ai entendu des choses complètement irréalistes et même qui étaient fausses. Je n'ai jamais vécu de deal. Bon, j'ai fait des petits plans par-ci, par-là, c'est vrai. Mais je n'ai jamais vécu de deal. J'ai toujours travaillé quand j'avais besoin de travailler et je n'ai jamais cherché à démentir non plus...

J'ai rompu beaucoup de liens à ce moment-là, parce que je pense que j'ai rencontré des gens qui étaient dans la marge au moins autant que ceux du GI. Mais ils n'avaient pas la même analyse de la société et se comportaient différemment d'eux... Des gens, certes, fortement individualiste. Eux aussi avaient leurs défauts... Mais j'ai mal supporté les jugements de valeur de l'époque, ce qui m'a éloigné du milieu du GI, de la Gryffe, de pas mal de gens du Collectif libertaire. Je pense à l'Opéra bouffe aussi, où plutôt le restaurant autogéré les Tables rabattues, devenu L'Opéra bouffe. J'avais aussi connu Le Goût de canon, restaurant géré par un groupe de libertaires, quand j'étais au lycée. Bref, on m'a dit des choses qui m'ont très, très déçu, de la part de gens que je croyais très ouverts, sans jugements de valeur. J'ai trouvé qu'ils reproduisaient beaucoup de choses qu'on avait critiqué à l'époque, un comportement qui était... bon... j'étais un peu déçu...

**E**t par la suite, n'as-tu pas eu envie de t'investir dans d'autres activités politiques ou associatives ?

Non, parce que j'étais un peu caméléon à cette époque-là. En quelque sorte j'avais une manière d'être totalement dans une chose ou totalement dans l'autre. C'est vrai que pendant deux ans je m'étais mis en retrait complètement de tout ce que j'avais pu faire au travers du GI, voire même du Collectif libertaire ou de la Gryffe et j'étais complètement dans la zone.

**À** partir de 1985-86 qu'as-tu fait de ta vie ?

En fait, je me suis mis dans la norme ; en gros pendant quinze ans. Après, quand j'ai eu un gamin, je me suis dit qu'il fallait peut-être maintenant avoir des revenus fixes, afin que je puisse assurer. J'ai repris en quelque sorte les études. J'ai suivi une formation en informatique et je me suis mis au boulot. Depuis, je travaille régulièrement, mis à part un gros trou noir entre 1992-94, où je suis resté au chômage, hormis quelques petits boulots très courts. De fait, pendant près de deux ans je n'ai pas réussi à trouver du boulot. J'ai été confronté à un gros trou, à une époque où il y avait beaucoup de chômage. Et en plus, j'avais le handicap de m'appeler Zouaoui. Entre Dupont et Zouaoui, à compétences égales on choisissait Dupont, en gros. Socialement, j'en ai beaucoup souffert. Je ne pensais pas m'être autant intégré en ces quelques années. J'ai beaucoup souffert durant cette période. Pendant ces années de chômage je me suis beaucoup enfermé sur moi-même et j'avais l'impression d'être nul, d'être bon à rien, ça a été terrible ces deux années-là. Ensuite j'ai repris un travail, puis un autre et encore un autre et puis voilà.

**E**n-dehors du travail et de la famille, tu n'as donc pas eu d'autres engagements ?

Non, je suis assez désengagé de manière générale. Ça ne m'empêche pas de me poser tout un tas de questions...

**A**s-tu l'impression que l'insoumission civile et militaire, dont on parlait plus haut, est aujourd'hui présente d'une manière explicite ou implicite ?

Il y a des groupes, si. Mais je n'ai pas la connaissance de ces mouvements. Je sais qu'il existe certaines choses. Je pense aux squats ou à diverses choses que j'ai croisé à certains moments... C'est vrai que j'en suis assez éloigné.

**P**enses-tu qu'il existe des liens, entre ces « choses » que tu connais et cette histoire très forte du GI ?

Un lien oui, forcément. Par ce qu'on trouve des points communs dans les slogans. J'en reste aux slogans puisque que je n'en ai pas la connaissance explicite. Par contre, la période est quand même assez différente. Nous on est arrivés après 1968, à un moment où ça brassait énormément, y compris très tôt dans la vie scolaire. Maintenant, je vois mon fils, Badis, seize ans et demi. Il est en première dans le même lycée que moi d'ailleurs. Eh bien à Saint-Exupéry, il ne se passe rien ! Rien qui ait à voir avec des choses hors du lycée, hormis le boulot. Le boulot est devenu une préoccupation centrale des jeunes d'aujourd'hui. Pour avoir une réflexion sur

quelque chose, une critique sur la société, il faut aller la chercher hors du lycée... Nous on l'avait déjà dans le lycée. En-dehors de l'école, mon fils a des copains et il commence à sortir. Ils font du sport ; ça les intéresse beaucoup plus que nous à la même époque. Et puis ils portent des sweats Nike comme celui de mon beau-fils qui vient de rentrer dans la pièce où nous enregistrons cet entretien. Il fait aussi de la danse, du hip hop...

**A**vec le recul, qu'est-ce que tu retiens de cette histoire du GI ?

Honnêtement je ne sais pas. Pour moi, c'est un bon moment de ma vie, un très bon moment de ma vie même. Je me rappelle, soit de manière anecdotique, soit de manière beaucoup moins anecdotique, quelque chose de riche, très riche pour moi. Peut-être à tort ? Mais je pense que chacun de nous en a retiré au moins quelque chose personnellement. En termes d'apports dans la société, rien. Sinon le mérite d'avoir existé à un moment donné. Et ça c'est déjà bien !

**P**enses-tu que les idées d'insoumission civile et militaire sont restées en toi, quelque part ?

Oui, dans la révolte que je peux exprimer par rapport à des événements auxquels je suis confronté, par exemple. Ce sont souvent des révoltes intériorisées, ou bien des choses que je refuse par des petits actes de solidarité, à mon niveau. Oui, j'en suis imprégné. Par contre, dire que je le traduis au grand jour, au quotidien, à chaque moment de ma vie... Ce serait complètement faux de le dire.

**P**ar exemple, à ton fils, aimerais-tu lui transmettre des idées ?

Je discute beaucoup avec mon fils, pas assez pour sa mère, mais enfin c'est son avis. Moi je trouve que je discute beaucoup avec lui et j'essaie de lui dire qu'il y a d'autres formes de pensées, d'autres manières de voir les choses.

**L**ui as-tu raconté quelques-unes de tes vieilles histoires ? Qu'est-ce qu'il en pense ?

Oh oui, bien sûr ! Ce n'est pas un secret. Il pense que c'était des choses plutôt de rigolots, des choses de farfelus. Mais ce n'est pas grave, l'essentiel est qu'il ne les rejette pas comme quelque chose marqué par une tare profonde. Je lui dis que ce n'est pas une tare, mais une autre manière de voir les choses. Je pourrais ajouter... que quelque fois mes réflexions philosophiques... Si, je pense être arrivé à un degré d'intégration dans la société qui me fait parfois un peu râler moi-même. C'est-à-dire que j'ai du mal, que c'est dur de critiquer quand on voit son propre point d'intégration. Et puis, à ce petit niveau de sécurité dont j'ai besoin pour assurer l'avenir de ma

famille, c'est toujours difficile de dire que les choses sont dégueulasses alors que, quelque part, on y participe. Et ça me fait profondément chier par moments.

**M**ais est-ce que cette intégration est quelque chose d'inévitable ?

Je ne pense pas que ce soit inévitable. Je pense qu'il y a des gens, qui ont un niveau de révolte fort, qui tout au long de leur vie arrivent à maintenir ce niveau de révolte. Je pense que j'ai moins de capacités qu'eux à ce niveau-là. Franchement, je le pense ainsi. C'est un aveu en forme d'honnêteté, je ne culpabilise pas. C'est-à-dire, ce qui est important maintenant... ce qui me rend heureux c'est de pouvoir... Mes deux gamins partent en Angleterre et s'ils me demandent 3 600 balles pour dans deux mois, c'est être capable de leur faire ce plaisir. À partir de là, c'est difficile de ne pas être intégré. Moi je sais que quelque part, mes gamins, et je pense surtout à Badis l'aîné. Eh bien ! quand j'étais au chômage, il a souffert d'avoir un père qui ne travaillait pas. Il avait pas mal de ses amis et amies dont les parents avaient de bonnes situations et je me souviens du plaisir qu'il a eu quand j'ai retrouvé du travail et quand il a pu le dire à ses copains... Quand il me l'a dit, ce fut pour moi une grosse, grosse surprise. Je ne savais pas que c'était une situation dont il souffrait. Moi, j'en avais beaucoup souffert, mais lui en avait souffert aussi. Je pense maintenant à ce qu'on peut appeler une réussite sociale. C'est-à-dire être bien, vivre dans un certain confort. Eh bien ! c'est quelque chose d'important dans le cadre de ma famille. Mais bon, ça n'empêche, ça me fait chier par rapport à mon vécu.

**E**st-ce qu'aujourd'hui tu revois quelquefois d'anciens membres du GI ?

Quelques-uns, peu. Ce sont des gens que vous n'avez peut-être pas interviewé d'ailleurs. Il y a des gens avec lesquels je garde des contacts, qui n'habitent pas sur Lyon... Je pense à Laurent Jacquet notre insoumis des montagnes qui nous a fait tant rire, à Jean-Paul Brunet. Un petit peu à Blandine Bolze, parce que j'ai eu une longue histoire avec elle, je pense que je l'aimerai toujours beaucoup... Je vois un petit peu Gérard Fontaines, Brigitte Appaix. Je dirai un petit peu les Croix-Roussiens. Sinon, c'est à peu près tout. Mais on ne parle plus du GI, plutôt de nos préoccupations du jour, quotidiennes. Pour la plus part, chacun a son boulot, sa petite famille, ses préoccupations. Mais j'avoue que je suis parfois très heureux de retomber sur eux...

**Q**u'est-ce qui t'a amené à devenir insoumis et comment as-tu rejoint ce mouvement ?

C'est pas compliqué. Vers dix-sept ans, lorsque j'étais au lycée, j'habitais à Clermont-Ferrand et je participais à un groupe libertaire et c'est là que j'ai entendu parler du Groupe insoumission... En fait, c'est l'antimilitarisme qui m'a conduit à m'intéresser aux libertaires, aux anarchistes. Et puis une fois rentré dans ce groupe, je me suis rendu compte qu'il y avait un choix personnel à faire sur l'attitude à avoir par rapport à l'armée : l'objection, l'insoumission...

## Entretien avec

# Rémi Weyl

Ce groupe libertaire était affilié à une organisation nationale qui s'appelait l'Union anarchiste. On avait de nombreux liens notamment avec des personnes de Clermont venues s'installer sur Lyon. Moi-même, j'avais des liens familiaux sur Lyon... La passerelle a été vite faite. Envie de convoler de ses propres ailes à dix-huit ans, de participer à un mouvement politique avec un réel investissement...

**E**st-ce que tu pourrais préciser tes origines familiales, tes relations avec tes parents, le milieu d'où tu sortais...

Je pense que le choix que j'ai fait vis-à-vis de l'armée remonte bien avant, à mon rapport à la famille, à l'autorité. Ma relation avec l'idée de la nation et de l'État était un peu particulière. Pendant longtemps j'ai considéré que la nation, la nation française particulièrement, était quelque chose de très bien, dans laquelle les notions d'égalité, de liberté, de fraternité représentaient vraiment quelque chose. Et puis, crise d'adolescence, machin, un beau jour je me suis dit tout ça c'est de la foutaise, il n'y a qu'à voir ce qu'on a fait en Algérie et compagnie... Et donc là j'ai pris le contre-pied absolu de tout cela...

Les valeurs égalité, liberté, fraternité, étaient toujours bonnes, bien entendu, mais je me suis dit que la France, la valeur France, la valeur nation, n'existait pas, ne correspondait à rien. J'ai fait un retournement à 180 degrés. C'était vraiment une réaction par rapport à une croyance peut-être, à un idéal sûrement. Quand j'étais même, l'armée, pour moi, c'était

quelque chose de vraiment très bien et devenir militaire, je trouvais cela très généreux. Il a fallu que l'adolescence passe par là, pour que quelque chose se passe, sans doute la connaissance de l'histoire...

**S**ans doute la confrontation à la réalité aussi...

Exactement. C'est vrai que la connaissance de l'histoire par le biais de la mémoire familiale a été un facteur important. Pour résumer, mes parents sont des militants d'extrême gauche qui ont vécu la guerre. Mon père était engagé dans la Résistance, il était juif, donc, cela a aussi fait des choses... D'autre part, dans l'histoire familiale, la France a quand même été une valeur d'intégration, surtout de ce côté-là de la famille... Pour moi c'était quelque chose d'important.

**P**arce que ta famille était issue de l'étranger ?

Non. Il n'empêche que de savoir qu'à la Révolution tout le monde était pareil et qu'il n'y avait plus de citoyen de seconde zone, était important pour moi ; c'était une sécurité de se dire que l'on vivait dans un pays où tout le monde avait le même statut, même s'il y a eu une période où brutalement certaines catégories de la population n'ont plus été reconnues comme des citoyens à part entière — comme c'était le cas avec les lois raciales sous Pétain — mais ça, ce n'était pas normal ! La France normalement n'offre pas cela, d'où je pense mon intérêt pour ce que pouvait représenter la France et qui n'était pas vrai dans d'autres pays.

**E**n arrivant sur Lyon, tu as rejoint quel groupe ? C'est par la filière anarchiste que tu t'es intégré ?

Au départ, c'est par le groupe libertaire de Clermont que j'ai connu des personnes. Certains étaient venus à Lyon comme cela je savais ce qui s'y passait au niveau de l'insoumission et des expériences alternatives. Donc, en arrivant, je suis allé aux Tables rabattues, le lieu de rendez-vous, car c'était l'adresse que j'avais. Et là, les deux premiers jours j'ai rencontré plein de personnes. On m'a tout de suite donné des adresses, celle du Garm et du groupe libertaire de la rue Pierre-Blanc. Et puis à partir de là, les choses se sont enchaînées les unes derrière les autres. Mais il n'y avait plus de mouvement structuré sur l'insoumission à ma connaissance. Puisque j'ai alors appris que le GI c'était fini. D'ailleurs, j'ai été déçu d'apprendre qu'il n'existait plus.

**À** ce moment-là, ton choix était déjà fait, car tout à l'heure tu parlais des différentes possibilités entre l'objection, l'insoumission...

Oui, clairement. J'étais dans une vision radicale des choses.

**J**uste un point de repère : tu es venu avant ou après l'élection de François Mitterrand ?

Pendant. J'étais un peu à Lyon, un peu à Clermont. J'étais en train de faire mon passage à Lyon à ce moment-là. Et la première fête antimilitariste, le premier événement qui m'a permis de rencontrer des gens motivés pour remonter un groupe autour de l'insoumission, a été le 11 novembre 1981. Quelqu'un avait mis un panneau pour proposer aux personnes intéressées par l'insoumission de se rencontrer...

Le GI n'était plus actif en tant que groupe, mais il y avait des insoumis ou futurs insoumis qui voulaient participer à une lutte collective. Et assez rapidement un petit groupe s'est formé avec des jeunes prêts à s'investir. Certains venaient d'ailleurs de Paris en l'occurrence. Cela a été le début du CIA, sigle signifiant : Collectif insoumission amnistie.

**C**omment fonctionnait votre groupe ? Vous étiez combien à peu près ?

Hé bien, je dois dire que mes souvenirs sont un peu flous. C'était un petit groupe de cinq, six personnes... À cette époque on parlait d'amnistie... Il s'agissait pour nous, groupe d'insoumis ou personnes qui allaient bientôt l'être, de trouver à la fois un lieu collectif, un soutien, un point d'appui et en même temps d'aider ceux qui voulaient se faire amnistier à l'être.

**T**oi à ce moment là tu étais en situation réelle d'insoumis ou tu étais encore en situation de report ? Et les autres membres du groupe, c'était des gens potentiellement insoumis ou déjà insoumis ?

Je crois que je ne l'étais pas encore. Je dis je crois, car je n'ai jamais su à partir de quelle date exactement je l'ai été. Quand j'ai été arrêté, j'ai joué la surprise. Je savais bien qu'en fait j'étais dans une situation illégale, mais je n'avais jamais reçu d'ordre de route... Donc, au départ, j'ai joué le naïf en disant que je n'avais jamais reçu d'ordre de route... Les gendarmes ont dit bon ce n'est pas grave, on va arranger cela à la caserne...

Mais pour revenir en arrière, il y avait Thierry C. à ce moment là dans le groupe. Est-ce qu'il était déjà insoumis ? Peut-être ou alors il allait bientôt l'être... Parce qu'il s'est fait arrêter en 1983.

**O**ui, parce que les groupes d'insoumission se sont souvent constitués à partir d'un cas, d'une personne qui se faisait arrêter et qui servait de déclencheur en quelque sorte au regroupement...

Là, je ne crois pas que c'était le cas. Il y avait aussi Thierry B. ; il ne devait pas l'être non plus car on était à peu près du même âge, et ça me paraît un peu jeune quand même pour tout ça. Donc c'était plutôt en prévision de ce qui pouvait se passer. Par rapport aux gens qui étaient confrontés à ce problème et qui voulaient en sortir, il y avait un espoir, une porte qui s'ouvrait, car il y avait eu un engagement de François Mitterrand dans son programme en faveur de l'amnistie et de la suppression des TPFA...

Les gens de Paris, eux, étaient plus âgés que nous.

**E**st-ce que tu peux nous en dire un peu plus sur ceux de Paris justement, car c'est intéressant ?

À ce moment-là je ne les connaissais pas. Et pour moi c'était « les gens de Paris ». Je ne savais pas trop d'où ils sortaient, ni qui ils étaient. Et en discutant je me suis rendu compte qu'ils avaient de la bouteille car ils militaient depuis plusieurs années. Ils avaient des relations très proches avec des gens de Lyon que moi-même je ne connaissais pas bien. Donc, au départ, on a fait connaissance. Ils étaient éminemment sympathiques, et très rapidement on a eu envie de faire des choses ensemble...

**I**ls venaient pour vos rencontres... Comment ça se passait, parce que Lyon-Paris cela fait une distance ?

Ils avaient vécu à Paris et étaient revenus s'installer dans la région lyonnaise puisque ils avaient de la famille ici... Au départ, ils vivaient dans le Beaujolais. Je ne connais pas exactement leur parcours militant. Il y a eu de leur part des allers-retours entre Lyon et Paris. Du coup, on a rencontré aussi des gens sur Paris, parce qu'ils ont fait la liaison entre les deux villes...

**I**ls tournaient autour d'Avis de Recherche ou plutôt autour de groupes libertaires ?

Ils étaient passés par l'Ora, je ne sais pas si ça vous dit quelque chose... L'Ora, Organisation révolutionnaire anarchiste, ensuite il y a eu l'OCL. Ils sortaient de cette mouvance et ils étaient plus proches des mouvements autonomes de l'époque. Mais ils connaissaient bien *Avis de Recherche*...

Parmi eux, il y avait notamment D., qui avait un frère qui naviguait dans le « mouvement libertaire », au sens large, sur Lyon.

**E**st-ce que tu peux revenir à la fois sur votre groupe qui se constitue et savoir si ce groupe prend place dans des réseaux, dans un mode de vie, peut-être un quartier, tu parlais des Tables rabattues... Y avait-il des sympathisants ?

Les personnes qui ont constitué ce groupe ne se connaissaient pas avant. Donc on s'est découvert les uns, les autres... « Tiens, toi aussi tu veux t'insou-



mettre... » C'était vraiment très spontané... Au départ, on était sur la même longueur d'onde, ou du moins on le supposait parce que ce n'est pas non plus évident que tout le monde fasse ce choix pour les mêmes raisons. Et d'ailleurs il y a une ou deux personnes qui ont disparu en cours de route. On n'a pas trop su pourquoi. Au départ, quand un groupe se constitue on s'interroge toujours un petit peu sur qui est là, d'où tu viens... Et notamment il y a eu une personne qui était là au tout début et qu'on a plus vu après ; et on était assez content car on ne la sentait pas très bien.

On a appris à se connaître par le biais du groupe. Il y avait des visages que l'on connaissait déjà parce qu'on s'était vu dans d'autres lieux mais c'est vrai que les relations n'étaient pas bien suivies. Et c'est autour de ce groupe que des relations d'amitié, une complicité, se sont créées.

**D**onc vous aviez mis en place un mode de fonctionnement qui vous permettait de vous retrouver régulièrement ou c'était plus informel ?

Je n'ai pas révisé le mode d'emploi... Mais si je me souviens bien on devait se retrouver une fois par semaine et à côté de cela on avait mis en place une méthode d'action rapide en cas de pépin. Il y avait d'un côté le militantisme routinier, régulier, du style ordre du jour avec les TPFA ou je ne sais quoi, les informations à faire passer à l'extérieur, les contacts avec les autres groupes, etc., et puis la rédaction d'une petite revue qui s'appelait justement le CIA...

**E**n plus du fonctionnement formel du groupe, vous avez aussi développé d'autres activités, des relations d'amitié ?

On se voyait en dehors des réunions. C'était une période où on a appris à se connaître ; donc une de ces bonnes périodes où on crée des choses ; c'était effectivement assez dynamique. Bien sûr, certains se voyaient plus en dehors, d'autres moins... Moi, je faisais pas mal d'autres choses à côté, donc j'ai passé un peu moins de temps avec les gens du groupe.

**T**u as parlé de cinq à six personnes dans le groupe, il est resté à ce format-là ou c'était uniquement au démarrage et il a évolué après ?

En fait, on n'a jamais été très nombreux...

**E**t vous vous réunissiez dans un lieu précis ?

Oui, on se réunissait rue Pierre-Blanc... On a pris la suite du GI. La place était encore chaude.

**I**l y en a qui vivaient en communauté comme dans le GI entre autre ou certains vivaient-ils dans un appartement commun ?

On avait des vies pas très régulières. Pour certains cela ressemblait plutôt à des squats qu'à autre chose... Comme on peut vivre à dix-huit ou vingt ans, surtout à la Croix-Rousse... Mais il n'y a pas eu de projet de vie en commun à partir du groupe.

**L**es réunions étaient mixtes ?

Oui, il y avait deux filles.

**T**u as parlé de la manière dont le groupe s'est cristallisé. Mais, à ce moment-là, aviez-vous des contacts plus ou moins réguliers avec ce que tu a appelé la préhistoire ? Retrouver un peu ce qui s'était passé avant ? C'était un souci ou pas ?

Au départ, c'est vrai qu'on avait l'impression de recommencer quelque chose qui avait déjà eu lieu. Et de fait, c'est un peu frustrant de se dire qu'il y a tout un passé dont on ne profite pas vraiment, même si ce n'est pas tout à fait vrai. Les copains qui venaient de Paris, eux, avaient une expérience plus importante que nous parce qu'ils étaient plus âgés, parce qu'ils avaient participé à d'autres trucs. Ensuite, j'ai rencontré pas mal de personnes sur Lyon, qui avaient une expérience plus ancienne de l'insoumission, de la clandestinité, du fonctionnement en réseau, etc. Donc je suis allé voir un certain nombre d'entre eux pour leur dire : « Bon, maintenant je fais comment par rapport aux papiers, par rapport à ceci, à cela... » Des petites infos circulaient dans le groupe puisque chacun de son côté en récoltait. Cette expérience du passé est donc quand même arrivée dans le groupe. Mais plus par la recherche individuelle des gens, car il y avait quand même moyen de rencontrer pas mal de personnes intéressantes sur le quartier...

Et puis, à côté de cela, nous avons noué des contacts avec les autres groupes antimilitaristes sur Lyon, je pense plus particulièrement au Garm. On n'avait pas une démarche de rejet des autres tendances. Il me semble que dans le groupe, jamais personne a dit : « Nous on a raison et les autres ont tort... » Même si au fond de nous-mêmes on était conscient d'avoir fait un choix qui n'était pas le même que les autres et que l'on pensait que c'était le bon... en tout cas par rapport à nous ! Il n'y avait pas d'esprit de concurrence par rapport aux autres... Nous avions des contacts avec le Garm, avec le mouvement OP20... J'ai assisté à autant de procès d'OP20 que de procès d'insoumis, sinon plus...

**E**st-ce qu'une partie de votre action permettait de vous former, de vous organiser notamment par rapport à la clandestinité ou pour trouver des filières de boulots, d'appartements, etc. ?

Cela faisait partie des préoccupations. Mais c'était plutôt du genre : en cas d'urgence, qu'est-ce que tu fais ? Ce n'était pas une préparation psychologique

ou matérielle poussée... Bien sûr, il y avait des tuyaux d'échangés, entre copains, cela va de soi. Mais cela s'arrêtait là, en ce qui me concernait. Mais il est possible qu'à certains moments, il y ait eu des échanges plus serrés...

**O**ui, parce que progressivement vous êtes arrivés vraiment à une situation d'insoumis, sur un plan juridique, donc en situation clandestine, au moins en partie...

Le groupe a été actif durant un certain temps — peut-être un an, deux ans — mais cela ne s'est pas prolongé... J'ai un peu de mal à situer maintenant.

Je sais qu'en 1986, quand je me suis fait arrêter, le groupe n'existait plus comme groupe actif. Les relations on les avaient toujours tant qu'on était dans une situation délicate. Nous avons toujours gardé des liens entre nous, car il y avait des relations d'amitié et puis une réalité qui faisait qu'il ne fallait pas s'isoler. Mais le groupe n'était plus militant, n'était plus actif à ce moment-là.

**I**l y avait eu l'amnistie qui était passée par là...

Oui, il s'était passé beaucoup de choses entre temps...

**V**ous aviez des apparitions publiques, des actions ?

Oui, pour réagir aux procès d'insoumis, (aux TPFAs sans doute, car ils n'étaient pas encore supprimés...). On a fait des distributions de tracts aux sorties des lycées, des choses comme cela... Il y avait l'histoire de la symbiose armée-éducation du temps d'Hernu, c'était à ce moment-là aussi...

**O**ui, après l'été 1981 tu participais effectivement au collectif armée-école...

Je me souviens bien avoir fait la liaison entre les deux groupes... Qu'est-ce qu'il y a eu encore ? Mais le fait de devenir insoumis est un investissement fort, cela devient plus ou moins une partie de ton identité...

**D**onc ça devient prioritaire sur les autres choses ?

Voilà, c'est le plus proche de ton intérêt personnel. Ce qui n'empêche pas de s'investir pour d'autres causes et d'autres groupes aussi, mais je crois que ça c'était le plus important. C'était logique aussi... Il arrivait souvent que lors des réunions du CIA on se disait : « Tiens, il va se passer telle chose, qui y va ? » Donc l'un de nous y allait et on avait des échos...

**S**ans tomber dans le formalisme, il y allait au nom du groupe ?

Oui, au nom du groupe, mais il ne prenait pas de positions en tant que CIA...

**E**t avec les autres mouvements, aviez-vous aussi ce type de fonctionnement ?

On se sentait tous libertaires... Il y avait ceux qui militaient à côté dans un groupe anar et les autres, mais on se retrouvait bien sur cette ligne d'horizon.

**E**t toi, comment vivais-tu économiquement, matériellement à cette époque-là ?

Pour moi, ce qui comptait, à ce moment-là, c'était à la fois le militantisme et les voyages, ce qui causa ma perte...

**T**u veux dire que tu as voyagé pendant ton insoumission ?

C'est-à-dire que je ne sais pas à partir de quelle date exactement a commencé mon insoumission. Je pense que j'ai eu beaucoup de chance lors de mes voyages de pouvoir rentrer sans problème puisque je suis parti me balader plusieurs fois dans pas mal de pays ; la dernière fois c'était en Afrique et quand je suis revenu, c'était en 1982, 1983, juste après que mon ordre de route soit arrivé, je ne sais pas où mais, en tout cas, pas chez moi car j'avais une fausse adresse et cela a dû retarder les choses... On s'était organisé quand même...

**Q**uant tu voyageais comme cela, tu gardais ton identité ? Vous n'aviez pas aussi joué sur les identités ?

Je n'avais pas fait de faux papiers ; les autres, je ne crois pas non plus...

**M**ais les autres n'étaient pas forcément dans une démarche de voyager à l'extérieur... de passer les frontières...

Il y avait des précautions quand on se baladait dans la rue : avoir ou ne pas avoir ses papiers, toujours penser à cela ; faire attention aussi à jamais donner sa véritable adresse...

**P**ar rapport à ces voyages, c'était un volet de ta vie, tu les vivais comment ?

C'était de la curiosité intellectuelle, enfin, pas seulement intellectuelle, la curiosité du voyage quoi, l'ouverture sur le monde, voir comment ça se passait ailleurs, etc. Lors de mes voyages, quand j'ai eu l'occasion de nouer des contacts militants, je l'ai fait. Avant de partir, j'avais souvent des adresses de gens à rencontrer... Mais cela n'a pas été très loin dans ce sens-là. C'était bien d'aller dans un pays et de le découvrir aussi sous cette façade-là... d'échanger des idées...

**M**ais financièrement tu faisais comment ?

Je fouillais par-ci, par-là, je faisais un petit boulot... de la bricole quoi...

Pour revenir aux actions du groupe CIA, il y a eu quelques actions fortes auxquelles je n'ai pas participé. Notamment une, qui me reste en mémoire, c'est à Valence lors d'un congrès du PS, enfin de l'Internationale socialiste, où il y avait des représentants des partis socialistes de tous les pays. En quelle année ? Je ne me souviens plus mais j'ai des articles de presse là. Et lors de cette réunion, il y a des gens du CIA qui ont balancé un fumigène.

Ils ont tous cru à un attentat... Les chefs d'État — notamment les Russes — se sont mis à plat ventre, cela été le vrai bazar... Cela a fait la une des journaux parce que ça avait été fort comme action... Ils étaient tous à plat ventre et Jospin fou de rage — il était alors secrétaire général du PS... Au niveau symbolique ça la foutait mal...

**C'**était une action spécifiquement CIA ?

Oui, c'était pour réclamer l'amnistie pour les insoumis...

Il y a eu toute cette période d'action pour l'amnistie et ensuite quand ceux qui devaient être amnistiés l'ont été, le CIA est devenu le Comité insoumission action. Pour se donner une suite puisque on ne pouvait plus parler d'amnistie...

On bossait beaucoup par rapport aux lycées et aux jeunes. Informer les jeunes sur ce que c'était l'armée, les informer qu'il y avait d'autres moyens, qu'on pouvait y échapper, qu'on pouvait la combattre, etc. Je crois que c'était surtout cela l'objet du CIA, en dehors du fait de nous sentir regroupés et non pas isolés face à la répression.

**I**l y a eu des liens avec certains lycées en particulier à cette époque-là ?

Oui, je me souviens à Brosselette à Villeurbanne, il y avait un prof de philo [*Jean-Pierre Blache*] qui a fait une grève de la faim parce qu'il avait été sanctionné après avoir écrit au tableau une phrase contre l'intervention française au Tchad. Il avait écrit des trucs virulents contre l'armée, pas d'une manière très adroite, me semble-t-il ; et il s'était fait rentrer dans le lard par l'administration. Du coup, grève de la faim dans sa classe... Et nous, on avait été là-bas pour voir ce qui se passait, pour soutenir... C'était un endroit où il s'était passé quelque chose et nous pensions que c'était notre rôle d'y intervenir...

Voilà, sinon des liens avec des collèges, des lycées en particulier, non, on faisait un peu le tour de tous... Et on a rencontré pas mal de jeunes à ces occasions-là qui ne nous ont pas rejoint d'ailleurs mais qui de leur côté faisaient aussi des choses intéressantes !

**I**l n'y a pas eu d'autres personnes qui ont rejoint votre groupe ensuite en cours de route ?

Non. Il n'y a pas eu d'élargissement...

**E**t alors, parmi vous, il y en a sans doute eu un qui s'est fait arrêter avant les autres ?

Oui, c'était Thierry C. qui s'est fait pincer en premier... Cela devait être en 1982, 1983.

Alors là, il y a eu branle-bas de combat, l'organisation d'un réseau de soutien avec un comité de soutien large ; comme chacun d'entre nous dans ce groupe avait pas mal de liens militants et affectifs en dehors, nous avons ressemblé tout de suite beaucoup de gens. C'est vrai que vivre à la Croix-Rousse, cela facilite les choses... Donc le soir même il y a eu rassemblement devant la prison. Il y avait quand même deux cents personnes je crois... Et puis, cela ne s'est pas trop mal passé pour lui puisque il n'est pas resté plus d'un mois en prison. Je ne sais plus s'il a été réformé ou s'ils lui ont foutu la paix en disant bon allez... Ils se sont débarrassés rapidement du problème... Bien entendu, on avait à ce moment-là des relations très régulières, en fait quotidiennes.

**V**ous cherchiez à établir des relations avec les médias dans votre action au quotidien ?

On n'a pas eu beaucoup d'actions médiatiques, à part l'histoire de Valence, sinon à Lyon, on n'en a pas eu... À Paris, ils ont fait plus de choses, des actions dans les casernes... mais c'était d'abord en lien avec la répression...

**V**ous publiez un journal ?

Oui, c'était un petit quatre volets d'information que l'on distribuait justement devant les lycées... Style : « En avant marche, garde-à-vous, ne te laisse pas faire », des trucs comme cela...

**E**t toi, au niveau de ton arrestation et de ton passage en prison, comment cela s'est passé ?

À ce moment-là je jouais au Gô, un jeu chinois. Il y avait un tournoi international en Hongrie... Et puis je n'avais pas reçu mon ordre de route, je sentais bien que le temps avait passé... Je prenais toujours des précautions, je faisais attention à plein de choses ; et puis là je me suis dit, en passant par la Suisse cela ne craint rien, ils ne vont pas regarder si j'ai des problèmes avec l'armée française... Donc on est parti à cinq en voiture. Et puis, manque de bol, le mec, qui avait emprunté la voiture de sa mère, a raté un virage sur l'autoroute car il allait trop vite, on a eu un accident... Bon, pas de blessés ; lui était bien embêté pour la voiture de sa maman, mais on décide de continuer... Et là, à Annemasse, ce fut fatal...

Avec nos gros sabots et nos sacs à dos, on n'est pas passé inaperçu. Cela a été une erreur de ma part. J'étais parti, je suis finalement allé jusqu'au bout de ce que je voulais faire... Alors savoir si, inconsciemment, il y a parfois un désir, une recherche de finir une histoire ou pas, je n'en sais rien... Moi, en tout cas, sur le coup, je ne l'ai pas vécu comme cela... Bref, je voulais partir en Hongrie, j'ai essayé d'y aller et je n'ai pas pu y arriver...

Donc en deux mots : arrestation à Annemasse, retour à Lyon entre deux gendarmes jusqu'à la caserne, refus de porter l'uniforme, attente deux heures dans l'enclenche militaire, première nuit à la gendarmerie de la prison Saint-Paul, déféré au Parquet le lendemain, j'étais le soir même envoyé en prison à Montluc...

Les copains avec qui je passais la frontière, ont vite compris qu'il se passait quelque chose. Ce n'était pas des militants, mais avant de passer la frontière, je leur avais dit qu'il pouvait se passer un truc...

**I**ls savaient quoi faire et qui prévenir ?

Ils ont d'abord suivi le fourgon jusqu'à la gendarmerie et ensuite ils sont restés pas loin. Ils ont fait chier les gendarmes jusqu'à ce qu'ils aient pu appeler quelqu'un au téléphone... Du coup, l'info est arrivée chez mes parents d'une part et d'autre part à Lyon. Je crois que les deux choses se sont faites d'une manière à peu près parallèle... Donc les gens ont été très vite au courant de ce qui se passait. Par contre moi je ne savais pas qui était au courant et de quoi. Mais du coup, pendant que j'étais au Palais de justice, avant de me retrouver à Montluc, j'ai su que les gens étaient informés.

**V**ous aviez déjà auparavant des contacts avec des avocats ou vous avez pu rapidement en prendre un pour avoir entre autres une liaison avec l'extérieur ?

Oui, j'ai appelé Myriam Picot, c'est elle qui avait défendu Thierry. En fait, elle n'était pas là, mais il y avait un autre avocat au cabinet... Yves Rutkowski...

**L**e soutien s'est organisé rapidement ?

Oui, très rapidement. Mais quand tu es à l'intérieur tu ne sais pas ce qui se passe à l'extérieur, tu n'as pas toujours toutes les infos... Et puis, il y a un temps d'adaptation aussi à tout ce qui se passe, à la situation. Mais à l'extérieur cela a vite bougé. Je peux pas dire exactement ce qui s'est passé dehors parce que je n'y étais pas...

**T**u en a eu des échos quand même ?

Oui, bien sûr, par le journal, par la masse de courrier incroyable... C'en était presque gênant par rapport aux autres détenus...

**C**omment as-tu vécu cette période-là ?

J'y suis resté un peu plus de deux mois, exactement soixante-dix jours, ce qui n'est pas très long. Sauf que je ne savais pas combien de temps j'allais y rester puisque c'était avant le procès ; et quand tu ne le sais pas, bien sûr ça paraît plus long... C'était d'autant plus long que le copain qui m'avait précédé n'y était pas resté plus d'un mois... Je me suis dit : « T'es là pour un mois à peu près ; » C'était une date importante, symbolique. Une fois qu'elle a été dépassée, je me suis dit : « Bon cela se passe autrement... »

J'ai parlé de cette expérience notamment avec des gens du GI, chacun l'a vécu de manière différente. Moi, j'étais pour sortir de prison rapidement, c'est-à-dire que je n'étais pas prêt à aller jusqu'au bout d'une démarche sans concession en disant : « Je ne vais pas me faire réformer, je suis conscient de ce que je fais, je suis maître de mes actes, de mes pensées, je ne suis pas fou », etc. Pour moi la priorité c'était de sortir. Il me semblait avoir fait ce que je pouvais faire, c'est-à-dire avoir dit non à l'armée, avoir été jusqu'au bout d'une logique.

C'est comme par rapport à Thierry. Je sais qu'on avait eu là-dessus quelques discussions. Parce qu'une fois qu'il a été arrêté et mis en taule, on s'est dit : quel jeu on joue ? Est-ce qu'on joue le jeu de te faire sortir le plus vite possible ou est-ce que tu préfères autre chose ? Et il y avait eu discussion, il y avait eu doute, on s'était beaucoup interrogé là-dessus. Et finalement la réponse, pour tous les gens du groupe, a été : il faut sortir le plus vite possible, il faut pas se laisser démolir. C'est ça que moi aussi j'ai choisi.

**E**t le rapport avec les autres dans la prison ? Tu étais en situation un petit peu particulière par rapport aux autres, comment cela se passait ? Tu étais un politique...

Je pense que Montluc c'est un peu les vacances par rapport à Saint-Paul ou Saint-Joseph, on était un seul par cellule, il y avait beaucoup moins de monde et les difficultés, les frictions entre les prisonniers, ne sont pas les mêmes... J'ai noué de bonnes relations avec un certain nombre de gens sympa...

Répondre à un questionnaire, ça reste toujours très réducteur. Surtout dans la perspective d'un travail de reconstitution de l'histoire d'un groupe. Aussi il m'apparaît souhaitable de résumer quelque peu mon histoire perso. Celle qui m'a fait arriver à Lyon le 7 janvier 1977.

cause de la division du travail, de la répartition des richesses. Sans grandes références historiques si ce n'est quelques bribes de Zola grappillées dans les bouquins de la Laïque. Cahin-caha je suis tout d'même arrivé jusqu'au BEPC.

L'école d'horticulture qui a suivi m'a apporté 1973. Lutte contre la loi Debré (suppressions des sursis et des reports d'incorporations). Et mes premières rencontres « politiques ». Échappant aux embrigadements des divers groupuscules « marxistes », c'est avec intérêt que je fréquentais les antimilitaristes (ils étaient franchement plus rigolos que les autres !). Et puis ce qu'ils disaient coïncidait plus avec mes émotions, mes premières errances vers un monde meilleur.

Le « Grand Soir » commençait à me travailler la tête et me procurait cette douce sensation de béati-

## Contribution de

# Freddy Tondeur

Né en 1955 à Paris (donc absence de culture originelle/originaline). Parents catho/pétiniste. Coté paternel : petit bourgeois (tout petit, de ceux qui se sont fait plumer par les emprunts russes !) du cinquième arrondissement. Coté maternel : agriculteur dans l'ancienne Seine-et-Oise, du coté de Rambouillet (Versailles). Un frère de cinq ans, l'aîné, fortement marqué à droite (très !).

### Avant le GI

D'aussi loin que remonte ma mémoire, j'ai toujours eu des problèmes avec la discipline (celle des autres !). Ma tronche a souvent servi d'essuie-mains pour les paluches de mon géniteur ; petit patron d'une entreprise de peinture en bâtiment. J'ai, très tôt, fait connaissance avec la religion du travail. Non sans mal (au propre comme au figuré).

Élève très moyen en but aux mesquineries d'une directrice/maire SFIO d'un petit village, historique bastion socialiste dans une mer d'huile de droite. Cette directrice qui avait déjà si fraîchement accueilli mon frère arrivant d'une école privé, ne supportait que très modérément mon indocilité chronique.

De 1968 je ne me rappelle que la baffe mémorable assenée par un paternel furibard lorsque j'ai annoncé mon intention d'aller à la manif du 1<sup>er</sup> mai (j'avais treize ans !). Je commençais une remise en

tude de vengeances assouvies. Du Zola pur jus ! Tout naturellement je rencontrais les anarchistes.

Sur la question militaire : il était évident que je n'irai pas marcher au pas. L'objection de conscience m'apparaissait intéressante dans la mesure ou cela ne bloquait pas un avenir qu'il me fallait tout d'même considérer dans une option professionnelle (l'appel à la raison, ultime sursaut d'une mère qui voyait lui échapper son rejeton dans une direction qu'elle n'avait pas prévu, pas même envisagé).

Mes fréquentations anarchistes allaient se radicalisant. Les anars façon Fédération anarchiste, idôlâtres d'un Bakounine antisémite et franc-maçon, commençaient à me barber. D'autant que je commençais à rencontrer des personnes avec lesquelles je m'amusais franchement. Finies les p'tites manifs peignardes et traîne-savates. J'apprenais maintenant à me servir de mes basquettes. Les caciques de l'idéologie anar m'apparaissaient plus comme de vieux barbons cacochymes, puant des relents d'un pouvoir béat sur une orga figée dans sa formulation. En effet ma réflexion abordait des principes organisationnels. Ce n'est certes pas le chauffeur de Bergeron qui allait me dicter ma conduite politique. Les partisans de la synthèse me parlaient d'histoire. Mais ne prenaient pas en compte la réalité du moment. D'après eux la lutte de classes : c'était du marxisme. Et la dictature du prolétariat c'était l'URSS (la peste rouge !).

Dans la nébuleuse libertaire, quelques-uns tentaient de créer un pôle plus conséquent, prenant en compte les acquis des révolutionnaires russes. Ils jetaient les bases d'une nouvelle forme d'organisation, dans la dimension d'un combat de classe.

De la théorie tout ça ! Mais c'était un réjouissement que de se retrouver tous ensemble. C'était l'époque des « autonomes » !

C'est dans cette période qu'a commencé mon histoire antimilitariste.

Dans l'objection quelque chose commençait sérieusement à me ronger. Une espèce de secte de non-violent commençait à pourrir le débat sous le couvert d'un pacifisme bêlant. La répression nous provoquait. Et ces crétins (complices) nous admonestaient : « ... pas de provocation... » Puis l'impasse que représentait l'OC. Alors un jour j'ai plié bagage. Toujours : l'éloge de l'indiscipline !

C'est ainsi que j'arrivais à Lyon. Pourquoi Lyon ? Parce qu'il y avait un Groupe insoumission qui faisait parler de lui conséquemment. Il avait été précédé par un Git (Groupe insoumission totale) très radical voir même terroriste (qu'est-ce qu'on ne peut pas mettre derrière ce vocable !). Mais, de ce Git, je n'ai eu que des oui-dire ; aussi je ne pourrais pas en parler avec suffisamment d'aisance.

## Le GI

(tous les lundi soir rue Pierre-Blanc)

Qu'y faisons-nous ? Déjà le plaisir de se retrouver. Sensiblement tous issus du même tissu social. Mais, chacun avec une histoire différente. D'où notre richesse. Échange d'informations. Peu/pas de débat théorique. Essentiellement un groupe de soutien aux copains qui se faisaient harponner par la Grande muette. Avec des actions ponctuelles pour populariser la lutte de l'emprisonné du moment :

- permanences aux TPFA (tribunaux militaires) ;
- permanences devant le siège du torchon local (*Le Progrès de Lyon*) ;
- occupation d'une caserne (Sathonay) ;
- manif au Mai de Lyon (fesse-tivités organisée par la municipalité, auxquelles était évidemment conviée l'armée — nous ne faisons que nous inviter nous-mêmes) ;
- participation à des débats sur des radios pirates ;
- quelques collages d'affiches ;
- réalisation d'une cassette audio sur les divers motivations dans l'insoumission totale, à destination d'une émission de radio pirate ;
- actions de soutien à la grève des éboueurs (qui s'est soldée par l'éparpillement de sacs poubelles place des Terreaux et dans les rues avoisinantes) ;
- collage d'affiches un matin de réveillon ;

- intervention lors d'un concert de Renaud pour parler d'un copain en grève de la faim ;
- injection de résine dans les composteurs de billets de métro ;
- apposition d'autocollant « Votre billet peut encore servir, donnez le à quelqu'un qui monte » ;
- .../...

La dernière action dans laquelle j'étais présent, à été la participation à une manif (au départ) interdite pour la libération de Klaus Croissant, avocat de la RAF.

Il est à noter que le GI en tant qu'« organisation » n'a que très rarement revendiqué ces actions. Elles étaient réalisées par des individus, en leur nom personnel, insoumis ou sympathisants, compagnons de luttes réunis momentanément dans l'action. Ceci afin de préserver l'espace « Groupe insoumission », et aussi ne pas impliquer celles et ceux qui pourraient ne pas être d'accord avec le mode d'action employé.

Avec le recul du nombre d'années passées, il me semble que l'on donnait une dimension peut être un peu trop importante au phénomène répressif. Une mythique due à l'aménagement de notre clandestinité ???

Ce groupe était essentiellement affinitaire. Au travers de nos insoumissions, nous rencontrions des sourires, des tendresses... à partir du groupe. Certains d'entre nous vivaient l'expérience communautaire. D'autres (dont moi) non.

À cette époque (1977/80) le travail n'était pas une problématique majeure. Une mission d'intérim par ci par là suffisait à remplir l'assiette tous les jours.

Ma participation au GI n'était pas ma seule occupation militante. Il y avait aussi le Collectif libertaire (trop synthésiste, trop proche de la FA pour que cela mérite vraiment de s'y attarder). Puis IRL, le journal de ce collectif. Feuille de chou confidentielle dans laquelle j'ai pu faire paraître quelques textes, point de vue. Je fréquentais aussi d'autres groupes n'étant pas spécifiquement anar :

- un éphémère collectif antinucléaire ;
- un comité de soutien aux patriotes corses emprisonnés ;
- le Collectif utilitaire lyonnais (Cul), structure associative qui, au départ, avait dans ses statuts : « la mise en commun de buts et de moyens ». Plus une réaction à l'amorphisme du collectif libertaire qu'une structure d'aménagement de la survie. Plus tard il a servi de collectif bouffe, mais je n'avais plus tellement grand chose à y faire. Je cessais d'y aller en même temps que je rompais mes liens affinitaires avec ce groupe.

Il me semble important de m'attarder sur la fin de ma participation au GI. En effet c'est peu après la fin de mon incarcération que je cessais d'y aller.

Plusieurs raisons entremêlées les unes aux autres et qu'il n'est pas aisé non seulement de mettre à plat, mais aussi de raisonner froidement.

D'abord il est clair que ma détention n'a pas facilité la poursuite de mon affinitaire dans le groupe. Les copines et copains ont continué leurs réflexions sans que j'y puisse y participer. De nouveaux venus sont arrivés qui ont donné une nature différente à l'affinitaire.

La relation privilégiée que nous entretenions, une copine du Groupe et moi, s'est distendue (elle a fini par se rompre définitivement dans l'année qui a suivie ma sortie et je ne l'ai pas compris immédiatement ; j'aimerais bien en parler maintenant avec l'intéressée ! en toute convivialité).

La dissolution des groupes communautaires m'a également sérieusement ébranlé.

Autant de repères qui disparaissaient ou qui se périmaient.

J'avais de plus en plus de mal à venir aux réunions du GI. J'aimais les personnes qui s'y retrouvaient. Mais l'ambiance n'était plus la même. Et mon malaise allait grandissant.

Additionnée à tous cela une remise en cause qui tendait de plus en plus vers l'illégalisme (cf. bande à « Bonnot ») dans une dimension de clandestinité bien plus contraignante qu'auparavant.

Mais cela m'a permis de clarifier la nature de ce que je recherchais dans :

- le contact militant ;
- mon rapport aux autres ;
- une perspective commune d'émancipation (cf. route du désir, été 1980).

Mes relations avec le GI (en tant que groupe) se sont donc achevées définitivement à la charnière 1979-80.

Après une ultime tentative communisante dans l'artisanat, les difficultés pour trouver un job passager s'affirmant, j'ai décidé de trouver une formation professionnelle pas trop compromettante et suffisamment souple pour me permettre de voyager... Routier !

## Après le GI

Histoire de rompre définitivement avec certains ascètes de l'idéologie anar, en 1981 je suis aller voté au deuxième tour. Et je l'ai fait savoir. Je n'entretenais guère d'illusions sur l'individu Mitterrand, mais au moins j'avais la certitude de l'abolition de la peine de mort.

J'exprime d'ailleurs quelques surprises que les médias ne découvrent qu'après sa mort ses différentes forfaitures (amitiés d'extrême droite, le « coup de l'Observatoire »...)

Je suis resté dans le milieu du transport de marchandises une dizaine d'années. Les aléas de la route m'ont trébuché un peu partout en Europe, voire un peu plus.

Évidemment, j'ai abandonné progressivement toute propension militante. Il n'en reste pas moins que je reste très attaché aux concepts de luttes ; et que, dans ma quotidienneté, je joint le geste à la parole.

La route devenant lassante, j'ai arrêté de gérer l'ersatz de pseudo liberté qui peut illusionner certains. Certes je garde d'inoubliables images gravées dans la tête, mais que ce soit Venise, Hambourg, Lisbonne..., ce n'en sont que les zones industrielles qui m'étaient accessibles. Exceptionnellement le Parthénon, les bas quartiers de Porto ou la Médina de Tanger... ; pour cause de grève des douanes ou incident divers...

À l'orée des années 1990 commençaient à se dessiner d'autres attractifs, toujours en relation aux voyages, à la mobilité : l'humanitaire. Niche d'emplois pour certains, possibilités de rencontres différentes pour moi.

Mes connaissances professionnelles me permettaient suffisamment de polyvalence pour prétendre postuler un emploi dans ce domaine (formateur ou logisticien). J'en étais à mettre la touche finale à mon CV lorsqu'est survenue une succession d'événements graves et douloureux dans ma vie personnelle pour que je me décide (enfin ? !) à mettre un terme à mon errance. Avec en parallèle une critique radicale de l'humanitaire dans sa dimension politique (ingérence, pression du schéma de développement occidental, concurrence entre organisations, accroissement de la dépendance, bonne conscience, militarisation...).

Optant pour plus de « stabilité », de fait c'était également une sédentarisation, un peu forcée, mais me laissant plus de temps pour poursuivre certaines recherches perso ayant trait essentiellement à l'histoire du travail, du mouvement ouvrier.

Au niveau pro, cette informatique que je haïssais tant pour sa capacité de fichage, m'offre l'opportunité d'exprimer une sensibilité que je n'ai que trop rarement l'occasion d'user : infographie, conception/réalisation de site Web.

En relation avec d'autres personnes, nous envisageons l'ouverture d'un site de contre-info et d'opinions. Réflexions par rapport au contenu, à la présentation, relais nationaux, internationaux...

Toujours le grain d sable ! Électron libre de la pensée libre.

Saint-Maur,  
le 5 décembre 2000

# Le Groupe insoumission, un « passage » militant qui a laissé des traces ; un engagement qui diffuse des souvenirs, sinon une mémoire...

## Table-ronde

### Isabelle Barjhoux

**J**e n'ai pas passé beaucoup de temps au GI. Mais il me semble que c'est resté dans les choses que j'ai faites par la suite : m'impliquer dans la coopérative « Texto » qui éditait des revues, ou même aujourd'hui... Ça a pu être un déclencheur, me permettre d'affirmer des tendances que je pouvais avoir, que je ne soupçonnais pas, mais qui ont appuyé certaines choses que j'avais envie de défendre...

Donc ce que j'ai fait au GI ? Je pense qu'il y a un lien avec ce que je fais maintenant !

### Mimmo Pucciarelli

**C**e peut être une première question : qu'est-ce qu'il reste du Groupe insoumission ? Chacun peut-il répondre à cette question ?

### Pierre Lucarelli

**J**e vais reprendre des éléments que j'ai donnés lors de l'interview. On en avait parlé au début, quand vous avez lancé la recherche. J'ai peu de souvenirs de l'époque, donc je ne me voyais pas sur un truc très historique. D'ailleurs, dans ta présentation de l'écrit que vous voulez faire, Mimmo, tu en donnes une image très historique, centrée sur cette

époque-là ; et le lien avec le présent n'est pas si développé que ça. C'est plutôt cela qui m'intéresse. Qu'est-ce qui reste de cette période-là ? Qu'est-ce qui s'est transmis ? À nous, mais aussi à d'autres ? Est-ce que ces idées-là, elles vivent encore quelque part ? Y a-t-il des personnes qui s'en sont emparées pour en faire quelque chose ?

Pour moi, il y a eu des moments de ma vie où, en fait, ce n'était pas du tout présent, même très loin ; puis par contre c'est revenu. Maintenant en fait, j'ai retrouvé des traces tout à fait nettes de ce qui reste, même s'il y a des chemins qui divergent et qui bifurquent...

Pour moi, c'est très difficile de séparer le GI de toute la mouvance libertaire. C'était très proche et très imbriqué. En même temps, on mettait en avant le contexte d'insoumission, et d'insoumission totale tel qu'on l'avait développé, qui dépassait complètement le militaire. C'était une critique beaucoup plus large des choses. C'est pour moi toujours vivant et intéressant. Il y a des groupes de jeunes radicaux, des jeunes et des moins jeunes d'ailleurs, qui ont en eux cette insoumission. Ce mot n'est plus utilisé d'ailleurs. Par contre, il y a des pratiques qui s'en rapprochent tout à fait nettement.

### Gilles Comte

**J**e voudrait juste demander un développement sur le mot « totale », à côté d'insoumission : quel rapport avec l'implantation du groupe à la Croix-Rousse, avec d'autres groupes, avec un contexte historique, qui se prolonge d'une certaine façon ?

Parlons du qualificatif « totale » qui suppose une rupture. Donc comment cela se vivait-il ? Comment se faisait cette rupture ?

### Alain Pigault

**J**e ne vais pas répondre à Gilles directement parce que je n'ai pas réfléchi à la question comme ça. Je vais juste revenir sur le premier point pour poursuivre l'entretien avec Pierre ; mais je ne t'ai pas oublié Gilles !

Un passage militant : oui. J'avais vingt ans et ça été, pour moi, la première forme d'extériorisation de ma révolte. Elle était donc interne, pour de multiples raisons. Souvent des raisons personnelles et mêmes familiales. Et puis ce combat, que je n'ai pas engagé tout seul d'ailleurs, a été amorcé. Il a pris forme grâce à l'autre, aux autres.

Et du coup, a-t-il laissé des traces ? Pour moi personnellement ? Non. Il n'y a pas de traces. Mais en tout cas des souvenirs.



Oui ils existent, mais ils sont un peu éteints. Ils revivent aussi, mais c'est mon côté un peu personnel, ma psychologie à moi ! Je ne les rejoue pas dans les relations que je continue d'avoir avec beaucoup d'entre vous, puisque nous habitons, ou nous avons habité pour la plupart, dans le même quartier. Nous nous rencontrons, nous faisons parfois des choses ensemble, mais ces souvenirs ne restent pas le moyen ou le marchepied de la relation. Par contre, cela a été la porte d'entrée pour découvrir ce qu'était la relation à l'autre. L'extériorisation de cette révolte interne a été efficace parce qu'il y avait ce groupe constitué. Ce groupe m'a appris beaucoup.

Mobiliser autant d'énergie, à l'époque, c'était certain que nous ne voyions pas la finalité, ni l'objectif... En tout cas, c'était se débrouiller entre nous et trouver des formes de vie sociale, avec le fait bien sûr d'avoir dit NON à l'armée.

Cette notion même de mémoire, je m'y suis un peu impliqué, car j'ai un peu ce côté archiviste. J'ai un peu gardé, écrit, conservé ce qui se disait parmi nous ; mais pas à votre insu, puisque ça se faisait toujours au moment des rencontres entre nous. Donc un réseau ! C'était important pour moi ce réseau, c'était un peu ma famille — ma famille pas avec un grand F — mais c'était pour moi un moyen d'exister dans la société, dans laquelle je m'étais mis moi-même hors ban, hors lieu, hors temps. Aujourd'hui on dirait « tribu », pour les « raves ». À l'époque, je disais un réseau, voilà !

Ce réseau m'a permis de résister. Mais pour moi, il n'y a pas eu continuité de ce réseau. Cela s'est transformé en continuité relationnelle : pour la plupart d'entre vous, par les enfants qui ont été le prolongement de l'amitié, du coup ça a été des confrontations, je dirais d'ordre « familial »...

Mais en terme de réseau militant, je n'ai pas vu émerger d'autres réseaux. Je n'ai pas suivi d'autres réseaux.

## Françoise Luquet

**J**e suis épatée que tu dises cela parce que, te connaissant, je pense qu'il y en a des traces. Personnellement, il y a des traces dans tout ce que je vis aujourd'hui, mais je ne saurais pas les représenter. Ce qui m'épate pas mal c'est ce qu'on a transmis à nos enfants. J'ai des enfants qui commencent à être grands et je suis souvent surprise de ce qu'ils disent, surprise d'avoir transmis sans m'en rendre compte des choses qui sont très en dehors de la norme. Je ne m'en rendais pas compte et il y a vraiment des traces que je ne maîtrise pas, pour le coup !

## Éliane Battistella

**L**a continuité que j'ai pu avoir après le Groupe insoumission, c'était une forme de vie qui était déjà tournée vers les autres sur un plan relationnel, qui était certainement plus aisée que ce qui peut se faire entre les gens qui n'ont pas connu justement le principe d'un groupe et d'une relation au sein d'un groupe. Et puis, au delà d'une insoumission, qui était effectivement au départ une insoumission militaire, il y avait une réflexion sur le système dans lequel on évoluait, la société dans laquelle on était. Et si on se retrouve là aujourd'hui, ce n'est pas complètement par hasard.

Malgré tout, même si vingt-cinq ans se sont écoulés depuis, on a tous une façon d'évoluer dans ce monde-là, dans la société. On a pris une part de ce que nous a donné ce groupe quand on avait dix-huit ou vingt ans. C'est ce que je ressens et je suis d'accord avec Françoise. Par rapport à la vie qu'on a, les confrontations qu'on a tous les jours vis-à-vis de la tolérance, vis-à-vis du racisme, on a l'impression qu'on se bat tous les jours et que rien n'avance. Mais c'est bien qu'on garde cette ligne de « conduite » — même si le terme « conduite » n'est pas très heureux — c'est bien qu'on ait cette idée-là de la vie avec les autres, de la vie avec nos enfants. Voilà !

## Gérard Fontaines

**D**es traces, j'ai l'impression d'en avoir conservé, parce qu'au fond le GI c'était un petit groupe, entre quinze et vingt personnes quand je le retrouvais. Cela a été ma première expérience militante et jusqu'à ce que je sois à « Révoltes » ça a été la seule.

Il est normal qu'il ait eu beaucoup d'influence. Cela m'a donné l'habitude de travailler en petits groupes. Je suis dans l'Éducation nationale et je ne peux pas m'y sentir bien. J'étais habitué à ce petit groupe et c'était un petit groupe avec de fortes personnalités, alors que l'Éducation nationale c'est un grand groupe avec de faibles personnalités. Cela marque, le GI c'était de fortes personnalités. Après le GI, j'ai travaillé à la crèche Saint-Bernard où c'était un petit groupe. Après, il y a eu « l'Escampette », petit groupe peut-être moins politique mais c'était le même fil directeur. Après, il y a eu une coupure... J'ai repris des études. Et c'est dans « Révoltes » que je me retrouve, et je me retrouve bien. C'est un petit groupe qui a sa personnalité, ce n'est pas le GI, mais c'est un groupe coopératif aussi, avec des personnalités différentes, fortes. C'est pourquoi le GI a été un passage qui va me rester. C'est dans ce genre de « famille » que je me sens bien.

## Pierre Lucarelli

**C**e qu'a dit Gérard, m'a effectivement rappelé quelque chose : c'est le sens du collectif ! C'est resté fort. Mais le mot « famille » me gêne un peu. Je préfère le mot « collectif ». J'ai pas mal cherché à être dans, ou à impulser des collectifs, avec une certaine façon de les vivre et de les faire fonctionner. Comme exemple, notre enfant Thibaut est allé dans une crèche parentale qui était une sorte de collectif : la « Ribambelle ». Ensuite il y a eu une école associative, où Thibaut est en train de finir sa scolarité primaire ; et puis il y a le « Sel », où on a pas mal bossé, avec Michel Gontier, sur l'inter-Sels à Lyon.

## Tony Tamet

**O**n est en train de chercher quelque chose ensemble, ça c'est clair. Je ne fais pas d'opposition, nulle part. J'aimerais poser une question à « Révoltes ». On cherche à écrire un bouquin. On m'a demandé d'intervenir par rapport à ce bouquin. Je demande à « Révoltes » ce que vous allez faire pour orienter notre recherche. Dans ma tête, le GI existe encore, mais c'est complexe.

## Blandine Bolze

**J**'ai l'impression que le Groupe insoumission a été un moment donné pour moi la possibilité de m'exprimer, de pouvoir dire non à une forme de société. Cette expression, dire NON, je l'ai retrouvée encore aujourd'hui dans ma manière de militer, au sein de l'école, de mon habitation, dans mon travail. C'est tous les jours qu'il faut mener un combat sur ce qu'on entend, sur ce qu'on vit... On ne se laisse pas faire !

## Yvon Lemarquand

**C**e qui se passe, c'est à l'image de ce que je ressens moi. On parle du Groupe insoumission, mais pour moi, il n'y a pas UN Groupe insoumission. Il y a le GI, qui a existé, qui a été traversé par des personnalités différentes ; il y avait des courants différents. Dans le GI, les personnes avaient des projets communs, des petits groupes par affinités. Et il y en avait qui avait autre chose.

Ce qu'on avait en commun ? On était contre la conscription, contre l'armée et on inscrivait cela dans un mouvement de révolte et de refus plus global où on mettait nos vies en cause. Mais on ne remettait pas notre vie en cause chacun de la même façon : certains le vivaient au niveau d'un quotidien, de l'habitat ; d'autres au niveau d'une vie clandestine, professionnelle... Ce qui nous rassemblait, c'est qu'on était contre quelque chose, qu'on ins-

crivait cela dans un cadre général. Et au cours de la vie du GI, il y a eu des phénomènes, des leaders, des groupes plus ou moins leaders, des prises de position qui n'étaient pas communes à tout le monde, ce qui a donné des « scissions », des groupes qui faisaient des actions clandestines et qui ne les signaient pas GI. Cela a existé, et pour moi ce n'est pas un groupe mais une mouvance, avec des pratiques. Qu'on le veuille ou non, des pratiques qui ont laissé des traces. Des pratiques militantes j'en avais eu avant et bien sûr j'en ai eu après...

Le GI avait effectivement quelque chose de bien : d'abord il s'inscrivait à Lyon, dans une réalité lyonnaise, une réalité de quartier qui n'était pas neutre, la Croix-Rousse. Il arrivait à regrouper des gens qui avaient entre dix et quinze ans de différence. C'était un carrefour où on n'avait qu'une chose en commun, c'était un refus. Je pense que cela a laissé des traces, parce que les années passant on s'aperçoit que certaines personnes sont toujours sensibles à des modes de vie ou des formes de vie militante, c'est une réalité permanente. La continuation et les traces se voient par une manière différente d'appréhender la vie. Notre mode de fonctionnement, sans parler d'insoumission « totale », a laissé des traces dans notre rapport à la réalité.

Je suis venu à Lyon pour deux raisons : d'abord un projet d'immeuble collectif, qui a vu le jour en liaison avec un groupe qui s'appelait « Moulinsart », un groupe qui n'était plus à Moulinsart mais à Neuville. Donc j'ai habité à Neuville pendant un certain temps. Mais je n'ai jamais habité dans l'immeuble collectif, car entre le moment où on a émis l'idée et le moment où ça s'est effectivement mis en place, j'ai fait d'autres choix...

La deuxième chose pour laquelle j'étais sur Lyon à ce moment-là, c'est que je faisais partie d'un groupe clandestin à Paris, composé pour moitié d'an-

ciens Lyonnais qui avaient monté le GI à Lyon, avant 1974. Effectivement, j'étais « chargé de mission » pour faire la jonction entre une lutte clandestine et une lutte qui ne l'était pas, qui était celle du GI. Une espèce de coordination à la fois informative et à la fois structurelle si besoin était. J'ai découvert ce qu'était la Croix-Rousse, ce fonctionnement de la Croix-Rousse. Ce qui existait à ce moment-là au GI, était lié à un certain nombre de jeunes qui étaient au lycée ensemble. Il y avait des modes de fonctionnement qui étaient spécifiques et qui n'étaient possibles qu'à Lyon, à la Croix-Rousse. En dehors de la réalité du GI, il y avait un habitat, une dynamique entre les gens, un certain nombre de choses qui existaient.

## Gérard Fontaines

**M**oi, je suis venu au Groupe insoumission pour l'insoumission, mais les traces sont restées justement parce qu'elle était « totale ». Totale, non par rapport à l'objection, mais totale parce que ça incluait une réflexion vraiment plus globale sur le refus des normes existantes dans la société. Et s'il y a eu une influence, c'est parce que, dans ce groupe, on dépassait l'antimilitarisme pur.

## Freddy Tondeur

**M**oi, j'ai du mal à m'inscrire dans un débat. J'ai pris surtout des notes pour ne pas oublier des subtilités. Le débat tourne autour de deux ou trois concepts qu'on place dans un contexte plus global, celui de l'insoumission totale. Cela ne m'intéresse pas d'entrer dans le conflit entre ces différentes tendances qui se sont retrouvées, comme l'a décrit tout à l'heure Yvon.

Chronologiquement, il y a un certain nombre de jalons, dans un groupe qui s'est appelé tout au long de son existence le GI. Toutes ces périodes ont été marquées par les différentes directions que

pouvait prendre l'insoumission, dans le cadre du concept d'insoumission totale. Cela m'intéresserait de comparer toutes les notes de chacun de nous qui avons répondu aux questions de « Révoltes », que ce soit par interview ou par écrit. Au minimum, notre histoire s'inscrit dans ce type de contexte : pouvoir être critique les uns envers les autres en toute fraternité. Cela peut permettre d'avancer dans notre réflexion sur l'insoumission totale et voir ce que cela peut donner à l'heure actuelle. Le GI s'inscrit dans une période de montée de l'antimilitarisme en France, c'est mon avis. Elle oblige, sous couvert d'une réduction des dépenses de l'État, à une réduction des effectifs strictement militaires. On peut dire que notre contribution à l'antimilitarisme a abouti à une démission de la bourgeoisie vis-à-vis du concept d'État, à renoncer à mêler les civils à la vie militaire.

### Alain Pierson

**O**n n'a pas assez insisté sur l'importance de ces « années lycée » avant le GI. Le GI a été le lieu où prendre le pouls de la société. On avait entre quinze et dix-sept ans. On commençait à se poser des questions sur la société dans laquelle on vivait, sur les rapports avec les parents... Tout en se confrontant à d'autres idées politiques puisque, à l'époque, l'extrême gauche faisait pas mal de retape dans les lycées. Ces gens-là apportaient un certain type de réflexion qui s'est poursuivi. Ensuite, il y avait le problème de la conscription qui se posait et donc on arrivait à se positionner en affinant notre réflexion. Quand on a su que le GI existait, c'est tout naturellement qu'on s'est porté vers lui. Cela correspondait à l'analyse qu'on avait de la société, des combats à mener... Cela est fondateur pour un certain nombre d'entre nous.

Ensuite, dans la vie qu'on a menée, il reste des choses très fortes. Les idées, on les a vécues et

il ne pouvait y avoir de tricherie. On les garde à vie. La société n'a pas changé, les idées qu'on avait avant, je ne vois pas pourquoi elles auraient changé. Pour moi, ça n'a pas évolué. C'était le GI, mais ça aurait pu être un autre groupe, comme le groupe libertaire, avec d'autres gens...

### Pierre Lucarelli

**C**e qui me semble important de dire, c'est qu'au GI il y avait des hommes et des femmes, ou des femmes et des hommes. À la base, il y avait le problème de la conscription et ça nous a amené dans une démarche de réflexion sur la société et en fait à dire NON et à poser un Non avec des conséquences. Avec le recul, c'était l'apprentissage de la vraie liberté, mais à l'époque on ne le voyait pas. La vraie liberté c'est de dire : je fais ceci à tel moment et cela à tel autre... Cela a des conséquences. Ça peut éventuellement mener en prison. Il y a eu des conséquences assez lourdes pour certains. C'était l'apprentissage de la vraie liberté et ça laisse des traces qui dépassent largement même la vie militante. C'est un apprentissage très important dans une vie...

### Roman Vucemil

**M**oi, je ne faisais pas partie d'un groupe organisé, mais j'étais antimilitariste. Ce qui m'intéresse de savoir, c'est quels sont les moyens de lutte contre le système militaire en France ?

### Gérard Fontaines

**J**e veux juste dire quelque chose à la suite de ce qu'à dit Freddy, c'est vraiment le fait que notre lutte, au fond, parmi d'autres, a conduit à la situation actuelle. C'est sans doute vrai. Avec ses contradictions, parce qu'un certain nombre de gens ont le regret de l'arrêt de la conscription, qui est vécu comme une

manœuvre de droite et on ne peut pas ne pas se souvenir de l'Algérie : sans les appelés, que serait-il advenu du putsch militaire ?

C'est vrai qu'à l'époque, on n'avait pas cette réflexion-là. Avec le recul, je comprends ceux qui avaient décidé de se battre à l'intérieur de l'armée pour avoir un autre type d'armée et une armée citoyenne. Je n'avais pas conduit assez loin ma réflexion sur mon antimilitarisme. J'avais d'abord choisi un groupe où je pouvais m'exprimer, même si c'était parfois dur, plutôt que cette armée où il n'y avait aucun moyen d'expression, où il fallait obéir sans pouvoir donner son avis, où il n'y avait pas de liberté. C'était une opposition à une grande famille, je fais encore le parallèle avec l'Éducation nationale dans laquelle on ne peut pas vraiment vivre ; ce n'est pas à la dimension de la vie, alors que le GI, lui, il l'était. Même s'il n'était pas le seul groupe.

### Guylaine Gouzou-Testud

**M**oi, je suis passée, en même temps que les « années lycée », par un groupe d'extrême gauche. Et le GI a été une réaction à l'organisation d'extrême gauche où j'étais avant. Il a correspondu à toute une période de communauté, place Tolozan.

Mais j'aimerais répondre à Pierre : quand tu parlais de liberté, tu as raison, mais poser un acte de liberté qui mène en prison, pour moi il y a là quelque chose qui ne va pas. Moi, je suis mère de deux garçons et je suis très contente que la conscription n'existe plus. D'un point de vue tout à fait primaire, je pense que c'est bien que ça n'existe plus. Je pense que ça a été vraiment très très dur pour certains copains. Le meilleur souvenir que j'ai c'est quand on a diffusé des tracts antimilitaristes à une poignée de personnes dans un hôpital militaire. On était entrés comme dans un moulin et ça m'a fait penser à la

chanson de Ferré qui dit qu'on a tout dans la tête, on n'a pas de fusils, mais on y arrivera... C'était vraiment ça, un défi. Pour vous les garçons, je pense que c'était certainement un acte qui engageait différemment. Quant à l'insoumission, pour nous les filles, c'était aussi lié à l'époque, à ce qu'on vivait dans les « groupes femmes ». Il y avait le Centre des femmes, rue Puits-Gaillot, où il y avait des groupes très dynamiques, où on retrouvait les femmes qui étaient dans le GI. C'était une façon de s'interroger sur les rapports de soumission en général, pas seulement à l'armée.

### Alain Pigault

**G**uylaine, effectivement il s'agissait d'un défi, mais le défi n'existe que parce qu'il y a nous et les autres. Le défi on peut le relever parce qu'il y a les autres. Par contre, la notion de liberté, elle, est personnelle.

J'adhère tout à fait à cette notion de liberté qu'a développée Pierre, un peu au sens sartrien parce que ça a vraiment été le choix, un choix, mon choix. Parce que le choix existe, je peux dire que je suis libre d'avoir choisi, même si j'ai choisi la partie la plus dure. Mais ce n'est pas le défi qui provoque la décision, c'est autre chose. J'ai bien aimé ton témoignage parce que tu disais que c'était primaire et le fait de m'insoumettre, je le lis maintenant comme le fait d'une chose primaire. Est-ce que d'autres témoignages de femmes suivent celui de Guylaine sur cette notion de primaire ? Avez-vous vu vos compagnons prendre cette décision comme un acte primaire ?

### Isabelle Barjhoux

**J**e pense que pour certains, ça a été aussi de la révolte par rapport au vécu familial. Il y aurait une grosse analyse à faire là-dessus.

### Françoise Luquet

**C'**était primaire surtout par rapport à l'âge qu'on avait à cette époque-là : vingt ans... Je ne dirais pas que c'est primaire. Les garçons que j'ai connus, qui ont fait ça, beaucoup ont eu une réaction par rapport à leur histoire familiale. Pour moi ce n'est pas primaire.

### Alain Pigault

**C'**est comme une décision qui était prise. Mais ce choix-là, il m'a posé une question très personnelle : comment vivre dans la marginalité tout en voulant rester dans la société ? Et cette équation-là, je crois qu'aujourd'hui encore je ne l'ai pas résolue. Et toute l'ambivalence que je me suis créée lors de mes vingt ans à vouloir me chercher un faux nom, des fausses adresses, des boîtes aux lettres, de disparaître... En fait, cette fameuse dissimulation pour que cette marginalité soit la moins importante possible, me renvoyait à la question de comment m'inscrire socialement. Ensuite, j'ai travaillé pour la ville de Lyon. Je suis fonctionnaire territorial. Aujourd'hui, la question m'est renvoyé dans mes prises de décision, comment être dans cette masse tout en étant entendu comme moi-même.

### Isabelle Barjhoux

**I**l y a tout l'aspect héroïque, pour les hommes, de participer à ce mouvement-là. Moi, je ne peux pas véritablement en parler. Je ne suis pas un homme pour pouvoir en parler. Mais, je crois que ça a été quelque chose de très, très important pour certains. L'aspect de se cacher, de jouer avec les gendarmes : il y a beaucoup de choses que je n'ai pas pu dire sur le moment mais auxquelles j'ai réfléchi après et qui m'ont fait avancer dans la vie.

### Jean-François Pras

**O**ui, mais pour le côté héroïque, ce sont les gens de l'extérieur qui le vivent et non pas celui qui a pris la décision.

### Pierre Lucarelli

**J**e voulais justement te renvoyer la balle, parce que je ne connais pas ton parcours, Jean François. On a vécu les affaires d'une certaine façon au GI, mais en fait, il y a des tas d'autres insoumis qui ont eu une démarche très personnelle. C'est un problème qui se pose à chacun : c'est toi qui vas en taule si on t'arrête. Donc, il y a eu des tas de gens qui étaient partis dans des trucs très personnels. Mais ce qui est particulier, finalement très particulier, c'est qu'on ait pu se réunir autour de cette insoumission, la partager et aller au-delà. Comment ça s'est passé pour toi ?

### Jean-François Pras

**P**our moi, cela a été une démarche très personnelle ; heureusement je pense, parce qu'autrement c'est trop cher payé si on ne le fait pas pour soi. Après, que des actions se fassent autour pour les gens qui ont envie de dire leurs choses à eux, c'est très bien. Mais l'insoumission c'est forcément personnel. Ce sont les gens extérieurs qui se sont fait une image de l'insoumission de la personne. Je me suis insoumis pour dire merde à plein de choses, enfin même à tout. J'avais été militant très jeune à l'Action catholique, sans le savoir. Le jour où je m'en suis rendu compte, je pense que j'avais fini d'être militant pour le restant de ma vie. Et après, j'ai eu envie de poser des actes, mais plus du tout de militer.

Donc, l'insoumission est un acte que j'ai posé. C'est aussi quelque chose que j'étais obligé de vivre. De toute façon, il n'était pas question que j'aille à l'armée. J'ai assez aimé ce que tu disais qu'on avait la liberté de choisir entre l'armée et la prison. Je suis assez d'accord avec cela. Je préférerais aller plutôt en prison qu'à l'armée. Après, sur le Roannais, il y a plein d'actions qui se sont faites. J'étais planqué et à la limite je n'étais pas au courant de tout ce

qui se faisait. Et puis ce n'était pas vraiment mon affaire. Je n'existais pas par rapport à toutes les actions qui ont eu lieu. Ce n'était pas ma partie.

### Yvon Lemarquand

**C'**est important ce que tu dis. Globalement l'histoire de l'insoumission c'est des gens qui individuellement disaient NON, éparpillés un peu partout. Autour de ces gens, il y avait un certain nombre de comités de soutien, avec les proches, les amis, les compagnes..., qui se mobilisaient plus ou moins rapidement sitôt après que l'insoumis ait été arrêté. Mais dans les années 1975, à Paris d'une certaine façon, et à Lyon d'une autre façon, au lieu de vivre ces choses individuellement, les gens les ont vécues collectivement et ce n'étaient plus des héros, parce que des héros, il y en avait dix à chaque fois tous les soirs où il y avait réunion. Il n'y avait aucune exemplarité. Dans les discussions, il y avait parfois des approches antinomiques, mais le Groupe insoumission a permis de vivre des choses au niveau de la conscription, de l'armée, complètement différentes de toi. Ce groupe a permis cela et aussi d'autres choses.

Notre approche militante du refus de l'armée, on l'a vécue avec d'autres qui se positionnaient comme nous et on l'a vécue dans un contexte où, contraints d'aller à l'armée, on disait NON et en disant non, on se retrouvait avec des gens qui disaient non aussi ; et on disait non en pensant à comment on allait vivre dans cette société, don, dans une insoumission plus générale, plus globale. « *Reprenons notre vie en main !* » « *Dire merde aux généraux, dire oui au singulier !* », il y en a qui ont écrit cela sur les murs à Lyon. Il y avait tout ce dynamisme-là et on était ni dans l'exemplarité ni à se retrouver seul par rapport aux choses. C'était un contexte hyper intéressant qui a contribué à laisser des traces.

### Gérard Fontaines

**S**ur l'exemplarité, ce dont je me souviens au GI, notamment quand il y avait des gens qui passaient, ce n'était pas l'idée qu'il fallait faire comme nous. Même si nous on était en groupe, l'idée c'était toujours : c'est à toi de décider, c'est un choix individuel. En ce qui concerne la notion de héros, certains disaient que c'était courageux d'être insoumis. Moi je disais que cela n'avait rien de courageux, pour moi c'était une évidence, ça allait de soi, il n'y avait aucun courage là-dedans. La notion d'héroïsme, qui est d'ailleurs une notion militaire, ne correspondait pas à ce qu'on faisait. C'est ce que je pense. Jamais je ne l'ai vécu. Pour moi c'était une évidence.

### Guylaine Gouzou-Testud

**E**n ce qui concerne la notion d'héroïsme, on n'a peut-être pas les mêmes choses à dire les garçons et les filles. J'aimerais qu'Isabelle développe ce qu'elle a voulu dire. Gérard, je comprends ce que tu dis : du point de vue des insoumis qui s'insoumettaient, pour certains plus que pour d'autres, il y avait une solidarité, une médiatisation aussi. La notion d'héroïsme a été vécue par les compagnes de ces insoumis qui posaient un choix individuel et personnel. Il y avait quand même un côté héroïque.

### Isabelle Barjhoux

**C'**est une vision un peu personnelle, mais je l'ai souvent pensé, pratiquement dès le début, je le maintiens donc aujourd'hui. Il y avait des gens qui avaient besoin de se dépasser, jusqu'au point que cela devienne, aux yeux des autres peut-être, un peu de l'héroïsme. Dépasser quelque chose très très loin, c'est une révolte très profonde que des gens ont en eux, qui leur demande de s'engager dans ce type de confrontation, de refus de l'ar-

mée. Aller jusqu'à des jours de grève de la faim qui peuvent amener à la mort, c'est vraiment refuser au-delà de l'armée. C'est peut-être aller beaucoup plus loin sur des refus qui seraient par la suite, personnellement, à analyser. Il y a deux niveaux qui rentrent en compte : le niveau de l'armée et le niveau du refus personnel. Il peut y avoir des choses dans l'inconscient qui ne sont pas très claires.

### Éliane Battistella

**J**e suis assez d'accord avec Jean-François, c'est une démarche tout à fait personnelle de la part des gars. On en a suffisamment discuté quand on était au GI, l'investissement des filles qui étaient autour n'était pas toujours évident. Même en essayant d'élargir la réflexion, en disant qu'il y a un refus de ce système et du service militaire... Moi, je ne crois pas qu'il y ait eu de l'héroïsme. C'est vraiment la personne qui avait la volonté de ne pas faire l'armée. C'est là que, pour nous, il était difficile de se positionner, car on ne pouvait pas être à leur place. On pouvait les aider, les soutenir, mais c'étaient eux tout seuls. Les moyens qu'ils se sont donnés tous, la prison, la grève de la faim... C'était essentiellement un moyen personnel de s'en sortir.

### Isabelle Barjhoux

**I**l y avait un grand collectif derrière ! S'ils ne s'étaient pas sentis soutenus, comment auraient-ils réagi ?

### Éliane Battistella

Non, je ne suis pas d'accord !

### Tony Tamet

**C'**est clair que si je ne m'étais pas senti soutenu, je n'aurais pas fait ce que j'ai fait. Mais, je veux revenir au squelette du bouquin. Je me pose des questions par rapport à ce bouquin. Il est

clair pour moi, je l'affirme, qu'on est un certain nombre du GI, qu'on a un regard et il faut qu'on s'en occupe pour éviter qu'on écrive un peu n'importe quoi.

### Alain Pigault

**M**oi, je laisse carte blanche à « Révoltes » pour faire le travail qu'ils ont à faire. Moi, je ne m'en mêle pas.

Pour revenir à l'héroïsme, Tony, tu disais tout à l'heure que s'insoumettre, prendre cette décision c'était possible parce que nous étions soutenus. Oui ! tout à fait, dans la prise de décision, mais en même temps pendant le déroulement et le suivi de cette prise de décision. Et par rapport à Jean-François qui a connu quelques mois de clandestinité, nous on peut afficher plusieurs années parce que nous avions des amis et étions entourés. Et cette notion d'héroïsme n'apparaît que postérieurement, bien plus tard, quand on veut faire de sa vie des moments forts, on peut utiliser cet acte de courage, cette prise de décision et, après, en faire valoir toute la symbolique exceptionnelle. Quand tu disais Gérard que tu ne te sentais pas courageux, en fait si, c'est un acte de courage, mais sans le savoir, c'est postérieurement et c'est encore les autres qui nous renvoient cela comme un miroir. Cela nous renvoie au fait que, peut-être, nous étions inconscients, peut-être que nous étions insouciant, oui, mais c'était un acte de courage, car la loi était là. Nous avons pris les devants pour aller au-delà de la loi. Il faut apprendre à dire ces mots-là.

### Alain Pierson

**P**our en revenir à cette notion d'héroïsme, j'aimerais aborder une autre facette plus psychologique. On est quand même les enfants du siècle. On a sur les épaules deux guerres mondiales et une guerre d'Algérie. Ce n'est pas anodin et on n'arrive pas comme des roses. On doit le vivre

dans notre enfance, dans notre adolescence. On doit l'assumer, ça se vit certainement mal, vu la nature sanglante et catastrophique de ces conflits. En plus de tout ce qui a été caché et interdit de la guerre d'Algérie, on arrive avec tout cela, avec en plus le rejet du père et de la famille, ce qui fait qu'on entre en confrontation avec l'armée, car c'est la première chose qui nous tombe devant. On ne peut pas l'éviter et on en est là. On le découvre petit à petit car ce n'est pas à vingt ans qu'on peut analyser cela. C'est vrai que toutes ces tendances de jeunesse peuvent amener à des tendances suicidaires, héroïques... comme les grèves de la faim très dures.

### Gilles Comte

**J**e voudrais prolonger quelque chose d'une question posée par Tony : dans la démarche des travaux réalisés par « Révoltes », il y a bien une idée de co-écriture, qu'on a développée entre nous. Dans l'idée de co-écriture, on en est à un certain stade du travail et il serait bon de continuer à discuter des méthodes...

Mais, par ailleurs, le GI s'inscrit dans une parenthèse historique. Il y a d'abord eu la fin du paternalisme gaulliste, puis il y a eu la fin des TPFA et une certaine gauche au pouvoir. Une parenthèse où on a interrogé les institutions, les méthodes, c'est « *l'invention du quotidien* » comme dans le titre d'un livre qui évoquait la Croix-Rousse... Donc, j'avais envie d'interpeller Jean-François qui disait : « *j'ai arrêté de militer à un certain moment...* » Le Groupe insoumission n'a jamais été une association militante déclarée. Je voudrais savoir ce que peut vouloir dire « militer » ?

### Gérard Fontaines

**D**eux choses à dire. D'abord, je suis comme Tony. Je ne l'aurais sans doute pas fait dans d'autres circonstances. J'ai vu récemment une émission sur l'in-

soumission : pendant la guerre d'Algérie, un soldat français s'évade avec un fellagha alors qu'il aurait dû le garder comme prisonnier. Il était tout seul, sans le soutien d'un collectif. Là, c'est un véritable acte de courage !

Jean-François, moi aussi cela m'interroge parce qu'au fond tu semblais l'opposer : tu as milité et ensuite tu t'es insoumis. C'est contradictoire. Alors que pour moi l'insoumission a été mon premier geste militant et reste un geste militant, pour toi c'est complètement l'inverse.

### Jean-François Pras

**L**e militantisme, je parle pour moi, c'est beaucoup de paroles et les paroles on leur fait dire tout et n'importe quoi et son contraire. Donc, c'est pourquoi j'ai dit tout à l'heure que je préférerais poser des actes. Donc, j'en ai posé un de fort. Et après, c'est une façon de vivre ; j'ai une façon de vivre qui m'est propre et ce n'est pas pour être un exemple. Je vis comme ça, point final. Il y a toujours quelque chose par rapport à l'héroïsme. Il y a quelque chose que j'assume au plus mal après vingt-cinq ans, c'est le regard des autres.

Après, quand mon affaire a été finie, les gens m'ont regardé différemment. Pour moi j'étais le même. J'ai été appelé en avril et je me suis fait arrêter en décembre. On a fait une grosse manif sur Roanne. C'était volontaire. J'ai été condamné une première fois à cinq mois en 1974. J'ai fait mon temps. Ils m'ont libéré un vendredi soir en me disant de rejoindre la caserne le lundi. Donc le lundi, j'y suis retourné et on a recommencé avec une grève de la faim à Montluc. Au bout de trente jours, ils m'ont laissé partir. J'ai fait la grève de la faim parce que je voulais sortir, c'est tout. Mais la plupart des copains, ils ne l'ont pas vécu pareil. Ou ils voulaient que je sois un héros, ou ils voulaient que je sois un modèle, ou ils voulaient que je sois un porte-parole, ou alors ils avaient un complexe

par rapport à moi de ne pas avoir fait pareil, ou alors c'était grâce à eux si j'étais sorti. Il y avait de tout quoi !

### Tony Tamet

**E**st-ce qu'il n'y a pas un peu de haine ? Comment as-tu vécu cela ?

### Jean-François Pras

**I**l y en a qui me branchent encore aujourd'hui, pour qui aujourd'hui je suis encore un mythe, un héros. Ou alors, si je rencontre des gens qui ont fait des actions pendant que j'étais un clandestin et pour qui, comment dire, et bien oui, je leur doit quelque chose, quoi !

### Tony Tamet

**J**e n'ai pas ressenti les choses comme toi. Il y a des gens qui me soutenaient et qui continuent à me soutenir aujourd'hui.

### Alain Pigault

**J**ean-François, tu poses une question-clé. Tu dis que c'est grâce à ceux qui te soutenaient que tu es sorti et c'est une phrase qu'on ne s'est jamais dite entre nous, pourtant nous étions très nombreux. Pourquoi avons-nous été silencieux sur la dette ? Entre nous, on aidait les copains à s'en sortir, mais après, on ne disait pas : tu renvoies la monnaie. Si c'est bien cela la dette ? C'est très important ce que tu dis Jean-François. Et puis, qu'ils te la ressortent maintenant, vingt ans plus tard... Tu sens qu'il reste quelque chose en suspens. Après l'entraide, on attend que l'autre renvoie l'ascenseur ; ça n'a pas marché comme ça au GI.

### Yvon Lemarquand

**N**ous n'avons pas tous été arrêtés et parmi ceux qui ont été arrêtés tout le monde n'a pas fait la grève de la faim.

### Pierre Lucarelli

**M**oi j'ai été arrêté, mais je n'ai fait que trois jours de prison et trois jours de prison, qu'est-ce que c'est ?

### Alain Pigault

**Y**von, il ne s'agit pas que chacun répertorie ce qu'il a fait. Chacun a pu faire ce qu'il a fait avec les autres. Mais ce que Jean-François a fait resurgir, c'est que les autres, qui sont dans le même mouvement, vont rendre ou redemander la monnaie du service rendu... Pourquoi cela nous a-t-il échappé ? Pourquoi Jean-François vient-il seul et pourquoi nous, sommes-nous si nombreux aujourd'hui ? Pourquoi a-t-on voulu s'écarter de cette notion du service rendu ? Il y a cet espace entre les deux et cela fait référence à la notion de la liberté que Françoise Dolto a développée. Et Jean-François en subit tous les effets. Nous, on arrive à se parler mais sans le souvenir de la dette.

### Pierre Lucarelli

**I**l y a deux logiques. Nous, nous étions partis sur une logique de réflexion sur la société. Pour les hommes, c'était poser des actes et pour les femmes c'était une manière d'être avec les hommes mais aussi d'affirmer une certaine conception de la société. C'est pourquoi le GI a une histoire tout à fait particulière et très différente des comités de soutien. D'ailleurs quand Gérard a été arrêté, il y a eu aussi un comité de soutien qui comprenait des gens extérieurs au GI. Et c'était deux réalités différentes.

### Gérard Fontaines

**C**ela étant, le problème de la dette ne s'est jamais posé ni au Comité de soutien, ni au Groupe insoumission. Non, jamais.

Pour revenir sur l'influence, je peux dire qu'il y a eu une influence positive sur tout le reste de ma

vie : à chaque fois, j'ai essayé de chercher des groupes... Mais il y a eu une influence plus négative, c'est tout le temps qu'il m'a fallu par rapport à la radicalité de cette lutte. Après, on n'a plus vingt ans et cette lutte est si radicale qu'après, qu'est-ce qu'on peut faire ? Qu'est-ce qu'on peut faire ? À un moment donné on se sublime, mais après, comment faire avec soi-même pour être dans la société après avoir mené une action jusqu'au bout et si jeune ? Encore aujourd'hui, je ne suis pas en paix avec cette évolution. Comment intégrer par la suite d'autres types de militantismes qui sont moins radicaux et qui demandent un investissement moins personnel, moins entier ? Ça m'a pris du temps, tout cela.

### Guyline Gouzou-Testud

**L**e GI se mettait en route une fois que l'insoumis avait posé son acte. Moi je me souviens d'un gars qui s'appelait Claude-Henri Arnion, qui n'avait absolument rien à voir avec nous. Par l'intermédiaire de sa copine, et à partir du moment où il a posé son acte, je lui ai fait dire d'aller trouver le GI et tous les leaders de ce groupe. Ainsi, il avait des avocats, il avait quand même un soutien. Il y avait eu une question : il ne fait pas partie de notre cercle. J'avais tenu à ce qu'on le fasse entrer dans le cercle quand même parce qu'il était complètement isolé par rapport à la mouvance croix-roussienne dont vous avez parlé cet après-midi. Il a pu avoir ce soutien, et il en a été très content. D'ailleurs, à propos de la dette, je me suis souvenue que sa copine m'avait fait un cadeau !

Je voudrais revenir sur les notions de courage et solidarité. Ce qu'a dit Alain m'a beaucoup touché. Dans les témoignages, on entend : armée = papa = État = société... Aujourd'hui, on est dans une situation où l'État et l'armée sont dissociés, comme pour l'école et l'Église. Ensuite, vous avez posés des actes courageux, mais

pas en état de guerre. L'exemple que tu prends Gérard, c'est un soldat qui s'insoumet pendant la guerre d'Algérie et c'était vraiment autre chose... C'était Giscard au pouvoir, c'était très dur, c'est vrai, mais vous n'étiez pas en état de guerre.

### Isabelle Barjhoux

Je voulais reparler de « radicalité » ; dans la radicalité qu'on vit à quarante ans, comme dit ma voisine Françoise, il y a ce qui fait la vie de tous les jours, maintenant. La radicalité à vingt ans est une forme de responsabilité qui se change, au cours de la vie en d'autres formes de responsabilité. À vingt ans elle est surtout dans la tête, puis elle passe dans des actes de la vie, dans des événements comme les naissances, mais ça peut être d'autres engagements... Il y a des correspondances, car le soutien est toujours possible, tous les jours de la vie, mais sous des formes qui peuvent être différentes. Et puis on fait l'analyse de ce qu'on a vécu à vingt ans, de ce qu'on a vécu entre vingt ans et maintenant. Et ce qui est important, c'est ce qu'on fait aujourd'hui de sa vie, de ses engagements et de ne pas penser bêtement. C'est la poursuite de mon insoumission de mes vingt ans. C'est s'engager à être citoyen, s'engager dans tous les aspects quotidiens de la vie. Le GI m'a aidé à grandir, à m'affirmer.

### Pierre Lucarelli

**M**aintenant qu'il n'y a plus la conscription, les jeunes n'ont plus cette possibilité. Comme dit Isabelle, cela nous a permis de grandir, de s'affirmer. Cette affirmation contre l'armée, ce choix que nous posions nous a permis de nous confronter, ce que les jeunes d'aujourd'hui n'ont plus. C'est un moment déterminant. Et poser des actes c'est déterminant pour le reste de la vie.

## L'insoumission, d'hier à aujourd'hui : quelles formes, quelle réalité ? Quelles sont aujourd'hui dans nos vies les points de rupture ?

### Tony Tamet

**I**l faut d'abord savoir si la question s'adresse à nous individuellement, ou si c'est nous en tant qu'espèce humaine ? Tous les jours il y a des actes qui me rappellent ce mot d'insoumission. Ça peut être le petit beur dans son quartier qui va m'agresser verbalement. J'ai une tolérance un peu plus exacerbée pour certains actes, maintenant. Je n'ai pas le même regard. Déjà je suis propriétaire ! Je suis désolé, mais j'en avais marre de me faire baiser par des locations.

À part ce compromis-là, je pourrais dire que je vis actuellement de la même façon qu'à l'époque. J'ai des copains autour de moi... Je participe à quelque chose... L'insoumission je la vois tous les jours. Je ne milite plus dans mon quartier, mais individuellement. Je rencontre les gens. J'estime être encore aujourd'hui un insoumis. Et je sais que je peux compter sur ce groupe. S'il m'arrive un pépin, à n'importe quel moment je peux compter dessus. Ils ne vont pas cautionner ce que je fais, je ne leur demande pas cela, mais ils vont m'aider, quel que part. J'en suis sûr.

### Yvon Lemarquand

**J**e remettrais en cause la formulation de la question parce qu'à l'époque où on a posé nos actes d'insoumission il y avait un contexte social et l'insoumission n'est pas indépendante de tout le reste. Le mur de Berlin n'avait pas chuté. Il y avait plein de groupes militants, des groupes féministes, d'autres groupes antimilitaristes qui n'avaient pas fait le même choix que nous mais qui existaient aussi. Il y avait une multitude de gens qui posaient des

actes, sans être identiques aux nôtres, mais qui allaient dans le même sens. Dans le sens d'une contestation d'un ordre établi pour mettre en place une vie différente. Et puis, il y a eu des élections présidentielles en 1981, d'autres en 1988, en 1995. Les mouvements sociaux ont beaucoup bougé. Si on a existé c'est parce qu'il y avait eu le Mlaac, parce qu'il y avait eu le Garm, les Comités de soldats, les objecteurs... Il s'est passé plein de choses autour de nous. Et faire abstraction de tout cela, en parlant de l'insoumission aujourd'hui, c'est une question à laquelle je ne peux pas répondre.

### Alain Pigault

**J**e n'ai jamais connu, je n'ai jamais vécu, je n'ai jamais entrepris d'autre acte de rupture que celui que j'ai posé face au service militaire. La question est vraiment importante parce qu'elle me renvoie à plusieurs points.

Le premier, c'est l'absence de discours chez les insoumis, donc il n'y a pas de méthodologie. Un jour, on a fait relâche dans la vie active. Comment je m'en sors avec ma révolte ?

Le deuxième : s'insoumettre, ça laisse des dégâts. Ces dégâts, c'est l'image de soi. La mienne aussi transparaît, après il faut se reconstruire. Il peut y avoir un peu de mimétisme, peut-être ?

Le troisième point qui me vient à l'esprit : la loi était tellement importante quand il a fallu la transgresser qu'elle était au-delà du corps. Elle m'a mise, moi, et elle nous a mise aussi, au-delà de nos corps. Aujourd'hui, je pense qu'on est bien dans notre peau. Il faut y rester dans notre peau. Et du coup la loi n'a pas été celle qui nous a été imposée, mais



celle avec laquelle nous allons vivre, celle avec laquelle je vis. La loi c'est la Loi avec un grand « L », la Loi des hommes. Parmi toutes les lois qui me permettaient de me mettre personnellement en question, il y avait le fait de faire mon service militaire. Mais je n'ai pas pu en trouver d'autres qui me mettaient, un moment, dans la situation d'aller au-delà de cette Loi. Donc, je n'ai pas posé d'autres actes de rupture, je n'en ai pas eu, je n'en ai pas entrepris. Après, j'ai aménagé mon temps, j'ai aménagé ma vie. J'ai eu des opportunités pour trouver des formes de vie qui s'approchaient le plus de mon caractère, de mes sentiments, de mon affection. Est-ce que c'était dans le cadre de l'insoumission ? C'est une question ouverte, qui m'est ouverte... Elle m'a été posée lors des entretiens. Elle reste encore en suspens...

### Alain Pierson

**J**e ne vois pas pourquoi je chercherais actuellement des points de rupture, même par rapport à la société, aux institutions. Il doit y avoir rupture à vingt ans. Il ne peut pas y avoir rupture à quarante ans. Ou alors on a stagné quelque part. Je ne vois pas ma vie comme des actes posés en fonction d'événements, qui pourraient m'interpeller et pour lesquels je poserais des actes de rupture. Si c'était le cas, je ne serais plus insoumis, je deviendrais soumis. Je serais à la merci de toutes les fluctuations politico-politiciennes qui peuvent se présenter au jour le jour. À partir du moment où l'analyse a été faite sur la valeur de la politique et des institutions politiciennes, il n'y a plus à se poser de questions. On fait autre chose, on choisit sa vie. On fait des choix de vie, des choix personnels. On travaille sur sa personne et on essaye d'avancer, d'évoluer, en fait d'être bien... Maintenant, je n'ai plus à poser d'actes de rupture par rapport à quelque événement que ce soit, sinon à être menacé dans mon

intégrité physique ou celle de ma famille, où, là, j'aurais besoin d'intervenir très radicalement et subitement. Autrement, je préfère agir sur le long terme.

### Jean-François Pras

**A**u début, mon insoumission a été l'occasion de dire merde à tous ceux qui voulaient bien l'entendre. Donc, ceux qui voulaient l'entendre m'ont entendu ; ceux qui ne voulaient pas l'entendre, ce n'est pas mon problème. Je ne veux pas le leur dire trente-six fois. Je n'ai pas d'acte de rupture à faire particulièrement. Mon attitude par rapport à la loi : je l'ai refusée à ce moment-là. Actuellement, je l'accepte, je dirais, je m'en accommode. Peut-être ?

### Pierre Lucarelli

**D**epuis, il y a du temps qui a passé, pas mal de temps. Les choses ont pas mal changé. Ce qui ressemble le plus à ce qu'on vivait à l'époque, et qui finalement est resté assez identique, ce sont des groupes de jeunes libertaires dans l'esprit, qui ne font pas forcément les mêmes choses mais des choses qui y ressemblent, quoi ! Et cela m'est fortement sympathique. J'y suis assez sensible.

Fait-on des ruptures par la suite ? On choisit de vivre. On mène une vie. Et cette vie, elle se déroule sous l'influence de ce qu'on a été, c'est-à-dire insoumis. La loi est ainsi faite : cela a telle conséquence de dire oui ; cela a telle conséquence de dire non. Cette vie, elle me va... Cette vie, elle ne me va pas. C'est un choix et une liberté. Ça, c'est important.

Il y a des tas de jeunes qui sont dans des mouvements libertaires, qui ont cette radicalité et qui cherchent des voies qui sont intéressantes. Ce qui me semble autre chose par rapport à ce qu'on a vécu, c'est le collectif, qui se vit tout à fait différemment. Mais il faudrait voir de ce côté-là...

### Françoise Luquet

**C**e qui ressort pour moi, c'est que je sais dire non. C'est un peu cela qui est ressorti finalement. Ce n'est pas une rupture, mais il m'arrive fréquemment de dire non, dans mes choix de vie. Il m'arrive de faire des choix qui vont à l'encontre de la marche de tout le monde. On ne peut pas parler d'insoumission dans ce type de choix, par rapport à l'école, par rapport à un médecin... Ce n'est pas des ruptures, mais c'est une façon de se poser et de s'affirmer différent des autres. Ce que je trouve très fort, c'est que je me trouve très souvent différente des autres, des autres que je côtoie, et notamment dans le travail. C'est aussi une forme de souffrance, quand même, cela !

### Isabelle Barjhoux

**O**n peut vivre des ruptures encore... avec tout ce qui peut empêcher d'évoluer et de vivre libre !

### Éliane Battistella

**P**ar rapport aux choix de vie qu'on a faits, j'ai fait le choix de vivre bien ma vie. Puisque de toute façon il faut gagner sa vie, j'ai trouvé un moyen de trouver mon compte dans ce que je fais. C'est-à-dire je fais du vin, je vends du vin et je rencontre plein de gens et pour moi c'est le bonheur... tout simplement.

Par rapport à la dette, en revenant sur la première question, moi je ne comprends pas trop ce terme-là. Parce que, dans ce que je me souviens du Groupe insoumission, il y avait un mot important qui paraît peut-être galvaudé maintenant, c'était la solidarité. Quand on donne, on n'a pas besoin de recevoir. Donner, ça suffit, quoi. Le retour, tu l'as. Tu l'as d'une manière ou d'une autre. Si tu as affaire à des gens qui sont conscients de ce que tu as pu donner, à un moment ou à un autre, tu as le retour...

## Nicole Luquet

**P**our moi, il n'y avait pas de dette. C'était un engagement, chacun s'engageait et il n'était pas question de retour.

En ce qui concerne le présent, ce qui aujourd'hui compte dans ma vie c'est de la faire, de continuer dans les choix que je peux prendre un jour, un autre... S'il y a des ruptures, ce sont des ruptures personnelles. Il faut prendre un embranchement sur la route... Pouvoir dire non chaque fois que c'est utile, même si parfois le non ne va pas loin.

Par rapport à la vie politique, ce n'est pas si simple et on ne peut pas s'accommoder de certaines lois qui sont nulles, que je trouve à éliminer. De là à poser des actions, ce n'est pas dans ma vie actuelle, à part une manif de temps en temps... Poser des actes de rupture à une certaine époque, l'époque du GI, je garde cela comme une affirmation et une transition, entre ce qui m'a été transmis par mes parents et par tant d'autres, l'école, etc., et ce que j'ai essayé de mettre en place dans ma vie. Les ruptures viennent à un moment donné. Maintenant, par rapport au mouvement des femmes, je ne crois pas qu'on soit parvenu encore à la perfection, ou au moins à un aboutissement. Il y a encore beaucoup de choses à faire...

## Freddy Tondeur

**D**ans sa vie quotidienne, chacun pose son insoumission en se référant à un concept : certains sont contre la peine de mort, d'autres pour une autre éducation, d'autres ont été marqués par l'héritage de toute une succession d'événements, une analyse de l'histoire, il y a eu l'Indochine, il y a eu l'Algérie, tout un tas d'autres événements...

À la fin de la guerre d'Algérie, il y a un mec qui s'appelait Louis Lecoin qui a fait une grève de la faim, qui a fait de la taule pour insoumission. Il a refusé l'armée.

Il a posé un jalon. Pour nous, c'est une référence. La somme de nos insoumissions est une référence qui passe au travers du GI. À un moment donné, il y avait un groupe de gens qui avaient le même type de refus, avec chacun une direction particulière dans l'expression de son insoumission. Il y a le concept de liberté, qui a déjà été exprimé par Pierre... Pour d'autres, c'est l'éducation. Pour d'autres, c'est les femmes. Pour d'autres encore, c'est l'écologie. C'est le militantisme aussi. Pour certains, c'est une culture catho : tu ne tueras point. Il y en a peut-être aussi qui ont joué le rôle du héros. Le rôle du héros est aussi reconnu par d'autres, donc ils l'acceptent, ils jouent le jeu. Moi, je n'ai pas envie de jouer à ce jeu-là. Nous sommes tous des héros, tous autant que nous sommes qui étions au GI : les autres, démerdez-vous ! Nous sommes tous des héros.

Votre livre doit retranscrire les différents courants qui ont traversé l'insoumission, les différentes personnes dans leur individualité qui, à un moment de leur histoire, ont dit : « merde, ça c'est trop, j'y vais pas ! »

## Blandine Bolze

**M**oi, je n'ai pas l'impression que l'époque du GI était une rupture. Ce qui m'a beaucoup marqué, c'est que le Groupe insoumission était un groupe très fusionnel, qui marchait beaucoup à l'affectif. C'était la différence avec les autres groupes tels que le groupe libertaire, tels que le Cul (Comité utilitaire lyonnais) Pour moi, c'était très important de vivre cela au sein d'un groupe et ça, je n'ai pas l'impression de l'avoir retrouvé ensuite dans mes formes de militantisme, dans d'autres groupes...

Ce que je retrouve d'un peu approchant, aujourd'hui, ce seraient un peu les groupes de squatteurs, un peu le restaurant qui s'est monté sur la Grand'Côte qui s'appelait le « Crève Lune ».

Voilà des structures qui sont petites et où j'ai le sentiment que les personnes disent non à quelque chose. Et ce n'est pas non sur un point précis, mais non sur une vie globale que l'on vit tous les jours et qu'on essaye de remettre en cause.

## Guylaine Gouzou-Testud

**P**our répondre à Nicole, je pense vraiment que les rapports à l'insoumission ne seront jamais abordés de la même façon par les hommes et par les femmes, que ce soit il y a vingt ans ou que ce soit dans vingt ans. D'autre part, au niveau des aventures collectives, je dirais que pour moi elles ont continué. Elles continuent au niveau militant, mais je n'aime pas le mot, d'ailleurs, c'est la même étymologie que militaire. Cette aventure collective continue dans un parti politique avec les « Verts ». L'insoumission à la mondialisation et à l'économie libérale est une insoumission qui est très forte aujourd'hui. Elle continue...

## Gérard Fontaines

**J**e me sens très proche de ce qu'ont dit les deux Alain sur la notion de rupture. C'est vrai, j'ai dit non une fois, mais le Groupe insoumission m'a appris à dire oui à des tas d'autres choses et depuis vingt ans je suis dans le oui à autre chose et dans la recherche de cette autre chose. Maintenant, je suis vraiment dans une quête du oui à autre chose et pas dans le non. Même si je m'oppose, bien sûr, à certaines choses dont la mondialisation.

## Yvon Lemarquand

**J**e voulais dire à Révoltes que le Groupe insoumission, ce n'était pas un groupe, c'était une multitude d'individus et, comme vous l'avez fait avec la Rhodia, c'est cinquante personnes qu'il faudrait interroger et publier les témoignages dans leur intégralité,

ce qui est impossible. Il peut y avoir un travail très intéressant, mais quand on fait un livre on porte obligatoirement un regard. À partir du moment où on porte un regard on ne peut pas être objectif. Moi je vous donne carte blanche pour porter un regard, c'est-à-dire que ce sont des gens de Révoltes qui vont porter un regard sur ce qui s'est passé ces années-là. Et il faudrait aussi restituer ce qu'était la réalité lyonnaise et croix-roussienne de cette époque. De notre parole, ne pas faire La parole d'un groupe, mais porter votre regard sur l'existence d'un groupe.

### Pierre Lucarelli

**C'**est important car, même maintenant, la Croix-Rousse est restée un endroit tout à fait particulier, où se développent tout un tas de mouvements associatifs particuliers et tout cela est lié. Nous, au Groupe insoumission, nous n'étions qu'une toute petite partie en fait de ce tissu de réflexion, de mouvement politique et qui continue et qui nous a largement dépassés...

Saint-Étienne-des-Ouillères  
16 juin 2001

## EN GUISE DE CONCLUSION...

### Le regard extérieur d'un sociologue : Gilles Chabret

**J**e connais Mimmo depuis de nombreuses années car nous avons eu l'occasion de compagner ensemble pour des travaux universitaires. Le regard critique sur des choses chaudes, ce n'est jamais très facile.

Grosso modo, on ne peut retraduire ce qui a été dit sans le mettre en lien avec l'histoire et l'identité des personnes. Il y a un terme assez clé qui est l'identité. Et je dirai même un peu plus, c'est la quête identitaire. On a l'impression qu'il y a des choses qui se jouent autour de l'enfance. Plusieurs personnes ont parlé de l'enfance, de ce qui s'y est passé. Mais on ne sait pas ce qui s'y est passé. À un moment donné il y a eu des actes posés. Et il me semble là que ces actes posés rejoignent une quête identitaire. C'est le premier aspect.

Cela me marque, car il y a l'illusion du groupe spontané. Il faut rompre avec cette illusion d'un groupe spontané qui aurait existé parce qu'au fond il y aurait eu un grand projet collectif de lutter contre quelque chose qui paraissait important. Il faut le resituer dans une perspective de quête identitaire, cela me paraît important.

Ensuite, il y a des aspects qui me paraissent essentiels : qu'est-ce qui s'est passé dans ce groupe ? Au fond, on a employé des termes assez dominants, classiques : le groupe était fusionnel, il y avait de l'affectivité. Mais il y a quelque chose qui m'interroge. J'ai l'impression que c'était un groupe transparent aussi. Tout le monde voyait ce que faisait tout le monde. Quelqu'un a rapproché cela de « Love-story ». Ce serait intéressant au fond d'analyser ce qui s'est passé et peut-être ce qui s'est trafiqué entre vous. Il y avait du trafic affectif, il y avait du trafic sexuel... et ça se sent. Il faudrait pouvoir dire comment le groupe a fonctionné de l'intérieur, au-delà finalement d'une lutte qui était un prétexte à autre chose. Est-ce que cette lutte ou ces actes posés n'étaient pas prétexte à autre chose ?

Autre aspect qui m'a étonné, c'est la non-réponse aux formes d'insoumission qui existent aujourd'hui, hormis ce que Guylaine citait de façon assez précise. Eh oui ! Et vous n'avez pas cité un terme... Mais moi, ça m'a fait penser à un livre assez célèbre, c'est Le passage du col Mao au Rotary de Guy Hocquenghem. N'y a-t-il pas un passage vers la normalisation ? Et quelle normalisation vivez-vous ? Peut-être faut-il d'ailleurs la vivre. Et l'idée du bonheur rejoint Gilles Lipovetsky expliquant qu'il y a un repli sur soi-même, quelque chose de très hédoniste. J'aimerais qu'on fasse la relation avec l'individu qui se cherche, en quête de son propre bonheur. Et en même temps avec l'aspect collectif : est-ce qu'on croit qu'on peut encore transformer la société ? Il y a un terme qui n'a jamais été employé c'est le mot de changement. C'est absolument incroyable que le mot de changement n'ait pas été employé en deux heures et demie, c'est quand même étonnant !

Je terminerai sur une opposition qui n'en est pas une et qui rejoint l'idée de la quête identitaire. C'est la déconstruction/reconstruction. Les parcours de vie des uns et des autres, il faudrait les analyser en terme de parcours de vie, pour voir tous les moments de déconstruction/reconstruction. Et ce moment de militance était un moment fort où on peut retrouver cette déconstruction/reconstruction.

# Quelques éléments du paysage antimilitariste lyonnais

Contribution de Patrice Bouveret

**D**epuis qu'il y a des armées, chaque fois que des hommes ont été astreints à participer à la guerre et à sa préparation, chaque fois que des gouvernants ont voulu imposer l'enrôlement forcé, des individus et des groupes humains ont refusé de se soumettre aux autorités, de contribuer à des massacres qu'ils réprouvaient » explique Michel Auvray en introduction à son *Histoire des réfractaires en France*<sup>1</sup>.

Pour autant qu'y a-t-il de commun entre, par exemple, les premiers chrétiens refusant le port des armes et les réfractaires aux STO (Service du travail obligatoire) ou les opposants à la guerre d'Algérie ? Entre l'antimilitarisme dont se réclamait la CGT à sa création et, par exemple, le Garm (Groupe d'action et de résistance à la militarisation) au début des années 1970 ou le Groupe insoumission (GI) par la suite ?

multiples, les formes de refus de l'armée et de la guerre doivent être resituées dans leur contexte pour être rendues compréhensibles. Sinon, nous risquons d'en rester au niveau des généralités ou des amalgames. D'autant que les médias — et par la suite l'opinion publique — pratiquent souvent des confusions entre les termes antimilitarisme, insoumission, objection de conscience, pacifisme, désertion, non-violence, voire même défaitisme et autres ismes peu flatteurs sous la plume des « faiseurs d'opinion ». Pourtant, chacun de ces termes recouvre une réalité différente, inscrite dans une histoire singulière — même s'il existe des « passerelles » entre eux — et ont fait l'objet de discussions nombreuses et enflammées. Car, derrière ces distinctions terminologiques, se « cachent » des enjeux qui peuvent paraître aujourd'hui surprenants, voire même dérisoires. Mais qui, en ce temps-là, conditionnaient pourtant bien des engagements, des choix de vie...

En complément aux « récits de vie » de membres du Groupe insoumission, nous dressons un rapide panorama du paysage antimilitariste lyonnais et du contexte dans lequel est né le GI. Ces éléments n'ont

pas la prétention à l'exhaustivité mais doivent être lus comme une invitation à poursuivre le débat.

## Questions de sens...

Définir ce qu'est l'insoumission, l'antimilitarisme, nous met face à une première difficulté « méthodologique » : il n'existe pas de typologie claire, unanimement reconnue. Les frontières sont floues et mouvantes entre tous ces termes ; sans compter la connotation péjorative que le terme pacifisme a prise en France — amalgamé à la « tentation munichoise » et synonyme de lâcheté ou de trahison... — alors que ce n'est pas le cas dans des pays comme l'Italie, l'Angleterre ou l'Espagne par exemple.

Pourtant la question du rapport à la guerre et à la violence est centrale au niveau de toute organisation sociale. Elle est au cœur même de l'État. Il s'agit d'un phénomène transversal qui transcende les groupes sociaux, les niveaux culturels, les générations. Tout le monde utilise le mot « paix » et affirme tout faire pour qu'elle règne, y compris — et surtout ! — la guerre. N'est-ce pas le ministre de la défense, Charles Hernu, qui dans les années 1980 parlait à propos des militaires de « soldats de la paix » tout en développant par exemple les Far (Forces d'action rapide) ou en « organisant » le plasticage du bateau-phare de Greenpeace, le *Rainbow Warrior*, « coupable » de vouloir perturber les essais nucléaires de la France à Moruroa dans le Pacifique ?

La question de savoir quel sens donner au mot « paix » suscitera pendant de nombreuses années encore de belles *disputes* propres à remplir les rayons des bibliothèques, sans que pour autant le cours des choses ou la face du monde en soient changés ! Alors que les réfractaires, par la radicalité et la visibilité de leur acte, mettent à jour les contradictions de la société et obligent les individus comme les

institutions à se dévoiler et à se positionner par rapport à ce « pouvoir » de tuer inscrit au cœur de tout être humain et dont la « prohibition » est censée, justement, permettre de faire « société ».

### Être ou ne pas être antimilitariste...

Si l'on se réfère aux dictionnaires, l'antimilitarisme peut être défini comme le refus de la militarisation, du militarisme. En effet, le *Grand Larousse en 5 volumes*, par exemple, donne comme définition de l'antimilitarisme : « Hostilité à l'égard de l'esprit et des institutions militaires » ; et pour antimilitariste : « Qui fait preuve d'antimilitarisme »<sup>2</sup>. C'est un peu court pour un dictionnaire qui se veut « une encyclopédie vivante et actuelle, grâce à ses larges développements dans toutes les disciplines » ! Et les autres dictionnaires ne sont pas mieux fournis !

En effet, souligne l'historien Jean Rabaut dans son ouvrage *L'antimilitarisme en France 1810-1975*<sup>1</sup> : « Une sonde jetée à travers les épaisseurs des dictionnaires encyclopédiques ne rapporte que de maigres échantillons. » Et de se demander si un tel silence des lexicographes « ne révèle également pas un certain embarras »...

Confirmation nous est apportée lorsqu'on se plonge dans le CD-Rom *Encyclopædia Universalis*<sup>1</sup>. Une requête avec le mot « antimilitarisme » n'ouvre sur aucune définition, aucune notice spécifique, alors que par exemple le mot « antinucléaire » est l'objet d'une présentation... Les mots « insoumission » ou « objection de conscience » sont, quant à eux, répertoriés ; nous y reviendrons par la suite.

Du côté universitaire, le nombre de travaux consacrés de manière spécifique à l'antimilitarisme contemporain est également très faible — certes, cela est un peu différent si on se place dans une

## Être ou ne pas être insoumis...

Voici la notice que l'*Encyclopædia Universalis*<sup>1</sup> affiche lorsque on lance une requête avec le mot « insoumission » :

« Les articles 122 à 131 du Code du service national français déterminent les conditions dans lesquelles un « assujetti au service national » peut être déclaré en état d'insoumission. Cependant, dans le langage courant, la notion d'insoumission est souvent confondue avec celle d'objection de conscience ou de désertion. L'objection de conscience est un refus préalable de se soumettre à l'assujettissement au service militaire ; la désertion ne concerne que des militaires en service et abandonnant leurs postes, en temps de guerre comme de paix. L'insoumission, elle, est un refus d'exécuter l'« ordre de route », à sa réception. Le délai accordé pour l'exécution de cet ordre est de huit à quinze jours en temps de paix et de deux en temps de guerre. Celui qui n'a pas respecté ce délai, l'insoumis, est passible du Conseil de guerre, et risque des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans. Les insoumis sont privés de nombre de leurs droits civiques. La loi prévoit aussi des sanctions pour ceux qui emploient, cachent, encouragent les insoumis ou font de la propagande en leur faveur.

Dans la tradition politique que constitue le mouvement antimilitariste, il faut distinguer entre objection de conscience et insoumission. L'insoumission est le propre d'un refus souvent plus idéologiquement élaboré que l'objection. Elle est en effet rejet non seulement du service militaire, mais aussi des règlements qui permettent d'objecter. En ce sens elle est plus qu'une réflexion sur la guerre ou sur la violence, et son application concrète vise à faire poser les problèmes de l'armée en même temps que ceux de la société dans laquelle elle s'insère. Lors de la guerre d'Indochine, puis de celle d'Algérie, la

France a connu des mouvements d'insoumission. Le Manifeste des 121 (septembre 1960), signé de cent vingt et un artistes ou écrivains, réclamait le « droit à l'insoumission ». Les insoumis se regroupaient dans le mouvement Jeune Résistance. L'insoumission, telle que l'ont présentée des mouvements comme le Mouvement anticolonialiste français ou le réseau Jeanson, marque un refus de l'armée en ce qu'elle est l'expression et l'instrument d'une politique et d'un pouvoir récusés ; ce refus d'une guerre jugée politiquement inutile ou nuisible se retrouve dans le mouvement d'insoumission (draft resistance) aux États-Unis. La condamnation de la guerre du Vietnam, du rôle des États-Unis dans cette partie du monde, de l'institution militaire en tant que telle, de la violence se retrouvait dans les raisons qui amenaient nombre de jeunes Américains à ne pas rejoindre leur poste ou à brûler publiquement leur livret militaire. Ce mouvement connut une ampleur et une structuration réelles dans les années 1967-1972. Il s'intégrait souvent dans un mouvement intellectuel plus vaste, contestant les valeurs considérées comme essentielles par la société américaine. L'insoumission n'est toutefois pas seulement un acte antimilitariste propre au temps de guerre. Ce choix est le plus souvent le propre de militants qui ne refusent pas l'armée comme entité abstraite, mais plutôt ce qu'elle exprime en tant que corps social au même titre que la police ou l'État. L'insoumission apparaît donc comme un refus de l'« objection de conscience légalisée » et comme une critique radicale de l'armée en tant qu'« expression d'une société et de son pouvoir politique ».

1) CD-rom, version 5, 1999, rédigée par Pierre Spitz, chargé de recherche à l'Inra.

perspective historique plus large. Nous n'avons trouvé qu'une seule thèse : *Antimilitarisme et refus du service militaire dans la France contemporaine (1945-1962)*, de Madeleine Meyer-Spiegler<sup>5</sup>. Son auteure retient comme définition de l'antimilitarisme : « Toute attitude, jugement ou comportement qui, soit sur la base d'une doctrine structurée (libertaire, marxiste, démocratique ou non-violente [il faudrait également ajouter religieuse]), soit simplement en rapport avec des événements précis, des abus plus ou moins graves de la part des autorités militaires ou de certains individus dans l'armée, extériorise à l'égard de l'institution militaire des sentiments qui peuvent aller de la méfiance à l'hostilité systématique et violente. Cet antimilitarisme peut s'exprimer à travers la littérature et la presse, par la formation de groupes et mouvements ou par l'organisation de mouvements d'agitation dans l'armée et de désertion. Suivant le cas, il considérera qu'il se suffit à lui-même ou ne sera au contraire qu'un élément dans une lutte révo-

lutionnaire ou dans un effort réformiste où l'armée dans sa forme actuelle est considérée comme un obstacle »<sup>6</sup>.

Par contre, les responsables militaires — on s'en doute — accordent de l'importance au développement de l'antimilitarisme : dans les enquêtes qu'ils font réaliser régulièrement pour mesurer l'opinion des Français, une question porte sur ce sujet. À leur grande satisfaction d'ailleurs, puisque le pourcentage de sondés se revendiquant comme antimilitariste ne cesse de diminuer.

### Sous l'objection, l'insoumission ?

Un des intérêts que nous pouvons voir aux définitions extraites de l'encyclopédie *Universalis* (cf. encadrés) est qu'elles permettent de disposer d'une vision « extérieure » des actes de refus et donc de pointer à la fois les éléments de confusion que nous

## Objection, votre honneur...

Voici les principaux extraits de la notice sur « objection de conscience » également issus de l'*Encyclopædia Universalis*<sup>1</sup> :

« Les objecteurs de conscience sont tous ceux qui font appel des lois et règles en usage dans leur communauté à une plus irréprouvable obligation, qu'elle soit intérieure ou transcendante, spirituelle ou politique. Ils désobéissent à l'ordre en raison d'une obéissance plus contraignante à une conviction propre. Leur action se veut publique, car ils entendent non pas se réserver une liberté intouchable, mais peser sur l'ordre régnant, afin de dénoncer l'injustice ou l'absurdité qu'il perpétue. Cependant, cette action est éminemment personnelle ; elle vise à témoigner et à impressionner plus qu'à conquérir le pouvoir par les procédures de l'élection ou par le coup de force de la révolution : un objecteur de conscience est plus un témoin public qu'un opposant légal ou un conspirateur organisé. On constate que l'objection de conscience revêt une grande force quand les projets poursuivis par la communauté apparaissent odieux ou chimériques et quand les moyens utilisés par elle sont tellement corrompus qu'ils détruisent la crédibilité des buts officiellement visés. L'objection de conscience fait ainsi éclater le scandale des fins vides et des moyens inhumains ; elle rappelle que l'État n'est pas la « conscience des consciences », comme le proclamait Mussolini. Einstein exhortait à l'objection de conscience en affirmant : « Ne faites jamais rien contre votre conscience, même si l'État vous le demande. »

Cependant, l'objection de conscience doit affronter elle-même de redoutables objections. Comment peut-on distinguer l'objecteur, qui élève le niveau de morale sociale de son groupe, de l'individualiste, qui se contente de s'en désolidariser et de s'en retirer ? Comment

concevoir une morale politique qui fasse l'économie du rapport des forces et qui suppose que la non-résistance active puisse l'emporter toujours sur l'oppression ? Comment le désarmement unilatéral évoite-t-il la menace sur l'existence physique et spirituelle d'une communauté ? En un mot, comment l'objection de conscience peut-elle faire, selon son propre vœu, davantage que préserver la pureté de la conscience ? La question est devenue pressante à une époque où les citoyens sont tous mobilisés pour des entreprises de défense militaire et idéologique, alors même que les moyens de destruction, désormais disponibles, feraient de cette défense, s'ils étaient utilisés, une destruction généralisée et que tant d'autres tâches attendent au travers du monde des investissements terriblement insuffisants. On ne s'étonnera donc pas que l'objection de conscience soit devenue une question brûlante pour beaucoup, un témoignage moral toujours, un signal d'alarme politique aussi et de plus en plus. [...]

De manière précise, l'objection de conscience se présente aujourd'hui comme un refus du service militaire en protestation contre l'autosatisfaction des justifications nationales, et contre la course aux armements qui rend dérisoire la course pour faire échec au sous-développement croissant des deux tiers de l'humanité. Le développement de l'arsenal nucléaire et la folie de son utilisation possible confèrent à l'objection de conscience une signification d'alerte politique universelle. [...]

Deux motifs conjugués animent donc les objecteurs de conscience contemporains :

- Un motif moral permanent : le refus de recourir à la violence comme ultime solution aux conflits et l'apprentissage de méthodes non violentes actives, en s'inspirant

pouvions noter précédemment (par exemple entre l'objection et la non-violence...) mais aussi d'opérer notamment une distinction entre deux formes de refus :

- actes individuels de témoignage moral ;
- actes d'engagement politique.

Une première précision, qui peut paraître évidente, mais qu'il nous semble néanmoins utile d'apporter : cette distinction entre deux grandes « catégories » de refus ne recoupe pas le statut « juridique » des réfractaires car des objecteurs en titre peuvent se sentir plus proches, au niveau de la démarche « idéologique », de celle qui est décrite à propos de l'insoumission que de celle sur l'objection de conscience, sans être pour autant partie intégrante des mouvements d'insoumission dite « totale » qui se sont développés alors.

À l'inverse, bien évidemment, il se trouve des personnes en situation juridique d'insoumission qui ne

se reconnaissent pas dans la démarche des mouvements d'insoumission, voyant dans leur geste un acte strictement individuel ou religieux, comme c'est le cas des Témoins de Jéhova par exemple.

Une différence importante entre l'acte politique et l'acte moral, se situe au niveau du rapport à la justice et à la prison. Bien sûr, l'exigence morale n'est pas — ou rarement — étrangère à l'acte de refus du service national. Mais si ce refus n'a pas d'autre motivation et veut rester sur le plan du témoignage, son acteur en accepte généralement les conséquences, c'est-à-dire la peine d'emprisonnement, qui vient par là même reconnaître la valeur de son acte, voire même le justifier...

Maurice Maschino, qui fut insoumis au moment de la guerre d'Algérie et un des animateurs du mouvement Jeune résistance, a publié à l'époque plusieurs textes dans lesquels il « théorise » cette différence entre acte moral et acte politique justement à

de deux grands exemples, celui de Gandhi : « Ce n'est pas l'ennemi que vous avez à combattre, mais l'erreur de l'ennemi ; l'erreur que commet votre prochain lorsqu'il lui arrive de se croire votre ennemi. Faites-vous l'allié de votre ennemi contre son erreur » (Lettres à l'Ashram), et celui de Martin Luther King : « Il nous fallait devenir capables de supporter les brutalités sans rendre les coups. Savoir qu'il nous importait plus de gagner notre juste guerre que de sauver notre peau devait suffire à nous protéger. »

• Un motif politique nouveau : opérer une révolution copernicienne dans la conception de la défense nationale depuis que le suicide nucléaire potentiel et le sous-développement économique réel sont les faits majeurs de notre déséquilibre mondial. Passer donc d'une optique limitée de la survie de chaque État à une optique lucide de la survie de l'humanité.

Ces deux motivations s'épaulent l'une l'autre sans cependant se confondre, car la première tient à un principe et la seconde se rattache à un constat. Il faut aussi leur ajouter une troisième observation : de nombreuses guerres actuelles apparaissent particulièrement injustes. La résistance au nazisme conquérant, raciste et nihiliste de Hitler a certes battu en brèche la nocivité, idéaliste et défaitiste d'un certain pacifisme. Mais la durée interminable des guerres coloniales et la découverte que le socialisme pouvait devenir aussi impérialiste que le capitalisme ont profondément ébranlé la bonne conscience patriotique ou idéologique des citoyens mobilisés pour combattre sans cause. L'objection de conscience cesse alors d'être un acte d'incivisme individualiste : elle devient un acte de lucidité politique, l'appel à une rectification des objectifs, des moyens et des mentalités. [...]

L'objection de conscience soulève trois sortes de débats :

• À quelles conditions l'individu peut-il dire non aux injonctions de sa collectivité, sans détruire le lien d'appartenance qui fait de cet individu un membre responsable de cette collectivité et non pas un isolé sans portée ? Objecter suppose que l'on fait sien l'objet poursuivi par la collectivité, mais que l'on a des raisons, universellement persuasives, pour en changer soit l'orientation, soit les moyens. Cela suppose que l'objecteur de conscience garde une visée politique globale, même s'il a besoin d'actes individuels provocateurs pour y sensibiliser son groupe. Un lien doit donc demeurer entre l'exigence morale et la contrainte du possible, faute de quoi l'objection de conscience apparaîtrait seulement comme un soulagement — à la limite un dégagelement — de la conscience.

• Est-il certain que l'extrême de la technologie militaire pousse à rechercher les moyens non violents ? Depuis Hiroshima, n'assistons-nous pas à de multiples conflits où la force continue de jouer un rôle déterminant ? En particulier, des désarmements unilatéraux peuvent-ils, mieux que des ajustements d'équilibres, détourner notre monde de son effrayant gaspillage militaire ?

• Enfin, l'objection de conscience se présente toujours comme un engagement coûteux, allant jusqu'au sacrifice de sa vie. Comment agir quand ce coût paraît surtout devoir être payé par la vie des autres ?

L'importance même de ces débats montre que l'objection de conscience aujourd'hui n'est pas un idéalisme marginal, mais la sonnette d'alarme d'un monde qui ne croit plus à la sagesse du vieil adage : « Si tu veux la paix, prépare la guerre. »

1) CDrom, version 5, 1999, notice rédigée par André Dumas, pasteur.

partir de ce rapport à l'emprisonnement : « Il y a ici adéquation parfaite entre la « forme » et le « fond » : le « fond », c'est le non que le jeune dit à la guerre et à sa préparation ; la « forme », c'est la prison, qui enserme ce non dans sa négativité »<sup>7</sup>.

Par son refus de la prison, l'insoumis ou l'objecteur situe son acte sur un autre plan que celui du témoignage : celui de l'action, de l'engagement politique.

### Service civil : la « mère » de toutes les batailles ?

Après une phase d'actions pour la reconnaissance d'un statut juridique (improprement appelé loi sur l'objection de conscience) pour ceux qui refusaient d'accomplir leurs obligations militaires (qui s'étend des années 1950 à la fin de la guerre d'Algérie en 1963), s'est enclenchée une nouvelle « bataille » autour de la question du service « civil » de remplacement... Une revendication qui opposa non seulement les objecteurs aux autorités en place, mais qui divisa également le mouvement des objecteurs entre pro- et anti- service civil (entre courant « réformistes » et « révolutionnaires », entre les « non-violents » et les « libertaires »).

Cette évolution au sein de la population « objecteurs » s'est faite en parallèle avec le refus de se plier aux règles imposées par l'État pour obtenir le statut. En 1971 s'est donc enclenché également le mouvement OP20, consistant à retourner l'hypocrisie du texte de loi par l'envoi par tous les « postulants » d'une lettre identique dont le contenu respectait les termes imposés, c'est-à-dire faisant état de « convictions religieuses ou philosophiques »... OP20 est l'abréviation de « Opération 20 », car ils étaient au départ vingt objecteurs à s'être engagés dans cette démarche. D'autres les rejoindront par la suite. La Commission juridictionnelle, chargée à l'époque de faire le tri entre les « vrais » et les « faux » objecteurs, réagit dans un premier temps de manière aléatoire accordant le statut à certains et le refusant à d'autres. Il fallut une bagarre de plusieurs années, avec recours en Conseil d'État, pour que tous les objecteurs engagés dans ce processus obtiennent leur statut, ouvrant ainsi une nouvelle brèche.

Il est certain que la loi adoptée en 1963 sur l'objection de conscience ne convenait au bout du compte qu'à très peu de personnes du fait de la définition restrictive de l'objection, de la complexité de la démarche et de l'obligation d'effectuer un service civil de remplacement d'une durée double de celle du service militaire. Même ceux pour qui cette loi aurait dû le mieux convenir — les objecteurs pour conviction religieuse, comme, par exemple, les Témoins de Jéhova — l'ont refusée ! Car, explique Pierre Sablière, juriste qui consacra sa thèse à l'objection : « L'objection de conscience est par

essence révolutionnaire et la révolution ne s'enferme pas dans un statut »<sup>8</sup>. Ce qui explique ce mot que l'on prête au général de Gaulle en 1958 : « Je veux bien accorder un statut aux objecteurs de conscience, mais je ne voudrais pas qu'ils deviennent vite plusieurs milliers »<sup>9</sup>. En même temps, comme l'a souligné Louis Lecoin, cette loi sur l'objection ouvre une brèche « dans le rempart du militarisme, une brèche que nous élargirons aisément par la suite »<sup>10</sup>. Avec sa grève de la faim de vingt-deux jours en juin 1962, alors âgé de soixante-quatorze ans, il avait déclenché le processus qui aboutira à faire sortir les objecteurs de prison et au vote de la loi en 1963.

Un élément d'explication se trouve sans doute dans le fait que la lutte pour la reconnaissance de l'objection de conscience en France a été principalement menée à la fois par le courant anarchiste en la figure de Louis Lecoin et par le courant religieux autour de la figure de Lanza del Vasto et de l'ACNV (Action civique non-violente). Deux courants idéologiques différents, deux méthodes d'actions différentes aussi, dont les empreintes respectives se retrouveront ensuite au fil des années, y compris encore de nos jours : d'une part une action pour faire sortir de prison les réfractaires et obtenir une reconnaissance légale du refus du service militaire par un travail de « harcèlement » des députés et des autorités en s'appuyant notamment sur des personnalités reconnues (Albert Camus entre autres...) et d'autre part des actions ayant valeur de témoignage, avec la création de chantiers civils (notamment dans un bidonville à Nanterre). Bataille toujours actuelle pour les non-violents qui revendiquent encore — alors que la conscription a été « suspendue » en novembre 2001 pour les appelés « militaires » et en... juillet 2002 pour les derniers appelés « civils », les objecteurs ! — la reconnaissance d'un statut de volontaire et la mise en place d'un corps civil de paix composé de volontaires.

### Question de génération ?

Ceci dit, cette distinction entre une démarche à valeur de témoignage et une démarche collective d'engagement politique ne suffit pas à expliquer pourquoi s'est développé en parallèle à la radicalisation du mouvement des objecteurs insoumis au service civil, un mouvement d'insoumission collective comme le GI — au centre de notre travail aujourd'hui — mais également des mouvements comme le Git (Groupe d'insoumission totale), né à Lyon en septembre 1972 et qui s'est développé ensuite sur Paris et Nantes notamment ; ou ICI (Insoumission collective internationale) qui est une campagne initiée à partir d'octobre 1974, principalement autour de la personne de Jean Fabre (qui, aujourd'hui, exerce de hautes responsabilités au sein d'une structure onusienne, le Pnud).



Les insoumis ne peuvent pas être assimilés simplement à des objecteurs qui auraient poussés d'un cran supplémentaire le curseur de la radicalité... Et inversement les objecteurs ne sont pas seulement des insoumis qui s'ignorent et qui, par crainte/refus de la prison, auraient choisi une voie « tangente », plus tranquille...

D'autres éléments doivent être pris en compte et notamment une imprégnation différente de Mai 68 et de l'émergence du mouvement lycéen contre la loi Debré de 1973...

Un élément de différenciation entre les deux démarches se situe sans doute au niveau de la prise en compte d'une vision globale de l'action et de la recherche de nouvelles formes de vie au quotidien. Les « objecteurs » s'inscrivent dans une dynamique somme toute relativement plus classique de l'action politique avec le développement d'un front de lutte spécifique et la construction d'un rapport de force, l'avancée de revendications par étapes ; bref, une vision de la vie en termes de destin collectif. Les insoumis, quant à eux, se situaient alors d'emblée dans une démarche globale — mêlant joyeusement le court et le long terme, l'action politique et la vie quotidienne —, « moderne » dans le sens où elle s'inscrivait dans ce processus historique d'affirmation collective de la liberté personnelle dans l'espace public, de « l'individualisme ». Une démarche traduite par le slogan d'insoumission civile et militaire et la recherche d'un fonctionnement différent, « alternatif » que ce soit au niveau collectif ou individuel.

En toile de fond du développement d'un mouvement de refus de la conscription en France, nous soulignerons en premier lieu l'importance de la guerre d'Algérie. Cette guerre — qui n'osait pas dire son nom ! — a créé une « fracture » importante tant au niveau de l'institution militaire que de l'ensemble de la société française.

## Une guerre qui ne dit pas son nom...

Plus d'un million d'Algériens et d'Algériennes auront été massacrés durant cette guerre. Quinze mille jeunes français seront tués et soixante-six mille blessés. Comme l'analyse Benjamin Stora, « la guerre d'Algérie est bien la fracture centrale de l'après-Seconde Guerre mondiale : affrontements au sommet de l'appareil d'État, cassures dans l'armée, émergence d'une nouvelle culture politique, entrée en politique d'une nouvelle génération, bouleversements culturels... »<sup>11</sup>.

Pour mémoire, cette guerre a engendré une crise du nationalisme et d'une certaine conception de la France et de sa « mission civilisatrice ». De plus, cette guerre a débouché sur le retour du général de Gaulle aux manettes du pouvoir avec la naissance

de la V<sup>e</sup> République qui a remis l'armée au cœur de l'État et le complexe militaro-industriel comme moteur du développement économique.

En effet, la conception gaullienne — de rigueur jusqu'au milieu des années 1990 — donne à l'armée non seulement des fonctions « d'entraînement de l'économie » mais également « d'éducation populaire » et « d'intégration sociale » (ordonnance de 59, affectation de défense, maintien du service national, développement de la force de frappe, augmentation massive des exportations d'armements, etc.) : conception globale et permanente de la défense avec une place centrale et prioritaire pour l'armée sous couvert d'indépendance nationale et d'autonomie stratégique ainsi qu'une abolition de la distinction entre temps de paix et temps de guerre qui avait cours auparavant.

Le développement de la lutte contre la guerre d'Algérie a mis la question de l'insoumission au cœur du débat politique français avec la publication le 5 septembre 1961 de la « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie » signée par cent vingt et une personnalités de renom (écrivains, musiciens, universitaires, éditeurs, acteurs, scientifiques, cinéastes... Parmi les signataires : Simone de Beauvoir, André Breton, Marguerite Duras, Daniel Guérin, Maud Mannoni, Jean-Paul Sartre, Simone Signoret, Claude Sautet, François Truffaut, etc.) se terminant par une triple profession de foi qui fit alors scandale : « — Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien. — Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français. — La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres. » Rendu publique la veille du procès des « porteurs de valise » membres du réseau Jeanson, elle va connaître un grand retentissement et susciter moult polémiques sous le nom de « Manifeste des 121 ».

Il faut dire, que la « paralysie » (la défaillance...) des organisations contestatrices « traditionnelles » à empêcher la guerre d'Algérie, a favorisé le développement d'une forme de lutte et de solidarité avec le peuple algérien reposant sur un engagement personnel. Même si rares ont été les appelés à refuser de prendre part à cette guerre, ceux qui ont soit déserté, soit refusé d'exécuter un ordre, soit se sont insoumis et réfugiés à l'étranger, ont « médiatisé » pour la plupart leur acte, contribuant ainsi à populariser l'idée qu'il était possible, utile et important de poser des actes, même de manière individuelle, face à la guerre. De fait, ils ont également eu un rôle d'aiguillon, obligeant les organisations de gauche (notamment le syndicat étudiant Unef) à sortir de leur apathie et à adopter une attitude plus offensive et pas seulement morale. Un acte de refus individuel

a même été le fait d'un haut gradé militaire avec le général Jacques Pâris de la Bollardière qui s'est opposé aux méthodes du général Massu (à qui le gouvernement avait confié par ordonnance les pouvoirs de police à Alger), l'a dit publiquement et s'est retrouvé pour cela condamné à soixante jours de forteresse<sup>12</sup>.

Deux points nous paraissent importants à souligner, dans la perspective qui est la nôtre, à propos de cette « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie » :

Premièrement, cet appel, par l'écho qu'il a reçu, a entraîné le gouvernement à renforcer sa législation à l'encontre des réfractaires. Ainsi, le Conseil des ministres adopte le 22 septembre 1960 une ordonnance qui aggrave les peines sanctionnant la provocation à l'insoumission et le recel d'insoumis qui pourront désormais être de un à trois ans d'emprisonnement et/ou de 200 NF à 100 000 NF de l'époque.

Extrait de l'exposé des motifs : « *Le refus opposé par un jeune conscrit de répondre à l'appel sous les drapeaux ou par un soldat réserviste de rejoindre son corps est un acte d'une exceptionnelle gravité, qui risquerait, s'il n'était très sévèrement sanctionné, de semer, à la longue, des doutes dans les rangs de la jeunesse sur la légitimité d'un État démocratique dont l'armée est recrutée par conscription. Il s'ensuivrait une anarchie génératrice des pires subversions. Il convient donc de punir très sévèrement, non seulement les insoumis, mais encore ceux qui les incitent ou les aident à se dérober à leurs devoirs.* »

Pour les fonctionnaires une mesure supplémentaire de radiation est même prévue... Elle sera mise en œuvre par une ordonnance en date du 29 septembre 1960 autorisant la suspension de tout fonctionnaire coupable de faire l'apologie de l'insoumission, de la désertion ou de provoquer les militaires à la désobéissance, en attendant qu'il soit statué disciplinairement et pénalement sur son cas.

Cette volonté de radier de la fonction publique les réfractaires à l'armée se manifestera à plusieurs reprises par la suite, notamment au moment du vote de la loi sur l'objection mais également dans les réquisitions ou les jugements prononcés à l'encontre des réfractaires par les tribunaux.

Deuxièmement, cet appel a provoqué un débat sur la question de savoir s'il était possible ou non, légitime, voire même moral, d'appeler à l'insoumission. Un certain nombre de personnes, « d'intellectuels », ont refusé de signer ce manifeste à cause de cet appel plus ou moins explicite à l'insoumission, alors qu'ils se déclaraient en accord avec le reste du contenu, approuvant même pour certains le fait que des jeunes refusent de participer à cette guerre.

Cela a été le cas, par exemple de Jean-Marie Domenach qui a refusé de signer car il était « hostile à toute consigne qui prétend faire passer l'insoumission de ce plan de refus de conscience au plan de l'action poli-

tique générale »<sup>13</sup>. Ou de Paul Ricoeur qui ne veut pas condamner l'insoumission mais pour autant se refuse à la conseiller aux jeunes comme il l'a expliqué dans la revue *Esprit*<sup>14</sup>. Certains signataires, comme Françoise Sagan<sup>15</sup> ont également manifesté leur gêne par rapport à cet appel à l'insoumission...

C'est un débat qui aura lieu, quelques années plus tard, lors de la création, en 1972 à Lyon, par cinq jeunes insoumis, du Git (Groupe insoumission totale), au sein du Garm, conduisant à des tensions. Peut-être même les premiers véritables clivages à l'intérieur de ce groupe sur la stratégie à suivre et qui ont contribué à son effacement de la scène politique lyonnaise !

Martial Cardona, « l'homme » d'*Avis de Recherche* a bien senti, lui aussi, toute l'importance de la « charge affective » et symbolique de ce « Manifeste des 121 », puisqu'en 1978, à l'occasion de la création du Grit (Groupe révolutionnaire insoumission totale), il essaya de monter un coup médiatique autour d'un nouveau texte d'appel de soutien à l'insoumission qu'il soumit — entre autres — aux signataires du premier « Manifeste »... Il recueillit environ cent cinquante paraphes d'écrivains, d'artistes, de journalistes, d'avocats, etc., et du coup bénéficia d'une pleine page dans *Libération* du 12 avril 1978 dans laquelle les signataires affirmaient en conclusion de l'appel :

- « Les soussignés considérant que chacun doit se prononcer sur des actes qu'il est de moins en moins possible de présenter comme des faits divers de l'aventure individuelle ; considérant qu'eux-mêmes à leur place, et selon leurs moyens, ont le devoir d'intervenir, non pas pour donner des conseils aux hommes qui ont à se décider personnellement face à des problèmes aussi graves, mais pour demander à ceux qui les jugent de ne pas se laisser prendre à l'équivoque des mots et des valeurs, déclarent :
- Nous respectons et jugeons justifiés les actes d'insoumission totale et de désertion.
- Nous respectons et jugeons justifiés l'auto-organisation des divers groupes d'insoumission totale ainsi que les réseaux d'aide qui peuvent se créer autour d'eux...
- Nous défendrons la cause des insoumis totaux qui contribue à abattre les fondations du vieux monde. »

Au lendemain de la guerre d'Algérie, alors que la France entame une « marche forcée » pour entrer dans la « modernité », l'armée française se replie sur l'Hexagone et, tout en se lançant dans la folle course nucléaire, connaît une période de repli sur elle-même, de doute et de recherche d'un « nouvel ennemi » sur lequel se focaliser et fonder sa cohésion interne.

De plus, avec la fin des guerres coloniales, le service militaire perd sa raison d'être en tant que four-nisseur de « chair à canon » indispensable pour la bonne conduite des opérations. Son rôle devient

alors quasi exclusivement idéologique — si on met de côté la fonction de « valet de chambres » (ou chauffeur, serveur, secrétaire, etc.) pour les membres de la hiérarchie militaire. Il change d'ailleurs de nom pour prendre, en 1965, celui de service national...

## Un Mai 68 paradoxal

Le second événement du « paysage » propice au développement de l'insoumission est ce « printemps 68 » qui a fait éclater le carcan social d'une société française bloquée et qui « s'ennuie », tout en donnant un souffle nouveau aux aspirations radicales et libéro-libertaires.

« À grands traits, on peut dire que le Mai 68 lyonnais est similaire au Mai 68 parisien, maintenant bien connu », souligne Olivier Marchesi en conclusion de son travail de recherche sur *Lyon en Mai 68*<sup>16</sup>. Et de poursuivre : « Le Mai 68 lyonnais s'est construit une identité complexe, parfois en référence à ce qui se passait dans la capitale, parfois en référence au terreau lyonnais et aux événements qui se sont déroulés dans l'espace urbain lyonnais. »

Bien sûr, Mai 68 « ne surgit pas dans une France calme »<sup>17</sup>. « Les journées de mai-juin 1968 [...] vont révéler l'ensemble des conflits qui pouvaient traverser la société. Conflits vis-à-vis de l'enseignement, conflits de classes, conflits sur la conception et la mise en œuvre de la culture, conflits de génération, conflits contre la toute-puissance du pouvoir politique. Toute une violence latente de la société explose »<sup>18</sup>.

Certes, Mai 1968, du point de vue « antimilitariste », peut apparaître comme paradoxal car l'armée n'a pas été remise directement en cause durant cette période alors qu'elle représentait l'archétype même de l'obéissance, de la soumission, du dressage contesté par ailleurs par les étudiants. Sans compter que la lutte contre la guerre que menaient les Américains au Vietnam jouera un rôle déclencheur important dans l'agitation sociale de ce printemps 1968 qui n'a pas concerné que la France mais également bien d'autres pays occidentaux (États-Unis, Allemagne, etc.)<sup>19</sup>.

Dans les différents récits de ces journées, il n'existe pratiquement aucune trace d'un travail spécifique en direction des casernes, des appelés, dont nombre se trouvaient alors consignés et tenus en état d'alerte au sein de leur régiment. La police est clouée au pilori (notamment au travers du raccourci CRS = SS), l'école également, l'usine, évidemment, etc., l'armée non, ou si peu ! Pourtant ne représente-t-elle pas le symbole majeur de cette autorité et de cet ordre mis en cause ? N'est-ce pas après un voyage à Baden-Baden auprès d'un de ses généraux, que le général de Gaulle a tenté de reprendre la main sur les événements ?

L'armée, quant à elle, tirera des enseignements de cette « révolte » qui a réussi à paralyser la France durant plusieurs semaines et en tiendra compte au niveau de son organisation et de la stratégie élaborée. Les gouvernements successifs vont procéder à une importante restructuration de l'armée dont les régiments vont s'entraîner à la guérilla urbaine afin de pouvoir faire face à la « subversion intérieure », à « l'ennemi intérieur » selon les termes utilisés alors par les responsables politiques.

Aujourd'hui, cela peut nous paraître surprenant, voire même risible, mais la hiérarchie militaire était alors fort inquiète vis-à-vis de ses possibilités d'utiliser la troupe et d'en garder le contrôle en cas de répétition d'un mouvement similaire à Mai 68 et elle devait tout faire pour contrer ce risque. En tout cas tel était le sens d'un rapport, dont *Le Monde* se fit l'écho en 1978, émanant du chef d'état-major interarmes, le général de Boissieu.

## L'émergence d'un mouvement des femmes

Il peut paraître surprenant de pointer en toile de fond l'émergence du mouvement des femmes alors que le service militaire ne concernait que les hommes, représentant même durant de nombreuses années un gage de virilité, le rite d'entrée dans la vie adulte pour les jeunes mâles. Pourtant, l'émergence et l'affirmation du mouvement des femmes contribua par sa dénonciation du partage des rôles masculin/féminin et de la confiscation du pouvoir (au sens large du terme) par les hommes, à une remise en cause notamment du service militaire dans sa fonction prétendument « éducatrice ».

De plus, même si, pour la plupart, les femmes qui participaient au mouvement antimilitariste s'y engageaient au départ en soutien face à la répression subie par les réfractaires, une parole « féministe » et un engagement spécifique ont pu émerger dans différents lieux pour remettre en cause la militarisation de la société.

Un questionnement qui, d'ailleurs, a conduit un membre du Groupe insoumission à réaliser une brochure sur *Les femmes et l'armée* (cf. l'entretien avec Alain Pigault).

## L'extension du camp militaire au Larzac

L'action des paysans du Larzac contre l'extension du camp militaire de 1971 à 1981 ne peut pas être considérée comme une lutte antimilitariste en tant que telle. Pourtant, cette mobilisation a sans aucun doute permis une imprégnation de larges pans de la société aux idées antimilitaristes. De plus, autour de la détermination des paysans du plateau,

s'est développé un vaste mouvement de solidarité ainsi que d'actions de désobéissance civile allant du renvoi des papiers militaires au refus-redistribution d'une partie des impôts.

Ayant réussi à faire du refus de l'extension du camp militaire sur le plateau du Larzac une action symbolique de la contestation globale de ces années-là au plan national, la gauche, en arrivant au pouvoir en mai 1981, ne pût qu'annuler ce projet. Ce qui — avec un ensemble de mesures du même acabit, plus symboliques que « révolutionnaires » — permit de contribuer fortement à la démobilisation militante qui avait pourtant largement contribué à l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République.

L'organisation de grands rassemblements sur le plateau du Larzac, comme durant les étés 1973, 1974, 1977, etc., offrait la possibilité aux antimilitaristes d'établir des liens et d'être insérés dans les différentes mobilisations sociales de l'époque dans le monde paysan comme dans le monde ouvrier, avec par exemple la lutte des Lip, les actions de solidarité avec le tiers-monde, l'action des paysans-travailleurs (dont l'actuelle Confédération paysanne est issue...), la lutte antinucléaire, etc.

Sur Lyon, comme dans la plupart des régions, il existait un Comité Larzac fort actif qui était animé par un groupe de personnes issues des mouvances à la fois non-violentes (Man), d'extrême gauche (principalement du PSU), syndicales (CFDT) et antimilitaristes.

### Nucléaire : du militaire au civil...

Au début des années 1960 se développe en France un mouvement de refus de l'armement atomique sous l'égide des organisations traditionnelles de la gauche qui se regroupent en 1963 au sein d'un « Comité national contre la force de frappe » réunissant toutes les composantes de la gauche politique et syndicale (PSU, Parti communiste, SFIO (socialistes), Parti radical, CGT, Fen, SNI, Unef, Mouvement de la paix, Ligue des droits de l'homme, Action civique non-violente, Ligue nationale contre la force de frappe, MCAA). De grandes manifestations sont décidées au niveau national et mises en œuvre par les différentes sections de ces organisations.

Le MCAA (Mouvement contre l'armement atomique), a été créé en 1963 par Claude Bourdet (avec notamment Jean Rostand, Alfred Kastler, etc.) et s'appuie sur le PSU pour développer des sections locales. Son action est prioritairement centrée sur la lutte contre l'arme nucléaire : travail d'information et organisation notamment de marches annuelles dans les différentes grandes villes. La première a lieu le 12 mai 1963. Ce mouvement s'impliquera

également contre la guerre du Vietnam et la militarisation de la société. Après 1968, le MCAA est devenu le MDPL (Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté), prenant en compte les nouvelles aspirations sociales. Le MDPL sera notamment un des piliers de la mobilisation du début des années 1980 contre l'implantation des euromissiles (SS20 soviétiques et Pershing II américains). Ce mouvement n'échappera pas au mouvement de reflux d'une certaine forme de militantisme durant les années 1980 et prononcera sa dissolution en 1996<sup>20</sup>. À Lyon, le MCAA/MDPL a eu une activité plus ou moins régulière de 1964 à fin 1995.

L'action contre le « nucléaire militaire » s'est vue, à partir du milieu des années 1970, supplantée par la lutte antinucléaire « civile » avec le développement du programme d'implantation de centrales nucléaires en France suite à la crise du pétrole de 1972-1973.

Sur la région lyonnaise ce fut l'importante mobilisation — qui s'est poursuivie jusqu'en 1995 ! — contre l'implantation du surgénérateur Superphénix à Creys-Malville. Mobilisation qui coûta la vie à Vital Michalon lors du rassemblement de l'été 1977.

### Du côté des non-violents

Le courant non-violent a également contribué au développement des actions contre l'armée et en faveur de l'objection de conscience, principalement l'ACNV (Action civique non-violente), née dans la mouvance de la Communauté de l'Arche créée par Lanza del Vasto dans les années cinquante. Elle sera d'ailleurs à l'origine de ce qui est sans doute la première manifestation contre l'armement atomique en France, lorsque le 11 avril 1958 plus de quatre-vingts personnes, membres et sympathisants des communautés de l'Arche, franchiront les portes de l'usine atomique de Marcoule dans le Gard<sup>21</sup>...

Sur Lyon, ce courant a connu un certain succès, puisque au milieu des années 1970 plus d'une centaine de personnes étaient adhérentes du Groupe lyonnais de préparation à l'action non-violente. Et leur local, situé alors au 68 rue Mercière dans le deuxième arrondissement, servait de base pour de nombreux groupes « radicaux »... Les non-violents seront au point de départ de plusieurs campagnes importantes, comme par exemple la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud avec le boycott des oranges Outspan. Ils seront également présents dans les différents collectifs militants et dans des actions de soutien. En 1973, le Groupe lyonnais de préparation à l'action non-violente participera à la création du Man (Mouvement pour une alternative non-violente)<sup>22</sup>.

## Le Garm, un mouvement « moderne »

Un certain nombre de personnes ne se satisfont pas de ce type de mobilisation reposant sur de grandes manifestations rituelles et cherchent à développer des formes d'engagement-témoignage plus impliquant, comme notamment le renvoi des livrets militaires.

Cet acte entraîne pour une partie de leurs auteurs une convocation au tribunal. C'est ainsi qu'en 1967 naît le Garm (Groupe d'action et de résistance à la militarisation), nom que prend le comité de soutien aux renvoyeurs lyonnais de papiers militaires confrontés à la justice...

Il regroupe des personnes venues de divers horizons : chrétiens, non-violents, pacifistes, libertaires, socialistes, etc. et a su créer une dynamique qui n'a pas eu véritablement d'équivalent dans d'autres villes de France, notamment au niveau de la permanence et de la réalité de son activité, ainsi que de l'éventail des personnes impliquées.

Le Garm développe un type d'actions de protestation — ce qui est alors une innovation — à la fois spectaculaires, symboliques et/ou illégales à visage découvert, revendiquées, utilisant également l'humour et la dérision, sans négliger pour autant le travail de réflexion, de sensibilisation et d'information (du tract au livre<sup>23</sup>).

Son champ d'action se veut large, abordant les différents aspects de la militarisation : ventes d'armes, bagnes militaires, solidarité avec les réfractaires, actions anti-impérialistes, etc. Difficile de dresser le palmarès de toutes les actions menées par le Garm, car elles étaient, suivant les périodes, quasi hebdomadaires voire même journalières pour faire face à la répression subie par l'un ou l'autre des objecteurs ou des insoumis appartenant à la mouvance. L'action la plus spectaculaire du groupe fut de pénétrer à deux reprises (les 30 janvier 1971 et 30 janvier 1972) au sein du poste de commandement en second de la force de frappe installé sur le Mont Verdun. Action relayée nationalement par les médias. Mais on peut également pointer les multiples actions de soutien aux objecteurs qui s'étaient vus refuser le statut comme Janin et Fayard en 1972, les actions d'enchaînement comme, par exemple, celle sur la voie ferrée en soutien aux objecteurs espagnols, les perturbations de différents défilés militaires ou de journées portes ouvertes organisées par l'armée, l'intrusion au sein de la prison de Montluc en soutien à des insoumis, sans oublier les nombreuses distributions de tracts et autres actions d'information du public.

Tout en agissant localement, sans chercher à essaimer au niveau national ni à fédérer d'autres groupes, il s'inscrivait dans une préoccupation et une démarche globale, quasi a-nationale. Le Garm

n'était pas hors des courants antimilitaristes qui existaient alors mais il les transcendait en quelque sorte par la priorité mise sur l'action directe et la solidarité active.

Un phénomène similaire a existé également de manière spécifique sur la place lyonnaise au niveau de la mouvance libertaire (ou anarchiste) qui se regroupait autour de projets (comme la mise en place d'une librairie, La Gryphe, Lyon 7<sup>e</sup>), de lieux communs (comme le local du 13, rue Pierre-Blanc, Lyon 1<sup>er</sup>) et non autour d'une ligne politique déterminée (Fédération anarchiste, Organisation communiste libertaire, etc.), comme dans de nombreux autres endroits.

Le mode de fonctionnement du Garm est, pour l'époque, innovant, reposant sur la notion de réseau, non hiérarchisé, souple, convivial. Avec comme conséquence qu'il ne s'agissait pas d'un fonctionnement démocratique au sens associatif du terme, avec des assemblées générales qui délibèrent et élisent des représentants par un vote majoritaire. L'appartenance au Garm était le fruit d'une participation aux actions et à la vie du groupe, par cooptation et non par adhésion à une charte ou par règlement d'une cotisation. Pas de représentant légal officiel non plus. Ce fonctionnement permettait — ce qui dans le contexte de l'époque avait une certaine importance — d'assurer une plus grande confidentialité dans l'organisation des actions, vis-à-vis des forces de police promptes à intervenir...

Petit détail annexe mais qui a aujourd'hui une certaine résonance : la parité était déjà largement pratiquée au sein du groupe.

Il est difficile de dater de manière précise la fin du Garm. La radicalisation des luttes, l'importance de la répression, une certaine difficulté également à s'engager dans le soutien aux formes d'action et d'engagement des insoumis totaux, font que le Garm cessera peu à peu d'être le lieu de regroupement des antimilitaristes sur Lyon. Un travail, mené par quelques personnes, se poursuivra autour de la dénonciation des tribunaux militaires, les TPFA ; il débouchera notamment — outre des chroniques régulières dans *Libération* — sur la publication en 1977 du livre de Mireille Debard (animatrice du Garm) et de Jean-Luc Hennig (journaliste à *Libération*), *Les juges kaki*, aux éditions Alain Moreau.

Quelques militants — issus de la mouvance objecteurs — ont essayé au début des années 1980 de relancer le Garm avec la volonté de sortir de la spirale du soutien à la répression et de prendre en compte l'ensemble des questions soulevées par la militarisation de la société. Projet qui n'a pas abouti, car notamment il n'a pas réellement permis à de nouvelles personnes de s'investir dans l'action antimilitariste.

## Droit syndical pour les appelés ?

Les années 1970 voient aussi apparaître un mouvement de contestation à l'intérieur des casernes, initié par les militants d'extrême gauche avec comme revendication phare : le droit syndical pour les conscrits et les engagés.

La stratégie d'action adoptée repose sur une large part de travail « clandestin » au sein des casernes, effectué par les militants appelés au service national et non réformés : regroupement d'un noyau de militants, souvent mis en contact par le biais des organisations, rédaction et diffusion de tracts ou d'un journal sur la caserne en essayant d'obtenir une signature, une aide et une « couverture » par un syndicat (CFDT, mais aussi CGT), et aussi d'exploiter le mécontentement des appelés « lambda » pour le transformer en refus de certains ordres, brimades et autres corvées.

Dès 1972 (dans le *Manifeste de Toulouse*), le PSU met en avant cette revendication du droit syndical dans les casernes après un débat assez vif en son sein sur les formes de lutte vis-à-vis de l'armée et du service national entre partisans du travail depuis l'intérieur ou depuis l'extérieur de l'institution militaire.

L'élection présidentielle de mai 1974 sera l'occasion choisie par l'extrême gauche pour porter cette revendication au cœur du débat social avec la publication d'un appel signé au départ par cent soldats, « l'Appel des cent », qui servira en quelque sorte de plate-forme commune de référence.

Plusieurs organisations nationales — avec leur déclinaison locale — sont mises en place par les différentes tendances politiques de l'extrême gauche sur fond de clivages idéologiques :

- Cam (Comité de lutte antimilitariste). Créé au printemps 1972. Publie un mensuel *Lutte antimilitariste* dont le numéro 1 paraît en juillet 1972 et tient des assises en décembre de la même année où est adoptée la plate-forme de l'organisation qui prend pour sigle Cam. Le groupe trotskiste Révolution ! veut « regrouper l'aile révolutionnaire du mouvement antimilitariste alors dominé par les groupes d'objecteurs et d'insoumis »<sup>24</sup> ;
- CDA (Comité de défense des appelés). Créé en juin 1973, à la suite des mobilisations lycéennes contre la loi Debré, par la LCR (avec des militants issus du MDPL et des Comités de soutien aux objecteurs de conscience, qui sont vite marginalisés...). Publie un mensuel *Crosse en l'air* ;
- IDS (Information pour les droits des soldats). Créé en avril 1974 à l'initiative du PSU, sur une stratégie plus « réformiste », avec le soutien de membres des Jeunesses socialistes, de la CFDT, de la LDH, etc. IDS publie *Le Soldat*. Pour la « petite histoire », sur Lyon un des animateurs

s'appelait... Gilles Buna, l'actuel second adjoint au maire de Lyon !

Cette stratégie de « montée en tension » de l'extrême gauche sur la question militaire par le biais du droit syndical porte ses fruits en conduisant les syndicats ouvriers à se positionner sur le sujet, et pour certains d'entre eux, à reprendre à leur compte cette revendication, apportant même leur soutien à la constitution de sections syndicales d'appelés comme l'a fait l'Union locale CFDT de Besançon. La rançon de son succès est que cette stratégie débouche sur un affrontement « violent » de la part de l'État. Une première tentative juridico-répressive est lancée contre trois appelés (Robert Pelletier, Serge Ravet et Alex Taurus), membres ou proches de la LCR, qui avaient conduit une manifestation de près de deux cents soldats dans les rues de Draguignan le 10 septembre 1974 et se sont retrouvés inculpés de « incitation de militaires à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline » devant le TPFA de Marseille les 7 et 8 janvier 1975. Procès qui sera surtout une formidable caisse de résonances pour les idées antimilitaristes.

La deuxième salve répressive — qui sera menée avec un succès certain — se déroulera à la fin de l'année 1975, avec l'appui de la Cour de sûreté de l'État. À la demande du ministre de la défense de l'époque, Yvon Bourges, le Garde des sceaux ouvre le 28 novembre 1975 une information contre X pour « tentative de démoralisation de l'armée »... Rien moins que ça !

Dans le cadre de cette information, des dizaines de soldats, de militants politiques et syndicaux, quelques objecteurs et insoumis, se verront interrogés, mis aux arrêts de rigueur ; des locaux d'organisations syndicales (CFDT) ou politiques seront perquisitionnés. En tout cinquante-six personnes seront inculpés, une vingtaine emprisonnée pendant plusieurs semaines (dont quatre Lyonnais-e-s : Maryvonne Marcou, Mimmo Pucciarelli, Igor Bruno Mondo (libertaires) et Armand Creus (LCR)). Le dernier emprisonné sera relâché seulement en mars 1976 après plus de trois mois de détention préventive et les derniers « non lieu » concernant cette affaire, ne seront prononcés que le... 25 août 1978 !

Cet important « coup de force » visait notamment à tester les réactions de la gauche traditionnelle (politique et syndicale) vis-à-vis de l'extrême gauche. Une opération réussie dans la mesure où il entraînera une attitude de repli de la part des organisations de gauche comme la CFDT ou le Parti socialiste qui, sous la pression entre autres de leurs propres militants, commençaient progressivement à reprendre à leur compte certaines des revendications et des argumentations avancées par les différents courants antimilitaristes. Et, par contrecoup, il sonnera le repli des militants d'extrême gauche sur cette question.

## Lutte des objecteurs : de la radicalisation à la dissidence...

Dans la première partie nous avons souligné les contradictions de la reconnaissance légale de l'objection de conscience, notamment vis-à-vis du service civil. Contradictions qui se répercutent évidemment au sein du mouvement objecteurs... Alors que les objecteurs avaient obtenu une relative autonomie dans l'accomplissement du service de remplacement, le gouvernement décide au début des années 1970 de les « reprendre en main » car, selon la Sécurité militaire, les objecteurs représenteraient « l'indice le plus sérieux de perversion par les jeunes » car « certains invoquent maintenant des motifs politiques pour justifier leur position »<sup>25</sup>.

Du coup, en avril 1972, par le biais d'une circulaire ministérielle, le gouvernement affecte de manière autoritaire l'ensemble des objecteurs au sein de l'Office national des forêts (ONF) — le ministre de l'agriculture était un certain... Jacques Chirac. C'est le départ d'un mouvement d'insoumission au service suivi par une large majorité des objecteurs. Cette mesure s'accompagne de la promulgation, en septembre de la même année, du décret dit de Brégançon, qui tend à soumettre les objecteurs au régime général des conscrits : interdiction de participer à des réunions politiques ou syndicales, interdiction de manifester, tenus au devoir d'obéissance, etc. Bref un véritable régime disciplinaire qui ne pouvait que renforcer la radicalisation des candidats à l'objection. D'autant qu'à partir de l'automne 1973, nombre d'objecteurs insoumis commencent à recevoir une citation à comparaître devant les tribunaux pour leur refus d'affectation.

C'est dans ce contexte que sont créés début 1974 les Clo (Collectif de lutte des objecteurs) à partir d'un appel élaboré par un groupe d'objecteurs insoumis, majoritairement libertaires, basé à Toulouse. Ils s'engagent dans la publication tous les quinze jours du journal *Objection*. Les Clo sont en fait la première organisation spécifique de regroupement des objecteurs au niveau national. Ils se définissent comme une organisation d'appelés en lutte et vont lancer au cours de leur existence (jusqu'au début des années 1980), différentes campagnes pour élargir le droit à l'objection à tout moment et pour tout motif, pour appeler au refus de la conscription et pour organiser le soutien face à la répression.

Après avoir participé au regroupement des Clo, les objecteurs « non-violents » partisans d'un « véritable service civil » comme lieu entre autres de formation à une « défense non-violente » en parallèle à l'armée, vont scissionner et fonder en février 1977 la Fédo (Fédération des objecteurs). Cette association loi 1901 sera dissoute par le gouvernement en 1979, ce qui conduira ses animateurs à créer le Mouvement des objecteurs de conscience (Moc), qui existe toujours. Même si peu de groupes ont

encore une réelle activité, la conscription ayant été suspendue...

Sur Lyon, un regroupement d'objecteurs se reconnaissant dans la démarche des Clo a vu le jour dès septembre 1974. Outre son activité militante locale propre, le Clo-Lyon assura de 1976 à 1979 la parution, tous les quinze jours, du journal *Objection*.

## « Réinventons la vie »

Depuis 1963, la plupart des réfractaires à l'armée positionnaient leur refus de la conscription dans le cadre de la loi sur l'objection de conscience. Même si, pour des raisons de demandes considérées comme politiques ou hors délais, certains se retrouvaient en situation d'insoumis sur un plan juridique. Au début des années 1970, un certain nombre de jeunes commencent à critiquer la loi sur l'objection, pas tant à cause de ses limites ou de ses insuffisances mais dans son principe même. Ils estiment que le service civil n'est qu'une simple modalité d'accomplissement du service national et que, de ce fait, il légitime la conscription et l'armée. Demander le statut, même si c'est pour ensuite refuser d'accomplir un service civil, leur paraît un compromis inacceptable face aux menaces que fait peser l'armée sur l'ensemble de la société. Inscrivant leur refus du service national dans une démarche plus globale de refus de l'État et de ses différentes institutions, ils ne se reconnaissent plus comme objecteurs mais bien comme insoumis.

Une première tentative de regroupement d'insoumis voit alors le jour sur Lyon, émanant d'un noyau de jeunes en rupture issus du réseau « Réinventons la vie », fondé à l'automne 1971 autour du refus de l'école et de la famille. Ce groupe sera partie prenante notamment de la « fête des fous » qui s'est déroulée à Lyon en février 1972.

Appelés au service national et décidés à ne pas y aller, cinq jeunes créent en septembre 1972 le Groupe insoumission totale (Git) et rédigent une « Lettre de quelques gouvernés à leurs gouverneurs » qui leur sert en quelque sorte de manifeste, dans laquelle ils affirment leur refus du service qu'il soit militaire ou civil<sup>26</sup>.

Des Groupes insoumission totale apparaissent dans plusieurs villes comme Paris, Nantes, Grenoble, etc.

Le Git organise sur Lyon durant l'automne 1972 plusieurs manifestations spectaculaires comme l'occupation d'une verrière à l'entrée des bureaux d'EDF-GDF alors situés en plein centre de Lyon, rue de la République ou le toit de l'abri de la station de taxis devant la gare de Perrache.

Fin décembre 1973, quelques membres du Git veulent inaugurer un nouveau style « d'action directe » et semi-clandestine qui d'ailleurs s'apparente

plus à une fuite en avant : ils bloquent une voiture de l'armée et renversent un seau de peinture sur le colonel qui se trouvait à l'intérieur, avant de s'éclipser.

Dans ces années-là, d'autres tentatives de regroupements autour de l'insoumission voient le jour, comme par exemple les Groupe d'insoumission collective (à Rouen, Caen, Dreux...) et ICI (Insoumission collective internationale), qui voit le jour en octobre 1974 à Paris : une campagne animée au départ par douze insoumis (français, italiens, belges, hollandais, suédois...). Mais le désir manifesté par les participants à ces groupes que la somme des insoumissions individuelles débouche sur une insoumission collective se concrétise difficilement du fait principalement de la répression subie par les insoumis.

C'est l'époque également où un ministre de la défense, Michel Debré pour ne pas le nommer, décide de limiter l'octroi des sursis pour les appelés, de façon à ce que les jeunes partent le plus tôt possible à la caserne, espérant sans doute éviter ainsi qu'ils ne se rebellent... Manque de chance pour le gouvernement d'alors, ce projet de réforme déclenche une mobilisation importante des lycéens et des étudiants sur l'ensemble du territoire français. Un « printemps des lycéens » auquel ont participé la plupart de ceux qui par la suite se retrouveront au sein du Groupe insoumission...

## Essoufflement ?

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, l'action antimilitariste ira en déclinant car les nouveaux dirigeants ont su : d'une part, désamorcer les mouvements de refus par l'octroi de mesures hautement symboliques comme l'arrêt de l'extension du camp militaire du Larzac, la suppression des tribunaux militaires (TPFA), l'amnistie pour un certain nombre de réfractaires, la mise en place d'une concertation avec les organisations d'objecteurs en vue d'une modification de la loi ; et d'autre part, redéfinir le rôle de l'armée (Force d'action rapide, soldats de la paix, etc.) et renforcer les liens entre l'armée et la nation, notamment par la signature de plusieurs protocoles avec les ministères de l'éducation nationale, de la culture, de la jeunesse et des sports, etc. Sans doute faut-il également prendre en compte, après les années de tension du règne de Valéry Giscard d'Estaing et de sa politique répressive à l'égard du mouvement social, l'essoufflement des militants et le désir de passer à autre chose dans la mesure où leur situation individuelle, qui avait dans la plupart des cas servi de déclencheur à leur engagement, était réglée.

Toutefois, un des paradoxes de la lutte des antimilitaristes n'est-il pas d'avoir favorisé une meilleure intégration dans la société de cette institution qu'ils voulaient voir disparaître ? Son succès — relatif — n'a-t-il pas également causé sa perte ? En effet, après une période de repli sur soi (suite à la « perte » des colonies), à partir du milieu des années 1970, pour faire face à la remise en cause de sa légitimité, l'armée s'est lancée dans une vaste opération de relations publiques et de reconquête de l'opinion publique. Cette attitude d'ouverture sur l'extérieur serait le résultat à la fois d'une nécessité que l'on peut qualifier de « stratégique », liée entre autres à la crédibilité de la politique de dissuasion nucléaire et à l'acceptation par l'ensemble de la société de l'importante ponction opérée par les militaires sur le budget national ; mais elle serait aussi la conséquence de la montée de la contestation à son encontre<sup>27</sup>. D'ailleurs, pour un certain nombre de « décideurs » ou de « commentateurs » politiques, la décision de « suspension » du contingent prise en 1995 — alors qu'il n'existe plus de mouvement de lutte à ce sujet — pourrait bien avoir comme effet bénéfique — secondaire — la suppression d'un point d'ancrage pour le maintien d'un courant et d'une « culture » antimilitariste ; ou même pour son éventuel développement...

- 1) Michel Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs. Histoire des réfractaires en France*, Éditions Stock, Paris, 1983, p. 15.
- 2) *Grand Larousse en 5 volumes*, tome 1, Paris, édition de 1989, p. 156.
- 3) Jean Rabaut, *L'antimilitarisme en France 1810-1975. Faits & documents*, Éditions Hachette, Paris, 1975, pp. 9-10.
- 4) *Encyclopædia Universalis*, cédérom, version 5, 1999.
- 5) Thèse de doctorat de recherche de sciences politiques, 2 volumes multigraphiés, Paris, 1969, bibliothèque de la Fondation des sciences politiques, collection 4° 2185 (46), I et II.
- 6) *Idem*, Introduction, p. V.
- 7) *In Le droit à l'insoumission (le dossier des "121")*, François Maspéro éditeur, Paris, Cahiers libres n° 14, janvier 1961, p. 202.
- 8) Pierre Sablière, *Le statut légal de l'objection de conscience en France*, thèse pour le doctorat de droit public, Université de Paris, 1971, p. 149.
- 9) Cf. Louis Lecoin, *Le cours d'une vie*, autobiographie éditée par l'auteur en 1965, disponible auprès de l'UPF (BP 196, 75624 Paris Cedex 13), p. 324.
- 10) *Le cours d'une vie*, op. cit., p. 324.
- 11) Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, éd. La Découverte/essais, Paris, 1991, p. 247.



## Matériaux pour l'histoire du Groupe insoumission

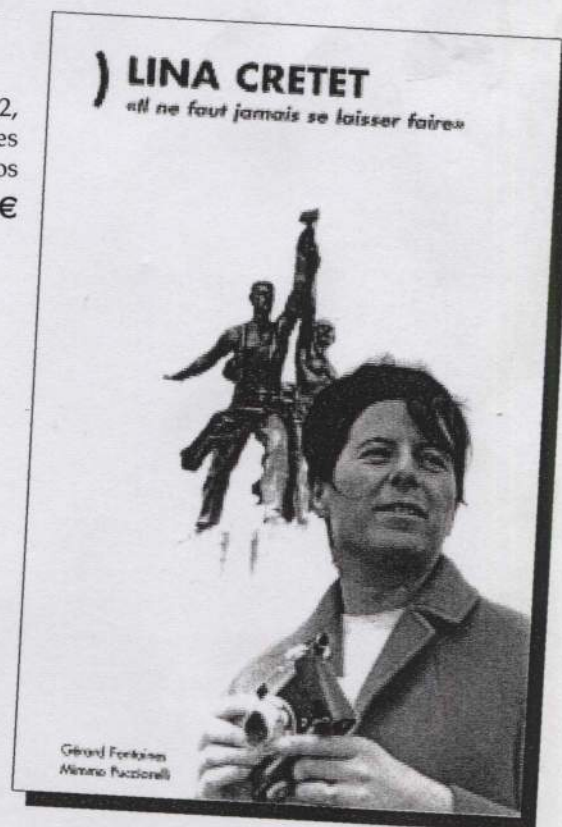
- 12) Cf. Général de Bollardière, Bataille d'Alger, Bataille de l'homme, Desclée de Brouwer, 1972 et Jacques de Bollardière, *compagnon de toutes les libérations*, dossier réalisé par la revue *Non-Violence Actualités* (BP 241, 45202, Montargis Cedex).
- 13) Cf. *Le droit à l'insoumission (le dossier des "121")*, François Maspéro éditeur, Paris, Cahiers libres n° 14, janvier 1961, 231 pages, p. 141.
- 14) Numéro d'octobre 1960, article repris dans *Le droit à l'insoumission*, op. cit., pp. 143-147.
- 15) Cf. *Le droit à l'insoumission*, op. cit., pp. 115-123.
- 16) Olivier Marchesi, *Lyon en mai 68*, mémoire de fin d'études, Institut d'études politiques de Lyon, septembre 1998, p. 223 et 225. À signaler que ce document, réalisé par un membre de Révoltes, devrait faire l'objet sous une forme retravaillée d'une publication dans les mois à venir.
- 17) À ce propos, nous renvoyons le lecteur à la première recherche conduite par le groupe Révoltes : *Histoires d'une usine en grève : Rhodiacéta, 1967-1968, Lyon-Vaise*, Éditions Révoltes, Lyon, 1999, 207 pages, 10 euros.
- 18) Olivier Marchesi, *Lyon en mai 68*, op. cit., p. 10.
- 19) Cf. *Mai-juin 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, ouvrage collectif édité par la BDIC, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Paris, 1988, 304 pages.
- 20) Pour en savoir plus, on se reportera au numéro spécial-bilan de la revue *Alerte atomique*, « 1963-1996, du MCAA au MDPL : 33 ans d'actions et de réflexions », mars 1997, 100 pages, 12 euros ; disponible auprès du MDPL, BP 2135, 34026 Montpellier Cedex 1.
- 21) Pour en savoir plus, on se reportera à l'ouvrage autobiographique d'un des principaux animateurs de ce courant sur Lyon, Jean-Pierre Lanvin, *À Dieu vat. Carnets de route*, Éditions du CDRPC, 1999, 392 pages.
- 22) Le Mouvement pour une alternative non-violente est toujours présent sur Lyon à l'adresse suivante : Man, 39, rue Courteline, 69100 Villeurbanne.
- 23) Trois membres du Garm publieront une des premières études critiques importante sur la militarisation : Olivier Brachet, Christian Pons et Michel Tachon, *La France militarisée*, Éditions du Cerf, 1974.
- 24) Comme il est indiqué dans une « autodéfinition » publiée dans l'hebdomadaire *Politique hebdo*, 17-23 avril 1975, p. 26.
- 25) *Synthèse annuelle de la Sécurité militaire*, 1970, document diffusé sous forme de brochure par la Ligue communiste, p. 30.
- 26) Martial Cardona, qui, avec quelques amis, créera en septembre 1978, *Avis de recherche*, un bulletin d'information sur l'insoumission, raconte dans *Cavales insoumises* (éditions Avis de recherche, 1982), dans une version largement « embellie » et « romancée », son histoire du Git et reproduit de nombreuses coupures de journaux.
- 27) Cf. *Le moral des troupes 1962-1986*, Jean Mialet et Jean Schlumberger, préface du général Poirier, éd. Economica, Paris, 1987.

## Éditions Révoltes



avril 1999, 208 pages • 10 €

septembre 2002,  
164 pages  
+ cahier photos  
10 €



Ce livre raconte la vie de Lina Crétet,  
ouvrière et syndicaliste à la Rhodiacéta

# Centre coopératif d'histoire vivante des révoltes et des alternatives sociales

Cette association a pour but de créer à Lyon, ville de la révolte des canuts, un centre d'archives et de témoignages sur les révoltes d'hier et d'aujourd'hui, afin que les traces de ces initiatives, de ces actions, de ces moments de l'histoire devant lesquels des individus, des collectifs et des mouvements sociaux expriment le besoin de manifester leur refus, ou leur désir de vivre autrement, et d'envisager la transformation sociale vers plus de justice et de liberté, deviennent une source de mémoire commune.

Pour cela, nous voulons mettre à la disposition des militants, des chercheurs, des citoyennes et des citoyens actifs un matériau qui souvent est dissous ou parfois occulté dans les pages des manuels d'histoire. Nous voudrions que ce centre puisse servir de lieu d'échange sur les diverses activités des uns et des autres, afin de tisser collectivement une mémoire active, vivante, permettant aux nouvelles générations de s'en ressourcer. Cette approche est soucieuse d'élaborer une histoire en relation avec le monde d'aujourd'hui, avec les acteurs eux-mêmes quand c'est possible.

Nous voudrions aussi créer un lien possible entre l'action de terrain, l'analyse et la critique sociale. En effet, il serait souhaitable que la réflexion ne soit pas l'apanage de quelques professionnels mais le résultat d'une pédagogie collective non hiérarchique permettant à nous tous d'apporter une contribution pratique et théorique à la transformation de nos sociétés.

Nous voudrions organiser des débats, des séminaires, des expositions, des travaux sur des publications, des rencontres à thèmes, où l'éclairage critique sur telle ou telle révolte, sur tel ou tel événement social, exprime une tentative d'aller plus loin que le simple constat d'un phénomène.

Nous souhaitons que ce lieu conserve son indépendance et l'autonomie nécessaire afin de travailler et de s'engager aux côtés de ceux et celles qui se révoltent contre l'ordre établi, les injustices sociales, et qui cherchent des moyens pour créer de nouveaux espaces de liberté.

Cette association est ouverte à tous. Si vous êtes intéressé, vous pouvez nous contacter à l'adresse postale suivante :

***Révoltes***

10 rue Dumont-d'Urville, 69004 Lyon